

LA

POLITIQUE FRANÇAISE EN ÉGYPTÉ

A LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE.

(Suite et fin¹.)

La monarchie a poursuivi à plusieurs reprises l'exécution de vastes plans commerciaux, de véritables plans de pénétration asiatique. Lorsqu'on rapproche des tentatives accomplies en même temps ou à peu d'années de distance, sur des points quelquefois très éloignés les uns des autres, on aperçoit entre elles un lien et l'on voit s'en dégager un plan.

L'année même où il lit au Conseil un « Mémoire sur le commerce », qui est tout un programme de relèvement maritime, Colbert fonde la Compagnie des Indes, lui assure un fonds considérable, une flotte, des comptoirs dans l'Indoustan, un établissement à Madagascar (1664). Un an après, il charge M. de La Haye-Vantelet d'obtenir de la Porte l'ouverture à notre marine du port de Suez et de la mer Rouge (1665). L'année même (1670) où il renouvelle à M. de Nointel les instructions données cinq ans auparavant à M. de La Haye, il invite nos consuls dans le Levant à lui faire connaître « de quels moyens l'on pourrait se servir pour avoir fréquemment des nouvelles des Indes, combien de caravanes de Perse et des Indes il vient chaque année dans leur échelle, combien elles emploient de temps dans chaque voyage, tant en allant qu'en revenant..., etc. ». En 1702, le comte de Pontchartrain charge un émissaire de se rendre auprès du roi de Sennaar et du négus d'Abyssinie et de chercher de ce côté un accès à la mer Rouge. L'année même où cet envoyé, Le Noir du

1. Voir *Revue historique*, t. XCI, p. 1.

Roule, périt assassiné, un autre agent, Jean-Baptiste Fabre, part en mission auprès du shah de Perse (1704). Ainsi rapprochées par leur date et par leur objet, toutes ces tentatives apparaissent comme les différentes parties d'un même tout, d'un plan traditionnel de pénétration aux Indes par les grandes routes commerciales de l'antiquité.

La royauté a été hantée par ce plan jusqu'à ses derniers instants. L'Inde a exercé sur elle une sorte de fascination. Le commerce de cette région lui est apparu comme le commerce par excellence, « le grand commerce », « le seul qui soit considérable » et qui permette d'assurer à jamais la prospérité économique du royaume. Détourner cette source de richesses et la capter au profit de nos nationaux a été, depuis Colbert, l'objectif invariable de tous nos ministres, de tous ceux du moins qui ont eu le souci de leurs devoirs, le but suprême de leurs efforts en matière maritime et commerciale.

Ils ont essayé de l'atteindre, tantôt par l'une, tantôt par l'autre des voies qui s'offraient à les y conduire : par le Cap, par l'Égypte et la mer Rouge, par l'Asie Mineure et le golfe Persique, par la Perse et l'Asie centrale. En 1768, la route du golfe Persique paraissait avoir les préférences du gouvernement royal. Entre le duc de Praslin, ministre de la Marine, M. de Perdrian, consul de France à Alep, et la Chambre de commerce de Marseille, s'élaborait un vaste plan qui resta d'ailleurs sans effet, en vue d'attirer le commerce de l'Inde dans la Méditerranée par la voie de Bassora, de Bagdad et d'Alep¹. Deux ans après, la chute de Choiseul entraînait dans l'oubli la question de l'accès aux Indes, par quelque voie que ce fût.

Une foule de documents prouve au contraire la fidélité du public à cette idée, dont on peut ainsi suivre la trace jusqu'au moment où le gouvernement s'en empara, pour essayer encore une fois de la réaliser. Mais ce n'est ni la voie de Bagdad ni celle de la Perse que désigne l'opinion publique; c'est celle dont, par trois fois, le grand Colbert a essayé de nous ouvrir l'accès : celle de Suez et de la mer Rouge.

1. « Mémoire sur le commerce que la nation française peut entreprendre dans le golfe Persique, Bassora, Bagdad et échelles du Levant, présenté en 1768 à Monseigneur le duc de Praslin, ministre de la Marine, par le sieur Petro de Perdrian, consul de France à Alep, etc. » (Arch. hist. de la Chambre de commerce de Marseille, HH 2, 1768.)

Amener à Suez les marchandises des Indes, en assurer le transport, par un moyen quelconque, route, canal maritime ou canal dérivé du Nil, entre la mer Rouge et la Méditerranée, telle est la solution dont le public continue à se montrer partisan. Cette solution suppose deux conditions, qui apparaissent comme la clef de voûte de tout le système : l'ouverture au pavillon français de la mer Rouge et du port de Suez, fermés à toutes les marines chrétiennes, et la liberté, pour nos marchandises, de « transiter » par le territoire égyptien. C'est par là que l'Égypte devient partie au procès; mais elle n'y intervient, pour ainsi dire, que par voie de conséquence. L'Égypte ici n'est pas une fin, elle n'est qu'un moyen. La fin dernière, le but essentiel, demeure l'Inde, qu'il s'agit d'atteindre pour en capter le commerce. Ramener le commerce de l'Inde dans la Méditerranée, en lui rendant l'accès de sa route primitive, et profiter de la situation prépondérante acquise en Égypte par les Français pour le placer entre leurs mains, ainsi peut se définir l'objet général de l'entreprise. Distincte, sinon indépendante, de la question d'Égypte, la question de Suez n'est qu'un des aspects de cette vaste et complexe question de l'Inde, qui se pose à la fois au Cap, en Égypte, dans le golfe Persique et dans l'Asie centrale.

Les mémoires qui traitent de la conquête de l'Égypte font tous une part importante à la communication de l'Europe avec l'Inde. Mais il en existe aussi qui traitent spécialement de cet objet et n'envisagent la conquête que comme un moyen d'atteindre leur but. En 1773, par exemple, M. de Grimoard propose que la France et la Hollande s'unissent pour mettre la main sur le détroit de Bab-el-Mandeb, établir un agent à Moka, se frayer un passage de Suez au Caire et tenir ainsi à leur discrétion la puissance anglaise dans l'Inde¹. Est-il un titre plus significatif que celui-ci : *Mémoires sur la nouvelle route aux Indes orientales*²? Cette route, c'est naturellement celle de Suez, par laquelle Louis de Laugier rêve « d'associer Marseille, sa patrie, au port de Lorient, pour faire avec plus d'aisance, de sûreté et

1. « Mémoire sur les projets que la France et la Hollande peuvent former relativement à l'Asie et sur les motifs qui doivent engager ces deux puissances à s'unir pour y opérer une révolution. » (Arch. des Aff. étr., Mémoires et documents, Indes orientales et colonies françaises, 7, 7, 1773.)

2. Arch. des Aff. étr., Mémoires et documents, Indes orientales et colonies françaises, 7, 7.

de bénéfice le commerce des Grandes-Indes ». De Pondichéry à Marseille, il y a environ 1,800 lieues, tandis que de Pondichéry à Lorient il y en a presque quatre fois autant. « On peut tout au plus calculer le temps de la nouvelle route au tiers de celui que demande l'ancienne. » Aveuglé par une illusion qui lui faisait croire le sultan résigné à se dessaisir de l'Égypte, Laugier ne doutait pas qu'il ne nous accordât le passage des troupes, de l'artillerie et des munitions, l'autorisation de construire au Caire « une bonne citadelle pour 8 à 10,000 Français », une « forteresse moyenne » à Alexandrie, des magasins et casernes bien retranchés à Suez et le droit de tenir garnison dans ces trois villes. Ces concessions pourraient être le prix de la loyale assistance que nous offririons aux Turcs dans leur prochaine et inévitable guerre avec les Russes. Grâce à ces dispositions, nos troupes arriveraient à Pondichéry « en meilleur état que ne le serait un régiment qu'on ferait passer de Strasbourg à Marseille..., tranquilles possesseurs de la communication des deux mers, nous serions bientôt en état d'humilier les Anglais en Asie et de leur faire la loi, ainsi qu'aux autres puissances qui y commercent ».

Mais comment établir cette communication ? Au moyen d'un canal, répond Laugier, qui ne désespère pas de persuader au divan d'exécuter ce travail à ses dépens, moyennant l'envoi « des hydrauliques et des architectes dont il manque ». Le gouvernement fera partir pour Alexandrie deux ingénieurs, deux capitaines marchands avec douze matelots robustes, auxquels s'adjoindraient sur place deux commis français et un interprète. Seuls initiés au secret, les deux ingénieurs entreprendraient un voyage d'études, se donnant « pour deux académiciens célèbres allant interroger la nature dans ces climats » ; ils revêtiraient le costume des Grecs. Leur exploration s'étendrait aux côtes de la mer Rouge, au port de Suez, aux terres qui séparent ce port de Coptos sur le Nil, au Caire et à Alexandrie.

La proposition d'un canal de jonction n'est déjà plus nouvelle, l'idée en est désormais admise, presque banale. Il n'y a plus de dissidence que sur la question du tracé. Le baron de Waldner¹, qui rejette absolument l'hypothèse d'un canal dérivé du Nil, préfère au tracé direct de Suez à Péluse un canal de vingt-huit lieues de longueur, allant de Suez au lac de Sirbonide, près de

1. Arch. des Aff. étr., Mémoires et documents, Turquie 14^a 15.

Gaza. Une précision qui va jusqu'à la minutie supplée comme toujours à la faiblesse de l'argumentation. Dimensions du canal, prix et durée des travaux, tout est prévu, déterminé. Parmi ces puérilités, on est surpris de trouver des idées justes, des détails intéressants. C'est ainsi que Waldner détruit la légende de l'inégalité des deux mers, objection qu'il traite de « fantôme de l'ignorance » et de « crainte vulgaire ». Il est curieux aussi de le voir proposer l'emploi de la main-d'œuvre indigène, de ces vagabonds que le gouvernement turc n'a jamais su fixer, c'est-à-dire des Bédouins nomades, pour lesquels il aurait voulu construire « une maladrerie sur les bords de Suez, près des fontaines de Moïse ».

Il faut, dans ces projets, faire une place à part à celui du baron de Tott, parce qu'il resta, pour ainsi dire, moins platonique que les autres. Pendant son séjour en Égypte, en qualité d'inspecteur des échelles du Levant, Tott jeta les bases d'une entente avec le grand douanier Cassis et envoya même à Suez un certain Delalanne, dont le déplacement figure sur les comptes de l'inspection pour une somme de 765 piastres¹. C'est la seule indication que l'on ait au sujet de cette mission. Revenu à Constantinople, Tott mit sous les yeux de Mustapha III le projet d'un canal de jonction entre la Méditerranée et la mer Rouge, projet que le sultan aurait accueilli avec une faveur dont l'exemple est fort rare en pareille matière. Ce serait en effet, avec la proposition d'El-Eudj-Ali en 1586, la seule velléité que la sublime Porte eût jamais manifestée de résoudre le problème par ses propres moyens.

Malgré d'aussi pressantes sollicitations, le gouvernement français fit preuve, jusqu'en 1785, d'une indifférence qui contraste avec l'activité des Anglais. Ceux-ci profitèrent en effet beaucoup mieux que nous des bonnes dispositions d'Ali-Bey, qui gouverna l'Égypte de 1766 à 1773 et qu'on a prétendu hanté de toutes les vastes conceptions de Bonaparte, de Méhémet-Ali et de M. de Lesseps. Des Anglais indépendants de la Compagnie des Indes passèrent avec lui une convention qui ouvrait Suez à leurs navires; leur pavillon y parut déjà de son vivant. Peu de temps après la mort de ce mameluk, l'Anglais Bruce, ancien consul de sa nation à Alger, revenant d'un voyage en Éthiopie, obtint de Mohammed-Abou-Dahab, successeur d'Ali-Bey, la confirmation

1. Arch. des Aff. étr., carton intitulé : Inspection des échelles; inspection du baron de Tott.

du privilège accordé à ses nationaux (avril 1773)¹. La Porte répondit à ces premières démarches par le firman de 1774, qui interdit l'accès du port de Suez aux navires francs venus de l'Inde.

Ce firman n'empêcha pas les Anglais de fréquenter la mer Rouge et de négocier avec Abou-Dahab. En janvier 1775 arrivèrent à Suez deux vaisseaux, l'un chargé de marchandises, l'autre destiné seulement à précéder le second en opérant des sondages et en indiquant la route par des signaux². Ils furent bientôt rejoints par un agent de la Compagnie anglaise des Indes, porteur de lettres du gouverneur de Bombay, et qui repartit au bout de cinq mois, emportant pour 30,000 écus de marchandises d'Europe et 80,000 écus en espèces. Le 7 mars 1775, intervint un traité entre « le sérénissime et très puissant prince Mohammed-Abou-Dahab et l'honorable Warren Hastings, président et gouverneur pour la nation britannique dans le Bengale³ ». Aux termes de ce traité, acheté à haut prix, les Anglais obtenaient la liberté absolue de la navigation entre Suez et l'Inde, toutes sortes de sûretés pour le transport de leurs marchandises de Suez au Caire, l'abaissement des droits à 6 1/2 % pour les provenances de Madras et du Bengale, à 8 % pour celles de Surate et de Bombay. A partir de ce moment, il n'y a pas de dépêche où notre consul n'annonce l'arrivée de quelque navire anglais à Suez. Presque chaque fois aussi prenait terre quelque officier de la Compagnie des Indes, porteur de dépêches importantes. Tantôt c'est un agent du gouverneur de Bombay, tantôt un conseiller au conseil supérieur de Madras, tantôt un colonel et deux ou trois fonctionnaires qui gagnent Alexandrie en toute hâte et s'embarquent sur le premier navire venu, en partance pour l'Europe, pour Trieste, de préférence à Marseille. Un nommé Baldwin, résidant au Caire, est spécialement chargé d'assurer leur passage et de veiller sur cette correspondance⁴.

Ces allées et venues mystérieuses finirent par donner l'alarme

1. Arch. des Aff. étr., Correspondance consulaire, Le Caire. Lettre du consul Danurat, en date du 24 avril 1773.

2. Arch. des Aff. étr., Correspondance consulaire, Le Caire. Lettres du consul Mure en dates des 20 février et 6 juin 1775.

3. Arch. des Aff. étr., Correspondance consulaire, Le Caire, 1775.

4. Arch. des Aff. étr., Correspondance consulaire, Le Caire. Lettres du consul Mure, 15 mars 1776, 15 décembre 1776, 15 janvier 1777, 3 mars 1777, 5 avril, 23 avril 1777.

au Caire, à Constantinople et à Versailles. Dès 1776, le sultan essaya d'y couper court par un commandement. Comme cette mesure était restée sans effet, la Porte se décida à émettre un nouveau firman, dans lequel, avouant franchement ses craintes sur la profanation des villes saintes et la conquête de l'Égypte, elle enjoit de saisir les navires et les marchandises qui arriveraient à Suez. Ce firman n'était pas dû à la seule initiative de la Porte, mais aussi à l'intervention de l'ambassadeur d'Angleterre lui-même, agissant à l'instigation de la Compagnie des Indes. Celle-ci, jalouse de la concurrence que le commerce libre lui faisait par cette voie, n'avait pas hésité à solliciter l'appui du gouvernement turc pour y mettre obstacle. Cet exemple mémorable des entraves créées au commerce national par une compagnie privilégiée fit sur les esprits une impression d'autant plus forte qu'il eut un dénouement plus inattendu.

Une caravane anglaise s'étant acheminée, peu de temps après, de Suez au Caire, les beys la firent détrousser et piller par les Bédouins (1779). Il paraît probable qu'en se faisant complice de cet acte barbare, le gouvernement anglais obéissait surtout au désir de couper court pour jamais à un commerce qu'il craignait de voir tomber entre les mains des Français, beaucoup plus solidement établis au Caire et depuis beaucoup plus longtemps que ses propres sujets¹.

La France apporta d'abord à combattre les menées de l'Angleterre une extrême timidité. Elle en fut pourtant très exactement tenue au courant et reçut même d'Égypte des offres spontanées de service. En 1775, le grand douanier avertit le consul Mure que Mohammed-Bey verrait avec plaisir les bâtiments français fréquenter la mer Rouge et exploiter le commerce de l'Inde par cette voie². Notre consul répondit en indiquant au bey les conditions préalables d'un projet de cette nature : liberté du transit par Suez et abaissement des droits de douane. Puis, il en référa à sa cour, en demandant les pouvoirs nécessaires pour traiter. La réponse du ministre Sartine n'exprime qu'indécision

1. Rapport du maréchal de Castries au roi sur le commerce des Indes par la mer Rouge, 1^{er} octobre 1785. (Correspondance de Turquie, vol. 173. Voy. aussi la lettre de Magallon à Choiseul-Gouffier, 23 avril 1785, Correspondance de Turquie, vol. 172.)

2. Arch. des Aff. étr., Correspondance consulaire, Le Caire. Lettre du consul Mure, 20 février 1775.

et crainte de se compromettre¹. Il ne faut pas, dit-il, se laisser entraîner par des promesses à des démarches imprudentes. La difficulté vient de la situation politique de l'Égypte. « Si ce pays était indépendant du grand seigneur, comme les régences de Barbarie, on pourrait traiter avec le souverain et le déterminer à nous accorder un privilège dont le résultat pourrait flatter son avarice ou le désir de faire prospérer son pays. Mais, quoique dans le fond la Porte ait conservé peu d'influence sur l'Égypte, elle la regarde cependant comme une de ses provinces, et le grand seigneur en est reconnu encore pour le seul prince légitime. » En somme, tout en félicitant le consul de son attitude, le ministre lui refuse l'autorisation nécessaire pour traiter. En 1780, Vergennes lui-même jugeait encore opportun d'attendre, ou bien la soumission entière de l'Égypte pour négocier avec la Porte, ou bien son émancipation complète pour s'entendre avec les beys.

L'initiative du gouvernement se borne, jusqu'en 1783, à l'envoi de quelques officiers aux Indes par la mer Rouge. M. de Grandmaison, commissaire des guerres, après avoir perdu trois de ses compagnons en route, mourut lui-même dans la traversée de Mascate à Bombay. Il s'était chargé d'instruire nos négociants de l'Inde de toutes les notions nécessaires à ceux qui auraient envie d'entretenir des relations avec l'Europe par la mer Rouge et l'Égypte. Les Anglais prétendirent avoir trouvé dans ses papiers un plan d'attaque de Bombay, et les autorités françaises de l'Inde durent le désavouer (1776-1777)². Plus heureux que son prédécesseur, M. de Montigny, parti de Constantinople, parvint sans encombres au terme de son voyage (1777-1778)³. Ces missions prennent une certaine importance, si l'on songe que la guerre éclata, en cette même année 1778, entre la France et l'Angleterre et remit en question la domination de l'Inde. Dès le commencement des hostilités, un Français, nommé Froment, partit de Pondichéry pour se rendre en France par l'Égypte. En arrivant à Versailles, il soumit au maréchal de Castries, ministre de la Marine, des observations qui firent

1. Arch. des Aff. étr., Correspondance consulaire, Le Caire. Lettre du ministre Sartine, 2 octobre 1775.

2. Arch. des Aff. étr., Correspondance consulaire, Le Caire, 3 mars 1777 et 17 juin 1777.

3. Arch. des Aff. étr., Correspondance consulaire, Lettre du consul Mure, 3 mars 1777.

peut-être germer dans l'esprit de ce ministre l'idée du plan dont il poursuivit plus tard l'exécution. Aussi, après la signature des préliminaires de Paris, Froment fut-il chargé d'en porter la nouvelle aux Indes par la même voie (1782). Il en profita pour recueillir de nouvelles indications, dresser une carte et communiquer ses idées au gouverneur français de l'Inde, qui en fit l'objet d'un rapport à sa cour¹.

De leur côté, les Anglais n'avaient pas mis fin à toute tentative de communication avec l'Inde par Suez. En 1781, des négociants engagèrent avec Ibrahim et Mourad-Bey des pourparlers qui restèrent d'ailleurs sans effet.

C'est dans ces circonstances que la paix de Versailles (1783) et l'envoi à Constantinople d'un nouvel ambassadeur, le comte de Choiseul-Gouffier (1784), vinrent donner le signal d'une remarquable tentative. « Quant à la navigation de la mer Rouge, que le grand Colbert avait à cœur de procurer à la France, Votre Majesté ne doit pas s'attendre que la Porte, qui l'a refusée constamment à Louis XIV, se prête à la lui accorder². » Ainsi s'exprimait Saint-Priest, avec une franchise un peu brutale, en s'adressant à Louis XVI au retour de son ambassade. « Au reste, » ajoutait-il quelques lignes plus bas, « Votre Majesté peut aisément se passer du consentement des ministres ottomans. La station d'une ou deux frégates françaises dans la mer Rouge y assurerait son pavillon et le rendrait maître de ce riche commerce. » Mais, avant d'employer la force, ne pouvait-on recourir à un autre moyen? A défaut du consentement de la Porte, ne pouvait-on se contenter de celui des maîtres de l'Égypte, sauf à solliciter ensuite la ratification du sultan? Jusqu'alors, c'est à Constantinople que le gouvernement français avait cherché la solution du problème; désormais, c'est au Caire qu'il transporte la négociation. C'est ce qui fait le caractère propre et l'originalité de la campagne diplomatique menée, de 1783 à 1787, par le maréchal de Castries, le comte de Choiseul-Gouffier et divers agents subalternes pour l'introduction du pavillon français dans la mer Rouge.

1. Arch. des Aff. étr., Mémoires et documents, Indes orientales, Chine, Cochinchine, 19, 5. Lettre adressée, le 13 décembre 1780, par le sieur Froment à M. de Fleurieu, ministre de la Marine.

2. « Mémoire du comte de Saint-Priest sur le commerce de la France en Levant. » (Arch. des Aff. étr., Mémoires et documents, Turquie 17, 15.)

Au mois de juillet 1783, le gouvernement français envoya en Orient quelques officiers de marine, en vue de reconnaître « l'état de défense et les moyens d'attaque » des îles de l'Archipel et des côtes de l'Empire ottoman. Il profita de cette circonstance pour charger l'un d'eux, le comte de Bonneval, de se rendre en Égypte et d'y faire une enquête sur les relations commerciales de Suez avec l'Inde. « Le sieur comte de Bonneval », disaient les instructions remises à cet officier, « prendra du sieur Mure, consul à Alexandrie, tous les éclaircissements relatifs à une exploitation si désirable. Il fera un voyage au Caire, et même à Suez, s'il le peut avec facilité. Il prendra une connaissance entière de notre factorerie du Caire, livrée à elle-même dans cette ville immense¹. » M. de Bonneval n'ayant pu remplir les termes de ce programme, les instructions qui lui avaient été données furent reproduites dans celles de Choiseul-Gouffier, en date du 9 mai 1784², où elles prirent place entre des articles relatifs à la mer Noire et à la Perse, dans le vaste plan commercial dont il faut faire honneur au maréchal de Castries. L'ambassadeur était invité à fournir « un tableau de comparaison des deux voyages » par Suez et par Bassora, ainsi que « des cartes exactes tant de la mer Rouge que de ses côtes et des points principaux de l'Égypte ». Les instructions laissent voir une préférence marquée par cette route, par laquelle un messenger pouvait parvenir de Marseille à Bombay en quarante-huit jours.

À peine arrivé à Constantinople, le 10 décembre 1784, Choiseul-Gouffier chargea un lieutenant de vaisseau, M. de La Prévalaye, de la mission confiée, l'année précédente, à M. de Bonneval³. Dans des instructions très développées, il le mit au courant de tout ce qui pouvait lui être utile, retour et débit des marchandises de l'Inde, résultats obtenus par les Anglais, etc., et lui traça pas à pas sa conduite. Aussitôt parvenu devant Alexandrie, La Prévalaye débarquera de sa corvette, la *Poulette*, sans autre suite qu'un dessinateur et trois ou quatre hommes de son équipage. Après s'être entretenu avec notre consul général, il se rendra à Rosette et remontera le Nil jusqu'au Caire, où le consul l'aura adressé à une personne sûre. Là, il liera connais-

1. Arch. des Aff. étr., Correspondance de Turquie, vol. 169, 9 juillet 1783.

2. Arch. des Aff. étr., Correspondance de Turquie, vol. 170, 9 mai 1784.

3. « Mémoire pour servir d'instruction particulière à M. de La Prévalaye, 10 novembre 1784. » (Arch. des Aff. étr., Correspondance de Turquie, vol. 171.)

sance avec le grand douanier Antorun Cassis et fera en sorte de s'insinuer dans la confiance des beys. Il ne s'agit pas, pour le moment, de passer une convention avec eux, mais seulement de chercher à connaître les droits qui seraient, le cas échéant, payés à Djedda, à Suez et au Caire. La Prévalaye étudiera aussi les moyens d'établir à Moka et à Djedda des agents officiels reconnus par les Turcs. L'ambassadeur pourrait ensuite faire armer par quelque négociant un bâtiment dont il solliciterait l'admission à Suez. La mission de La Prévalaye n'eut malheureusement pas plus de succès que celle de Bonneval; il suffit de la publicité donnée à sa venue pour l'empêcher d'arriver jusqu'au Caire.

Sans se laisser décourager par deux échecs consécutifs, Choiseul-Gouffier renouela les mêmes instructions à un troisième officier de marine, M. de Truguet, au commencement de 1785¹. Il l'autorisa, en outre, à traiter avec les beys. Truguet prit terre à Alexandrie, gagna le Caire sous un déguisement et se mit en rapport avec un négociant marseillais, Charles Magallon, qui, depuis le transfert de notre consulat du Caire à Alexandrie, remplissait bénévolement envers ses compatriotes l'office du consul le plus dévoué. La femme de ce commerçant exerçait sur la principale femme de Mourad-Bey une influence qu'elle faisait servir au bien de son pays. « Je ne cesse, par l'entremise de ma femme », écrit Magallon lui-même, « de cultiver l'amitié des grands. Il ne se passe pas de semaine et même de jour que nous ne nous rappelions à leur mémoire par l'envoi de petites bagatelles que nous savons leur faire plaisir. Ma femme jouit de leur estime; elle n'aura pas de peine à m'y faire participer. » C'est grâce aux intelligences de ce ménage de négociants dans le harem que Truguet réussit à entrer en pourparlers avec Mourad-Bey, à se faire écouter et à traiter directement avec ce Mameluk, sans qu'il lui en coûtât autre chose que des prévenances et « quelques présents de bien peu de valeur par rapport à la magnificence d'un prince dont le luxe presque fabuleux était le produit de brigandages continuels ». Mourad-Bey, en la fidélité duquel Truguet affirme sa confiance, lui promit de venir lui-même à cheval, à la tête de toute sa maison, veiller à la sécurité de nos caravanes entre Suez et le Caire. Malgré cette assurance,

1. Arch. des Aff. étr., Correspondance de Turquie, vol. 172. Lettre de Choiseul-Gouffier au maréchal de Castries, en date du 26 février 1785.

Truguet jugea prudent de passer une convention avec un cheik arabe, dont tous les marchands turcs achetaient la protection pour le transport de leurs marchandises d'une ville à l'autre. Il acheva de nous mettre à couvert de toute surprise en traitant également avec le grand douanier Joseph Cassab. Il obtint enfin de Mourad la promesse de faire contresigner par Ibrahim-Bey le traité intervenu entre eux, et lui en laissa une copie qui parvint bientôt après à Constantinople, revêtue de la signature d'Ibrahim. Truguet rejoignit ensuite sa corvette, pourvu de toutes les informations désirables sur le commerce de l'Inde et d'une carte de la mer Rouge, autrefois dressée par les Anglais¹.

Les actes du 10 janvier 1785 se composent donc de trois traités qui se complètent l'un l'autre. Le premier, en dix-huit articles, signé par Truguet et Mourad-Bey, et, ultérieurement, par Ibrahim-Bey, stipule que les négociants français seront accueillis et protégés à leur passage en Égypte, à l'aller comme au retour; que les marchandises de l'Inde payeront 2 % au pacha, 4 % au commandant de l'Égypte, et seulement 3 % en tout lorsqu'elles seront destinées à la France; qu'aussitôt après l'arrivée de nos navires à Suez, les beys pourvoiront au transport du chargement au Caire, avec toute la célérité et la sécurité possibles. Le second acte, dans lequel le grand douanier se laisse qualifier de « protecteur, surintendant et bon conseiller » des négociants français, enregistre la promesse de ne pas élever le taux des droits de douane. Le troisième enfin met à la charge d'El-Hadj-Naser-Chedid, cheik arabe, le salaire de l'escorte et les péages prélevés par les tribus du désert et le rend personnellement responsable de tout accident fâcheux survenu en chemin, moyennant le paiement d'une somme fixe pour chaque charge de chameau².

Les succès incroyables de Truguet surpassèrent toutes les espérances de Choiseul-Gouffier, qui en rendit compte au maréchal de Castries, le 26 février 1785. C'est avec orgueil qu'il comparait ce résultat presque gratuit aux millions dépensés par les Anglais et cette trilogie de traités, édictant toutes les garanties possibles,

1. Arch. des Aff. étr., Correspondance de Turquie, vol. 172. Lettre de M. de Truguet au ministre, 24 février 1785.

2. Arch. des Aff. étr., Correspondance de Turquie, vol. 172. Ces actes sont annexés à la lettre de Choiseul-Gouffier, en date du 26 février 1785.

à leur traité déchiré de 1775. Restait à obtenir l'assentiment de la Porte, dont les beys avaient réservé le consentement. Choiseul-Gouffier entreprit de « faire concevoir au grand vizir tous les avantages qui devaient résulter pour l'Empire ottoman de sa condescendance à nos désirs ». Il songea même, pour augmenter le poids de son argumentation, à se procurer un diamant de 40,000 écus que ce ministre faisait chercher partout. Notre ambassadeur rencontrait en effet, dans l'entourage du sultan, plus de préventions que jamais contre son projet. D'ailleurs, malgré toutes les précautions prises tant à Constantinople qu'au Caire, des lettres de nos négociants d'Égypte ne tardèrent pas à répandre le bruit de nos succès. Ce simple soupçon mit tout le corps diplomatique en émoi. L'ambassadeur d'Angleterre multiplia sur-le-champ les démarches auprès de la Porte; tous les autres ministres suivirent son exemple. Dans ces conditions, il était à craindre qu'une confirmation solennelle des engagements pris par les beys ne servît qu'à stimuler le zèle de nos rivaux. Cette confirmation paraissait d'ailleurs de jour en jour moins probable. Le grand vizir venait d'être déposé, le mufti arrêté¹.

Sans renoncer à poursuivre une négociation dont il prévoyait la lenteur, Choiseul-Gouffier conseilla cependant de n'en pas attendre la fin pour profiter des avantages acquis. Une clause du traité de Truguet avec les beys obligeait ceux-ci à faire bon accueil aux navires français qui arriveraient à Suez avant la ratification de l'arrangement par la Porte. Pourquoi ne pas profiter de cette faculté provisoire pour faire une première expédition de marchandises des Indes à Suez? « Deux vaisseaux d'environ 600 tonneaux seraient suffisants ». Choiseul-Gouffier conseille d'en confier l'armement à un négociant marseillais, M. de Seymandi, qu'il avait engagé à se rendre à Versailles pour en conférer avec le maréchal de Castries².

Un hasard fournit justement la preuve des bonnes dispositions des beys à notre égard. La corvette *l'Auguste*, qui avait quitté Pondichéry le 22 janvier 1785, mouilla à Suez le 23 avril, ayant

1. Arch. des Aff. étr., Correspondance de Turquie, vol. 172. Lettre de Choiseul-Gouffier à Castries, en date du 26 mars 1785. Lettre de Magallon à Choiseul-Gouffier, en date du 23 avril 1785.

2. Arch. des Aff. étr., Correspondance de Turquie, vol. 172. Choiseul-Gouffier à Castries, le 25 avril 1785.

à bord M. de Canaple, lieutenant-colonel, chargé de dépêches pour la cour, le comte de Rully, colonel du régiment d'Austrasie, et M. de Ménesse. Le commandant de la ville signifia aux passagers de ne pas débarquer avant l'arrivée des ordres du Caire. A peine instruits de cet incident par Magallon, Ibrahim et Mourad prirent immédiatement toutes les mesures nécessaires au débarquement de nos officiers et à leur passage à travers l'Égypte¹.

A Constantinople, au milieu de l'anarchie qui suivit la déposition du grand vizir, Choiseul-Gouffier put surprendre au capitán pacha, qui exerçait les fonctions de kaimakan, une « lettre d'amitié » aux beys d'Égypte, appelant leur protection sur « les navires et les sujets français qui vont et viennent par la mer de Suez, avec des lettres pour leur consul, de la part des négociants de leur nation établis aux Indes² ». Titre d'une valeur contestable, mais que le caractère exceptionnel des circonstances pouvait faire considérer comme suffisant. Le sort de nos traités dépendait de la rapidité de nos résolutions. Les beys venaient d'envoyer à la Porte une députation, dont la mission équivalait à une déclaration d'indépendance. Spécifiant eux-mêmes les conditions qu'ils voulaient bien s'imposer, ils ne consentaient plus, au lieu du tribut annuel dont ils éludaient le paiement depuis deux ans, qu'à fournir quelques provisions à la caravane de La Mecque. Ce n'était donc plus la permission de la Porte qu'il s'agissait d'obtenir, mais bien son silence, tout au plus son aveu. Choiseul-Gouffier croyait pouvoir en répondre, pourvu qu'on agît sans retard. Les étrangers en effet n'avaient pas cessé leurs démarches. L'ambassadeur d'Angleterre avait envoyé en Égypte, sous prétexte de lui chercher des médailles, un Italien qui lui servait d'espion. Choiseul-Gouffier comptait bien faire voyager notre homme désagréablement et lui interdire tout accès auprès des beys, mais il était moins sûr de pouvoir déjouer « la vigilance intéressée de l'Empereur et l'activité de l'internonce ». Il n'était pas jusqu'à Venise qui n'eût mis en mouvement son nonce et ses

1. Arch. des Aff. étr., Correspondance de Turquie, vol. 172. Magallon à Choiseul-Gouffier, 23 avril 1785; Choiseul-Gouffier à Castries, 5 juin 1785, et Mure à Castries, 5 juin 1785.

2. Arch. des Aff. étr., Correspondance de Turquie, vol. 172. Choiseul-Gouffier à Castries, le 10 mai 1785.

consuls. « Il n'y a pas un moment à perdre, » concluait Choiseul-Gouffier¹.

En France, cependant, le ministre de la Marine perdait son temps et sa peine à lutter contre l'opposition de la Compagnie des Indes que le contrôleur général Calonne venait de ressusciter par arrêt du 14 avril 1785. Depuis cette funeste décision, le maréchal de Castries s'ingéniait à concilier avec les offres qu'il avait reçues de M. de Seymandi le monopole de la nouvelle compagnie, qui s'étendait à la mer Rouge. Il fit appel, pour sortir d'embarras, aux lumières de Saint-Priest, de Tott, de Choiseul-Gouffier et de M. de Cabre, inspecteur du commerce du Levant. Le texte de l'arrêt du 14 avril 1785 était formel. Aux termes de cette disposition, le commerce d'Inde en Inde demeurait bien libre; mais l'article 7 en exceptait expressément la Chine, le Japon et la mer Rouge. Aucun espoir, par conséquent, de pouvoir faire entrer dans les opérations demeurées libres le commerce d'Inde en Égypte. « Nul négociant ne pourra donc spéculer par Suez s'il n'y est invité positivement et en rétractation ou modification de la défense. Sans cela, ajoutait M. de Cabre, nos traités avec les beys, malgré la sanction future de la Porte, deviendraient sans effet et ne seraient que de la besogne préparée pour les Anglais. » Il serait affreux, pensait l'inspecteur, qu'un si bon ouvrage fût sacrifié à une entreprise déjà mauvaise en soi; il n'y aurait pas à hésiter, s'il le fallait, à sortir cette opération inespérée des entraves du privilège exclusif, et, puisqu'elle pouvait opérer une révolution dans le système général de l'Inde, devait-elle être arrêtée par « une minutie des convenances et de l'intérêt particulier »? De deux choses l'une, ou l'arrêt du 14 avril « serait plié à la voie de Suez », ou il était incompatible avec elle, et il n'y avait pas à hésiter à le révoquer².

L'avis qu'il eût été préférable de suivre est certainement celui qu'exprimait M. de Cabre dans ses deux lettres, d'une argumentation irréfutable. Mais cette solution rencontrait chez Calonne une insurmontable opposition. Le contrôleur général croyait sa Compagnie des Indes « la plus belle chose du monde ». Vergennes lui-même témoignait quelque répugnance à se passer du

1. Arch. des Aff. étr., Correspondance de Turquie, vol. 173. Choiseul-Gouffier à Castries, les 5 juillet 1785 et 24 juillet 1785.

2. Arch. des Aff. étr., Correspondance de Turquie, vol. 172. M. de Cabre au maréchal de Castries, les 4, 5 et 26 mai 1785.

consentement de la Porte : « Il répètera qu'il a résidé quatorze ans à Constantinople, qu'il connaît bien les Turcs et qu'il est plus qu'inutile de subordonner une chose décidée et commencée à une chimère », écrit M. de Cabre, que ces lenteurs impatientent. Aussi dût-on se résigner, pour vaincre l'opposition de la compagnie, à transiger avec elle et à faire appel à son concours. M. de Seymandi « prendrait l'attache de la Compagnie », qui aurait recours à lui pour exploiter le commerce de l'Inde par la voie de Suez.

Il ne restait plus qu'à mettre les deux parties d'accord. Seymandi présenta, le 6 juin 1785, au maréchal de Castries, un mémoire¹, par lequel il offrait de consacrer un premier fonds de trois millions au commerce de l'Inde par Suez et proposait à la compagnie de s'unir à lui, en vue de cette opération. Il fixait ensuite les conditions de son compromis avec la compagnie, l'intérêt qui reviendrait à chacun dans les affaires communes, le traitement que recevraient ses agents dans les comptoirs, car l'opération projetée consistant, pour ainsi dire, dans l'exploitation d'une ligne Suez-Pondichéry, restait absolument distincte des opérations proprement dites de la Compagnie des Indes.

Ce programme reçut, dans une assemblée générale tenue le 27 août 1785, de profondes modifications. Les administrateurs ne dissimulèrent pas leur mauvaise opinion de l'opération qui leur était soumise, maintinrent leur droit exclusif à s'en charger et n'y consentirent que par condescendance envers la politique du gouvernement. Ces réserves faites, ils délibérèrent d'envoyer à Moka un bâtiment chargé de marchandises de l'Inde, qu'un autre navire transporterait à Suez, tandis que le premier effectuerait à Moka son chargement de café pour l'Europe. Enfin, « pour attacher M. de Seymandi d'une manière distinguée à son service », la Compagnie le nomma son directeur à Marseille, avec 12,000 livres d'appointements².

Se contentant du peu qu'on lui accordait, le maréchal de Castries chercha à en tirer le meilleur parti possible. Puisqu'un vaisseau de la Compagnie se rendrait à Moka, un bâtiment du roi lui ferait escorte et croiserait dans la mer Rouge, jusqu'à ce que

1. Arch. des Aff. étr., Correspondance de Turquie, vol. 172. « Mémoire sur le commerce des Indes par la mer Rouge », par M. de Seymandi, 6 juin 1785.

2. Arch. des Aff. étr., Correspondance de Turquie, vol. 173. Procès-verbal d'une assemblée de la Compagnie des Indes, 27 août 1785.

les marchandises de l'Inde fussent arrivées à Alexandrie. Le commandant de ce bâtiment aurait ordre de se saisir de tous les navires du pays chargés de café ou d'autres marchandises à destination de l'Égypte si, contre toute attente, Ibrahim et Mourad-Bey manquaient à leurs engagements. Des frégates croiseraient entre Damiette et Alexandrie pour intercepter, au besoin, le trafic de ce côté et en imposer aux Mameluks. Il s'agissait « de si bien cimenter nos traités que l'exécution la plus stricte n'en puisse jamais être subordonnée aux passions et aux caprices des différents beys d'Égypte ». Tel est le plan qu'exposait le maréchal de Castries le 1^{er} octobre 1785 dans un magistral rapport au roi¹. En l'écoutant retracer l'historique de son entreprise, on ne se douterait pas qu'elle était alors si près de sa fin.

La Compagnie acheva en effet de la perdre en la faisant traîner en longueur. Elle commença par réclamer une série de garanties aussi impossibles à obtenir de la Porte que dépourvues d'efficacité : un passeport pour son vaisseau, *le Calonne*; un firman pour son agent à Moka, M. de Monteriff; une lettre du sultan pour le gouverneur de Moka et pour le chérif de La Mecque. Choiseul-Gouffier objecta en vain l'inutilité de pareilles mesures². La Compagnie demanda ensuite communication des traités de 1785; le ministre la lui refusa, dans la crainte qu'elle ne commît des indiscretions au profit de la compagnie anglaise³. Telle est la défiance qu'elle avait su lui inspirer! Elle mit enfin si longtemps à armer un navire, *le Prince de Condé*, que, lorsqu'il fut en état de prendre la mer, les circonstances ne permettaient plus de l'expédier.

La Porte s'était en effet décidée à ressaisir le pouvoir en Égypte et avait chargé le capitan-pacha de réduire les beys à l'obéissance (1787). Celui-ci venait précisément de recevoir leur soumission, quand une frégate française, *la Vénus*, jeta l'ancre à Suez. Magallon sollicita aussitôt du capitan-pacha l'escorte nécessaire au transport des passagers et des dépêches; il fut éconduit,

1. Arch. des Aff. étr., Correspondance de Turquie, vol. 173. Rapport du maréchal de Castries au roi sur le commerce des Indes par la mer Rouge, 1^{er} octobre 1785. — Même volume : Lettres du maréchal de Castries à Mure, consul d'Alexandrie, et à Choiseul-Gouffier, 20 septembre 1785.

2. Arch. des Aff. étr., Correspondance de Turquie, vol. 173. Choiseul-Gouffier à Castries, 10 octobre 1785.

3. Arch. des Aff. étr., Correspondance de Turquie, vol. 173. Le maréchal de Castries au contrôleur général Calonne, 22 décembre 1785.

et ce n'est qu'en plaçant sous les yeux de l'officier turc la lettre que Choiseul-Gouffier avait obtenue de lui deux ans auparavant qu'il put venir à bout de sa résistance. Encore fut-il enjoint à la frégate de repartir le plus tôt possible. Après le départ du capitain-pacha, Magallon réussit cependant à se concilier l'amitié des nouveaux beys et obtint du plus puissant d'entre eux, Ismael, une lettre invitant les commerçants français de l'Inde à expédier des marchandises à Suez et leur promettant la protection de quiconque participait au gouvernement de l'Égypte. En présence de cette assurance, la Compagnie des Indes fit enfin partir son navire, *le Prince de Condé*, qui n'arriva à Suez que le 29 mars 1789. Magallon put encore le faire recevoir et en fit transporter la cargaison au Caire¹. Mais tant de lenteurs avaient fait passer le moment où la France aurait pu introduire son pavillon dans la mer Rouge.

Moins incapable que la Compagnie, le gouvernement se servait encore fréquemment de la voie de Suez pour sa correspondance avec l'Inde. Mais le procédé auquel il avait recours présentait de graves inconvénients. Il confiait ses dépêches à des commissaires spéciaux, dont le voyage attirait l'attention, provoquait les intrigues des Anglais et faisait monter à 30,000 livres les frais d'une simple dépêche. Le 18 décembre 1787, Magallon proposa un système moins coûteux et plus sûr : deux « pakbots », dont l'un partirait en octobre et l'autre en mars, feraient le service entre l'Inde et Suez, où ils arriveraient approximativement en mai et en décembre; Magallon se faisait fort de trouver des hommes obscurs pour porter les dépêches, à l'insu des Anglais et des gens du pays, jusqu'à Alexandrie, où elles seraient expédiées à Marseille sur des bâtiments nolisés par lui. Ainsi, à défaut du commerce, la poste au moins eût utilisé la route que deux siècles de persévérante lutte nous avaient enfin ouverte².

L'espèce de faillite d'une entreprise sur laquelle on avait fondé de si grandes espérances suscita contre la Compagnie des Indes une violente opposition. La plupart des Chambres de commerce de France protestèrent contre son privilège exclusif et en demandèrent la suppression. Les mémoires adressés à la cour par les

1. Arch. des Aff. étr., Correspondance consulaire, Le Caire. Lettre de Magallon, 6 juin 1789.

2. Arch. des Aff. étr., Correspondance consulaire, Le Caire. Lettre de Magallon, 18 décembre 1787.

Chambres de commerce de Guyenne et de Marseille, la *Réplique aux administrateurs de la Compagnie des Indes*, à la rédaction de laquelle l'abbé Morellet prit une part importante, témoignent du regret qu'emporta dans sa tombe l'entreprise mort-née de M. de Seymandi. C'est aussi l'époque à laquelle Volney, dans un ouvrage qui fit sensation, reprend et traite avec autorité la question de la jonction de la Méditerranée à la mer Rouge (1788). La même année, Raynal, dans son *Histoire philosophique*, Savary, dans ses *Lettres sur l'Égypte*, consacrent, le premier tout un ouvrage, le second plusieurs chapitres aux révolutions survenues depuis l'antiquité dans le commerce de l'Inde.

La Constituante réalisa tardivement le vœu des mécontents en abolissant le privilège de la Compagnie des Indes dans la nuit du 4 au 5 août 1789. Restait encore à abroger la mesure qui interdisait d'effectuer les retours de l'Inde par tout autre port que celui de Lorient. Cette défense soulevait les protestations des provinces méridionales de la France qui n'avaient pas perdu l'espoir de se voir associées, par la Méditerranée et la mer Rouge, aux profits de ce lointain trafic. Dans un mémoire consacré au commerce du Languedoc, M. Dupré, député de Carcassonne, réclama pour tous les ports la liberté d'importer des marchandises de l'Inde¹, et, dans la séance du 6 juillet 1790, M. de Sinéty, député de Provence, porta cette revendication à la tribune. Il réveilla le désir d'ouvrir à nos commerçants une route plus courte vers les Indes et montra que les armateurs de la Méditerranée sauraient bien s'en charger, pourvu qu'on leur accordât la liberté d'effectuer leurs retours par les ports de cette mer. « Ce projet, conclut-il, n'est point chimérique, et il eût eu sans doute déjà son effet, si le régime de la liberté eût favorisé jusqu'à ce jour le commerce des armateurs de la Méditerranée, au lieu de les avoir tenus enchaînés sous la loi du régime arbitraire, qui s'est opposé à toutes leurs utiles tentatives et entreprises en ce genre². »

Avant de disparaître, le gouvernement royal fut encore sollicité à deux reprises de reprendre et de mener à bien l'œuvre

1. Arch. hist. de la Chambre de commerce de Marseille. « Mémoire sur le commerce en général et celui du Languedoc..., etc., » par M. Dupré, député de Carcassonne, 1790. HH, articles 42 et 43, Compagnie des Indes.

2. Ibid.

laissée inachevée par le maréchal de Castries. Un des derniers appels en faveur de cette idée est celui que les négociants français du Caire firent entendre dans deux mémoires adressés, le 1^{er} septembre 1790, à l'Assemblée nationale et à la Chambre de commerce de Marseille. Mais, avant d'indiquer l'objet de ces deux mémoires, il nous faut exposer brièvement quelle avait été la condition de nos compatriotes au cours de cette longue période.

*
*
*

En 1768, la nation du Caire se trouvait de nouveau si menacée que Vergennes proposait de l'en retirer et de la réunir à celle d'Alexandrie. C'est en effet l'époque où le gouvernement de l'Égypte change de caractère, perd à peu près complètement celui d'un pouvoir délégué de la Porte pour prendre celui d'un pouvoir indépendant régi par la dictature et transmis par des coups d'État. Le pouvoir passe successivement d'Ali-Bey (1766-1773) à Mohammed-Abou-Dahab (1773-1776), à Mourad et Ibrahim (1776-1787), retourne un moment au sultan, grâce à l'expédition du capitán-pacha (1787), pour retomber entre les mains des Mameluks avec Ismael-Bey. Les querelles des partis entretenaient la révolution au Caire à l'état permanent, et chaque révolution était pour la nation un danger nouveau.

Ali-Bey était assez intelligent pour comprendre l'avantage que retirait l'Égypte de la présence des étrangers. Tout en favorisant les Anglais, il ne maltraita pas les Français, qui achèterent, d'ailleurs, sa bienveillance en se faisant ses créanciers. Aussi sa chute faillit-elle les ruiner (1773). Le baron de Tott devait nécessairement examiner les moyens de soustraire nos négociants au contre-coup des révolutions locales, lorsqu'il vint, en 1777, inspecter les échelles du Levant. Il débarqua à Alexandrie, où le consul de France, trois négociants et un Mameluk vinrent le chercher et le conduisirent à Rosette, puis au Caire. Il y entra de nuit pour éviter la réception solennelle qu'on lui préparait. Mais il eut la malencontreuse idée de rendre officiellement visite au pacha, ce qui fut considéré par les Mameluks comme une protestation contre l'illégalité de leur pouvoir. Une révolution éclata, et c'est au bruit d'un siège, barricadé dans la « contrée » des Français, que Tott tint ses assemblées et légiféra.

Il prononça, au nom du roi, le transfert du consulat général

de France du Caire à Alexandrie. Quelques négociants pourraient demeurer au Caire à leurs risques et périls; placés sous la juridiction du consul général d'Alexandrie, ils recevraient une allocation annuelle de 10,000 livres pour leurs dépenses particulières. Tott écrivit au pacha et au cheik-el-beled du Caire pour les informer de cette décision et les inviter à accorder aide et protection aux Français qui continueraient à résider dans cette ville. Il entreprit ensuite de liquider les dettes de la nation, se rendit à Damiette, où il avait ordre de laisser un vice-consul, et poursuivit son inspection par les échelles de Syrie. A son retour en France, il prit part, les 7 et 8 juillet 1779, à deux comités auxquels assistèrent MM. de Maurepas, de Vergennes, de Sartine, de la Tour, inspecteur du commerce du Levant, et de Rostagny, député du commerce de Marseille. On y jeta les bases d'un règlement général qui sanctionne les principales dispositions prises par M. de Tott au cours de son inspection¹.

Le transfert de l'échelle n'alla pas sans soulever de vives protestations de la part des marchands. Ils ne se firent pas faute de dire que ce serait pour la France la perte du marché du Caire, pour l'Angleterre l'occasion de l'y supplanter. Ils comptaient sans le dévouement de Charles Magallon, qui assumait courageusement la charge de défendre, sans mandat, les intérêts de ses compatriotes.

Sous le gouvernement d'Ibrahim et de Mourad, le crédit de Magallon et de sa femme tint les Français du Caire à peu près à couvert des avanies. Mais il ne put en préserver complètement ceux d'Alexandrie, car, en 1786, le consul de Russie arracha aux beys l'ordre de faire démolir le couvent des Pères de Terre-Sainte. C'était une méconnaissance formelle du protectorat de la France sur les missions et une atteinte grave à son influence, déjà entamée par l'assassinat du consul Boriès, en 1777. L'intervention de Magallon nous valut, cette fois encore, une réparation honorable. Mais, l'année suivante, l'expédition du capitain-pacha faillit conduire nos établissements à la ruine. Les créances consenties par des Français à des beys qu'il exila et dont il confis-

1. Les renseignements qui précèdent sont tirés des archives des Affaires étrangères, Cartons commerciaux, 1768-1789; cartons intitulés : Visite des échelles; inspection du baron de Tott; et Correspondance consulaire, Alexandrie et le Caire.

qua les biens s'élevaient à plus de trois millions, qui durent être passés à profits et pertes. Lui-même extorqua à nos négociants de nouveaux emprunts, dont ils ne revirent jamais intérêt ni capital. Encore, après son départ, la malignité publique accusa-t-elle nos nationaux de l'avoir appelé.

En vain le consul implorait-il la pitié des ministres du roi en faveur des Français demeurés au Caire; le gouvernement n'avait plus le loisir de s'occuper d'eux. Combien il est regrettable qu'on n'ait pu alors profiter du désir que les beys avaient de notre protection. « Les beys du Caire », écrivaient nos négociants eux-mêmes, « ne sont pas des sauvages qui, vivant dans les bois, n'aient jamais entendu parler du roi des Français. Le commandant actuel du Caire a vu Constantinople; il sait les noms des rois de l'Europe; il a une idée de leur puissance. Il a donné des preuves non équivoques du désir qu'il aurait de se lier avec la France¹. » En mars 1789, Ismael-Bey demanda en effet, par l'intermédiaire de Magallon, la protection du gouvernement français, ainsi que l'envoi d'un ingénieur, d'un officier d'artillerie avec cinq ou six auxiliaires, d'un chef fondeur capable de lui fabriquer mortiers, boulets, canons, ponts en bois et navires. Le comte de La Luzerne, ministre de la Marine, lui fit répondre que la situation intérieure de la France interdisait à son gouvernement de consentir à de pareilles demandes².

Il devint bientôt impossible à nos nationaux, abandonnés à eux-mêmes, de se maintenir au Caire. C'est alors qu'ils adressèrent à l'Assemblée constituante et à la Chambre de commerce de Marseille deux mémoires, où ils rassemblèrent tout ce qui pouvait appeler l'intérêt sur eux³. Sur le point de quitter une ville, dont le séjour leur était devenu intolérable, ils passèrent en revue toutes les raisons qui y rendaient leur présence nécessaire : la valeur exceptionnelle du Caire comme marché et comme entrepôt, le nombre et l'importance des transactions qui s'y opèrent,

1. Arch. hist. de la Chambre de commerce de Marseille, AA, Correspondance consulaire, Égypte. « Mémoire des négociants français du Caire, 1790. »

2. Arch. des Aff. étr., Correspondance consulaire, Égypte. Lettre de Magallon, 6 mars 1789.

3. Arch. hist. de la Chambre de commerce de Marseille, AA, Correspondance consulaire, Égypte. « Mémoires des négociants français du Caire, tous deux datés du 1^{er} septembre 1790. »

l'abondance des marchandises qui s'y consomment, la variété des produits qui y parviennent. Ils invoquèrent aussi l'intérêt de nos communications avec l'Inde. « Si les Français, disent-ils, abandonnent le Caire, la communication avec les Indes orientales par l'isthme de Suez est interrompue; nos vaisseaux n'apportent plus à Suez les toiles du Bengale. Ce commerce, qui avait causé tant de soucis à la Compagnie anglaise, qui, mieux dirigé, peut lui porter un coup mortel, est perdu pour la France. Il faut donc, pour la prospérité du commerce national, qu'il y ait des Français au Caire. »

S'il en est ainsi, le gouvernement ne doit-il pas se préoccuper des moyens de les y maintenir? Nos compatriotes supplièrent l'Assemblée de conclure avec la Turquie de nouvelles capitulations et proposèrent tout un ensemble de mesures coercitives, afin de contraindre les beys à s'y conformer. La France représentera au gouvernement turc que les capitulations ne sont plus respectées en Égypte et qu'il doit en exiger l'application. Elle lui demandera de conclure avec elle un nouveau « traité », que signeront tous ceux qui participent au gouvernement de l'Égypte, en s'engageant à en suivre fidèlement les prescriptions. Il sera interdit aux autorités locales, par des articles formels, d'extorquer aux Français aucune somme d'argent, de troubler en quoi que ce soit leur commerce ou leur sécurité, de percevoir plus de 3 % sur les marchandises reçues ou expédiées par eux, d'exiger d'eux des avances sur le paiement des douanes, de ne pas tenir compte des assignations lancées par eux contre leurs créanciers. Au cas où ce traité viendrait à être enfreint, le roi demanderait réparation au grand seigneur; si, dans les deux mois, il ne l'avait pas obtenue, il s'en prendrait aux pouvoirs locaux. Réduire les beys à composition n'est pas chose difficile : « Quatre frégates, dont deux bloquassent les ports d'Alexandrie et de Damiette et deux croisassent entre ceux de Djedda et de Suez dans la mer Rouge, priveraient tout à coup l'Égypte de son commerce et les beys accorderaient bien vite toutes les satisfactions qu'on demanderait. » On pourrait, au besoin, se saisir de la flotte qui, chaque année, au mois de mars, part de Djedda pour Suez avec une cargaison de gomme, de drogues et de café. Sa prise dédommagerait l'État des frais de la guerre, dût-elle durer plusieurs années. « Ainsi, concluent nos nationaux, le commerce français serait

protégé, sans qu'il en coûtât rien à la nation; il reviendrait florissant. Le Caire offrirait une communication facile avec les Indes orientales et le port de Suez serait fatal au commerce des Anglais. »

Ici, déclarent nos négociants, « les vues s'agrandissent ». Faut-il donc renoncer à l'espoir de réaliser le rêve qui s'est dérobé au maréchal de Castries? « Que faisons-nous et quel aveuglement est le nôtre? Si nous voulons abattre la puissance de nos rivaux dans le Bengale, si nous voulons partager le commerce qu'ils font dans ces riches contrées, c'est vers Suez et la mer Rouge qu'il faut tourner nos regards... Que les ports de la mer Rouge soient ouverts aux navires français; que le commerce qu'ils y feront ne soit soumis à aucune entrave; qu'ils puissent apporter à Suez les marchandises des Indes; que leur transport de Suez au Caire soit protégé par le bey commandant, bientôt le Caire deviendra l'entrepôt des Indes orientales, et ce colosse que les Anglais ont élevé dans le Bengale sera renversé. » La négociation du nouveau traité à conclure avec la Porte fournira l'occasion de mener à bien ce projet, à l'exécution duquel nos négociants s'étaient crus si près de toucher. Des articles exprès fixeront toutes les conditions nécessaires à l'établissement d'une communication régulière entre la France et l'Inde par l'Égypte.

L'espoir de nos compatriotes fut encore une fois déçu. Au milieu des difficultés auxquelles il était en butte, le gouvernement royal ne pouvait se prêter ni à une négociation avec la Porte, ni à un coup de force contre les beys, ni même à une tentative en vue d'ouvrir à nos marchands la route commerciale de Suez. Il fut cependant, à peu de temps de là, sollicité de nouveau en faveur de cette entreprise. Au mois de décembre 1790, un personnage dont il a déjà été question, Froment, plaça sous les yeux du comte de Fleurieu, ministre de la Marine, les propositions qu'il avait soumises, dix ans auparavant, au maréchal de Castries¹. Le moment lui paraissait venu d'en tenir compte; le ministre en jugea sans doute autrement.

La monarchie n'avait pas été plus heureuse sur les autres

1. Arch. des Aff. étr., Mémoires et documents, Indes orientales, Chine et Cochinchine, 19, 5. Lettre du sieur Froment à M. de Fleurieu, ministre de la Marine, 13 décembre 1790.

points du vaste plan commercial dont elle avait poursuivi l'exécution, et elle disparut sans avoir vu s'ouvrir les deux routes que le maréchal de Castries confondait dans cette superbe définition : « Le golfe Persique et la mer Rouge semblent être deux bras que la nature étend pour unir les Indes à l'Europe. »

La tourmente révolutionnaire coupa court, pour quelques années, à tout projet de cette nature ; mais à peine l'orage fut-il passé que l'Égypte recommença à hanter les esprits. « Je vais vous remettre sous les yeux cette grande question », écrit le capitaine Réal au ministre de Lacroix, le 25 décembre 1795, en lui proposant « l'ouverture du commerce avec l'Inde par le Suez¹ ». La plupart des échelles du Levant, notamment celles d'Égypte et de Syrie, avaient subi, de la manière la plus fâcheuse, le contre-coup de la révolution ; elles avaient besoin d'une complète réorganisation. Dans les nouveaux traités que le gouvernement passerait avec la Porte ottomane, sur la base des anciennes capitulations, pourrait être insérée une clause reconnaissant à nos marchands le droit de se servir de la route de Suez. Tous les commerçants français se trouvaient alors à Alexandrie ; le capitaine Réal proposa de les installer de nouveau au Caire et de ranimer leur courage en ouvrant à leur commerce ce nouvel horizon. Un commissaire, envoyé en Égypte, procéderait avec eux à l'étude des moyens d'assurer le fonctionnement régulier des communications avec la France et l'Inde. Ce mémoire porte en marge une note qui indique pourquoi la proposition de Réal fut écartée, bien qu'elle eût été prise en considération : « Ce projet », dit la note, « est, depuis longtemps, une des idées favorites du chef qui est à la tête du Levant et de Barbarie. La navigation de la mer Rouge porterait un coup mortel aux Anglais. Mais la République peut-elle aujourd'hui y songer ? »

Pendant trois ans encore, la lutte contre l'Autriche absorba toutes les facultés de la France. Mais, aussitôt que la paix de Campo-Formio eut été signée, on vit l'attention se reporter sur l'Égypte. De tous les ennemis de la République, l'Angleterre seule n'avait pas désarmé ; la nation concentrait toutes ses ressources dans une lutte à mort avec elle. L'idée de l'atteindre dans son empire des Indes devait donner une actualité nouvelle aux

1. Arch. des Aff. étr., Mémoires et documents, Turquie 14^a 15.

projets de descente en Égypte ou de communication par Suez. Au mois de février 1798, un nommé Thermin soumit à Talleyrand, ministre des Affaires étrangères, des « combinaisons pour le cas où l'affaiblissement de l'empire ottoman entraînerait sa destruction en Europe¹. » L'auteur conseillait à la République de s'emparer de Varna, de Constantinople et d'îles de l'Archipel. Quant à l'Égypte, « il faudrait, dit-il, établir des comptoirs armés à Alexandrie, à Rosette et au Caire, avec de fortes garnisons qui puissent protéger le commerce, rompre les communications des Anglais avec l'Inde par terre et faire respecter le nom français parmi des peuples qui continueraient d'être régis par leurs lois, mais avec une forme de gouvernement plus sensée et moins absolue que celle des beys et des Mameluks... L'Angleterre serait ainsi chassée de l'Égypte, comme des autres échelles du Levant et de la Méditerranée, et ce ne sera pas un petit inconvénient pour elle d'avoir sans cesse à doubler le cap de Bonne-Espérance pour chercher les marchandises des Indes, tandis qu'elles arriveraient par un chemin plus court, perfectionné, par la terre, aux nations continentales ».

La même année, le citoyen Anquetil² tira de l'ouvrage présenté à Louis XVI par M. de Saint-Priest, au retour de son ambassade, un mémoire intitulé : *Observations sur les intérêts politiques et commerciaux de la France et de la Turquie relativement l'une à l'autre*. Dans une des parties de ce volumineux mémoire sont étudiés « les moyens à prendre pour revenir aux anciennes routes » suivies dans l'antiquité pour se rendre d'Europe aux Indes. « Supposé, dit-il, qu'on préférât la troisième (celle de la mer Rouge), il en coûterait peu au grand seigneur pour l'assurer. Il ne serait peut-être question que de quelques corps de troupes légères qui battraient le petit désert de Suez au Caire, qu'on dit n'avoir qu'environ trente lieues de long. Serait-il impossible d'y bâtir quelques ports que le commerce alimenterait et abreuverait ? Et deux caravelles armées sur la mer Rouge suffiraient pour écarter les pirates qui y fourmillent. » Passant ensuite aux propositions de Saint-Priest visant l'occupation de l'Égypte, Anquetil ne dissimule pas l'opposition que cette entre-

1. Arch. des Aff. étr., Mémoires et documents, Turquie 14^a 15.

2. Arch. des Aff. étr., Mémoires et documents, Turquie 14^a 15.

prise rencontrera de la part des Anglais et sans doute aussi des Russes.

« Mais plus ce plan, conclut-il, présente de difficultés, plus il doit être suivi avec ardeur, puisque son succès ferait passer entre les mains des Français, avec un grand profit pour les Turcs, la partie la plus précieuse du commerce de l'Inde, ou que du moins elle rendrait les autres nations leurs tributaires à cet égard. »

Au moment où se placent ces deux mémoires, Bonaparte arrêtait avec Talleyrand et le Directoire le plan de l'expédition d'Égypte. Si l'initiative leur en appartient tout entière, on n'en peut dire autant de l'idée première, que nous avons vu germer, mûrir et se transmettre à travers tout le XVIII^e siècle, jusqu'au moment où ils l'ont, pour ainsi dire, recueillie dans l'air. On est moins surpris qu'ils aient songé, en un tel moment, à priver la France de 40,000 soldats et de ses meilleurs généraux pour aller conquérir l'Égypte, lorsqu'on voit que ce projet n'avait cessé d'être étudié, proposé, développé, sous toutes ses formes et dans tous ses détails, depuis 1768.

Les Bourbons ont eu, dans la question d'Égypte, une politique qu'on peut ne pas approuver, mais qu'il est parfaitement possible de suivre et de définir. Elle se déduit non seulement de leurs actes, mais encore des propositions qui leur furent présentées et qu'ils n'ont pas acceptées. Ils ont constamment, et généralement avec succès, travaillé à fortifier la situation et l'influence des Français en Égypte, à développer leur commerce avec ce pays et à en perpétuer, sinon le monopole, au moins la prépondérance. Mais il vint un moment où les circonstances parurent exiger du pouvoir royal un parti plus énergique, plus radical; ce parti que, de toutes parts, on l'exhortait à prendre, il ne le prit pas. Est-ce à dire qu'il resta inactif, impassible? Tout en s'efforçant, dans la mesure de ses moyens, de retarder l'événement qu'on lui conseillait de hâter, il fit en sorte de ne pas être pris au dépourvu. Il fit son choix avant de se nantir. S'il ne donna pas l'Égypte à la France, il la lui réserva. Il prépara le terrain, ne jugeant pas encore le moment venu de s'y aventurer. En même temps, il détacha des propositions qui lui étaient soumises un intérêt primordial, un dessein traditionnel, dont il s'efforça d'obtenir séparément l'exécution.

L'expédition d'Égypte peut passer pour la réalisation tardive d'un plan que la monarchie avait constamment écarté. Nous ne rechercherons pas si le Directoire eut tort ou raison de se l'approprier. Ce qui nous paraît hors de doute, c'est que Louis XVI eut raison de ne pas écouter l'ambition patriotique des Français de son temps, de ne pas suivre ou imiter Joseph II et Catherine la Grande dans leurs conceptions aventureuses sur le démembrement de l'empire ottoman. Dans l'état où se trouvaient alors la France et l'Europe, le bouleversement général auquel on le conviait eût surtout profité à l'Angleterre. Contre l'opinion courante en 1789 et contre les apparences, l'empire ottoman a vécu et vit encore; la France, d'autre part, est entrée en révolution. Louis XVI et ses ministres ont donc agi sagement en préférant à une conquête, éphémère selon toute vraisemblance, l'abstention par laquelle ils ont mis obstacle au bouleversement de l'Europe orientale, limité l'Angleterre à ses possessions présentes et se sont réservé les moyens de veiller sur ses empiétements.

François-Ch. Roux.

LE CONVENTIONNEL GOUJON

(Suite ¹.)

CHAPITRE VII.

LA CRISE DE 1793.

Le compte-rendu. Luites au Conseil général. Le secret du vote et l'optimisme de Goujon. Fin de la session permanente. — La levée de 300,000 hommes en Seine-et-Oise. L'emprunt forcé. Tissot à Nantes. — Adresse du 13 juin à la Convention. Philippeaux à Versailles. Le 14^e bataillon. — Goujon à Vernon. Le roi Buzot. Mutineries en Vendée. Retour de Tissot. — Querelles administratives. Le district de Mantes. Séance du 10 septembre au Conseil général. — Goujon abandonne la place. Mission à Tours.

Le nouveau Conseil général s'était réuni le 10 décembre. Goujon, malade depuis plusieurs semaines, n'y parut que le 7 janvier. Le 15 seulement, il présenta son compte-rendu² :

« Notre but principal », écrivait-il à la fin de son exposé, « a été de vous manifester les principes qui nous ont dirigés, les sentiments qui ont régné sur nos âmes. Sans doute que j'aurais bien peu tiré de mon sujet si je n'étais parvenu, par les détails dans lesquels je suis entré, à vous faire reconnaître jusqu'à l'évidence ce respect pour la justice et l'égalité, cet ardent amour pour la patrie, pour la liberté, pour le bonheur des hommes, qui remplissaient le cœur de mes collègues et le mien. Nous marchions animés de ce saint enthousiasme qui n'abandonne pas le vrai citoyen,

1. Voir *Revue historique*, t. LXXXVIII, p. 1; t. XCI, p. 21.

2. Arch. de Seine-et-Oise, série L n. Ce compte-rendu imprimé forme un cahier de 66 p. in-4°.

unis par cette brûlante et durable amitié qui lie les hommes justes dans quelque lieu qu'ils se rencontrent. S'il se trouve quelques imperfections dans le tableau que je viens de tracer, vous me les pardonnerez sans doute..., et pour fonder votre indulgence vous voudrez bien vous rappeler que nous n'avons été que trois mois dans des places périlleuses, que nous ne pouvions nullement connaître, et que nous avons dû, pendant ce court espace de temps, apprendre, pratiquer et rendre compte. Nous remplissons aujourd'hui cette dernière partie de notre tâche. C'est à vous et au peuple de nous juger. Quelle que soit l'opinion sur ce que nous avons fait, il est, du moins, un témoignage que nous espérons qui ne nous sera pas refusé : c'est que nous avons pris la vérité pour règle; c'est que, du fond du cœur, nous avons chéri l'égalité et voulu servir la patrie. »

Le compte-rendu, scrupuleusement examiné, dans les bureaux d'abord, puis en séance, fut approuvé solennellement le 21 février. A l'unanimité, le Conseil général vota des félicitations au Directeur et déclara qu'il avait bien mérité du département. Cet « assentiment universel », ce « touchant accord » que les procès-verbaux célébraient avec abondance et dont les bonnes gens s'émerveillaient en disant : *ça ira*, n'étaient cependant qu'une façade. Dans cette petite assemblée, comme dans la Convention nationale elle-même, deux partis irréconciliables s'étaient formés : il y avait une gauche et une droite, des Montagnards et des Girondins. Goujon dirigeait les premiers; le chef des autres était son concurrent malheureux aux élections dernières, l'administrateur Lavallery. Les deux opinions se partageaient à peu près également le Conseil général; mais les modérés, soit dans l'espoir de conserver l'union, soit par tactique, évitaient les discussions publiques, ne manifestant leur opposition qu'au moment des scrutins ou dans le huis clos des séances secrètes. Une loi, rendue peu de temps après le 10 août, avait bien rendu obligatoire la publicité de tous les actes et délibérations des corps administratifs. On avait bien inscrit en grosses lettres, au-dessus de la porte du Conseil : *la publicité est la sauvegarde du peuple*. Mais il restait encore, de par la loi même, deux cas où cette porte devait rester fermée : pour toutes les mesures de sûreté et pour toutes les délibérations non mentionnées au registre¹. Le parti modéré

1. Loi du 27 août 1792, art. 5 et 6.

du Conseil général s'efforça de faire entrer dans ces deux exceptions toutes les délibérations importantes et de conserver, tout au moins, le scrutin secret pour les votes. Il s'attacha surtout à faire décider qu'aucune nomination de commissaire, agent ou fonctionnaire quelconque du département ne pourrait être faite autrement qu'à bulletin fermé. Cette pratique avait l'inconvénient d'ouvrir la voie aux intrigues et à la politique de couloirs, de favoriser les hésitations et les faiblesses dans des circonstances dangereuses, au moment même où la plus grande énergie était nécessaire. En rendant collective la responsabilité des administrateurs, elle la réduisait à bien peu de chose. Mais il faut reconnaître aussi qu'elle seule pouvait garantir l'indépendance des membres du Conseil, en les mettant à l'abri des pressions du dehors et des colères d'une opinion publique aisément égarée. Les scrutins à haute voix, par appel nominal, pouvaient amener de la part du public, présent en grand nombre aux séances, des manifestations fâcheuses et une intervention dans les affaires contraire aux lois et à l'intérêt général. Goujon ne s'arrêta pas à ces réflexions. Il avait toujours été trop optimiste, il croyait trop profondément à l'honnêteté naturelle des hommes, au bon sens des majorités, au triomphe nécessaire de la justice et de la vertu pour ne pas soutenir, avec sa vivacité coutumière, la nécessité du vote public. A la séance du Conseil général, le 2 février, il fit un long discours en faveur de cette thèse¹. « La publicité est la sauvegarde du peuple, disait-il, et qui n'a senti la justesse et la profondeur de ces paroles, que vous-mêmes avez fait inscrire à l'entrée de cette enceinte?

« Oui, la publicité est la sauvegarde du peuple, parce qu'elle l'instruit, parce qu'elle lui apprend à connaître ses amis et ses détracteurs, parce qu'elle lui aide à juger ceux sur lesquels il doit reposer son choix, parce qu'enfin le méchant craint de mal faire en sa présence. S'il fallait à ce motif en ajouter d'autres, je vous dirais encore : la publicité est la sauvegarde de l'homme juste; elle est la sauvegarde de l'administration elle-même. Elle est la sauvegarde de l'homme juste, parce que c'est par elle qu'il brave l'intrigue, c'est par elle qu'en ouvrant son cœur, qu'en le montrant à découvert, il est sûr de trouver dans l'estime de ses

1. Le discours est transcrit tout au long sur le registre du Conseil général, séance du 2 février (Arch. de Seine-et-Oise).

concitoyens un juste dédommagement à ses travaux et à ses peines. Elle est la sauvegarde de l'administration elle-même, parce que c'est par elle qu'elle s'environne d'une confiance à toute épreuve et qu'en faisant partager à chaque citoyen ses désirs, ses vœux, ses espérances, elle assoit ses décisions sur une base inébranlable : l'union de chacun et la confusion de toutes les volontés en une volonté commune. O citoyens, rappelez-vous ce républicain célèbre par l'austérité de ses mœurs qui, pour écarter de lui jusqu'à la pensée d'une mauvaise action, voulait que sa maison fût sans cesse ouverte aux regards du public et que tous ses mouvements fussent soumis à sa continuelle censure. Voilà comme il vous convient d'être... Agir différemment, ce serait fouler aux pieds la règle première de toute liberté ; ce serait plus : ce serait lâchement se dépouiller de cette responsabilité personnelle que porte si volontiers toute âme juste et courageuse, pour se cacher, à l'abri les uns des autres, dans la nuit criminelle dont s'enveloppe le parjure ! »

Cette péroraison, un peu déclamatoire selon le goût du temps, décida l'opinion de la majorité. Goujon ne l'emporta cependant que de deux voix : sur dix-neuf administrateurs présents, huit s'étaient prononcés pour le scrutin secret, un neuvième s'était abstenu. La publicité de tous les votes, conforme du reste au vœu de la loi, devint la règle des discussions. Mais plusieurs des membres de la minorité se dispensèrent désormais de paraître aux séances, ou même envoyèrent leur démission.

La session, au reste, touchait à sa fin. La permanence du Conseil général aurait même dû, légalement, cesser dès le 3 janvier. En fait, elle continua pendant quelques semaines encore et les administrateurs se séparèrent le 22 février seulement.

Deux jours plus tard parvenait au Directoire, par un courrier extraordinaire de la Convention, le décret ordonnant une nouvelle levée de 300,000 hommes pour arrêter l'invasion partout menaçante¹. Les administrations départementales étaient chargées, toute affaire cessante, de commencer au plus vite le recrutement. Un tableau annexé à la loi fixait le contingent de chaque département, en tenant compte, pour la répartition, de l'effectif des bataillons de volontaires déjà fournis. Le contingent de

1. Décret du 24 février 1793.

Seine-et-Oise s'élevait à 2,800 hommes. Ils devaient être recrutés par engagements volontaires et au besoin par le tirage au sort ou la désignation individuelle, selon le procédé qui, dans chaque commune, paraîtrait préférable, à la majorité des citoyens assemblés. Le remplacement était autorisé, comme à la précédente levée.

Le lendemain même du vote de la loi, le département de Seine-et-Oise en commençait l'application. Six commissaires étaient nommés pour répartir, dans chaque district, le contingent entre les communes et surveiller sur les lieux mêmes l'exécution régulière du décret¹. Tissot fut envoyé comme commissaire dans le district de Saint-Germain. Après trente-neuf jours d'absence, il revint à Versailles pour s'engager lui-même au 11^e bataillon, bien qu'il fût marié depuis quatre mois et, comme tel, exempté formellement par la loi. La plupart des membres du Directoire étaient mariés aussi; en outre, leurs fonctions mêmes leur interdisaient de partir et l'article 20 du décret les maintenait expressément à leur poste. Ils n'en résolurent pas moins de donner l'exemple et, dès le début d'avril, quand furent connus les progrès de l'insurrection vendéenne et la trahison de Dumouriez, ils décidèrent que la moitié d'entre eux se tiendrait prête à rejoindre les armées. Le 4, ils vinrent demander à la Convention d'approuver l'arrêté qu'ils avaient pris en ce sens. Jean de Bry, qui présidait, les félicita chaudement « du zèle et du civisme » qui avaient inspiré leur démarche, mais l'Assemblée n'y donna pas de suite².

Il fallut plus de deux mois pour achever le recrutement des « volontaires », les armer, les équiper et les encadrer. Trois bataillons devaient être formés. L'un, composé exclusivement avec le contingent du district de Versailles, se concentra au chef-lieu du 16 au 21 mai. Il nomma pour son commandant le colonel de la garde nationale du district, Jacques-Cyr Perrot, et Pierre-François Tissot pour quartier-maître trésorier. Ce bataillon, qui fut le 11^e du département et s'intitula lui-même *1^{er} bataillon révolutionnaire de Seine-et-Oise*, fut désigné pour servir

1. Arrêté du 3 mars. Registre des procès-verbaux du Directoire (Arch. de Seine-et-Oise). Le 15 mars, les représentants Maure et Châles arrivaient à Versailles pour activer le recrutement. On n'a pas leur rapport (Aulard, *Recueil des actes du Comité de Salut Public*, t. II, p. 315).

2. *Monteur*, réimpr., XVI, 61.

contre les Vendéens et partit pour Nantes le 23 mai. Un deuxième bataillon (12^e de Seine-et-Oise), formé du 19 au 29 mai, partit au milieu de juin pour Landerneau. Le 13^e, organisé par compagnies dans chacun des cinq districts de Saint-Germain, Mantes, Pontoise, Étampes et Dourdan, était réuni à Versailles le 7 juin et se mit en route pour Brest le surlendemain ¹.

Ces bataillons de la nouvelle levée ne valaient pas ceux de 1792 et surtout ceux de 1791. La proportion des volontaires proprement dits y était assez faible; il y avait parmi les soldats un grand nombre de remplaçants payés, et la plupart des chefs, nommés pour leur belle prestance ou leur faconde patriotique, manquaient totalement de connaissances militaires. Toutefois, les bataillons de Seine-et-Oise se conduisirent assez bien aux premiers combats. Le 29 juin, à Nantes, le 11^e et le 13^e furent chargés de défendre, contre l'attaque des Vendéens, une des portes de la ville, appelée la porte de Rennes. Ils furent engagés pendant seize heures, perdirent dix-neuf tués et soixante blessés, mais tinrent bon devant le canon et recueillirent les félicitations du général Canclaux. Le commandant du 11^e, Perrot, qui manquait de sûreté dans le maniement des armes à feu, s'était blessé lui-même avec son pistolet ².

La levée des bataillons de 1793 fut entourée partout de grandes difficultés et nécessita des mesures exceptionnelles. La Convention, préoccupée surtout du résultat à obtenir, n'avait pas regardé de trop près aux procédés, et certaines administrations patriotes, pressées par la nécessité, commencèrent d'employer spontanément, au nom de la défense nationale, ces « moyens d'autorité et de réquisition » que les représentants en mission allaient bientôt transporter sur tous les points du territoire. Le département de l'Hérault donna le premier l'exemple d'employer ces « moyens révolutionnaires, les moyens naturels ne suffisant plus ». Le 27 avril, il obtenait de la Convention l'autorisation d'établir un

1. D'après les notes de M. Hennem sur les volontaires de Seine-et-Oise, utilisées par Chassin, *Vendée patriote*, t. II, p. 351 et suiv.

2. Rapport de Hodanger, commissaire du département près le 11^e bataillon, 2 juillet 1793 (Arch. de Seine-et-Oise, L 1 r; Chassin, *Vendée patriote*, t. II, p. 252-253). Les deux autres commissaires étaient Le Turc et Lavallery. Hodanger fut pris par les Vendéens le 21 juillet. Le 18 octobre, le convoi de prisonniers dont il faisait partie s'insurgea. Beaucoup furent tués ou repris par les Vendéens. Hodanger s'échappa et put rentrer à Versailles (Chassin, *Ibid.*, t. II, p. 471).

emprunt forcé de cinq millions sur les riches pour subvenir aux frais du recrutement et de la solde¹. Le 8 mai, le département de Seine-et-Oise imitait cet exemple, en imposant aux citoyens aisés une contribution extraordinaire de deux millions, qui fut plus tard régularisée par un décret de la Convention². La perception s'opéra sans trop de difficultés et, à Versailles même, les souscriptions volontaires furent assez nombreuses. Les députés Romme, Delacroix et Prieur (de la Marne), qui traversèrent le département le 10 mai, s'accordèrent à rendre hommage au civisme et au patriotisme de ses habitants³.

Ce sentiment patriotique qui dominait alors en Seine-et-Oise, et parmi la population, et « dans le sein des autorités », permet de s'expliquer la décision et l'empressement que mirent le Directoire et le Conseil général⁴ à se ranger du côté des Montagnards après la journée du 2 juin et la chute des Girondins. Tandis que la plupart des administrations départementales protestaient contre l'arrestation des vingt-deux et que plusieurs allaient bientôt organiser l'insurrection contre Paris, le Conseil général de Seine-et-Oise et le Directoire s'unirent au district et à la commune de Versailles pour adresser aux 83 départements, et surtout aux départements de l'Ouest qui venaient de lancer un appel à la révolte, une proclamation énergique en faveur de la Convention. Le 13 juin, ils vinrent en faire lecture à la tribune de l'Assemblée⁵ : « O vous », s'écriaient-ils en s'adressant aux protestataires, « ô vous qui les premiers voulez rompre le lien fraternel qui vous attache à la République, voyez la liberté inquiète, la patrie en deuil, les couleurs nationales revêtues d'un voile funèbre. Revenez à vous, citoyens!... Français, sacrifie à la patrie ta vengeance, si tu en avais une à exercer!... Venez, nous nous réunirons à vous pour fraterniser à Paris le 10 août. Que votre jeunesse marche au combat, les ennemis de la République les attendent. Que leurs pères viennent sur l'autel de la patrie y déposer leurs serments. Là, nous nous éclairerons par nos épan-

1. Voir son adresse à la Convention et le décret à la suite dans le *Moniteur*, réimpr., t. XVI, p. 239.

2. Décret du 18 vendémiaire an II, arrêté du Comité de Salut Public du 23 pluviôse suivant (Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 63).

3. Aulard, *Recueil*, t. IV, p. 87.

4. Il s'était de nouveau constitué en permanence le 2 mai, en exécution du décret du 18 mars 1793.

5. Arch. nat., AD xvi 74. Reproduit dans le *Moniteur* (réimpr., t. XVI, p. 624).

chements mutuels. Là, nous chercherons la vérité avec cette douceur républicaine qui la rend profitable à la patrie. Là, nous verrons enfin (et il sera bien assez temps) s'il est effectivement nécessaire, comme vous le dites, de déchirer la République pour la sauver... Frères et amis, un vrai citoyen détruit l'étranger armé pour le détruire, mais il chérit son frère et il est lent à le provoquer au combat. »

C'était la première adresse rassurante que la Convention recevait des départements. Le ton chaleureux de la réponse qu'y fit le président Mallarmé laisse voir à quel point les députés s'y montrèrent sensibles. Trois mois plus tard, on s'en souviendra encore, et Thuriot, parlant en faveur du Conseil général de Seine-et-Oise, rappellera qu'il avait, le premier de tous, envoyé son adhésion aux événements du 2 juin¹.

Il est assez probable que l'adresse du département avait été rédigée par Goujon ; il est, toutefois, impossible de l'assurer, car la minute a disparu. Mais les sentiments du procureur général à cet égard ne font point de doute et sa correspondance personnelle en témoigne. Vers le milieu de juin, le député Philippeaux, venant de l'armée de l'Ouest et accompagné d'un jacobin de Nantes nommé Chaux, arrivait à Versailles pour demander au département de Seine-et-Oise, connu pour son patriotisme, de nouveaux secours en hommes contre la Vendée².

Vingt-quatre heures après son arrivée, Philippeaux obtenait du département la levée d'un 14^e bataillon d'infanterie, à l'effectif de 850 hommes, plus 200 cavaliers. La plupart durent être pris parmi les hommes mariés et les pères de famille, tous les jeunes gens étant déjà partis. En élevant à cinq millions et demi l'emprunt forcé décidé le 8 mai, le département trouva moyen d'habiller et d'équiper les nouvelles recrues en quelques semaines. Mais on n'avait pas de fusils à leur donner. Ils partirent sans armes, le 23 août, pour l'armée des côtes de La Rochelle³.

Bientôt même les gardes nationales du département durent se rassembler à leur tour et les administrateurs s'apprêtèrent à les

1. *Moniteur*, réimpr., t. XVII, p. 673. Séance du 13 septembre 1793.

2. Aulard, *Recueil*, t. V, p. 501. Philippeaux au Comité de Salut Public, 27 juin 1793. Cf., sur cette mission et sur Chaux de Nantes, Chassin, *Vendée patriote*, t. II, p. 203-205.

3. Philippeaux au Comité de Salut Public, 27 juin 1793 (Aulard, *Recueil*, t. V, p. 502; Mautouchet, *le Conventionnel Philippeaux*, p. 150 et suiv.).

conduire eux-mêmes à la bataille. Le 10 juillet 1793, les troupes royalistes et girondines de Normandie, commandées par Puisaye et Wimpffen, qui s'intitulait « commandant en chef des armées départementales », avaient occupé Pacy-sur-Eure, marchaient sur Vernon et menaçaient d'envahir le département de Seine-et-Oise. Aussitôt, Goujon courut à Mantes pour y réunir l'artillerie des gardes nationales, réclamée par les représentants Du Roy et Robert Lindet. Le 11 au matin, avant de partir pour Vernon, il s'arrêtait quelques instants, afin d'écrire un mot à Lise et de la rassurer sur son sort¹ :

Mantes, 11 juillet, an II.

Ma bonne amie, je suis ici en bonne santé, bien envieux de te voir et de t'embrasser, mais suivant avec toute l'ardeur dont je suis capable la mission civique qui m'est confiée. Ne t'inquiète pas, l'esprit public est bon et nous n'avons rien à craindre. Un convoi d'artillerie vient d'arriver. Nous partons pour Vernon pour nous y concerter avec les représentants du peuple. Embrasse pour moi maman, ma sœur, les petits, la *bonne* Jeanne.

G.

Le 15 juillet, l'armée « fédéraliste », battue à Vernon, abandonnait Évreux et se retirait sur le Calvados. Le danger écarté, Goujon put rentrer à Versailles. Il se réjouissait de voir les rebelles « esclaves du roi Buzot » obligés de s'enfuir dans le Calvados, où ils ne trouvaient que peu de partisans. Il avait appris avec douleur l'assassinat de Marat, mais il espérait que ce forfait éclairerait l'opinion sur les dangers que les méchants faisaient courir à la liberté. Il pressait Tissot de faire accepter la Constitution de 93 dans son bataillon et espérait qu'il pourrait être chargé d'apporter à la Convention cette acceptation. Sa présence était vivement désirée par sa femme, qui supportait mal la séparation.

Tissot dut revenir beaucoup plus tôt et pour de tout autres motifs que son beau-frère et lui-même ne l'avaient pensé. Les représentants du peuple aux armées des côtes de Brest et des côtes de La Rochelle, pour donner aux troupes les moyens de vivre en ce pays dévasté, avaient dû, par diverses allocations provisoires, augmenter la solde des volontaires. Mais un décret

1. D'après Jarrin, *Alexandre Goujon*, p. 19.

du 11 juin, rendu sur la demande de la Trésorerie nationale, vint supprimer toutes ces plus-values, en maintenant les retenues opérées jusque-là. Aussitôt, les volontaires protestèrent. Ils se souvinrent que beaucoup d'entre eux ne s'étaient engagés que pour trois mois, que la moisson approchait, et ils manifestèrent l'intention de s'en retourner. Deux bataillons de Bordeaux, qui étaient aux Sables-d'Olonne, le bataillon parisien du Panthéon français réclamèrent violemment auprès des généraux et de la Convention. En vain, les représentants essayèrent de les contenir en prenant sur eux de ne pas faire exécuter cette loi du 11 juin, bonne seulement, disait le général Boulard, à « détraquer la machine » ; les payeurs, qui avaient reçu des ordres, refusèrent de les suivre dans cette voie. Le mouvement de mutinerie s'étendit rapidement aux deux armées. Le 27 juillet, Tissot écrivait de Nantes à la municipalité de Versailles que les volontaires de son bataillon refusaient absolument de servir¹.

Le commissaire du département, Hodanger, avait été fait prisonnier. Le Directoire de Seine-et-Oise le remplaça par l'administrateur Pellé, qui fut envoyé à Nantes avec mission de calmer, autant que possible, les réclamants. Pellé partit le 7 août, emportant une adresse pour inviter le 11^e bataillon à rentrer dans le devoir.

Le 14, à Nantes, Pellé, Tissot et Philippeaux « péroraient » vainement le 11^e bataillon. Un cri général : « Nous partirons le 15 », répondit à leurs exhortations. A la fin du mois, les volontaires reprirent la route de Versailles, et Tissot, naturellement, les suivit. Il avait rempli de son mieux les fonctions dont il était chargé comme quartier-maître et le département l'en récompensa quelques semaines après en le nommant son agent supérieur pour l'exécution de la loi du 23 août sur la réquisition². Un peu plus tard, il devenait premier commis dans les bureaux du Directoire, aux modestes appointements de 2,000 francs par an.

La tâche des administrateurs, déjà singulièrement pénible en ce moment de crise, le devint davantage encore en Seine-et-Oise, en ces mois d'été de 1793, par l'effet de querelles nombreuses entre les autorités. Pour subvenir aux frais de la levée du 14^e bataillon, le Conseil général avait, nous l'avons vu, relevé d'un mil-

1. Lettre citée par M. Fromageot dans son article sur Tissot (*Revue de l'histoire de Versailles*, 1901, p. 233-234).

2. Arrêté du Conseil général du 20 septembre 1793 (Arch. de Seine-et-Oise).

lion et demi le chiffre de l'emprunt forcé, fixé d'abord à deux millions. Sur l'avis de Philippeaux, on fit porter la nouvelle contribution sur tous les revenus supérieurs à 1,500 livres¹. Cette fois, les petits rentiers, des boutiquiers, des cultivateurs étaient atteints. Il y eut des protestations et des résistances; les districts eurent grand'peine à faire rentrer les fonds; un d'eux même, celui de Mantes, refusa de s'en charger et s'abstint de faire la répartition des charges entre les communes. Par un arrêté du 17 août, il fut mandé à la barre du département pour s'expliquer sur sa conduite. Le district, au lieu de s'y rendre, en référa aux représentants du peuple Roux et Bonneval, qui lui donnèrent raison et cassèrent l'arrêt du département. Le Conseil général persista, naturellement, et il donna mission à Goujon de se rendre, accompagné de trois administrateurs, au Comité de sûreté générale de la Convention, et au besoin dans l'Assemblée même, pour obtenir satisfaction. Le district de Mantes, de son côté, expédiait de même une délégation à Paris; toutes deux se rencontrèrent dans les antichambres des Comités; on s'accusa réciproquement de manquer de patriotisme et la querelle s'éternisa sans profit pour personne².

D'autres difficultés se produisaient en même temps, provoquées par l'application des lois sur les subsistances et l'établissement de ce *maximum* réclamé naguère par Goujon, qui en attendait des merveilles. La loi du 4 mai avait autorisé les départements à publier une taxe des grains et farines applicable sur tout leur territoire. Le département de Paris, pour être sûr de ses approvisionnements, attendit que la taxe des départements voisins eût été publiée et majora la sienne de treize livres par sac de farine et deux livres par quintal de blé. Il en résulta nécessairement que toutes les farines s'acheminèrent vers Paris, tandis qu'une véritable famine menaçait les régions avoisinantes. En vain, par une lettre du 28 mai 1793, Goujon avait essayé d'amener les administrateurs de Paris à revenir sur leur décision³. La diffé-

1. L'emprunt national d'un milliard voté par la Convention le 20 mai n'atteignait que les revenus de 10,000 livres et au-dessus, exception faite pour les célibataires, imposés à partir de 6,000 livres. Cf. Mautouchet, *le Conventionnel Philippeaux*, p. 158.

2. Arrêté du Conseil général et discussions à la séance du 31 août 1793 (Arch. de Seine-et-Oise, Registre du Conseil général, L. 16).

3. Procès-verbal du Conseil général, 28 mai (Arch. de Seine-et-Oise, L. 15).

rence entre les deux taxes subsista. Bientôt les propriétaires de grains ne voulurent plus faire moudre que pour vendre aux agents des subsistances de Paris. Le blé abondait sur les marchés, mais les moulins chômaient et la farine demeurait hors de prix. On revit la famine de 1792 et le pain manqua dans Versailles à plusieurs reprises. Cette situation provoqua de violents débats dans le Conseil général. Depuis quelques temps, le nombre des administrateurs s'était considérablement réduit. Sur trente-six membres, huit à dix seulement paraissaient aux séances, et les luttes n'en étaient que plus passionnées. Le 8 septembre, un important débat s'engagea sur les subsistances. Le pain avait manqué deux fois dans la décade précédente et les sections commençaient à s'agiter. Pour rassurer la population et couper court à tout désordre, Goujon vint proposer à ses collègues de suspendre toute délibération pour s'occuper uniquement de garantir les approvisionnements; les administrateurs se rendraient eux-mêmes, toute affaire cessante, dans les districts et les communes pour se rendre compte de l'état des moulins, surveiller l'achat des grains et la fabrication des farines¹. Malgré l'opposition évidente de la majorité, le procureur général insista vivement en faveur de son projet; il parlait d'un ton brusque, en petites phrases courtes et saccadées qui ne sont point dans sa manière accoutumée et semblent révéler chez lui l'impatience ou la fatigue : « Ne parlons pas de l'avenir. Parlons du présent. Secourons nos frères de toutes nos forces. Ils nous secourront de même à leur tour. Marchons donc, citoyens, et ne parlons plus... Toute notre politique, toutes nos affaires, tout enfin se réduit maintenant à battre et à moudre. Il n'y a plus d'autres affaires que cela. Que le peuple mange le pain qui est crû dans sa terre. Allons, marchons nous-mêmes! Que nous les premiers nous donnions l'exemple du dévouement au devoir commun. » Le Conseil général ne se laissa pas entraîner et passa sans débat à l'ordre du jour. Quarante-huit heures après, Goujon revenait à la charge et, comme on lui observait que la question, déjà discutée, avait été résolue à la négative, il s'emporta, criant qu'on l'empêchait de parler et qu'il allait envoyer un courrier au Comité de Salut Public pour demander le renouvellement des autorités constituées. Quelques instants plus tard, en présence des commissaires des sections, venus pour demander des mesures

1. Procès-verbal du Conseil général, 8 septembre (Arch. de Seine-et-Oise).

contre la disette, il insista sur l'envoi d'un courrier, demanda même que la mesure fût mise aux voix en ajoutant : « Vos arrêtés sont insuffisants et n'ont pas reçu jusqu'à ce moment toute leur exécution. Vous n'avez pas l'énergie nécessaire pour faire agir les grands organes... La loi sur les accaparements¹ est promulguée. La taxe devrait être publiée; on ne voit nulle part les affiches. La levée des jeunes gens de la première réquisition ne s'opère pas; on n'a pas pris les mesures nécessaires... Le Conseil général devrait être de trente-six membres; il n'y en a pas les tiers. Depuis son établissement, l'administration a déjà reçu soixante-huit démissions... Le peu d'énergie des administrateurs qui sont à leur poste, l'impossibilité de les remplacer par d'autres, le salut du bien public exigent que nous demandions nous-mêmes notre renouvellement. » A ces mots, des protestations s'élevèrent. Un des membres du Conseil répliqua que, si les lois n'étaient pas obéies, le procureur général syndic, chargé lui-même d'en assurer l'exécution, était mal venu à s'en plaindre et qu'il n'aurait pas sujet de le faire si lui-même avait rempli son devoir. « Je n'ai pas mérité ces reproches », répartit Goujon en se levant avec vivacité. « Je n'ai pas donné un instant à mes plaisirs. J'ai même négligé des affaires de famille pour ne m'occuper que des affaires de l'administration. J'étais à Tours lorsque j'ai cru que mon devoir d'administrateur m'appelait à Versailles. Je m'y suis rendu pour le 10 août, et mon absence de Tours a été la perte d'un procès qui a entraîné celle de la médiocre fortune de ma famille. J'ai interjeté appel et je ne sais si je pourrai aller moi-même discuter mes intérêts et ceux de mes deux frères et [de ma] sœur. Le registre de pointe de l'administration constate que je ne me suis absenté de mon poste que pour une commission ou pour cause de maladie. Je défie qui que ce soit de me prouver que je n'ai pas été exact à me rendre à l'administration². » La discussion tournait à l'aigre. Un administrateur conciliant s'interposa et fit voter l'ordre du jour pour mettre fin à un différend qu'il appelait, en propres termes, « oiseux et même scandaleux ».

A la suite de cette scène, Goujon cessa de paraître au Conseil général, soit qu'il eût senti naître autour de lui de la défiance et

1. Loi du 28 juillet, énumérant les marchandises et denrées de première nécessité, qu'il était interdit de conserver en magasin, et qui devaient être mises en vente « journellement et publiquement ».

2. Registre du Conseil général. Procès-verbal du 10 septembre (Arch. de Seine-et-Oise, L. 16).

qu'il en éprouvât du dépit, soit plutôt par l'excès de fatigue où il était tombé depuis quelque temps. Douze mois d'un travail opiniâtre, prolongé bien des fois jusqu'au milieu des nuits, tant d'émotions violentes répétées presque chaque jour, la fièvre du danger, la passion de bien faire et l'impatience des obstacles, tout cela venait concourir à ruiner rapidement sa santé déjà faible. Il se trouva qu'à ce moment le Comité de sûreté générale désirait envoyer à Tours un agent de confiance pour « y exécuter des mesures de surveillance ». Goujon témoigna le désir d'être choisi et l'obtint sans peine. Le 12 septembre, il annonçait son prochain départ au Conseil général, qui s'en montra surpris et mécontent; deux jours plus tard, il quittait Versailles. En arrivant à Tours, le 17 septembre, il faisait enregistrer ses pouvoirs au Conseil général d'Indre-et-Loire, et dès ce moment il n'y reparut pas¹. A la faveur de la mission un peu vague, semble-t-il, qu'il avait reçue du Comité², il put se retirer sans doute auprès de son beau-père Corméry dans l'abri tranquille du « sauvage Laubrière » et prendre en paix quelques semaines de repos. Le 23 septembre, un arrêté des représentants Delacroix et Musset, en mission à Versailles, renouvelait les autorités du département de Seine-et-Oise. Goujon était maintenu dans ses fonctions de procureur général³. Il ne devait pas les reprendre. Le 26 octobre, au moment où il rentrait à Versailles, un décret de la Convention le désignait pour faire partie de la Commission des subsistances et approvisionnements de la République.

CHAPITRE VIII.

LA COMMISSION DES SUBSISTANCES.

Formation de la Commission. Raison et Brunet. Le « cousin de Barère ». — Installation et tâtonnements. Les

1. Arch. d'Indre-et-Loire, Registre du Conseil général, 17 septembre. — Je dois ce renseignement à l'obligeante communication de M. Louis de Grandmaison, archiviste départemental. — R. G.

2. Nous n'avons retrouvé ni l'arrêté du Comité de sûreté générale sur la mission de Goujon ni son rapport.

3. Arch. nat., AD XVI 75; Arch. de Seine-et-Oise, L. 17. Si l'on en croit sa mère, qui l'affirmera dans une plaquette publiée en prairial an III et rédigée par Tissot, Goujon avait fait auprès de Musset et Delacroix les plus vives instances pour être remplacé (*Nicole Ricard, veuve Goujon, aux représentants du peuple*, Paris, s. d., 12 p. in-8°).

bureaux de l'hôtel de Toulouse. — Approvisionnement des armées. Le recensement de Turgot et les quatorze arrondissements de réquisition. — L'importation. Commissaires acheteurs. Des banquiers patriotes. La compagnie d'Afrique. — La défense des magasins. Les agents des vivres : Haller. — La loi du 11 septembre. Etablissement des tarifs. — Échec du maximum. Goujon collectiviste. — La Commission transformée. Retraite de Goujon.

Le 21 du 1^{er} mois de l'an II (12 octobre 1793), la Convention décrétait que le gouvernement de la France serait révolutionnaire jusqu'à la paix. Sans organiser encore le gouvernement nouveau, dont le fonctionnement fut réglé le 14 brumaire, ce premier décret contenait cependant des dispositions assez précises qu'il fallait appliquer sur l'heure, notamment en ce qui touchait les subsistances. Paris devait avoir un arrondissement particulier pour y requérir ses denrées, et l'approvisionnement de la ville en grains et farines devait être complété au 1^{er} mars pour une année entière. Chaque département devait justifier de sa production en céréales et subir les réquisitions pour tout ce qui excéderait la consommation ordinaire. Ces mesures n'étaient pas nouvelles. Elles avaient été inscrites déjà dans la loi du 11 septembre 1793 sur le prix *maximum* des grains, farines et fourrages, et dans celle du 29 septembre sur la taxation des denrées de première nécessité. Mais l'exécution de ces deux lois avait été confiée aux départements, sous la surveillance du ministre de l'Intérieur, et malgré les délais fixés impérieusement, malgré les sanctions pénales prévues pour tous les cas d'inertie ou de résistance, elles n'avaient pu être appliquées. La famine était partout et les troubles continuaient.

Pour imposer l'observation du *maximum* et faire cesser les résistances, il fallait une administration nouvelle, centralisée, autonome et puissante. Le décret du 22 octobre 1793 l'organisa sous le nom de Commission des subsistances et approvisionnements de la République¹.

C'était un véritable ministère du Commerce et de l'Agriculture, ayant même quelques-unes des attributions réservées de nos

1. Procès-verbal, 22 octobre 1793, p. 30. Cet important décret ne figure ni dans le recueil de Galisset, ni dans le *Moniteur*.

jours aux départements des Travaux publics et des Finances¹. Elle devait faire exécuter par elle-même, et sous sa responsabilité, les recensements, les réquisitions, les importations de toutes denrées, surveiller et développer la culture, les fabriques, l'aménagement des forêts, le flottage des bois, l'exploitation des mines, assurer enfin par tous les moyens l'approvisionnement de Paris, des départements et des armées, et l'exécution de la loi du *maximum*. Elle recevait le droit de requérir directement la force armée, d'envoyer partout des commissaires avec pleins pouvoirs, et de correspondre, sans intermédiaire, avec les départements et les districts.

Pour ce travail immense, la Convention jugea que trois commissaires suffiraient. Chacun aurait la présidence et la signature à tour de rôle, pendant quinze jours, et prendrait séance au Conseil exécutif. Eux-mêmes organiseraient leurs bureaux. Le 8 brumaire, Barère, au nom du Comité de Salut Public, vint présenter à la Convention les noms des trois commissaires qu'il proposait. On les avait pris, dit-il, dans les départements, « en considérant que c'est dans les départements que se trouvent et les subsistances, et ceux qui doivent les faire circuler ». La Convention adopta ces motifs, et les trois citoyens désignés furent nommés membres de la Commission. C'étaient Goujon, Raison, secrétaire général du département de Paris, et Brunet, administrateur de l'Hérault².

1. Le décret du 5 brumaire la chargeait expressément de « veiller à l'exploitation des mines » ; un deuxième décret, du 13 brumaire (Procès-verbal, p. 298), fit passer sous ses ordres le bureau du cadastre du ministère des contributions publiques. Enfin, c'est elle qui accordait les permis d'exportation pour les produits manufacturés. Elle fit même, comme on le verra, d'importantes opérations de trésorerie.

2. Leur nomination est faite, non par décret, mais par arrêt du Comité de Salut Public, revêtu de l'approbation de la Convention. Cet arrêté, qui est de la main de Barère, est reproduit par M. Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 19.

Raison (François-Étienne-Jacques) était âgé de trente-cinq ans. En 1790, il exerçait la profession de limonadier, rue Bourbon-Saint-Germain. Électeur de la section de la Fontaine-de-Grenelle, il fut désigné par elle le 21 août pour faire partie du Conseil administratif provisoire du département de Paris, qui le choisit pour son secrétaire général. Le 2 janvier 1793, il fut réélu au Conseil du département de Paris, et refusa le 6. Maintenu secrétaire général, il fut nommé, le 26 octobre 1793, membre de la Commission des subsistances, et passa ensuite à la Commission d'agriculture et des arts lors de l'organisation des Commissions exécutives par le décret du 12 germinal an II. Nommé membre de l'administration centrale du département de la Seine par le Direc-

Goujon apprit sa nomination au retour de son voyage en Indre-et-Loire. Il ne s'y attendait nullement, et cette élévation subite le surprit. Il ne connaissait personne au Comité de Salut Public, n'y étant jamais venu que pour les affaires du département de Seine-et-Oise, pendant la famine de l'été précédent. C'est là sans doute que Robert Lindet, qui le recevait quelquefois, l'avait remarqué. Peut-être aussi Delacroix et Musset, qui le virent à l'œuvre à Versailles, avaient-ils parlé de lui à leurs collègues. Le fait est que le public parut très étonné de voir désigner pour ce poste, qui valait presque un ministère, un inconnu de vingt-sept ans. Les malveillants expliquèrent ce choix par des raisons de famille. Goujon était, disait-on, le cousin et le protégé de Barère¹. Ce n'était qu'une calomnie. Mais le trait lancé fit son chemin, et la plupart des biographes l'ont recueilli².

La Commission se réunit le 8 brumaire, à 10 heures du matin. Brunet n'était pas encore arrivé. Goujon et Raisson n'en commencèrent pas moins leurs fonctions³. Ils siégeaient provisoirement au ministère de l'Intérieur, dans un local étroit et fort encombré. On s'entendit pour régler d'abord les tours de présidence. Goujon la reçut pour la première quinzaine. Il proposa et fit agréer par son collègue, comme secrétaire général de la Commission, le fidèle Tissot, qui dut recevoir 8,000 francs d'appointements. Chacun des commissaires en recevait 25,000 d'après le décret du 22 octobre-1^{er} brumaire. Le tout, bien entendu, en

toire exécutif le 18 messidor an VII, il était démissionnaire à la fin de fructidor de la même année. (Nous devons ces renseignements à l'amicale complaisance de M. René Farge, archiviste du département de la Seine.) D'après M. Aulard (*Société des Jacobins*, t. I, p. LXIX), Raisson aurait reçu une mission à Turin en l'an VIII.

Brunet était connu comme auteur du projet d'emprunt forcé pour la levée des volontaires dont nous avons parlé. Nous n'avons pas sur lui d'autres renseignements. Une demande adressée par nous à ce sujet aux archives de l'Hérault est demeurée sans réponse.

1. *Nicole Ricard, veuve Goujon, aux représentants du peuple*, Paris, s. d. [prairial an III], 12 p. in-8° (Bibl. nat., Lb⁴¹ 1869).

2. Notamment M. Jarrin, dans sa brochure déjà citée, intitulée : *Alexandre Goujon*. Selon M. Fromageot (*art. cit.*), c'est Tissot qui était cousin de Barère. Ce n'est guère vraisemblable. Barère était de Tarbes et n'avait jamais vécu à Paris avant la Révolution. Dans la plaquette mentionnée ci-dessus, la mère de Goujon dira formellement : « Goujon n'est, ni ne fut ni le parent, ni l'ami, ni la société d'aucun membre du Comité. »

3. Arch. nat., F¹² 269 (Procès-verbaux de la Commission). Brunet n'arriva que le 28 brumaire (*Ibid.*).

assignats. Il fallut improviser de toutes pièces la nouvelle administration. Dès la deuxième séance, le 9 brumaire, Raisson et Goujon partagèrent les affaires qui leur étaient soumises entre trois divisions, chargées, la première de connaître les besoins et les ressources de la République; la seconde, de la distribution des approvisionnements en nature, des marchés et des réquisitions; la troisième, de la comptabilité. Les citoyens Proni, Moreau et Louvet neveu furent mis à la tête de ces trois divisions, avec le titre de directeurs et 8,000 livres d'appointements. Cette première organisation ne dura que quelques jours. Le 21 brumaire, il fallut instituer un bureau spécial du *maximum*, confié au citoyen Pitra¹. Le lendemain, la Commission se transporta à l'hôtel de Toulouse, rue de La Vrillière. Les bureaux y furent installés, et les trois commissaires, ainsi que les trois directeurs, y prirent logement avec leurs familles. Sur l'ordre du Comité de Salut Public, on fit disparaître de leurs appartements « les meubles somptueux » dont ils étaient garnis, pour les remplacer par d'autres « qui convinssent mieux à la simplicité des mœurs républicaines² ». Dans ce nouveau local, les services de la Commission purent se développer plus à l'aise, au fur et à mesure des besoins. Dès le 12 brumaire, les bureaux comptaient sept huissiers et vingt employés, auxquels on en adjoignit seize nouveaux cinq jours plus tard, quinze de plus le 22 pluviôse et encore dix-neuf le 26³. Un conseil de trois commerçants en grains fut créé pour examiner les marchés précédemment conclus par le ministre de l'Intérieur⁴. Bientôt on dut dédoubler la direction de la situation des approvisionnements : les deux nouveaux services furent affectés, l'un aux « cadastre et transports », l'autre aux « subsistances et matières⁵ ». Enfin, le 4 nivôse, le nombre des directions fut définitivement porté à cinq : subsistances végétales, substances animales, matières, transports et cadastre,

1. Arch. nat., F¹¹ 269, 21 brumaire.

2. Arrêté du Comité de Salut Public, 22 brumaire an II (Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 358).

3. Arch. nat., F¹¹ 269, aux dates. Parmi les employés nommés le 17 brumaire se trouvait Gracchus Babeuf, que la Commission, « ayant reçu des renseignements très défavorables sur son compte », remercia au bout d'une décade, le 27 brumaire.

4. Arrêté du 17 brumaire, signé Tissot (Arch. nat., *ibid.*). Les conseillers étaient Vilmorin, Moutte et Languillier.

5. Arch. nat., *ibid.*

comptabilité; plus un bureau d'exécution et de contrôle placé sous les ordres du secrétaire général.

Le 5 frimaire, les traitements ordonnancés pour un mois s'élevaient à plus de 20,000 livres¹. Les bureaux restaient ouverts chaque jour de 8 heures à 4 heures et de 6 heures à 10. Les commissaires étaient à leur poste dix heures par jour au moins, tout comme leurs employés².

La Commission des subsistances avait pour charge de faire vivre, non seulement Paris et les armées, mais la population de la République tout entière. Du jour où la Convention, interdisant toute vente de grains autre part que sur les marchés publics, avait en même temps fixé, pour tout le territoire, un prix maximum uniforme, qui était de 14 livres par quintal de froment et 20 livres par quintal de farine³, elle avait dû assumer du même coup la charge d'approvisionner tous les marchés, en faisant passer dans les départements pauvres en blé l'excédent de la production des autres. Le ministre de l'Intérieur et les représentants en mission, à qui fut remis d'abord le soin de ce service, s'en acquittèrent assez mal. Leurs opérations n'avaient pas d'ensemble et se contrañaient : certains départements recevaient des ordres de réquisition, pour l'intérieur et pour les armées, dont le total dépassait de beaucoup leurs ressources; d'autres, par oubli, par ignorance ou pour des raisons politiques, étaient épargnés. L'administration des subsistances était « un véritable chaos⁴ ». Le premier soin de la Commission, du jour où les services lui furent remis, dut être d'établir une statistique approximative des ressources des départements, pour servir de base aux réquisitions. Goujon s'attacha particulièrement à ce travail⁵. Les lois anté-

1. Exactement 20,469 l. 19 s. 1 d. Il ne s'agit pas ici du personnel employé dans les départements, qui, à la fin de l'an II, dépassait 25,000 personnes (Arch. nat., *ibid.*).

2. De 8 heures à 9 heures du matin, séance des commissaires; de 9 à 11, délibération avec les directeurs; de 11 à 2, expédition et signature; de 2 à 4, audience, sauf pour le président, qui assiste à la séance du Conseil exécutif; de 7 à 9, nouvelle réunion des trois commissaires. A 9 heures, le président va au Comité de Salut Public; les deux autres membres donnent audience et traitent avec les fournisseurs (Procès-verbal du 5 frimaire, Arch. nat., *ibid.*).

3. Loi du 11 septembre 1793, art. 1^{er}.

4. La Commission des subsistances au Comité de Salut Public, 27 brumaire an II (Arch. nat., F¹¹ 269. Minute de la main de Goujon).

5. Arrêté de la Commission des subsistances, 28 brumaire an II. « Chacun des commissaires aura sous sa surveillance immédiate une des divisions;

rieures avaient bien prescrit recensement et déclarations; mais les autorités qu'elles en avaient chargées, départements et municipalités, avaient trop d'intérêt à dissimuler leurs ressources pour donner des indications sincères. Beaucoup envoyèrent des chiffres faux. Les plus honnêtes ne répondirent pas aux questionnaires qu'elles avaient reçus. Une circulaire comminatoire, lancée par la Commission le 19 brumaire, demeura sans effet¹. Il fallut alors recourir aux statistiques de l'ancien régime, et la Commission se fit remettre tous les états de recensement dressés au temps de Turgot par le contrôle général². Le 7 nivôse seulement, elle put arrêter un tableau provisoire de la production indigène et former d'après ces données quatorze arrondissements de subsistances, dont chacun serait chargé d'approvisionner une des quatorze armées de la République, à l'exclusion de tous autres³. Un quinzième arrondissement, réservé uniquement à l'approvisionnement de Paris, avait été formé des départements de Seine-et-Oise, Seine-et-Marne et partie de ceux de l'Aisne, d'Eure-et-Loir et de l'Eure⁴. C'est d'après ce système que les armées furent ravitaillées en céréales jusqu'à la fin de l'an III. Mais dans l'intervalle, et avant même d'être renseigné sur les ressources dont on disposait, on avait dû, tant bien que mal, satisfaire aux besoins. Ils étaient immenses; il fallait nourrir les 1,200,000 hommes que la République avait sous les armes, et on passait des journées entières à en chercher vainement les moyens. A ces séances, qui duraient de 10 heures du matin à 4 heures du soir, pour reprendre à 7 heures et se prolonger quelquefois fort avant dans la nuit, assistaient le spécialiste du Comité de Salut Public, Robert Lindet, les administrateurs des subsistances militaires, le maire de Paris, Pache, Monge, Gauthier, Hassenfratz, Cambon, Dubarran, Moïse Bayle, d'autres encore⁵. Les discus-

savoir : le citoyen Brunet la distribution, le citoyen Raison la comptabilité et le citoyen Goujon la situation » (Arch. nat., *ibid.*).

1. Arch. nat., *ibid.* Minute de la main de Goujon, signée de lui.

2. Arrêté du Comité de Salut Public, 27 brumaire (Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 484).

3. Arrêté du Comité de Salut Public, rendu sur la proposition de la Commission, 7 nivôse an II (Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 690).

4. Approbation, par le Comité de Salut Public, d'un arrêté de la Commission du 14 brumaire (Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 219).

5. Procès-verbal du 18 brumaire an II, Arch. nat., F¹¹ 269. Plusieurs noms sont en blanc. En marge, Goujon a écrit : *demande à Tissot*.

sions étaient très vives et quelquefois stériles¹. Dans les premiers temps, on réquisitionna un peu au hasard, en chargeant les représentants du peuple d'exécuter, vaille que vaille, les ordres donnés². S'il y avait des résistances ou des refus, on y répondait par des menaces et par l'emploi de la force³. Même après l'établissement des quatorze arrondissements de subsistances, les difficultés persistèrent. Quinze jours après avoir établi cette réglementation, la Commission dut se faire autoriser par le Comité de Salut Public à l'enfreindre en cas de besoin⁴. Surtout on s'aperçut très vite que la production nationale ne suffisait plus, loin de là, aux besoins de la consommation, depuis qu'il fallait nourrir aux armées les centaines de mille hommes qui manquaient aux travaux des champs. Parmi les 560 magasins (un par district) dont le Comité de Salut Public ordonna la formation, et qui devaient recevoir chacun, par les soins de la Commission, des approvisionnements de toute sorte pour mille fantassins et cent cavaliers⁵, très peu purent être remplis au moyen des ressources locales. On essaya d'augmenter la production en ordonnant l'assèchement des étangs, la culture des landes et jachères en pommes de terre et en plantes fourragères⁶. Mais ce n'était que pour l'avenir, et il fallait satisfaire à des besoins plus immédiats. On

1. Toute la séance du 18 brumaire est consacrée à chercher des moyens de procurer des subsistances aux 1,200,000 hommes des armées. Le 25 brumaire, on communique à la Commission une demande de huit millions de quintaux de blé pour l'armée devant Toulon, qui est à la veille d'en manquer. Le procès-verbal mentionne une discussion très vive et des récriminations amères contre « ceux qui attendent ainsi le moment de la famine pour faire connaître leurs besoins ». Après quoi, la Commission « a convenu du principe d'alimenter promptement l'armée, la décision du mode étant renvoyée à la séance de demain » (Arch. nat., *ibid.*).

2. Ainsi, Ricord fut chargé de faire rentrer 300,000 quintaux requis pour l'armée d'Italie dans les départements du Gard, de l'Aude, de la Haute-Garonne et de l'Hérault (Arch. nat., *ibid.*, 26 brumaire; Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 60, arrêté du Comité de Salut Public du 12 frimaire).

3. Arrêtés du Comité de Salut Public contre le département du Cher, rendus sur la proposition de la Commission, 3 frimaire et 22 pluviôse (Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 645, et t. XI, p. 42).

4. Aulard, *Recueil*, t. X, p. 154, 21 nivôse. Un arrêté du Comité de Salut Public autorise la Commission à « confirmer ou annuler les réquisitions, en faire de nouvelles ou les étendre au delà des arrondissements et à reverser de l'un dans l'autre ces arrondissements ».

5. Arrêté du Comité de Salut Public, 25 frimaire (Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 414).

6. Arch. nat., F¹¹ 269, 1^{er} frimaire et 11 nivôse an II.

du recours à l'importation. A la fin du mois de brumaire an II, une somme de 98 millions avait déjà été dépensée pour cet objet. Le crédit voté à la fin de 1792 était de 200 millions ; mais il avait reçu d'autres emplois, et la Commission n'avait plus un sol en caisse au 1^{er} frimaire¹. Néanmoins, le ministre de l'Intérieur avait lancé des ordres d'achat pour plus de 60 millions, que la Trésorerie dut fournir un peu plus tard, partie en assignats, partie en papier sur l'étranger². La Commission continua dans la même voie et s'adressa d'abord de préférence aux États-Unis. Un premier achat, montant à cinq millions en or, fut fait par les soins de la légation de France à Philadelphie³. Quelques jours plus tard, les représentants du peuple en mission à Bordeaux expédièrent en Amérique deux agents qui emportaient avec eux 2,000,000 d'écus, 500,000 piastres d'Espagne et 1,000 pipes d'eau-de-vie⁴. La légation de quatre membres, présidée par Fauchet, et envoyée aux États-Unis pour y porter le fameux décret du 28 brumaire⁵, reçut des instructions spéciales pour les achats de grains, rédigées en commun par Goujon, Cambon et Robert Lindet⁶. Un peu plus tard, on s'adressa à la Sicile, à l'Italie, aux pays du Levant, et seize agents furent expédiés d'un coup le 28 nivôse pour faire des achats dans les ports étrangers de la Méditerranée⁷. Bientôt même, outre les céréales, on importa des métaux, des huiles, du savon, des cuirs, du bétail sur pied, du chanvre, des denrées de toute sorte. L'acte de navigation, du 21 septembre 1793, ne permettait l'entrée en France des marchandises étrangères que par vaisseaux français ou du

1. La Commission des subsistances au Comité de Salut Public, 27 brumaire an II (Arch. nat., F¹¹ 269. Minute de la main de Goujon).

2. 5,583,000 livres en papiers de commerce, 60 millions en assignats, plus 6 millions « pour diminuer les effets de l'accaparement » (bordereau d'encaissement du 7 frimaire. Arch. nat., *ibid.*).

3. Arrêté du Comité de Salut Public du 2 frimaire (Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 618).

4. Arrêté du Comité de Salut Public, 19 frimaire (Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 277).

5. « Art. 1^{er}. La Convention nationale déclare, au nom du peuple français, que sa résolution constante est d'être terrible envers ses ennemis, généreuse envers ses alliés, juste envers tous les peuples... — Art. 5. Le Comité de Salut Public est chargé de s'occuper des moyens de resserrer de plus en plus les liens de l'alliance et de l'amitié qui unissent la République française aux cantons suisses et aux États-Unis d'Amérique. »

6. Arch. nat., F¹¹ 269, 2 frimaire.

7. Arch. nat., *ibid.*, 27 nivôse.

même pays que la marchandise importée. Cet acte fut provisoirement suspendu¹, et la Commission put ainsi faire venir à Marseille, par des bateaux génois, au Havre, par des navires danois et américains, les blés de Turquie, de Naples et de Russie, le bétail de la Plata et les denrées coloniales des Antilles.

La grosse difficulté fut de régler ces énormes achats sans exporter une trop grande quantité de numéraire. Au début, on essaya de l'échange direct. La Commission achetait des marchandises contre des assignats et payait avec elles les denrées que les vaisseaux américains lui apportaient au Havre². Ce mode de paiement ne pouvant convenir pour de fortes commandes, la Commission dut chercher à se procurer des lettres de change ou du papier commercial sur l'étranger. Ce n'était pas chose facile, car c'est surtout en Espagne et en Angleterre que les banquiers et commerçants français avaient des fonds en circulation ou en dépôt, et, depuis le début de la guerre, ces fonds étaient sous le séquestre. Pourtant, la Trésorerie disposait de quelques valeurs sur la Suisse, l'Italie et les villes de la Hanse. On put tirer sur Gênes, Venise, Bâle et Hambourg. Mais cette ressource s'épuisa vite. Le 6 nivôse, le Comité de Salut Public se décida à recourir au crédit des particuliers et mit en réquisition les ressources en papier étranger dont pouvaient disposer les « banquiers, capitalistes et agents de change ». Le 9, par arrêté de la Commission, ils furent astreints à déclarer le montant de leurs créances sur l'étranger, les quantités de marchandises qu'ils avaient en dépôt ou en transit sur les différentes places d'Europe et d'Amérique, et même « le nom des citoyens qu'ils connaîtraient pour y avoir des fonds où marchandises³ ». La Trésorerie acheta leur papier en assignats au cours, sans escompte. C'étaient des conditions avantageuses, et les offres de concours à ce prix ne manquèrent pas. Le 18 pluviôse, la Commission acceptait la soumission faite par un groupe de banquiers de fournir cinquante millions de traites sur l'étranger. Ils dressèrent une liste des participants, sur laquelle le Comité de Salut Public se réserva le droit de rayer les noms qui lui paraîtraient suspects. En récompense de leur

1. Arrêté du Comité de Salut Public du 20 frimaire an II (Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 300).

2. Arrêté du Comité de Salut Public, 3 nivôse an II (Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 600).

3. Arch. nat., F¹¹ 269, 9 nivôse.

patriotisme, les banquiers se faisaient affranchir de la surveillance redoutable des comités révolutionnaires. L'article 4 du contrat spécifiait que, « pour éviter les arrestations imprévues qui compromettraient leur crédit », les soumissionnaires ne pourraient être arrêtés et leurs papiers saisis que par un ordre du Comité de sûreté générale¹. Les banques étrangères se prêtèrent volontiers à ces opérations. Bourcard et Legrand, de Bâle, Audéoud, de Genève, Régný et Peragallo, de Gênes, firent des avances considérables qu'on remboursa plus tard, sous le Directoire, avec le produit des conquêtes. Dans les ports français, on fit le recensement des créances commerciales sur l'étranger; des commissaires furent envoyés pour les réaliser sur place, en Amérique surtout; ils durent verser les sommes perçues dans les caisses des consulats français, qui en donnèrent mandat sur la Trésorerie à Paris, et se servirent des fonds encaissés pour acheter directement des grains².

Tout cela n'ayant pas suffi encore, la Commission racheta secrètement l'ancienne Compagnie d'Afrique, paya ses dettes, commissionna ses agents, remboursa les commanditaires et continua l'importation des grains d'Algérie et de Tripolitaine, au nom et sous le pavillon de la Compagnie³.

Ces efforts ne demeurèrent pas inutiles. Bientôt les arrivages se succédèrent dans les ports de l'Océan et surtout de la Méditerranée. Mais ces vaisseaux chargés de blé qu'elle avait amenés avec tant de peine, la Commission dut encore les défendre contre les convoitises des départements, des communes, des représentants en mission, qui tous voulaient s'en emparer. Les représentants dans le Var, les Bouches-du-Rhône et les Alpes-Maritimes reçurent l'ordre de faire dresser l'état exact des cargaisons arrivées, et d'attendre, pour en disposer, les ordres de la Commission qui ferait seule la répartition sous sa responsabilité⁴. Elle-même se réserva le droit de nommer les garde-magasins dans les ports

1. Arch. nat., F¹¹ 269, 18 pluviôse.

2. Arrêt du Comité de Salut Public donnant commission aux citoyens Cousin et Schweighauser de se rendre en Amérique pour réaliser les créances du commerce nantais, 21 pluviôse (Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 45). Commission analogue au citoyen Lamichellerie, de Bordeaux, 26 pluviôse (*Ibid.*, p. 164).

3. Arrêté du Comité de Salut Public rendu sur la proposition de la Commission des subsistances, 20 pluviôse an II (Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 771).

4. Arrêté du Comité de Salut Public, 28 pluviôse an II (Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 216).

et prit le soin d'expédier partout des commissaires munis de pleins pouvoirs pour la surveillance des dépôts et la répartition au fur et à mesure des besoins¹. Il y eut pourtant des difficultés nombreuses et des conflits graves.

Les administrateurs des vivres aux armées, soutenus quelquefois par les représentants du peuple, résistaient aux ordres de la Commission, réquisitionnaient et achetaient à leur guise, spéculaient à terme sur leurs livraisons et faisaient même des tentatives d'accaparement. Les agents de la Commission assistaient, méprisés et impuissants, à ces manœuvres. Le bruit n'en parvenait même pas toujours jusqu'à Paris. On ne connut quelques cas spécialement scandaleux qu'après le 9 thermidor. A l'armée d'Italie, l'agent général des vivres était le fameux Haller, banquier suisse de Soleure et ancien factotum de Calonne. Il avait enjôlé Augustin Robespierre, qui ne jurait que par lui, et qui lui laissait tout faire, couvrant de ses arrêtés, et, grâce à son frère, de l'autorité suprême du Comité de Salut Public, les opérations les plus suspectes. Haller désobéissait à la Commission et s'en vantait, affichant partout son mépris pour ce « trio d'incapables ». Il avait bien jugé Bonaparte et, devinant en lui, dès 1793, « un jeune ambitieux, taciturne et perfide », il le flattait pour ménager l'avenir. Il n'eut pas, du reste, à le regretter plus tard. Le 8 thermidor, averti, on ne sait comment, de la chute probable de Robespierre, il filait sur Gênes, y restait quinze jours sous prétexte de régler des comptes avec le consul de Lachèze, et disparaissait subitement, à l'heure juste où le ministre de France, suivi de douze grenadiers génois, arrivait chez lui pour l'arrêter².

Comme Haller, que Cambon appelait « l'affameur du Midi », d'autres agents peu scrupuleux rendirent la besogne de la Commission singulièrement ingrate. Elle réussit pourtant à peu près

1. Arrêté du Comité de Salut Public du 28 pluviôse an II (Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 222).

2. Arch. nat., F¹² 548. Haller au Comité de Salut Public. Chiasso, 8 septembre 1794. Le même au même, 20 septembre. Tilly, ministre à Gênes, au même, 30 thermidor. Ce très intéressant dossier m'a été communiqué par mon excellent confrère et ami M. Charles Schmidt. — R. G.

En 1796, Haller reparait à l'armée d'Italie avec Bonaparte, qui fait de lui un fermier général des contributions. Il en rapporte une fortune énorme, intrigue à Berne et à Paris lors de la révolution suisse; mais en l'an VII, quand Bonaparte est en Égypte et n'est plus là pour le protéger, le Directoire fait saisir la correspondance de son associé, Briche, et l'expulse lui-même de Milan, où il s'était fait nommer ministre de la République helvétique (Arrêté du Directoire du 4 pluviôse an VII, Arch. nat., AF^{III} 571).

dans cette partie de sa tâche : approvisionner et nourrir la France et ses armées. Le décret du 22 octobre 1793, en la chargeant de faire exécuter partout les lois sur le *maximum*, lui avait donné une autre mission, singulièrement plus difficile. Celle-là manqua tout à fait.

C'est pourtant à cette œuvre en particulier que Goujon semble avoir appliqué son principal effort. Il avait été lui-même, on se le rappelle, le promoteur de la taxation des grains, et c'est peut-être le souvenir de son *Adresse des électeurs de Seine-et-Oise* qui le fit entrer à la Commission des subsistances quand il s'agit d'appliquer ce *maximum* qu'il avait réclamé le premier. La loi du 11 septembre n'avait fixé d'abord de tarif maximum, commun à tout le territoire, que pour les grains, farines et fourrages. Le 27 septembre, on l'étendit au sel; le 29, à toutes les denrées et marchandises de première nécessité. Pour celles-ci, on s'arrêta aux prix de 1790, augmentés d'un tiers. Mais le décret n'avait visé que les matières non ouvrées. La Commission des subsistances fut chargée d'en préparer l'extension à tous les objets fabriqués dits de première nécessité. Le 12 brumaire, elle adopta les bases suivantes. Au maximum fixé par la loi pour les matières premières, on ajouterait : pour le bénéfice du marchand en gros, 5 %; pour celui du marchand en détail, 10 %; en outre une plus-value proportionnelle à déterminer pour chaque objet, représentant le coût de la fabrication et les frais de transport jusqu'au lieu de vente, à raison de tant par lieue de poste¹. Pour établir les prix de façon précise, la Commission désigna douze commerçants et industriels, dont quatre de province et huit de Paris. Ils se répartirent en quatre sections, par matières : 1° aliments; 2° vêtements; 3° épicerie et droguerie; 4° métaux et combustibles². Leurs tableaux ne furent prêts qu'à la fin de pluviôse, et la Convention les joignit à son décret du 10 ventôse (21 février 1794). Jusque-là, l'on continua d'appliquer la loi du 11 septembre, qui chargeait les administrations de district de rédiger les tableaux du *maximum*. La Commission des subsistances, rendue responsable, par le décret même qui l'instituait, de l'exécution de cette loi, lança ses agents sur toutes les routes pour surveiller l'accomplissement de ses ordres. Pour ces missions de confiance, Goujon eut souvent recours à ses anciens col-

1. Arch. nat., F¹¹ 269, 12 brumaire an II.

2. Arch. nat., *ibid.*, 12 brumaire.

laborateurs de Versailles : Richaud aîné fut envoyé à Troyes¹, Vénard à Lyon et à Marseille², Venteclef à Lorient³, Hodanger à l'armée du Nord⁴. Corméry, désigné pour aller à Troyes avec Richaud, refusa et reçut une autre mission⁵. Mais ces commissaires durent revenir sans avoir réussi. Ni leur zèle, ni l'autorité toute-puissante des représentants du peuple, ni la surveillance incessante des commissaires du Conseil exécutif ne vinrent à bout de la résistance passive des populations. Personne ou presque personne, malgré les amendes ou la prison, n'achetait au prix du tarif, et les ouvriers, soumis eux-mêmes au *maximum* pour leurs salaires, ne trouvaient plus de travail. Il n'y avait plus à cette situation qu'une issue : c'est que l'État, déjà seul marchand de grains et farines, seul arbitre du prix de toutes les marchandises et du taux de tous les salaires, devînt encore seul fabricant et seul patron, fît travailler les ouvriers à son compte, en les payant au prix du *maximum*. C'eût été une véritable expérience collectiviste. La Convention n'alla pas jusque-là. Mais la Commission des subsistances, ou pour mieux dire Goujon, apercevait clairement les conséquences dernières des principes économiques appliqués dans la loi du 11 septembre et formulés dès 1792 dans l'*Adresse des électeurs de Seine-et-Oise*. Il s'en effrayait si peu qu'il en commença l'application. Dans une lettre du 25 brumaire an II, adressée aux agents de la Commission des subsistances à Troyes, les citoyens Pillon et Lacaille, il écrivait ces paroles significatives : « Pour déjouer les manœuvres des perfides qui espèrent, en refusant d'acheter les matières fabriquées, priver des citoyens recommandables des moyens de subvenir aux besoins de leurs familles et forcer la République à rapporter la loi salubre du *maximum*..., la patrie va prêter un appui à ses vrais enfants... Si le commerçant refuse d'acheter, sa malveillance sera punie et la République achètera. C'est pour elle que l'ouvrier travaillera, et son ardeur s'accroîtra par cette idée. Tel est l'esprit de l'opération confiée aux citoyens Pillon et Lacaille⁶. » Et les deux agents reçurent pour instruc-

1. Arch. nat., F¹¹ 269, 17 brumaire.

2. Arch. nat., *ibid.*, 7 frimaire.

3. Arch. nat., *ibid.*, 18 frimaire.

4. Arch. nat., *ibid.*, 20 pluviôse.

5. Arch. nat., *ibid.*, 3 pluviôse.

6. Arch. nat., F¹¹ 269, 25 brumaire an II. Minute de la main de Goujon. Il est piquant de rappeler que Gracchus Babeuf, dont les théories communistes deviendront célèbres, avait été, moins d'une semaine auparavant, chassé des

tions de faire estimer par des experts « instruits et patriotes » les marchandises qui ne trouvaient pas d'acheteurs, et de les acquérir au compte de la République, « en entourant leurs opérations de la plus grande publicité ».

Goujon ne resta pas assez longtemps à la Commission des subsistances pour avoir l'occasion de généraliser cette mesure « interventionniste ». Au reste, il n'est guère probable qu'il l'eût fait, et cette tentative toute locale, destinée à faire cesser par intimidation des résistances particulièrement tenaces, semble bien n'avoir été, dans l'esprit même de son auteur, qu'un expédient de circonstance. Il y aurait abus sans doute à lui donner une autre signification. Quoi qu'il en soit, Goujon ne dut même pas avoir le temps de connaître l'effet produit par la mission de Pillon et Lacaille. A la fin de pluviôse, ce qu'il considérait comme son œuvre principale, l'établissement des tableaux pour le *maximum*, était complètement achevé. Dès le 22, le Comité de Salut Public avait décidé de réorganiser complètement la Commission des subsistances. Elle dut comprendre désormais deux sections, de trois membres chacune : la première s'appellerait « section d'agriculture et subsistances dans l'intérieur » ; la seconde « section de commerce, industrie et relations extérieures¹ ». Les traitements des commissaires devaient être réduits, Goujon, peut-être par crainte de voir prédominer désormais d'autres opinions que les siennes, peut-être par découragement ou par excès de fatigue, donna sa démission le 2 ventôse². Il fut remplacé le lendemain par le citoyen Johanneau³.

R. GUYOT ET F. THÉNARD.

(Sera continué.)

bureaux de la Commission. Babeuf ne garda pas rancune à Goujon. Lors de son arrestation en floréal an IV, il parlait, dans une lettre au Directoire, de « ceux qu'on révere aujourd'hui comme d'illustres martyrs, les Robespierre et les Goujon » (Sciout, *le Directoire*, t. I, p. 588).

1. Arrêté du Comité de Salut Public, 22 pluviôse (11 février 1794) (Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 66).

2. Nous n'avons pu retrouver sa lettre de démission ni vérifier si quelque incident ne s'était pas produit dans les séances du 1^{er} et du 2 ventôse. La liasse des procès-verbaux et pièces annexes pour le mois de ventôse a disparu. Tissot conserva ses fonctions de secrétaire général. A l'organisation des Commissions exécutives, il devint commissaire adjoint par intérim à la Commission d'agriculture et des arts (Arch. nat., AF¹¹ 24, plaquette 197).

3. *Procès-verbal de la Convention*, 3 ventôse, p. 103.

MÉLANGES ET DOCUMENTS

LA RUSSIE ET LA PORTE OTTOMANE

DE 1812 A 1826.

Au cours de recherches relatives à l'Europe et à la formation de la Serbie de 1804 à 1834, j'ai relevé, soit dans des documents inédits aux archives des Affaires étrangères, soit dans des ouvrages imprimés, diverses allusions à un document de grande importance et qu'il serait du plus haut intérêt de connaître : il s'agit d'un mémoire rédigé par le gouvernement russe et donnant l'exposé des relations de la Russie et de la Turquie de 1812 à 1826, c'est-à-dire du traité de Bucharest à la convention d'Ackermann.

La première indication se rencontre dans une dépêche inédite du baron de La Ferronnays, ambassadeur de France à Saint-Petersbourg, datée du 9 avril 1826. La Ferronnays rend compte de son audience du 30 mars et met dans la bouche de l'Empereur les paroles suivantes :

Depuis que je ne vous ai vu, je me suis sérieusement occupé de mes affaires avec les Turcs. J'ai consacré chaque jour plusieurs heures à la lecture et à l'étude d'un fort long travail que Nesselrode m'a remis et dans lequel se trouve, avec les pièces officielles, l'extrait et l'analyse de tout ce qui a été fait, écrit et dit sur cette question, tant par nous que par les autres cabinets¹.

La seconde allusion se trouve dans une lettre du chevalier de Gentz à l'hospodar de Valachie, en date du 1^{er} février 1826 :

Le comte de Nesselrode et ses collaborateurs étaient occupés, lors du départ des dernières nouvelles, à dresser un résumé général des affaires

1. Archives des Affaires étrangères, *Corr. pol. de Russie*, vol. 170, p. 269.

politiques traitées dans les dernières années, pour l'instruction de l'Empereur, ce prince n'ayant point été tenu au courant de ces affaires, comme c'était le cas à l'égard du grand-duc Constantin¹.

Enfin, un ouvrage de l'historien russe Tatishcheff² contient une dernière indication, fort précieuse, qui m'a mis sur la piste du document. Tatishcheff y affirme que certains documents diplomatiques russes, tombés entre les mains d'émigrés polonais, furent publiés à Paris, pendant la guerre de Crimée, en une brochure intitulée : *Recueil de documents relatifs à la Russie, pour la plupart secrets et inédits, utiles à consulter dans la crise actuelle*. Paris, 1834.

M'étant procuré cette brochure, j'ai relevé, à la page 207, un document intitulé : « Précis de l'exposé des différends survenus en 1821 entre le gouvernement de S. M. I. et la Porte ottomane, présenté à l'empereur Nicolas, à son avènement au trône, par le ministère russe. Annexes : Négociations de Stroganoff. Protestation du 4^{er}-13 octobre 1825. » J'eus l'impression que c'était précisément là un des documents dont parlaient le chevalier de Gentz et le baron de La Ferrounays. Mais j'eus aussi l'impression que le document était tronqué, tout au moins incomplet. Tel qu'il était, il était assez intéressant pour éveiller le vif désir de découvrir l'original.

En fermant la brochure, je remarquai sur la couverture cette indication : « Librairie polonaise à Paris. » Ce fut pour moi un trait de lumière. Je me rappelai avoir lu à diverses reprises que l'empereur Nicolas, mal instruit, à son avènement, des affaires extérieures de l'empire et sentant le besoin de conseils, avait donné l'ordre d'adresser à Varsovie, à son frère aîné, le grand-duc Constantin, copie de tous les documents diplomatiques. Le grand-duc serait de la sorte à même de donner, en connaissance de cause, les avis que lui demanderait l'Empereur. J'imaginai aussitôt que les insurgés polonais avaient trouvé ces copies au palais du grand-duc à Varsovie lors de la révolution de 1830. Après la défaite, quand vint l'exode, ils les emportèrent, sans doute, et, comme ils se réfugièrent en grand nombre en France, je conclus que les documents pourraient bien se trouver à Paris à la Bibliothèque Polonaise.

Je me hâtai de soumettre mes déductions au distingué directeur de la bibliothèque, M. Mickiewicz, fils du grand poète. Mon

1. Prokesch-Osten fils, *Dépêches inédites du chevalier de Gentz aux Hospodars de Valachie*. Paris, 1877, t. I, p. 78.

2. Tatishcheff, *la Politique extérieure de l'empereur Nicolas I^{er}* (en russe). Saint-Petersbourg, 1887, p. x.

hypothèse lui parut tout à fait vraisemblable. Les archives de la bibliothèque n'étaient pas alors encore classées. Il eut l'extrême obligeance d'y procéder à des recherches et, grâce à son bon vouloir, dont je tiens à le remercier ici publiquement, j'étais bientôt en possession du document.

Le document, rédigé en français, se compose de trois manuscrits in-folio, écrits d'une claire écriture de chancellerie. Les titres sont les suivants :

1° Sommaire des négociations principales de M. le baron de Stroganoff à Constantinople et analyse de ses instructions successives. 1816-1821. (Manuscrit de 60 pages.)

2° Résumé de l'état dans lequel M. le baron de Stroganoff a laissé nos négociations avec la Porte. (Manuscrit de 26 pages.)

3° Exposé des différends survenus en 1821 entre le gouvernement de S. M. I. et la Porte ottomane, présenté à l'empereur Nicolas 1^{er} à son avènement au trône par le ministère russe, 1825¹. (Manuscrit de 198 pages.)

Comme j'en avais eu le sentiment, le texte imprimé en 1854 n'était qu'un texte incomplet et tronqué, publié sans aucune préoccupation scientifique. Fait singulier, il semble que, comme à plaisir, l'on n'ait donné que les parties les moins intéressantes, je dirais presque les parties insignifiantes de cet important document. Je le donne ici intégralement, d'abord parce qu'on y trouve nombre de renseignements nouveaux, même après les multiples travaux et les documents publiés sur la question d'Orient de 1812 à 1826, mais surtout parce qu'il renferme de précieuses indications sur l'évolution des questions serbe, roumaine et grecque pendant cette même période.

Quant au mémoire spécialement consacré à l'histoire des relations diplomatiques entre la Russie et la Porte ottomane, il n'est pas besoin d'en souligner l'importance : il a ce mérite d'être, en même temps qu'une version officielle, un texte confidentiel, c'est-à-dire qu'il est aussi complet et aussi près que possible de la vérité. Il a enfin cet attrait spécial que ce fut sa lecture qui détermina l'empereur Nicolas à rejeter la méthode conciliante de son prédécesseur Alexandre 1^{er} et à rédiger le fameux ultimatum d'où procédèrent d'abord la convention d'Ackermann et plus tard la rupture et la guerre russo-turque. De ses lignes sont sortis l'affranchissement de la Grèce et l'émancipation intérieure de la Roumanie et de la Serbie.

En marge du document, on relève de fréquents renvois à des *annexes*. Ces annexes étaient les copies intégrales de toutes les notes et cor-

1. Les deux premiers mémoires servent d'introduction au troisième.

respondances diplomatiques mentionnées dans le corps du mémoire. Je me suis efforcé de les retrouver, et j'y ai déjà partiellement réussi. Je poursuis mes recherches et je donnerai à la *Revue* ces textes nouveaux au fur et à mesure de leur découverte.

Grégoire YAKSCHITCH.

I.

Sommaire des négociations principales de M. le baron de Stroganoff à Constantinople et analyse de ses instructions successives (1816-1821).

[Le traité de paix de Boucares, conclu sous des auspices défavorables à la Russie, avait embrassé dans l'ensemble de ses stipulations], tant préliminaires que [patentes et secrètes, tous les rapports établis entre la Cour impériale et la Porte ottomane]. Cet acte était fondé sur des restitutions d'une part et des cessions de l'autre; [la réunion de ces articles obligatoires devait former la base de l'état de paix et de bon voisinage entre les deux puissances limitrophes].

Une réciprocité pleine et entière aurait été le fruit d'une acceptation sans réserve de toutes les clauses de ce traité. Mais [la Porte], pressée de terminer une guerre désastreuse, voulut [cependant mettre à profit les circonstances du moment : elle rejeta les articles secrets et obtint, de cette manière, tous les avantages que lui assure l'article VI] patent, [sans acquiescer aux modifications qu'y apportait l'acte séparé; c'est ainsi qu'elle s'écarta du sens général des transactions de Boucares et fut la cause première des discussions qui subsistent jusqu'à ce jour.

Son refus de ratifier les clauses séparées¹ mit la Russie dans l'impossibilité d'effectuer la remise] complète [du littoral asiatique]. La liberté de nos communications et la sécurité de nos frontières sur cette ligne étaient compromises dès l'instant qu'il aurait fallu restituer les places fortes réclamées par la Turquie, sans y conserver l'étendue du terrain stipulé par l'article XXI secret. La Cour impériale se décida alors à supprimer, pour le moment, toute discussion à cet égard et à ne se dessaisir que d'Anapa, Poti, Soudjouk et Archalkalessi. Le général Rtscheff reçut l'ordre « de ne point faire cas des prétentions de la Porte sur les pays qui, avant et pendant la dernière guerre, s'étaient soumis de leur propre mouvement au sceptre de Sa Majesté, attendu que la situation mentionnée dans l'article VI ne concernait que les forteresses, châteaux, territoires, etc., pris sur les Turcs par la force des armes ».

1. Voy. Instructions données au baron de Stroganoff. Mémoires sub. litt. A et B.

Aussitôt après l'expiration du terme de trois mois fixé par le traité, le Divan exigea impérieusement la remise de tout le littoral asiatique. Il établit que cette contrée avait toujours fait partie de l'Empire ottoman et que la Russie elle-même l'avait reconnu soit avant la guerre, soit lors des négociations de Boucarest. Dans la vue d'obtenir plus facilement les places d'Anacra, Kamhab et Sohoun (ainsi que l'artillerie d'Anapa), il étendit ses réclamations sur la Géorgie, la Mingrêlie, le Gouriel, le Kachet Scher-San et Bagdadjik : et, en alléguant sans cesse ce grief, il ne fit droit à aucune des justes plaintes que M. d'Italinsky lui porta sur d'autres objets. Ce ne fut que vers le juin de 1813, à l'époque de nos succès en Allemagne et de la conclusion de la paix avec la Perse, que l'insistance de la Porte fut modérée et que ses relations avec l'envoyé de Russie devinrent plus amicales.

[Les griefs de la Cour impériale à la charge de la Turquie¹ étaient en bien plus grand nombre] et résultaient d'une suite d'infractions au traité nouvellement conclu. [Ils embrassèrent à la fois la sûreté des sujets de Sa Majesté, les intérêts de notre commerce et les droits de la Russie à la protection des chrétiens soumis à la Porte. Des fortifications avaient été élevées sur les îles du Danube vis-à-vis de Kili et [d'Ismail] nonobstant l'article IV. [Les brigandages des peuplades asiatiques sur nos frontières et le trafic d'esclaves étaient tolérés et encouragés par les commandants turcs]. La Servie était inondée de sang et [les stipulations en sa faveur] de l'article VIII [demeurèrent sans effet. Sa promesse de respecter les privilèges de la Moldavie et de la Valachie] et de les exempter pendant deux ans de tout impôt [article V] [avait été ouvertement enfreinte]; les Hospodars servaient d'instruments pour de nouvelles vexations. [La libre navigation du pavillon Russe dans les mers du Levant et le commerce étaient entravés²; nos bâtiments se trouvaient exposés aux pirateries des Barbaresques. Enfin, la Porte n'avait satisfait à aucune des réclamations particulières, anciennes et récentes, malgré l'article X du traité.

Les guerres de 1813 à 1815] et les travaux pour consolider la paix générale [avaient empêché l'Empereur de vouer son attention à ces intérêts. De retour dans ses États, il résolut, en 1816, *de reconstruire, sur des bases solides, le système de la Russie dans l'Orient*, et fit choix du baron de Stroganoff pour remplir ses vues. Les instructions dont ce ministre fut muni] à son départ de Saint-Petersbourg [eurent pour base les sentiments les plus pacifiques envers le gouvernement turc³. La Russie, forte de ses seuls droits et s'astreignant sévèrement à la teneur du traité de Boucarest, déclara « ne vouloir que ce qui est fondé en justice,

1. Voy. Instructions, etc. Mémoires sub. litt. B.

2. Des grains provenant de nos ports de la mer Noire étaient accaparés à Constantinople et aux Dardanelles et payés à des prix arbitraires. La même vexation eut lieu en 1821.

3. Voy. Rescrit de Sa Majesté du 30 juin 1816, adressé au baron de Stroganoff.

ne soutenir que ce qui est d'un intérêt réciproque pour les deux Empires »].

Les mémoires remis par le ministère impérial au baron de Stroganoff lui retracèrent l'état de la Turquie et la politique invariablement adoptée à son égard¹. On lui prescrivit d'*écarter soigneusement la possibilité et toute occasion de guerre*, quand même elle serait fondée sur des droits incontestables, afin de ne point compromettre le maintien de la paix générale en Europe, achetée par de si grands sacrifices. [On le chargea de discuter les griefs réciproques dans des vues conciliatoires, de manière que les arrangements qui en résulteraient pussent porter en eux-mêmes la garantie la plus rassurante de leur maintien inviolable pour l'avenir — but qui serait manqué complètement « si l'Empereur admettait une délimitation compatible avec la solidité des rapports qu'on veut établir ou abandonner aux vengences musulmanes et aux spéculations européennes le sort et les intérêts des chrétiens sujets ottomans ».

En même temps, le baron de Stroganoff fut instruit de la teneur des arrangements qui, en dernier résultat, seraient les plus conformes aux vœux de Sa Majesté.] Ils portaient en substance :

[1^o *Délimitation sur le Danube.*] Demander la démolition des fortifications élevées sur les îles du Danube et l'envoi des commissaires respectifs pour éclaircir, d'un commun accord, le sens vague et indéterminé de l'article IV du traité, et le mettre ensuite en exécution.

[2^o *Enlèvement des sujets russes du commerce des esclaves.* En rattachant cette question à celle du littoral], céder sur le seul point de Sohoun, bien entendu que ce ne serait qu'à la fin de la négociation et lorsque la Porte aurait, de son côté, fait droit à nos griefs. Elle devait, de plus, renoncer pleinement à ses prétentions sur la Géorgie, la Mingrelie, etc., donner des garanties à l'égard des habitants de l'Abasie qui ont déjà prêté serment à Sa Majesté et ne seraient pas décidés à émigrer dans son Empire, et mettre un terme au trafic d'esclaves ou, du moins, en préserver pour l'avenir les sujets russes.

[3^o *Servie.*] Insister sur la stricte exécution de l'article VIII et, en cas d'impossibilité de faire admettre la garantie de la Russie, n'y renoncer qu'en obtenant aux Serviens tous ces avantages possibles. Au défaut de l'intervention directe de la Cour impériale dans l'arrangement de leurs affaires, lui conserver le droit d'avoir un agent sur les lieux pour y tenir la main.

[4^o *Principautés.*] Porter à la connaissance du ministère ottoman les nombreuses infractions à l'article V et proposer une commission mixte pour les vérifier. Les exactions une fois constatées, demander que le montant en soit restitué aux deux pays, soit en leur accordant des exemptions d'impôts pour quatre ou cinq ans, soit en l'appliquant à quelque établissement d'utilité publique, soit enfin en espèce. Ne se

1. Voy. Instructions. Mémoires sub. litt. C.

désister de ce premier mode de réparation qu'à la suite de longs débats et poser alors pour *ultimatum* :

a) Que les anciens privilèges et immunités des deux provinces soient confirmés et qu'elles en jouissent comme avant la dernière guerre sous la garantie de la Russie.

b) Que les impôts soient réglés suivant le mode établi par les princes Ipsilanti et Mourousi.

c) Que les Hospodars restent en place sept ans et soient rééligibles, à moins que la Cour impériale n'ait consenti à leur remplacement avant le terme.

d) Qu'il soit établi une quarantaine sur les frontières de la Moldavie et de la Valachie du côté du Danube.

[5° *Entraves au commerce et pirateries des Barbaresques.*] Faire exécuter à la lettre toutes les stipulations des anciens traités relativement à la liberté du commerce et de la navigation russe au tarif, à l'établissement des consulats partout où nos intérêts l'exigeraient, à la répression des régences vassales de la Porte. Enfin, protéger fortement [les réclamations particulières] fondées en justice.

Tel était l'ensemble de la négociation confiée au baron de Stroganoff. [Les difficultés qu'il eut à combattre furent immenses : elles naissaient de la nature même de plusieurs objets en discussion, du caractère personnel du Sultan, de la mauvaise volonté du gouvernement turc à notre égard, surtout de la funeste persuasion (où l'entretenaient ses conseillers étrangers) que la Russie ne pouvait point lui faire la guerre.]

Les instructions ultérieures transmises à l'envoyé de Sa Majesté et sa marche générale vont être retracées dans un narré succinct. Il sera suivi du résumé de l'état où nos négociations avec la Porte ont été laissées en 1821.

D'après la correspondance de M. d'Italinsky, le ministère impérial s'attendait à ce que la Porte persisterait à demander la restitution du littoral asiatique, sans admettre aucune explication sur les articles du traité de Boucarest dont l'infraction constitue nos griefs. Les premières ouvertures du baron de Stroganoff devaient donc avoir pour but d'énoncer¹ la condition fondamentale [quant aux formes] d'un arrangement conciliatoire, savoir « que la délimitation définitive des frontières asiatiques ne pouvait être discutée qu'autant que la Porte reconnaît le principe de discuter et faire droit en même temps aux prétentions que la Russie forme par une suite de l'infraction des articles du traité obligatoire pour les Turcs ». De là résultait nécessairement une négociation *collective et simultanée* : elle fut entamée dès la première conférence de l'envoyé avec les ministres ottomans, le 16-28 novembre². Tous les griefs de la Russie y furent passés en revue, malgré

1. Voy. Instructions, etc. Mémoires sub. litt. D.

2. Voy. Dépêche du baron de Stroganoff du 1^{er}-13 décembre 1816, n° 63.

l'obstination de Reis-Effendi à répéter qu'il n'y avait pas lieu à discuter sur l'article du littoral et que son gouvernement avait scrupuleusement rempli les obligations imposées par le traité¹. Cette conférence fut suivie de deux mémoires explicatifs dont le premier fut particulièrement consacré par le baron de Stroganoff à établir le droit qu'avait la Russie de revenir sur la teneur de l'acte séparé. Le second, embrassant l'ensemble de nos griefs, était appuyé de quatre états de pertes essayées par les sujets russes, que la Porte avait toujours éludé de satisfaire sous divers prétextes. Une troisième note, basée sur les instructions du ministère impérial, exposa en détail le mode de réparation dont ces griefs étaient susceptibles².

Bientôt des avis secrets donnèrent l'assurance que le Sultan, craignant à cette époque une coalition entre la Russie et l'Autriche³, avait résolu d'admettre une négociation suivie sur tous les points, excepté celui de la cession du littoral, — article très délicat pour un souverain musulman ; — qu'étant pressé là-dessus, il consentirait peut-être à laisser tacitement les forteresses contestées entre les mains de Russie, ou bien à ratifier l'article rejeté en 1812. En effet, au commencement de février 1817⁴, le Reis-Effendi remit deux notes en réponse au mémoire de l'envoyé, mais ils n'offrirent aucun résultat satisfaisant et la Porte ne parut se prêter à un arrangement amical que sur la délimitation du Danube⁵.

Sur ces entrefaites, le baron de Stroganoff reçut un supplément à ses instructions concernant le point de vue sous lequel il devait considérer notre politique à l'égard de la Porte. Sa Majesté repoussait toute apparence de menaces ou de démonstrations hostiles. Elle subordonnait le succès de la négociation de Constantinople au bien général de l'alliance européenne et voulait devoir les avantages qu'elle jugeait d'une utilité réciproque pour les deux Empires à l'ascendant de la vérité et non à celui de la force. Malgré la complication de rapport, nous étions en paix avec la Turquie ; et si même elle se laissait aveugler par une malheureuse méfiance, les suites n'en seraient pas dangereuses aussi longtemps qu'elle demeurerait dans *sa situation actuelle*, la moins propre à la rendre agressive à notre égard, tandis que la crainte d'une guerre en Orient pourrait troubler la tranquillité de l'Europe.

Les instructions communes au baron de Stroganoff et au général Yermoloff⁶ furent conçues dans le même sens. Il leur était enjoint à tous deux de travailler pour le bien-être des chrétiens, protégés par la Russie, mais sous la sauvegarde des traités et en faisant agir leurs

1. Voy. Dépêche du baron de Stroganoff, même date, n° 64.

2. Voy. Dépêche du baron de Stroganoff du 24 janvier-5 février 1817, n° 22.

3. Voy. Dépêche du baron de Stroganoff du 1^{er}-13 février 1817, n° 23.

4. Voy. Dépêche du baron de Stroganoff du 1^{er}-13 mars 1817, n° 41.

5. Voy. Dépêches du ministère des 2 janvier et 2 mars 1817, n° 1 et 13.

6. Voy. Dépêche du ministère du 2 juin, n° 29, et celle du général Yermoloff du 19 mai 1817.

gouvernements respectifs. La Turquie et la Grèce ne devaient point participer à l'association européenne. Mais l'Empereur n'exigeait d'elle aucunes nouvelles transactions : Il s'en tenait à l'exécution fidèle des traités existants.

En s'efforçant de profiter du peu de bonne volonté que montrait la Porte, le baron de Stroganoff¹ se décida à isoler la question de la délimitation du Danube de l'ensemble de la négociation comme *étant hors la ligne précise des traités*, sans renoncer au dernier résultat au mode collectif, ni faire des arrangements partiels qu'il lui était recommandé d'éviter². Cette question fut débattue dans la conférence du 19 mai, 10 et 21 août. Après plusieurs tergiversations du Reis-Effendi et coupant court aux délais, il réussit à conclure une convention³, insérée dans un protocole *ad hoc*, qui obtint l'assentiment de la Cour impériale, tant pour le fond que pour la forme. Le ministère reconnut que la marche à laquelle les lenteurs et les habitudes de la Porte ont obligé l'envoyé de consentir rend, pour ainsi dire, inévitable la discussion isolée de toutes les questions.

A la suite de ce succès, le baron de Stroganoff reprit simultanément les demandes relatives à la Serbie et les prétentions particulières⁴. Il saisit ainsi l'occasion d'un impôt arbitraire du hospodar Callimachi en Moldavie et du renvoi d'une note protestative du consul Pisani, pour aborder, en détail, les affaires des Principautés et l'exercice de nos droits de protection dans ces pays. Ces divers objets nécessitèrent un échange suivi de notes et plusieurs conférences.

Le Reis-Effendi alléguait que des privilèges avaient été accordés par firmans aux Serviens, que la Nation était heureuse et contente de son sort et donna, pour preuve de ces vagues assertions (par lesquelles le ministère ottoman prétendait avoir satisfait à la teneur de l'article VIII), une lettre en action de grâce extorquée au chef Milosch. Ces pièces furent d'abord produites dans la conférence du 6 décembre comme une

1. Voy. Dépêche du baron de Stroganoff du 1^{er}-13 juin 1817, n° 90.

2. Voy. Dépêche du ministère du 16 avril 1817, n° 20 et 23. On y disait : « Il est évident que les accommodements partiels ne feraient qu'autoriser le gouvernement turc à se prévaloir de quelques actes de condescendance illusoire pour infirmer l'enchaînement de nos griefs et de nos propositions. De semblables arrangements ne sont donc salutaires et désirables qu'autant qu'ils dériveront d'un accord ou du moins d'un rapprochement préalable arrêté en principe... Il est nécessaire de prévenir la Porte que nul arrangement ne sera considéré par V. E. comme obligatoire ni susceptible d'approbation ou de rectification de la part de S. M. I. que lorsque tous nos griefs auront été examinés et discutés, en sorte que l'arrangement général dont on s'occupe fasse droit à leur ensemble. »

3. Voy. Dépêche du baron de Stroganoff du 1^{er}-13 septembre, n° 136, et celle du ministère du 20 octobre 1817.

4. Voy. Dépêches du baron de Stroganoff en septembre, novembre et décembre 1817, n° 145, 183 et 200; celles en janvier 1818, n° 2, 5 et 11.

complaisance superflue ; on avoua, par la suite, « que la Russie avait le droit de demander compte de l'exécution des clauses du traité en faveur des Serviens » ; et, cependant, on chercha à éluder sa garantie et toute intervention réelle de sa part. L'envoyé de Sa Majesté établit de son côté : que la lettre de Milosch pouvait tout au plus justifier l'administration actuelle, que la prétendue satisfaction de ce peuple était en opposition trop manifeste avec ses plaintes parvenues à la Cour impériale, enfin, que les firmans relatifs aux impôts, à la capitation, etc., dont on l'étayait, auraient dû être la conséquence d'un *concert mutuel* avec les Serviens et ne pouvaient pas, étant révoquable à volonté, suppléer au mode prescrit par l'article VIII. C'est ce principe qu'il s'attacha surtout à soutenir en passant sous silence, pour le moment, l'énumération des privilèges que la Porte devait accorder et qu'il eût été facile de déduire, le point essentiel une fois admis.

Le gouvernement turc, déjà rassuré sur la crainte d'une guerre, reproduisit instantanément les mêmes arguments dans tous ces débats et se tint dans son cercle habituel de dénégations et d'assurances évasives¹. Il répliqua avec aigreur à la note énergique du 30 décembre 1817 et repoussa le mode conciliatoire d'un hatti-chérif pour consolider le bien-être de la Servie proposé par le baron de Stroganoff. Le ministre reçut la réponse du Reis-Effendi *ad referendum* et la transmit à la Cour Impériale avec une réfutation détaillée, en sollicitant de nouveaux ordres *puisque une plus longue discussion sur le même principe serait absolument vaine, sinon contraire à la dignité de la Russie*. Il fit observer « combien le moment présent était décisif pour la négociation : qu'elle soit prolongée sur le même pied, qu'elle soit reprise avec vigueur et en conséquence des nouveaux ordres de Sa Majesté Impériale, ou qu'on cède aux faibles raisonnements de la Porte, chacun de ces trois partis aura la plus grande influence sur le crédit de la Russie, sur toutes ses relations dans le Levant et sur le succès de tous ses autres griefs. Le divan, les ministres étrangers et la Grèce entière attendent avec une vive impatience le résultat de nos débats concernant la Servie. Les oppresseurs et les opprimés vont tous régler là-dessus leur conduite future ».

Le ministère impérial² avait déjà prescrit d'écarter dans l'examen de la conduite du hospodar Callimachi toute démarche qui pourrait amener sa destitution prématurée. Il répondit sur l'article de la Servie en ramenant la négociation à une marche *complexe* ; il parla de l'impression pénible produite sur l'Empereur par l'attitude que la mission avait prise involontairement envers le gouvernement turc, et qu'il fallait attribuer à la déviation du mode tracé par les instructions primitives³. Cette attitude devait changer et devenir purement *passive*, car la Porte

1. Voy. Dépêche du baron de Stroganoff du 16-28 février 1818, n° 43.

2. Voy. Dépêche du ministère du 6 janvier 1818.

3. Voy. l'expédition en date du 6 mai 1818, d'Odessa.

avait seule provoqué la négociation en insistant sur la remise de tout le littoral asiatique. Pour cela, il était enjoint au baron de Stroganoff de donner une note : [d'après un canevas fourni par le ministère] qui embrassât essentiellement la totalité des objets en discussion et fixât le principe ainsi que la manière de traiter. Le Reis-Effendi devait être invité à répondre *exclusivement sur le mode de la négociation et non sur le fond*. En cas de refus de la part des Turcs de coopérer au but proposé, Sa Majesté s'abstiendrait de toute discussion ultérieure « en laissant subsister néanmoins et en cultivant très soigneusement les relations qui existent entre les deux empires. Elle éprouverait alors un seul regret : celui de ne pouvoir point resserrer ces relations d'une manière encore plus intime et plus particulière ».

Le baron de Stroganoff¹ s'acquitta de ces ordres par une note du 21 mai et en rendit compte au ministère en lui transmettant ses idées sur un arrangement général pour le cas où la Porte consentirait à traiter tous les points simultanément. Ce travail, basé sur la note du 24 janvier-5 février 1817, se composait : 1° d'un projet de convention complète, *définitive quant au mode et préparatoire quant aux détails*, avec un acte réglementaire concernant les Principautés, et, 2°, de quelques observations essentielles sur les avantages qui pourraient servir par la suite d'*ultimatum*.

Le ministère impérial² approuva ce projet, sans le considérer encore comme base définitive. Il recommanda à l'envoyé de ne point presser les conférences, comme aussi de ne pas les éviter ni les décliner. En même temps, il détermina les objets à soutenir, quand même la négociation serait ajournée, savoir : les intérêts du commerce et de la navigation russe et, en général, les droits des sujets de Sa Majesté ; le terme septenaire pour les Hospodars ; la juridiction de nos consuls dans les principautés ; les privilèges reconnus de ces pays et les avantages que le traité de Boucarest assure aux Serbiens. Cette distinction des affaires courantes se rapportant à des principes non contestés, de la masse générale des griefs, motiva des observations de la part du baron de Stroganoff³ qui représenta l'extrême difficulté de maintenir la séparation, tandis que les Turcs cherchaient à tout confondre et à éluder nos réclamations en alléguant sans cesse l'ajournement consenti, ou bien en élevant de nouveaux doutes sur le sens des stipulations.

Cependant, le divan différait de répondre à la note importante du 21 mai contenant les dernières propositions de la Cour impériale. Il paraissait appréhender les suites du parti qu'il allait prendre ; ce ne fut que le 26 septembre que le Reis-Effendi annonça officiellement la décision de la Porte⁴. Toujours aveuglée sur sa véritable position, elle ne se contenta pas d'user de l'alternative qui lui était offerte de négocier sans

1. Voy. Dépêche du baron de Stroganoff du 20 juin-1^{er} juillet 1818, n° 111.

2. Voy. Dépêche du ministère en date du 17 juillet 1818.

3. Voy. Dépêche du baron de Stroganoff du 15-27 août 1818, n° 132.

4. Voy. Dépêche du baron de Stroganoff du 4-16 octobre 1818, n° 153.

délai ou de suspendre, à son gré, la discussion : elle ne l'*ajourna* pas, elle l'*annula* en déclarant avoir tout exécuté, tout fait, et disant seulement qu'il restait à lui rendre les forteresses asiatiques. Elle n'admit que certaines prétentions particulières, pour des confiscations, *faites par représailles*, mais se réserva d'y opposer les siennes. Toute la faute des retards fut rejetée sur la Russie.

Un événement fâcheux en apparence fournit, à cette époque, les moyens d'atteindre un but qui avait été fortement recommandé au baron de Stroganoff par ses instructions. Le hospodar Karadja, menacé par le favori Halet, s'était rapproché de la maison impériale et, pour lui complaire, avait remis le système d'imposition en Valachie sur le pied de 1804. Sa fuite (en octobre 1818) occasionna une correspondance très vive avec le ministère ottoman¹, dans laquelle l'inviolabilité du terme septennaire fut contestée formellement, même la démission volontaire des princes ne devait pas être acceptée à l'insu de la Russie. La nomination d'A. Soutzo resta suspendue pendant près d'un mois, et, malgré l'obstination de la Porte à proclamer Karadja coupable *par le seul fait*, la nécessité de l'assentiment de la Russie pour sa destitution fut maintenue. On tint compte de tout le temps qui manquait au terme légal de l'ancien hospodar à son successeur : et celui-ci s'engagea à opérer des améliorations considérables en faveur de ses administrés.

La décision prise par l'Empereur sur le rejet de la négociation collective mit le comble à la générosité de sa politique envers la Turquie. Sa Majesté écrivait elle-même au sultan pour lui représenter le contraste affligeant entre les vues de la Russie, son désir de cimenter les rapports avec l'empire ottoman dans le même esprit que la totalité des relations européennes et la manière dont ses efforts étaient accueillis à Constantinople. En remettant la lettre du cabinet, le baron de Stroganoff l'accompagna d'une note calquée sur un canevas du ministère², où il releva les nombreuses inexactitudes que renfermait celle de la Porte, prouva que la question du littoral asiatique était intimement liée à tous les autres objets en discussion, et que prétendre l'isoler serait donc une base précaire à l'état de paix existant, indiqua le germe des débats dans le refus de ratifier l'article II secret du traité de Bucarest, il énuméra les clauses enfreintes de cette transaction. La négociation ayant été ouverte sur les instances de la Porte, celle-ci pouvait la continuer à son gré « sans apporter aucune altération au système de conduite magnanime du cabinet de Saint-Petersbourg », — mais tout expédient dilatoire à l'égard des affaires courantes, de tout ce qui concerne les points qu'un consentement mutuel a placé hors de doute « aurait pour effet immédiat d'anéantir les rapports de bon voisinage entre les deux Empires ».

1. Voy. Dépêches du baron de Stroganoff en septembre, octobre et novembre 1818, n° 143, 157, 166, 167, 172 et 182.

2. Voy. Dépêche du ministère du 12-24 décembre 1818 et celle du baron de Stroganoff du 15-27 janvier 1819, n° 7.

Cette démarche ne produisit point l'effet désiré. Le Gouvernement ottoman persista à soutenir qu'il n'y avait pas lieu à négocier, qu'il avait exécuté à la lettre toutes les stipulations et que la Russie n'avait qu'à rendre les places fortes en Asie. Mais il voulut aussi balancer la générosité de l'Empereur par une concession fallacieuse¹. Le sultan, dans sa réponse autographe à Sa Majesté s'attachant à l'expression que le refus de ratifier les articles séparés avait été *le germe des discussions*, offrit « de ratifier ces deux articles dans toute leur étendue, pourvu que cela fût précédé par l'exécution réelle et parfaite de l'évacuation des confins d'Asie selon le traité et de quelques clauses nécessaires ». La note d'accompagnement du Reis-Effendi, en date du 14 avril 1819, n'était qu'une amplification de cette proposition, évidemment tardive, puisque les circonstances avaient tout à fait changé de face depuis 1812, et que l'urgence du cas n'existait plus. En échange d'une échelle sans fortifications sur le Phase on nous imposait la loi non seulement de remettre tout le littoral, mais encore de démolir l'Ismail et Kilia, et l'ensemble de nos griefs était rejeté.

Ce résultat inattendu fut mis sous les yeux de Sa Majesté. Elle se réserva de s'en occuper exclusivement à loisir, et le baron de Stroganoff eut ordre de faire observer à la Porte qu'elle ne devait pas s'étonner de ce retard après avoir mis plus de trois mois à méditer sa réplique². L'envoyé profita de l'occasion pour lui signaler de nouveaux brigandages commis sur notre frontière d'Asie et repoussés par la force.

Pendant que le grand travail demeurerait ainsi suspendu, la mission eut à s'occuper de plusieurs affaires courantes essentielles pour notre crédit (juridiction des ministres étrangers en Turquie, insulte faite à notre pavillon dans le port de Constantinople et autres relatives à la sûreté personnelle de sujets russes); l'une d'elles, occasionnée par la saisie d'un navire ottoman chargé d'esclaves et relâché à Théodosie, influa beaucoup sur le ton du Reis-Effendi dans ses relations journalières. La démarche commune de cinq grandes puissances pour demander la répression des pirates barbaresques se rattachait à notre négociation collective. La Porte, alarmée de l'accord qui avait paru d'abord régner entre les représentants de ces cours, chercha à séparer leurs causes. Elle déclara au baron de Stroganoff³ « qu'étant garante envers la Russie, elle avait donné des satisfactions analogues aux traités dans toutes les occasions et serait responsable de chaque inconvénient à l'avenir; que, par conséquent, le ministre de Sa Majesté se trouvait étranger à la question discutée ».

La réponse du ministère impérial⁴ aux dernières communications du gouvernement ottoman fut transmise à la mission en forme de mémoire

1. Voy. Dépêche du baron de Stroganoff du 1^{er}-13 mai 1819, n° 68.

2. Voy. Dépêche du baron de Stroganoff du 16-28 juillet 1819, n° 95.

3. Voy. Dépêche du baron de Stroganoff du 16-28 août 1819, n° 107.

4. Voy. Dépêche du ministère du 3 janvier 1820, n° 27 et 28.

réunissant dans un même cadre la série des faits qui avaient précédé et amené la négociation, le développement et les conséquences du système suivi de part et d'autre. A ce tableau, qui devait servir de canevas à une note officielle, il ajouta l'énoncé des principes déjà manifestés et que l'Empereur était résolu de suivre invariablement dans ses rapports ultérieurs avec la Turquie. Il fut enjoint au baron de Stroganoff de bien distinguer de nouveau, dans sa note, les questions qui pouvaient rester en suspens de celles dont l'ajournement serait incompatible avec l'état de paix que la Russie voulait maintenir. Cet avertissement devait être donné à la suite d'une conférence amicale et avec tous les témoignages d'affection et de confiance.

Une dépêche séparée expliquait les motifs de cette démarche, savoir : le désir de rétablir l'état primitif de la question, de mettre au grand jour la persévérance de l'Empereur dans son système politique, de détruire l'impression défavorable que pourrait produire en Europe la fausse condescendance du divan, enfin de lui faire connaître « que la modération de Sa Majesté était indépendante de toute considération étrangère et que sa mesure se trouverait dans celle de la justice avec laquelle la Porte ferait droit à nos réclamations ».

Ce langage parut avoir redoublé l'opiniâtreté des ministres ottomans à décliner toute discussion : ils se bornèrent à répéter qu'ils avaient tout fait, tout exécuté et qu'ils s'attendaient à la restitution du littoral¹. Néanmoins, l'envoyé de Russie remplit sa tâche et ramena la négociation aux termes précis de son début ; il reproduisit même la classification première des objets qui la composaient et montra par la simple citation des faits la contradiction évidente où se plaçait la Porte : en niant qu'il y eût matière à discussion, tandis qu'elle avait précédemment admis un principe de régularisation et fixé des conférences pour passer en revue les points contestés.

A la même époque, un projet ambitieux du chef serbien Milosch avait fixé l'attention de la Cour impériale : celui d'obtenir du sultan l'hérédité du commandement suprême en Serbie. Le pacha de Belgrade avait longtemps nourri ces espérances ; mais le grand visir venait de répondre négativement et avait même exprimé quelques soupçons sur la fidélité du chef. Le baron de Stroganoff², pressé de contribuer au succès, observa « qu'il ne pouvait le faire sans compromettre Milosch et que les traités n'autoriseraient pas une semblable intervention de la part de la Russie ». Il lui conseilla de demander avant tout l'exécution précise de l'article VIII de Boucares.

Le ministère impérial, rattachant cet intérêt personnel au bien général de la nation, examina si, en le favorisant, on pouvait consolider l'existence politique et civile de la Serbie et remplir ainsi l'objet des garan-

1. Voy. Dépêche du baron de Stroganoff du 1^{er}-13 mars 1820, n° 27.

2. Voy. Dépêches du baron de Stroganoff des 16-28 novembre et 16-28 décembre 1819, n° 145 et 150.

ties stipulées. Autant le vœu de Milosch serait désastreux s'il ne tendait qu'à livrer son pays au despotisme d'une famille, autant il deviendrait salubre dans le cas où il motiverait un règlement d'administration stable à l'instar de ceux en Moldavie et en Valachie. Quoique émané sans la participation de la Russie, un hattî-chérif de cette nature ne porterait aucune atteinte à l'article VIII : au contraire, on en prendrait acte comme d'une disposition complémentaire d'une reconnaissance formelle des droits des Serviens¹. En recommandant au baron de Stroganoff de garder une attitude purement passive envers la Porte, on lui transmet un projet de requête qu'il devait tâcher de faire présenter par l'assemblée de la nation, en insinuant à Milosch que la Cour impériale ne désapprouverait pas son désir combiné avec le bien public. L'envoyé partagea l'opinion du ministère², il craignait seulement qu'un rapprochement quelconque entre le sort de la Serbie et celui des Principautés ou la simple mention de leurs privilèges n'alarmât la Porte sur un accroissement probable de l'influence russe. Mais le projet de requête ne fut pas mis en œuvre, car Milosch s'était hâté d'en faire remettre à Constantinople une autre de sa façon et par une députation expresse pour solliciter le gouvernement d'entendre le vœu du peuple servien sur son administration future, la fixation des impôts et l'hérédité du titre de son chef. Le firman que la Porte donna en réponse fut purement évasif quant à l'essentiel.

C'est dans les mêmes vues d'utilité générale et dans l'espoir de rendre l'exercice de sa protection plus efficace que la cour de Russie³ ne s'opposa point au règlement qui réduisait le nombre des familles grecques princières, et qu'elle prit en considération la demande du hospodar de Valachie pour obtenir un surcroît de revenus. Comme cette dernière opération devait modifier le système de finances nouvellement rétabli dans cette province sur le pied de 1804, le baron de Stroganoff reçut l'ordre de n'y consentir qu'après avoir consulté l'opinion publique et exigé l'assentiment préalable du divan valaque, en écartant toute mesure arbitraire.

Cependant, dès le mois de janvier 1820, le sultan, occupé de la guerre qu'il méditait contre Ali Pacha, paraissait vouloir se rapprocher de la Russie. Peut-être ces démonstrations étaient-elles sincères; peut-être ne songeait-on qu'à éloigner tout sujet de crainte durant une crise importante. Des considérations personnelles avaient beaucoup de part aux ouvertures confidentielles que l'ex-hospodar Callimachi fut chargé de faire à cet égard⁴: il lui tardait de se remettre bien avec nous et de reprendre le million qu'il réclamait en Moldavie, et son protecteur

1. Voy. Dépêche du ministère du 17 février 1820.

2. Voy. Dépêches du baron de Stroganoff des 2-14 avril, 9-21 juin, 8-20 juillet, 9-16 août 1820, n° 39, 71, 85 et 105.

3. Voy. Dépêches du ministère des 17 mars et 24 juin 1820.

4. Voy. Dépêche du baron de Stroganoff, sub. litt. C, du 15-27 janvier 1820

Halet n'avait point cessé de redouter les conséquences de la fuite du prince de Karadjâ¹. Quoi qu'il en fût, la Cour impériale, après avoir examiné ce nouvel état de choses sous le triple point de vue des intentions présumées de la Porte, de l'utilité qu'on pourrait en tirer et de la force morale de notre attitude vis-à-vis du gouvernement turc, chargea son envoyé d'en tirer parti pour faire admettre la *discussion collective des griefs réciproques* et d'insinuer à Halet (sans prendre l'initiative sur aucun moyen terme) que de cette marche suivie avec bonne foi résulterait un mode d'accommodement tant pour les intérêts généraux que particuliers.

Le Reis-Effendi qui s'était vivement opposé à la reprise de la négociation fut toutefois obligé de déclarer par note officielle² le 2 juin « que la Sublime Porte ne se croyait pas permis de s'abstenir de conférer sur les articles déjà souvent discutés, en se conformant à la condition qu'ils soient dorénavant adaptés au texte des stipulations » et annonça la nomination du Nischandji-Hamid-Bey et du prince Callimachi comme plénipotentiaires pour traiter avec l'envoyé de Russie.

En mettant cette note sous les yeux de la Cour³ le baron de Stroganoff y joignit un mémoire confidentiel du prince Callimachi sur le mode d'un arrangement final et complexe. Il observa aussi « qu'un refus catégorique de sa part concernant la cession des places du littoral dès le début de la négociation en paralyserait la marche et demanda l'autorisation de faire pressentir aux plénipotentiaires (sans rien spécifier) qu'en raison des facilités qu'ils offriraient pour redresser nos justes griefs Sa Majesté ne se refuserait pas à prendre en considération les instances de la Porte sur le littoral *non à titre de droit*, mais par bienveillance ». Le ministère impérial⁴, prévoyant la restitution probable de Sohoum, chargea provisoirement l'envoyé de prendre toutes les mesures nécessaires pour écarter les obstacles et de distribuer les matières à discussion de manière que chaque séance embrassât en même temps et en nombre égal les griefs des deux partis. Il lui recommanda de cultiver ses rapports particuliers avec le prince Callimachi, comme moyen de faciliter les conférences officielles qui serviraient uniquement à constater les déterminations prises d'avance et d'un commun accord.

Bientôt après le ministère transmit des instructions⁵ détaillées sur la forme et le fond de l'arrangement avec un contre-projet en réponse au mémoire confidentiel. En prenant pour base invariable le traité de Boucarest, il fallait examiner les clauses qui n'ont pu être exactement remplies, sans en faire résulter ni de nouvelles obligations, ni de nouveaux droits. Les actes dont les plénipotentiaires pourraient convenir

1. Voy. Dépêche du ministère du 17 mars 1820.

2. Voy. Dépêche du baron de Stroganoff du 9-21 juin 1820, n° 69.

3. Voy. Dépêche du baron de Stroganoff du 9-21 juin 1820, n° 69 et 13 secret.

4. Voy. Dépêche du ministère du 12 juillet 1820.

5. Voy. Expédition de Poltava en date du 3 août 1820.

ne seraient qu'*explicatifs* du traité et le sultan en déterminerait à son gré la forme. Les négociations étaient divisées en *préliminaires* pour établir les principes d'arrangement complexe et, en *définitive*, pour leur application.

En passant aux détails, la Russie n'admettait point l'interprétation donnée par les Turcs à l'article VI quant au littoral asiatique : elle consentait, en cas de divergence d'opinion *sous le rapport du droit*, à discuter la question *sous le rapport des convenances mutuelles*, et adhérerait, en dernière analyse, à une nouvelle démarcation des frontières, peut-être même ne se refuserait pas à quelque rétrocession pour faire cesser les désordres et procurer à ses sujets une pleine sécurité.

Quant aux Serviens, les plénipotentiaires ottomans étaient tenus à une déclaration qui assurât à la nation les privilèges stipulés en les réglant de concert avec elle : l'acte organique en serait communiqué à la Cour impériale.

Autre déclaration quant aux Principautés, annonçant des justes indemnités pour les charges illégitimes, évaluées en masse par une enquête formelle. On conviendrait ensuite du mode de compensation et des moyens d'assurer à ces pays la jouissance entière de leurs privilèges et immunités.

Enfin, balance et liquidation en bloc des réclamations particulières aux termes du traité, après une vérification faite en commun ; demande de déterminer avec une précision nouvelle les principes qui régissent le commerce des sujets russes, et promesse de consentir à un nouveau tarif.

Ces articles, ainsi arrêtés, devaient être le point de départ de la discussion et la base d'un arrangement définitif. L'envoyé recevait, à cet effet, cinq protocoles préparés d'avance, qu'il proposerait aux plénipotentiaires. La garantie russe pour la Serbie et les Principautés n'y était pas explicitement énoncée ; cet objet, ainsi que le séjour d'un consul de Sa Majesté à Belgrade et une meilleure organisation des divans en Moldavie et en Valachie, devaient être repris dans la seconde partie de la négociation lors de l'application des principes convenus, pour laquelle le ministère se référerait au plan du baron de Stroganoff, annexé à sa dépêche du 20 juin-1^{er} juillet 1818, sub. n° 111. — Ces divers protocoles seraient ratifiés, ou séparément par un instrument *ad hoc*, ou réunis en un seul acte complémentaire du traité de Boucarest.

Telles furent les directions données alors à l'envoyé de Russie, mais des informations ultérieures du général Yermoloff et du prince chrétien des Abazes les firent modifier essentiellement. L'Empereur, convaincu que la cession de Sohoum ne procurerait point les avantages qui l'eussent compensée, tant par rapport aux Principautés et la Serbie qu'à la sûreté de nos frontières asiatiques et deviendrait même un germe de guerre prochaine, ordonna au baron de Stroganoff de ne point promettre ce sacrifice et, s'il l'avait déjà fait, d'ajouter au protocole « qu'en vertu d'une juste réciprocité de concession Sa Majesté se réservait de remplir

cet engagement, lorsque les Turcs auraient rempli pendant quinze ans ceux que l'acte final stipulait à leur charge ». C'est sur cette base du *statu quo* en Asie que la négociation devait être terminée, ou bien prolongée indéfiniment, en laissant subsister l'état actuel des relations avec la Turquie et en prévenant tout éclat, toute interprétation défavorable de nos motifs.

Dans une autre dépêche¹, on prévint le cas où il serait *absolument impossible* de faire renoncer la Porte à la possession d'Anacra et on exprima le consentement éventuel de l'Empereur à céder aussi cette place dans quinze ans aux mêmes conditions que la première.

Le prince Callimachi avait déjà eu connaissance, dans un entretien confidentiel, de la restitution éventuelle de Sohoun, mais il n'en avait pas été question dans les conférences². Les plénipotentiaires ottomans (le principe du *mode collectif* admis) ayant insisté à passer en revue tous les articles du traité sous le rapport de l'exécution, on rattacha à l'article II les réclamations de la famille Ypsilanti et d'autres désignées dans les instructions primitives du ministère impérial³ et l'on établit une commission mixte pour vérifier les premières. Ensuite, à l'article IV, on convint de la manière de constater l'exactitude de la délimitation du Danube. Mais, depuis, les chicanes habituelles des Turcs recommencèrent, notamment sur le sens de l'amnistie et sur les moyens de faire droit à nos griefs concernant les Principautés, toutefois sans les rejeter et en reconnaissant la nécessité de plusieurs réformes d'après le hattichérif de 1802 et le règlement des finances de 1804; la discussion relative au littoral, sous le point de vue des *convenances mutuelles*, fut repoussée. En un mot, le désir de se rapprocher de la Russie parut refroidi, soit à cause de la position critique du ministre favori et des difficultés opposées à la restitution d'Anacra, soit plutôt par le désir secret de la Porte de profiter des troubles excités en divers pays de l'Europe.

Le prince Callimachi⁴ communiqua au ministère impérial la réplique de Halet au contre-projet. On y regardait l'opinion des deux cours comme étant la même sur la base de l'arrangement excepté le littoral. La Porte était résolue à satisfaire les Serbiens, mais, aux termes de l'article VIII et ne pouvant point acquiescer aux propositions inconvenables de la nouvelle députation arrivée de Belgrade, elle voulait sanctionner les privilèges des Principautés et prévenir toute infraction future, mais répugnait à des restitutions et refusait d'être responsable des exactions des hospodars.

1. Voy. Dépêche du ministère du 25 octobre-10 novembre et sa lettre au général Yermoloff du 3-15 octobre 1820.

2. Voy. Dépêches du baron de Stroganoff en septembre, octobre, novembre et décembre 1820, n^{os} 104, 113, 114, 133, 134, 135, 158, et celle du 19 février-3 mars 1821, n^o 2.

3. Voy. Dépêche du ministère du 30 juin 1816.

4. Voy. Lettre du prince Callimachi au ministère, du 30 octobre 1820.

Le baron de Stroganoff¹ releva les inexactitudes de cette réplique et la fit considérer comme un moyen purement dilatoire.

L'insurrection grecque sembla d'abord donner une impulsion favorable aux affaires². Les plénipotentiaires ottomans admirent tout à coup ce qui avait été constamment rejeté : ils consentirent à indemniser les Principautés en leur accordant une exemption du tribut pour deux ans et la liberté de commerce, en tolérant les quarantaines, etc.

Mais bientôt après, la Porte, revenue de son premier effroi et méconnaissant la magnanimité de la Cour Impériale, se permit tous les excès, toutes les infractions et fit naître une foule de complications nouvelles dans chaque branche de ses rapports avec la Russie...

La force des choses fit échouer les efforts du baron de Stroganoff au moment décisif. Néanmoins, s'il ne put pas atteindre le but principal de sa mission, il prouva par toute sa conduite la politique franche et généreuse de son cabinet, releva la dignité nationale, accorda aux intérêts russes jusqu'aux derniers événements une protection efficace et soutenue et tira parti de plusieurs circonstances très épineuses pour constater l'exercice de nos droits légitimes.

(Fin.)

II.

Résumé de l'état dans lequel M. le baron de Stroganoff a laissé nos négociations avec la Porte.

Les instructions³ dont le baron de Stroganoff fut muni à son départ pour Constantinople en 1816 avaient ainsi classé les objets de la négociation collective.

Délimitation sur le Danube, enlèvement des sujets russes et trafic d'esclaves [; en y rattachant le grief de la Porte concernant le littoral asiatique];

Affaires de la Serbie; Affaires des Principautés; Entraves au commerce et pirateries des Barbaresques; Réclamations particulières. [De toutes ces questions, la seule décidée en définitive fut celle de la délimitation du Danube⁴.] Le protocole de la conférence tenue le 21 août-2 septembre 1817 établit : que le gouvernement turc transporterait les habitants du vieux Kili en deçà de la ligne de démarcation tracée sur les bords des grandes îles Tchatal et Léti, à une heure de distance du bras

1. Voy. Dépêche du baron de Stroganoff du 1^{er}-13 novembre 1820, n° 135.

2. Voy. Dépêche du baron de Stroganoff du 10-22 avril et le protocole y annexé.

3. Voy. Instructions. Mémoires sub. litt. D.

4. Voy. Dépêche du baron de Stroganoff du 1^{er}-13 septembre 1817, n° 136.

Souliné, et que tout le reste du territoire de ces deux îles serait à jamais désert et inhabité, sans déroger aux droits de propriété de la Porte.

Elle s'engagea à effectuer ce déplacement dans le terme d'une année et a tenu parole. Il ne paraît même pas qu'elle y ait dérogé dans ces derniers temps.

Elle s'engagea aussi à faire poser des signaux sur toute la ligne de démarcation par un commissaire ottoman qui s'entendrait avec un commissaire russe. Cette condition fut éludée. Mais, lors de la reprise de la négociation collective en 1820¹, on convint de faire vérifier l'exactitude de la ligne des signaux par un Russe, sans lui donner de caractère officiel et en le munissant d'un simple firman de voyageur. Reste à exécuter cette clause et à veiller sur l'observation de la convention en son entier. Quant aux autres questions, elles demeurèrent en suspens ou ne furent décidées qu'en partie et *en principe*, de manière à ne pouvoir être considérées comme arrangements définitifs qu'après la confection et la mise en vigueur de toutes les dispositions réglementaires. Voici l'état où chacune d'elles fut laissée en 1821 :

I. — Interprétation de l'article VI du traité de Bucarest.

Littoral asiatique. — La Porte redemande les places d'Anacra, Kemhal et Sohoun, ainsi que l'artillerie d'Anapa. Elle ne reconnaît pas à la Russie la possession légitime de la Géorgie, de la Mingrélie, du Gouriel, de l'Imirète et n'a jamais voulu accorder de firmans aux habitants de ces pays que sous la dénomination vague de *sujets russes*, sans y indiquer leur origine.

La Cour impériale veut le maintien du *statu quo* sur la ligne asiatique; la reconnaissance formelle de la possession des provinces ci-dessus; la répression des brigandages commis sur nos frontières par les peuplades soumises à la Turquie et du trafic d'esclaves.

La Porte, sans parler de ce dernier point, assure qu'elle ne pourra pas réprimer les violences dont on se plaint, tant que les places fortes ne lui seront pas rendues. Il est à observer que le langage officiel des deux gouvernements n'a point varié depuis 1813. L'interprétation que chacun d'eux donne à l'article VI est contradictoire et n'a pu être conciliée. La Russie avait proposé d'abandonner la *discussion sous le rapport du droit* et de traiter sous le point de vue des *convenances mutuelles*; mais la Porte s'y est constamment refusée et persiste à réclamer de droit.

Pour moyen terme, le sultan s'était offert en 1819² à ratifier l'article II secret qui accorde à la Russie une échelle sans fortification sur le Phase, à condition d'évacuer préalablement le reste du littoral. Sa Majesté impériale n'y a point adhéré.

1. Dépêche du baron de Stroganoff du 10-22 septembre 1820, n° 114.

2. Dépêche du baron de Stroganoff du 1^{er}-13 mai 1819, n° 68.

Dans les ouvertures *confidentielles* du prince Callimachi¹, au nom de Halet, on trouve la proposition « de céder à la Russie tout le littoral entre Phach et Anacra, depuis deux heures de distance du premier jusqu'à quatre heures de distance du second, et la forteresse de Kemhal située sur la ligne du littoral, sans exiger la démolition de Kili et d'Ismail ». C'est toujours la teneur de l'acte séparé modifié à notre avantage. Le prince Callimachi promettait aussi la reconnaissance des pays susmentionnés dont la Russie est en possession réelle.

Sa Majesté l'Empereur, de son côté, a autorisé le baron de Stroganoff² à faire pressentir aux Turcs la restitution éventuelle de Sohoun s'ils s'engageaient à prendre des mesures efficaces pour faire cesser les désordres et le trafic d'esclaves sur nos frontières. Cette détermination n'a jamais été communiquée officiellement à la Porte. Le prince Callimachi et Halet en ont eu connaissance, mais elle ne les a pas satisfaits.

Depuis, Sa Majesté s'est décidée à ne remettre Sohoun³, en cas d'arrangement définitif, que dans quinze ans. Elle a consenti en dernière analyse à restituer aussi Anacra dans le même terme.

Cet *ultimatum* n'a été proposé aux Turcs d'aucune manière : et la question asiatique n'a pas été discutée dans les conférences de 1820 et 1821.

II. — Article VIII. Affaires de la Serbie.

La Russie insiste sur la stricte exécution de cet article et sur le mode qu'il prescrit pour régler, de concert avec les Serbiens, les avantages stipulés en leur faveur.

La Porte soutient qu'elle a rempli les obligations qui lui étaient imposées, au moyen de firmans accordés de *proprio motu* et que le mot de concert ne se trouve pas dans le texte turc du traité. Elle a, cependant, reconnu que la Cour impériale pouvait lui demander compte de l'exécution de l'article VIII⁴.

La question serbienne a donc deux parties distinctes : le mode de régler les privilèges de la nation et le mode de garantie. Sur ce dernier point, nous n'exigeons que la déclaration des volontés du sultan et la communication officielle du diplôme organique (*hatti-chérif*) qui doit les sanctionner⁵. Le prince Callimachi l'accordait au nom de Halet.

Quant au premier point (le mode de régler les privilèges), la Porte, sans avouer son obligation de le faire de concert avec les Ser-

1. Dépêche du baron de Stroganoff du 9-21 juin 1820, n° 13, *secrète*.

2. Dépêche du ministère de Poltava du 3-18 août 1820.

3. Dépêches du ministère des 20 septembre et 29 octobre 1820.

4. Voy. Dépêche du baron de Stroganoff du 16-28 février 1817, n° 43.

5. Voy. *Observations sur le projet d'un arrangement complexe* dans la dépêche du baron de Stroganoff du 20 juin-2 juillet 1818, n° 111, et celle du ministère du 3 août 1820.

viens, a tenté d'obtenir leur adhésion aux avantages qu'elle voulait bien accorder.

Le protocole d'une conférence¹, tenue le 17 février 1821 entre les plénipotentiaires ottomans, Hamid-Bey et le prince Callimachi et les députés de la nation, expose à la fois leurs demandes et les intentions du divan.

Suit le précis de cette conférence :

Liberté pleine et entière du culte ?

Répondu : Il est possible que le sultan y consente.

Principauté héréditaire ?

Répondu : Il est impossible de nommer Milosch prince héréditaire par firman, mais il restera chef suprême de la Servie et, après sa mort, la nation pourra choisir un autre à sa place.

Réunion des différents impôts en un seul ; réunion des districts détachés de la Servie ; abandon aux Serviens des biens appartenant dans le pays à des Turcs, à charge d'en payer le revenu conjointement avec la tribu ?

Répondu : Promis d'aviser aux moyens de contenter la nation sur ces divers points.

Administration intérieure ; juridiction ; Sénat ?

Répondu : En déclarant qu'il était inutile de faire mention de ces objets dans les firmans autrement qu'en termes généraux, les plénipotentiaires ont fait espérer qu'ils y seraient indiqués conformément à la requête.

Liberté de commerce ; permission aux négociants serviens de voyager en Turquie avec leurs propres passeports et sans payer l'impôt de Raya ; soumission des négociants étrangers établis en Servie aux réglemens du pays ?

Répondu : Le commerce est et sera libre ; on arrangera l'affaire des passeports ; les étrangers ne pourront être soumis qu'aux réglemens prévus par les traités avec leurs cours respectives.

Hôpitaux ; pharmacies ; écoles ; imprimeries ?

Répondu : Accordé, mais il n'en sera parlé dans le firman qu'en termes généraux.

Défense aux Musulmans, autres que ceux appartenant aux garnisons, de s'établir en Servie ?

Répondu : Les plénipotentiaires ont donné quelque espoir que cette défense aurait lieu. D'autres articles contenus dans la requête de la nation et tous peu importants, excepté le port d'armes, devaient être pris en considération plus tard².

1. Voy. Dépêche du baron de Stroganoff du 19 février-3 mars 1821, n° 5.

2. Le projet de règlement en faveur des Serviens, rédigé par le baron de Stroganoff, se trouve dans sa correspondance avec le ministère (1818, n° 111). Il renferme entre autres clauses : la diminution du tribut ; la réduction des garnisons turques ; la résidence d'un consul russe à Belgrade et d'un député servien à Constantinople, sous la sauvegarde du droit des gens et la garantie for-

Le droit de la Russie d'avoir un consul à Belgrade est incontestable¹ en vertu de l'article 52 du traité de Commerce. Mais elle consent à ne l'exercer que dans trois ou cinq ans.

III. — Article V. *Affaires des principautés.*

La Russie avait demandé que les privilèges des deux principautés fussent confirmés sous sa garantie et remis en vigueur dans toutes leurs clauses; que la Porte fit jouir ces provinces de l'exemption de tribu, stipulée par l'article V, et les indemniser des charges illégales supportées depuis 1812, après due vérification.

Elle proposait au gouvernement Turc d'évaluer ces charges en masse et d'en compenser le montant par des concessions à l'avantage des deux pays.

En faisant valoir des circonstances extraordinaires, l'envoyé de Sa Majesté soutint par le fait trois points essentiels :

La reconnaissance formelle des privilèges existants ;

Le règlement des impôts sur le pied de 1804 ;

Et l'inviolabilité du terme septenaire pour les Hospodars.

En revanche, le droit implicite des représentations ou protestations fut contesté aux consuls russes et la Porte refusa de répondre des exactions commises par les Hospodars. Ce ne fut qu'à la fin de 1820 que les plénipotentiaires de la Porte se rapprochèrent graduellement des bases proposées. Les conférences décisives pour les principautés eurent lieu les 29 novembre et 23 décembre 1820, les 24 janvier et 22 mars 1821².

On y passa en revue les articles des hatti-chérifs enfreints ou tombés en désuétude, en promettant de renouveler intégralement ces transactions. On arrêta, en principe, les dispositions suivantes :

Restitution des terres usurpées ; — défense aux soldats Turcs de pénétrer dans l'intérieur des provinces ; — remise des transfuges sur la demande des autorités ;

Nécessité de se concerter avec la Russie pour augmenter les contributions dues à la Porte ;

Consolidation du terme septenaire par une clause nouvelle sur le cas d'abdication. Admission explicite du droit de représentation des consuls russes dans les affaires administratives et de leur intervention pour fixer le prix des fournitures. Confection d'un nouveau règlement de finances avec le concours des deux divans et l'assentiment de l'envoyé de Russie ; — limites de la liste civile des Hospodars ;

melle de la Cour impériale. Mais ce projet n'ayant jamais été communiqué à la Porte ni à ses plénipotentiaires est hors du *statu quo* de la négociation.

1. Dépêche du ministère du 3 août 1820.

2. Voy. Dépêches du baron de Stroganoff du 14-26 décembre 1820, n° 158, du 19 février-3 mars et du 10-22 avril 1821, n° 2 et 21.

Défense de contraindre les habitants à servir hors du pays; — paiement exact des ouvriers et chariots employés aux forteresses du Danube; — paiement des fournitures en bois. Promesse de remédier aux abus des privilégiés (Poslouschniks et Socotelniks), de concert avec l'envoyé de Russie et sur des renseignements positifs¹. Enfin, pour indemniser les deux provinces des charges illégales², les plénipotentiaires ottomans accordèrent une exemption des tributs directs pour deux ans et la liberté de commerce avec quelques restrictions nécessaires consenties par le baron de Stroganoff. Ils s'engagèrent aussi à tolérer l'établissement des quarantaines sur le Danube sans les prescrire formellement.

Les troubles, toujours croissants à Constantinople, empêchèrent de régulariser en application des principes convenus cette partie de nos griefs. Au contraire, la marche des troupes ottomanes contre les insurgés motiva de nouvelles propositions et protestations de la part de l'envoyé de Russie : mais elles furent rejetées et formèrent ainsi une seconde série de négociations relativement aux Principautés.

IV. — Relations commerciales.

Le détail des atteintes portées par le gouvernement ottoman à la liberté et à la sûreté du commerce russe, ainsi que le mode de réparation exigée se trouvent dans la note du baron de Stroganoff en date du 24 janvier-5 février 1817³. — Il y demande :

1° Un sened (acte) pour renouveler et expliquer les garanties de l'article VII du traité de Jassi contre les déprédations des Barbaresques.

2° Un autre acte (enregistré dans tous les tribunaux ottomans) pour consolider les avantages assurés à la Russie par plusieurs articles du traité de commerce relativement aux vérifications de propriété à la levée des prohibitions, aux acquits des douanes, à l'exemption de toutes perceptions non stipulées, anciennes et récentes et aux sauvetages.

3° Une déclaration pour faire jouir les Russes des honneurs et privilèges qui sont ou peuvent être accordés aux nations anglaise, française et autres.

1. Voy. Protocole de la conférence du 22 mars 1821. (Stroganoff, n° 21.)

2. Les sept tableaux produits par le baron de Stroganoff dans la conférence du 29 novembre 1820 portent les dommages résultés depuis 1812 jusqu'en 1819 des réquisitions illégales de la Porte et de la différence entre les prix courants et ceux des fournitures au delà de 33 millions, dont plus de 21 pour la Valachie et 12 pour la Moldavie. En outre, le montant des exactions de Caradja est évalué à 34 millions; il n'est mis sur le compte du prince Callimachi (plénipotentiaire présent) que la somme de 218,000 piastres. — Les Turcs ayant eu communication officielle de ces états et s'étant montrés assez dociles par la suite, le mode de vérification par commissaire a été abandonné comme superflu.

3. Voy. Dépêches du baron de Stroganoff du 1^{er}-13 février 1817, n° 22, et du 20 juin-1^{er} juillet 1818, n° 111.

4^e La confirmation du droit d'établir des consuls dans toute l'étendue de la Turquie, sans restriction.

Les mêmes motifs de plaintes qui avaient nécessité ces mesures de précaution se reproduisirent souvent depuis 1816 jusqu'en 1821.

La Porte y fit droit plus ou moins efficacement sur les instances de l'envoyé de Russie, mais n'accorda point les actes formels qui devaient servir de garantie pour l'avenir.

A l'époque de l'insurrection grecque, le commerce et la navigation russe, ainsi que la sûreté personnelle des sujets de Sa Majesté, furent exposés à des vexations et des violences de tout genre. Le baron de Stroganoff quitta Constantinople sans en avoir obtenu le redressement.

V. — *Réclamations particulières.*

La Russie réclama des indemnités pour ceux de ses sujets qui ont essuyé des pertes en Turquie, en y comprenant (aux termes de l'article X) les prétentions dont l'effet a été suspendu par la guerre.

Ces pertes ont résulté des captures des régences barbaresques; des confiscations au moment de la rupture en 1806; des vexations de tout genre exercées ou tolérées par le gouvernement ottoman¹. La Russie demande de plus, en vertu de l'amnistie stipulée dans l'article II, la restitution, en nature ou en valeur, des biens de quelques familles grecques compromises durant les hostilités². La Porte opposa à ces réclamations divers prétextes : tantôt des ordres répressifs adressés aux Barbaresques, tantôt le manque de renseignements ou des dénégations; elle considéra les confiscations de 1806 comme des représailles pour les pertes des Musulmans à cette époque dans les principautés³. Le baron de Stroganoff⁴ admit en principe la nécessité de satisfaire également les sujets des deux puissances dont les demandes

1. Ces diverses réclamations sont consignées et spécifiées dans plus de 80 notes officielles de M. d'Italinsky. Ayant été mentionnées d'après cette base, dans les états remis à la Porte le 2 décembre 1816, elles furent, depuis, rigoureusement vérifiées par le comité établi près la mission de Constantinople, conformément aux ordres de la Cour impériale, sur le vu des pièces probantes : le montant des pertes réelles fut réduit à environ *cinq millions et demi de piastres turques* dont 4,724,570 pour les déprédations barbaresques avant la guerre de 1806, 539,381 pour la valeur des vaisseaux et marchandises confisqués au moment de la rupture et 344,922 pour les vexations commises de 1812 à 1816. Il faut ajouter à cette somme la valeur des biens immeubles enlevés aux familles Bénaky, Orio, Ypsilanti, Persiani et Catacasi.

2. Voy. Note responsive du Reis-Effendi, en date du 3-15 février 1817. (Stroganoff, n° 41.)

3. Les pertes des sujets ottomans furent portées par le Reis-Effendi (même note du 3-15 février 1817) à 15,306 kilos de grains, saisis par les commandants russes à Galatz et Réni, et à 14,237 piastres en numéraire.

4. Voy. Note à la Porte du 14-26 mars 1817. (Stroganoff, n° 48.)

seraient reconnues légitimes et proposa la formation d'une commission mixte pour cette vérification. Il proposa ensuite (en 1820) un arrangement et une liquidation en bloc des prétentions respectives. Aucune de ces mesures ne fut adoptée par le ministère ottoman.

Lors de la reprise des négociations, en passant en revue tous les articles du traité l'un après l'autre, on ne parvint point au dixième, qui concerne des affaires particulières suspendues¹. Mais on rattacha à l'article II la restitution des biens confisqués sur les familles grecques émigrées². Les plénipotentiaires ottomans promirent de rendre ceux de la veuve Benacky ou de l'indemniser, pourvu qu'en sa qualité de Raya elle s'adressât directement à la Porte³. Ils convinrent de nommer une commission mixte pour examiner les réclamations du prince Ypsilanti, mais elle n'eut aucun résultat. Quant à MM. Persiani et Catacazi, le prince Callimachi voulut persuader au baron de Stroganoff⁴, dans un entretien confidentiel, de faire indemniser le premier par la Cour impériale et le second par le sultan à titre de munificence : cette offre fut rejetée.

Ainsi, aucune des réclamations particulières antérieures à 1816 n'a été satisfaite par le gouvernement ottoman, ni même convenablement discutée, quoiqu'elles fussent appuyées pour la plupart de titres irrécusables. Mais leur ajournement ne saurait en invalider la justice, vu que le ministère ottoman a été plus d'une fois obligé de convenir dans ses notes officielles et dans ses conférences avec le baron de Stroganoff que l'examen régulier de ces prétentions était requis par les traités et devait avoir lieu.

(Sera continué.)

1. Voy. Protocole des conférences du 19 août et du 27 septembre 1820. (Stroganoff, n° 114 et 134.)

2. Voy. Protocole de la conférence du 19 août 1820. (Stroganoff, n° 114.)

3. Voy. Dépêche du baron de Stroganoff du 19 février-3 mars 1821, n° 3.

4. Voy. Dépêche du baron de Stroganoff du 1^{er}-13 novembre 1820, n° 134.

BULLETIN HISTORIQUE

FRANCE.

LA SITUATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

Nous recommandons à tous ceux qui ont à cœur notre grandeur nationale et notre progrès, non seulement intellectuel, mais matériel (car la puissance matérielle d'une nation est en fonction directe de sa puissance intellectuelle), de lire et de méditer les deux *Cahiers de la Quinzaine* (Paris, 8, rue de la Sorbonne) consacrés par M. Ferdinand Lor à la *Situation faite à l'enseignement supérieur en France*. Je dis : méditer, car ces petits volumes sont bourrés de chiffres, et ces chiffres, qui sont éloquentes, suggèrent une foule de réflexions. Les commentaires de M. Lot, d'une netteté et d'une sincérité qui ne laissent rien à désirer et que plusieurs trouveront cruelles, sont sobres et sont loin d'épuiser un des sujets les plus dignes de retenir l'attention des hommes politiques comme des hommes d'étude.

La thèse que soutient M. Lot, — et qu'il prouve, — est que la France, malgré tout ce qui a été fait depuis trente ans pour notre enseignement supérieur¹, est dans un état d'infériorité regrettable par rapport à l'Allemagne et que, d'autre part, il serait relativement facile, avec peu d'argent et avec une juste appréciation des lacunes de notre organisation, de mettre notre enseignement au niveau de ce qu'il doit être. La France ne peut pas, sans doute, avec ses 38 millions d'habitants, faire ce que fait l'Allemagne qui en a plus de 60 millions, pas plus en matière d'enseignement qu'en matière d'armements militaires. Si elle prétendait le faire, elle s'épuiserait financièrement, et la prospérité financière est l'élément le plus important de la défense et de la prospérité nationales. Mais la France peut, sans s'épuiser, faire très bonne figure à côté de l'Allemagne. Le tout

1. J'aurais aimé que M. Lot commençât par rappeler rapidement les principaux résultats de cette transformation de notre enseignement supérieur. Si l'on songe à ce qu'il était encore en 1876 et que l'organisation des Universités date de 1896, on est tenté d'être encore plus frappé des progrès accomplis que des lacunes dont nous souffrons. Mais il est bon qu'on nous montre ces lacunes pour que nous travaillions courageusement à les combler.

est de connaître ce qui lui manque et de s'appliquer énergiquement à l'acquiescer. Or, ce qui fait l'infériorité de notre enseignement supérieur, c'est, d'une part, l'insuffisance numérique du personnel enseignant, dans les Facultés de province surtout, et, de l'autre, la mauvaise organisation du travail. Cette mauvaise organisation vient, d'après M. Lot, de l'installation très défectueuse de presque toutes nos Universités, de l'absence de toute coordination méthodique et organique dans l'enseignement, enfin d'un système d'examens funeste aux études. Sur ce dernier point, je ne sais si le système nouveau proposé par M. Lot est praticable et désirable, mais, sur les deux premiers comme sur celui de l'insuffisance numérique du corps enseignant, il n'a que trop raison. Notre enseignement supérieur, celui des lettres en particulier, est, sauf sur un petit nombre de points, dans un état encore rudimentaire et inorganique¹. J'ai reçu à cet égard des doléances douloureusement instructives de professeurs étrangers amis de la France qui se désolaient de ne pouvoir envoyer leurs élèves dans nos Facultés des lettres pour y recevoir une direction scientifique générale; et ils ajoutaient qu'ayant exprimé ce regret à tel de nos professeurs d'université, celui-ci avait tranquillement répondu que les Français étaient des auto-didactes et que les cours n'avaient pour eux qu'une médiocre utilité. M. Lot n'est pas de cet avis et croit, comme nous, qu'il est indispensable d'offrir aux jeunes gens, astreints à une scolarité prolongée d'une douzaine d'heures de leçons par semaine pendant huit mois par an, trois sortes de cours : des cours généraux d'orientation et d'instruction, des cours spéciaux où les étudiants apprennent comment on étudie une question d'une manière approfondie et complète, des séminaires d'érudition où les étudiants se forment, par le travail en commun, aux méthodes critiques². Par contre, M. Lot ne croit pas que les élèves puissent manquer à nos Facultés. Ils pourraient et devraient être plus nombreux; mais il y en a un nombre déjà assez grand, et une meilleure organisation des études et du recrutement du corps enseignant augmenterait très vite ce nombre. Il ne trouve pas non plus que le budget du matériel de nos Universités soit très inférieur à ce qu'il devrait être, sauf pour les Facultés des lettres et de droit. Enfin il donne d'excellentes raisons pour demander qu'on ne diminue pas le nombre de nos Universités provinciales.

1. La tâche des Facultés des sciences est si nettement définie que leur organisation est, dès aujourd'hui, très satisfaisante et n'a qu'à être renforcée. La question des Facultés de droit et de médecine doit être considérée à part, à cause de leur caractère professionnel.

2. Cette distribution du travail existe en sciences, où l'enseignement se divise en cours très généraux, cours spéciaux et travail de laboratoire, le tout très organiquement coordonné d'après un plan méthodique.

Il croit, avec raison, que leur diminution ne profiterait qu'à Paris et non à la province. Et quand je dis : profiter, j'emploie une bien mauvaise expression ; car la pléthore d'étudiants à Paris et l'anémie des Universités provinciales est un malheur national et un malheur pour Paris même. Rien n'est plus intéressant que les indications données par M. Lot sur la manière de vivifier certaines Universités, celle de Caen par exemple, qui pourrait devenir un centre d'attraction pour les étudiants anglais et américains.

Les Universités provinciales ont, dans ces dernières années, fait des efforts considérables et accompli des progrès sérieux. Elles ont créé des enseignements nouveaux, des instituts scientifiques. Mais, quand on y regarde de près, on est obligé de reconnaître que la plupart de ces créations nouvelles sont d'un ordre bien plus pratique encore que scientifique et suppléent moins aux lacunes de l'enseignement supérieur proprement dit qu'à l'absence d'enseignement technique et professionnel supérieur. On crée dans les Universités des écoles d'horlogerie, d'œnologie, de brasserie, d'ingénieurs de tout genre ; on y donne des diplômes de contremaîtres ; et on reste encore dans cette voie de l'enseignement technique supérieur bien au-dessous de ce qui se fait à Charlottenbourg ou dans les Polytechnicums de Zurich ou de Munich. Néanmoins, ces efforts sont très intéressants. La science comme l'industrie y trouve son compte, et, d'ailleurs, quelques créations d'un caractère purement scientifique ont aussi été faites.

M. Lot traite dans un appendice d'une question d'une actualité brûlante, celle de l'École des chartes. Cette École, qui est une des parties les plus vivantes, les plus originales et les mieux organisées de notre haut enseignement, est menacée de mort par un projet récent de réorganisation des archives et bibliothèques, excellent d'ailleurs dans presque toutes ses parties, mais qui supprime la disposition légale d'après laquelle les archivistes des Archives nationales et départementales doivent être choisis parmi les archivistes paléographes sortis de l'École des chartes. Désormais, si le projet proposé à la Commission des archives et bibliothèques par sa sous-commission des archives est adopté, les archivistes seront recrutés par un examen spécial auquel pourront se présenter également les élèves diplômés de l'École des chartes et les licenciés d'histoire munis du diplôme d'études supérieures. La compétition entre les chartistes et les sorbonniens pour ce nouveau diplôme (n'avons-nous pas déjà trop de diplômes !) créera rapidement les mêmes rivalités qui existaient naguère entre normaliens et sorbonniens pour l'agrégation et qui ont amené la fusion de l'École normale avec la Sorbonne ; elle amènera avec le temps la suppression de l'École des chartes, si elle ne meurt pas toute seule d'inanition, parce que les candidats aux fonctions d'archivistes

préféreront les études moins assujétissantes de la Faculté des lettres, où l'on n'exige aucune assiduité scolaire, à celles de l'École des chartes, qui oblige ses élèves à suivre régulièrement des cours nombreux et à passer, outre l'examen d'entrée, six examens semestriels et une thèse. La suppression ou l'affaiblissement graduel de l'École des chartes sera un véritable désastre pour les études d'histoire en France. Il suffit d'avoir suivi ses élèves, les travaux présentés par eux chaque année comme thèses, les inventaires sortis de leurs mains, pour savoir quelle excellente préparation critique ils reçoivent, et tout ce que l'École des chartes a fait depuis trois quarts de siècle pour la connaissance de notre histoire ainsi que pour le classement et l'utilisation de nos archives. Si les travaux français tiennent aujourd'hui un rang si éminent dans la production historique générale, l'École des chartes et l'École des hautes études y ont contribué pour une large part à côté de l'École normale. C'est sous l'impulsion de ces Écoles spéciales que les Universités ont à leur tour exercé sur l'érudition française l'action qu'elles exercent incontestablement aujourd'hui.

On emploie pour défendre la prétendue réforme qu'on réclame deux arguments : d'un côté, on dit que le privilège attribué aux archivistes paléographes est un monopole et qu'une démocratie ne peut admettre de monopoles; de l'autre, on dit que l'École des chartes ne s'occupe que du moyen âge, alors que les archives contiennent plus de papiers modernes que de papiers du moyen âge, et que les élèves de l'École des chartes n'ont pas l'esprit suffisamment moderne. Ces deux arguments ne supportent pas l'examen. Si l'on admettait le premier, on aurait là un singulier exemple du pouvoir et de l'abus des mots. La loi qui réserve aux archivistes paléographes les places d'archivistes ne constitue pas un *monopole*, car l'École des chartes est ouverte à tous ceux qui sont capables d'en suivre les cours; elle constitue une *garantie* bien plus encore qu'un *privilège*¹. Ses cours sont organisés de telle façon que des élèves de la Sorbonne ou de l'École de droit peuvent très bien les suivre. Le privilège des archivistes paléographes est de la même nature que celui qui impose aux ingénieurs de l'État celui d'ingénieur des mines ou des ponts et chaussées, ou aux gardes des forêts le passage par l'Institut agronomique. C'est une garantie de capacité, rien de plus. Si on transporte le privilège des archivistes paléographes aux titulaires d'un nouveau diplôme auquel pourront aussi prétendre les diplômés

1. Je ne demande pas d'ailleurs pour les chartistes un privilège absolu. On peut organiser à côté du diplôme actuel d'archiviste paléographe un autre diplôme qui serait exigé pour être archiviste dans les ministères et les archives administratives.

d'histoire, on aura simplement substitué un privilège à un autre, ou, pour employer le mot dont on se sert comme arme de guerre contre l'École des chartes, un monopole à un autre. La seule question intéressante est de savoir si le nouveau système offrira les mêmes garanties que l'ancien. Or, je ne le pense pas. Ce qui importe, ce n'est pas le diplôme, mais les études que le diplôme exige. Or, le diplôme d'archiviste paléographe exige trois ans d'un apprentissage très rigoureux, des études contrôlées sans cesse qui font vivre les élèves pendant trois ans au milieu des documents d'archives, dans une discipline qui donne les habitudes de travail régulier et l'esprit d'ordre et de critique nécessaire pour former de bons archivistes. Je ne crois faire aucun tort à nos diplômés d'histoire en disant qu'ils ont peut-être l'esprit plus large que beaucoup de nos chartistes, mais des habitudes d'esprit moins méthodiques et qu'ils seront moins bien préparés aux fonctions d'archivistes.

Quant à l'autre argument, il ne me paraît pas plus solide. Il est très vrai que l'École des chartes s'occupe surtout du moyen âge et que sa disparition porterait un grand préjudice aux études d'histoire médiévale. Mais c'est que les documents du moyen âge sont les plus difficiles à comprendre et à classer et que, d'autre part, c'est leur étude qui peut le mieux former aux méthodes critiques. Un étudiant rompu à l'étude et à la critique des documents du moyen âge saura très vite s'appliquer avec succès à celle des documents modernes, et l'inverse n'est pas vrai. Mais de plus, il est faux que l'École des chartes ne s'occupe que du moyen âge. Elle pousse l'étude de la paléographie et de l'archéologie jusqu'au xvi^e siècle, l'histoire du droit et des institutions jusqu'à l'Empire, et, s'il serait désirable en effet que la partie moderne de l'enseignement des institutions y fût renforcée, l'École des chartes réclame cette extension depuis longtemps, et la réalisation de ses vœux n'est qu'une question budgétaire.

On mêle enfin une préoccupation politique à cette question de science et d'enseignement. On prétend qu'elle forme des réactionnaires. J'ose à peine discuter cet argument, et j'ai quelque honte à mêler la politique à cette question de pédagogie. Il est vrai que de tout temps des jeunes gens appartenant aux classes riches et conservatrices ont fréquenté l'École des chartes, et il est possible qu'ils y fussent attirés par les souvenirs de l'ancienne France. Mais est-il mauvais qu'il y ait une École où, sous la direction des Quicherat et des Paul Meyer, des jeunes gens élevés dans les idées du passé sont venus se former aux méthodes de la critique moderne? Est-il mauvais que ces jeunes gens, appartenant aux classes riches et portant parfois des noms illustres, se soient mêlés à des travailleurs d'origine plus modeste et aient donné aux yeux de quelques-uns une sorte

de prestige aristocratique aux fonctions d'archivistes si mal rétribuées? Et prenez, je vous prie, la liste des élèves de l'École des chartes qui ont marqué dans la science et l'enseignement : vous verrez que les esprits modernes, les esprits ouverts à toutes les idées libres y sont en immense majorité. J'ajoute que vous y trouverez en grand nombre des savants qui ont publié d'excellents travaux d'histoire moderne. Et dans une crise récente, si je me rappelle les noms des hommes qui ont été assez libres d'esprit et assez courageux pour prendre en main la cause de la justice outragée, je trouve au premier rang des noms de chartistes, Meyer, Giry, Molinier, Paul Viollet, Gaston Paris. L'esprit critique qu'ils avaient reçu de leur éducation s'est exercé cette fois sur une question suffisamment moderne, je pense, et ils n'ont pas fait preuve de tendances très rétrogrades.

Sans doute, on nous dit qu'on ne veut pas détruire l'École des chartes, qu'on veut la conserver comme École d'histoire du moyen âge. Je pense que c'est faire injure aux Facultés des lettres que de croire nécessaire de garder à côté d'elles une École spéciale d'histoire du moyen âge, comme si elles étaient incapables d'étudier et d'enseigner cette histoire. Non, c'est comme école préparatoire aux fonctions d'archivistes que je désire la conserver, et son mérite à mes yeux réside dans son double caractère, scientifique et professionnel. Ceux qui en sortent y ont acquis l'intelligence et l'amour des vieux documents et ont appris les procédés pour les conserver et les classer. On se trompe si l'on croit que l'on peut enlever à l'École des chartes sa qualité d'École préparatoire à la carrière d'archiviste et la faire prospérer néanmoins. Elle s'étiolera, puis disparaîtra. Or, c'est un crime de tuer une chose vivante et florissante quand elle ne nuit à rien autour d'elle et sert au contraire tout ce qui l'entoure. On sait quelles difficultés soulève la transformation de l'École normale. Cette transformation était fatale cependant parce que son existence n'était pas en harmonie avec l'ensemble de notre haut enseignement. Il n'en est pas de même de l'École des chartes, qui n'est pas une école fermée, qui est ouverte à tous les étudiants après un examen, dont on pourrait, d'ailleurs, dispenser tous les licenciés ès lettres, et qui pourrait aussi, avec avantage, demander la collaboration de deux professeurs de l'Université, comme membres du Conseil de perfectionnement. Je crois être impartial dans cette question, n'appartenant pas à l'École des chartes, ayant été de tous temps un adversaire convaincu des écoles spéciales fermées et ayant été un des premiers promoteurs du rétablissement des Universités. Je concevrais très bien, si nos Facultés des lettres avaient le développement complet et organique qu'elles devraient avoir, que l'École des chartes fût incorporée à l'Université de Paris comme Institut de l'Université et même qu'on créât des Instituts semblables en pro-

vince. Mais il faudrait imposer aux élèves de ces Instituts des conditions d'études, de scolarité et d'examens semblables à celles qui sont imposées aujourd'hui aux élèves de l'École des chartes. Pourquoi alors ne pas laisser celle-ci, qui est en réalité un Institut annexe de l'Université, continuer son œuvre?

G. MONOD.

PUBLICATIONS RELATIVES A L'EMPIRE BYZANTIN¹.

(Années 1904-1905.)

I. OUVRAGES D'ENSEMBLE. — Le cinquième tome de l'*Histoire universelle*, que dirige le D^r Hans HELMOLT, contient un aperçu de l'histoire de la civilisation byzantine dû au professeur VON SCALA². L'auteur a su accumuler en quelques pages un nombre extraordinaire de faits intéressants, dont quelques-uns ne sont connus que par de très récentes recherches; il a moins voulu écrire une histoire des événements extérieurs de l'empire byzantin qu'étudier le développement de la culture hellénique au moyen âge. Aussi les guerres et les révolutions n'occupent-elles dans son livre qu'une place restreinte; tous ses efforts se sont portés sur l'évolution intérieure, le rayonnement, les transformations et la dissolution de la société byzantine. La division, empruntée à l'histoire d'Égypte, en ancien empire (326-867), moyen empire (867-1261), nouvel empire (1261-1453), paraît ingénieuse. La méthode, qui consiste à tracer à grands traits des tableaux de la situation politique, de la société, des échanges d'influence, permet au lecteur d'avoir une idée très nette de la place que tient Byzance dans la culture européenne. Nous citerons parmi ces aperçus, dont quelques-uns sont très neufs, le tableau de l'Orient et de la vigueur du monde hellénique à la fin de l'antiquité, le récit du règne de Justinien, l'analyse des témoignages sur les migrations des Slaves en Grèce, la description de l'activité des Syriens du VI^e au VIII^e siècle (suivant une remarque très juste, cette activité s'exerce à la même époque dans un sens religieux et commercial, du fond de la Gaule aux frontières de la Chine), l'étude des influences byzantines en Orient et en Occident, celles des réformes politiques des empereurs iconoclastes, des institutions de l'empire sous la dynastie macédonienne, de l'action artistique de Byzance entre le XI^e et le XIII^e siècle et, enfin, des modifications profondes que la conquête de

1. Voy. *Rev. hist.*, t. LXXXVII, p. 341.

2. *Weltgeschichte*, V Bd., p. 28-116. Leipzig et Vienne, 1904, in-8° (Bibliographisches Institut).

1204 a fait subir à l'hellénisme. C'est un des premiers tableaux d'ensemble un peu complets que l'on ait tentés du développement de la civilisation byzantine¹.

Il sera fait ici même un compte-rendu des *Études byzantines* de M. DIEHL². Je me contenterai donc de signaler l'importance, pour l'histoire générale de la société byzantine, de cet ensemble de travaux qui montrent l'activité portée par M. Diehl en ces dernières années dans tous les domaines de l'érudition byzantine : bibliographie, histoire des institutions, histoire des mœurs, histoire politique et religieuse, histoire de l'art. Le dernier chapitre sur les mosaïques de Kahrié-Djami est une véritable révélation d'un art très différent du type traditionnel des monuments byzantins. Le texte est entremêlé de reproductions nombreuses de monuments, dont plusieurs sont peu connus.

II. HISTOIRE DE L'EMPIRE. — M. F. CUMONT a étudié le témoignage de la chronique syriaque attribuée à Josua Stylites sur le terrible tremblement de terre qui ravagea en 499 le Pont et l'Arménie « sur une longueur de plus de 300 kilomètres, dans les vallées de Lycus et de l'Euphrate, de Néocésarée à Arsamosate³ ». Il montre que la ville de Nicopolis détruite par ce cataclysme n'est pas celle de Palestine, mais la métropole de la Petite-Arménie « fondée par Pompée

1. Ça et là quelques erreurs et quelques lacunes : la décadence de l'Occident au IV^e siècle s'explique par les invasions germaniques du III^e siècle qui ont désorganisé la société romaine. — Il est excessif d'appliquer l'expression de « Kastenstaat » à l'état romain ou byzantin : l'hérédité n'y était pas tout. — P. 50 : l'étymologie turque de Maniçès a été contestée par Gelzer (Krumbacher, *Gesch. d. byzant. litter.*, 2^e édit., p. 1000, n. 1). — A la même page, lire : la porte d'or au lieu du trône d'or de Théodose. — P. 62 : le chœur à déambulatoire retrouvé à Tours n'appartient pas à la basilique primitive, mais à un édifice du XII^e siècle. La Roccella da Squilace est du XII^e siècle, ainsi que l'a montré M. Bertaux. — Le côté artistique de la querelle des images n'est guère indiqué. — Le concile iconoclaste est encore placé en 754. — Le tableau de l'expansion de l'art grec en Italie au XI^e siècle eût dû être complété par celui de l'influence des moines basilien (voy. Gay, *L'Italie méridionale et l'empire byzantin*). — P. 100 : les portraits de saint Sernin et de Vézelay ne sont nullement byzantins. — Enfin on s'étonne, après les copieux détails consacrés au rayonnement des influences byzantines, de ne pas voir signalée leur part importante dans le développement de la Russie. — Dans le même volume, l'étude de M. von Scala est suivie d'une histoire de la Turquie d'Europe et de l'Arménie par Zimmerer et d'un chapitre de Pauli sur les Albanais.

2. *Études byzantines*. Paris, Picard, 1905, in-8°, p. 460. M. Diehl vient également de publier un recueil important de *Figures byzantines* (Paris, A. Colin, 1906), qui sera analysé dans notre prochain bulletin.

3. *La Destruction de Nicopolis* (extrait des *Bulletins de l'Académie royale de Belgique. Classe des lettres*, n° 6, juin 1905, p. 557-565).

à l'endroit où il avait remporté sa victoire décisive sur Mithridate, et dont il subsiste encore des ruines considérables au village actuel de Purkh ». Ces fléaux sismiques répétés expliquent autant que les invasions barbares la décadence progressive de l'Asie Mineure au moyen âge.

Malgré les travaux importants dont l'époque de Justinien a été l'objet dans ces dernières années¹, M. HOLMES a entrepris de décrire encore une fois « l'âge de Justinien et de Théodora² ». Le premier volume est comme une introduction à l'histoire de l'empire byzantin, et c'est à ce titre qu'il offre quelque nouveauté; il montre ce qu'étaient, avant l'avènement de Justinien, Constantinople et l'empire. L'histoire de l'ancienne Byzance, celle de la fondation de Constantinople, la description topographique de la ville, l'étude de la société byzantine, forment un premier chapitre des plus attrayants, c'est un véritable voyage dans l'empire byzantin du VI^e siècle; les grandes lignes de Constantinople se dégagent avec une netteté parfaite; le tableau des diverses classes de la société, de leur costume, de leurs habitudes, est tout à fait vivant. Un second chapitre est consacré au règne d'Anastase, le troisième et le quatrième au gouvernement de Justin et aux origines de Théodora. Le principal reproche que l'on pourrait adresser à ce livre, d'ailleurs très consciencieux et d'une lecture agréable, c'est de venir après le Justinien de M. Diehl et de ne tenir à peu près aucun compte des travaux de ces dernières années. L'auteur ne semble guère au courant de l'érudition française, et la plupart des ouvrages qu'il cite sont antérieurs à 1890. Quelques exemples montrent l'inconvénient de cette méthode: une communication intéressante suivie d'une discussion entre MM. Lehman et Karolidis a été faite au XIII^e Congrès des Orientalistes, à Hambourg, sur l'étymologie de Byzance et la découverte de ce nom dans une chronique d'Asarhaddon; M. Holmes ne paraît pas la connaître. — De même, il aurait peut-être hésité à affirmer (p. 49) que l'idée de la création de Constantinople date seulement de 328 s'il avait lu la discussion intéressante dans laquelle M. Maurice (*Centenaire des Antiquaires de France*, p. 284) reporte cet événement à 324. — La description du costume byzantin (p. 87) est très pittoresque; elle eût été complète si M. Holmes n'avait oublié un de ses traits les plus caractéristiques, la mode des énormes perruques divisées en deux bandeaux (Molinier, *Études d'histoire du moyen*

1. Diehl, *Étude sur l'exarchat de Ravenne*, 1888. — *L'Afrique byzantine*, 1896. — *Justinien et la civilisation byzantine au VI^e siècle*, 1901. — W. Hutton, *The church of the sixth century*, 1897, etc.

2. *The Age of Justinian and Theodora*, t. I. Londres, Bell, 1905, in-8°, p. XIII-363, index.

âge dédiées à M. G. Monod, p. 64-70. Paris, 1896). — Les fonctions de police des *veredarii* ont été très bien déterminées par M. Audollent (*Mém. d'archéol. et d'hist.*, 1889). — Le « césaropapisme » a sans doute été étudié par Gfrörer, mais aussi par Gasquet (*De l'autorité des empereurs à Byzance en matière de religion*). — Enfin, sur les origines de Théodora, M. Holmes paraît accepter franchement toutes les données des *Anecdota* de Procope. Il eût été nécessaire de justifier ce parti, et, tout au moins, de tenir compte de l'excellente discussion de M. Diehl¹, qui montre qu'on peut, avec quelques réserves, admettre le témoignage de l'Histoire Secrète, les Byzantins du VI^e siècle n'ayant pas les mêmes préventions que les modernes contre le mariage avec une ancienne courtisane. Il est regrettable d'avoir à faire ces reproches à un livre qui est en somme bien composé, écrit d'une manière agréable et claire et qui, avec un supplément d'information, constituerait un tableau très animé et très exact de l'empire byzantin à l'avènement de Justinien².

M. DIEHL a consacré à l'impératrice Théodora un délicieux volume où il cherche, avec plus de détails encore que dans son *Justinien*, à dissiper le mystère qui enveloppe encore la figure de la plus célèbre des impératrices byzantines³. Sans revenir sur le compte-rendu qui a été fait ici de ce livre, je veux simplement marquer la place importante qu'il occupera dans la galerie de portraits que les témoignages un peu épars permettent de reconstituer et à laquelle M. Diehl a apporté une si forte contribution. Le problème des antécédents de Théodora me paraît avoir été résolu aussi définitivement qu'il est possible de parler de définitif en ces matières.

L'histoire d'Héraclius de Sebêos, évêque arménien du VI^e siècle, n'était accessible jusqu'ici que dans la traduction en russe de Patkarian (Saint-Petersbourg, 1862). M. MACLER vient de rendre un grand service aux byzantinistes en donnant de ce texte important une tra-

1. *Justinien et l'empire byzantin*, ch. II, et *Théodora impératrice de Byzance*, 1^{re} partie.

2. P. 43¹ : lire *Philost.*, II, 18 au lieu de II, 17. — P. 129¹ : M. H. semble croire que le mot *dominus* n'est pas appliqué aux empereurs avant Aurélien; la vérité est qu'il devient officiel sous ce prince. — P. 131¹ : il est faux de représenter l'Occident comme plus hostile que l'Orient à l'étiquette impériale, du moins au VI^e siècle; entre la cour d'Honorius et celle d'Arcadius, il n'y a pas la moindre différence. — Quelques digressions assez longues ne sont guère justifiées : M. H. fait l'histoire du christianisme depuis ses origines et oublie à peu près d'expliquer les difficultés religieuses du VI^e siècle. — L'histoire de Théodora nous vaut une étude intéressante, mais un peu longue, sur l'influence politique des femmes dans l'antiquité et sur l'histoire de la prostitution; il eût mieux valu discuter la valeur des témoignages relatifs à Théodora.

3. *Théodora impératrice de Byzance*. Paris, Rey, in-12, s. d., p. 314.

duction française¹. Sebéos est contemporain des événements qu'il raconte, et beaucoup de faits de l'histoire byzantine ne sont connus que par sa chronique. Son récit va de la fin du VI^e siècle (règne de Justin II) à l'avènement du calife Moavyah (664). Il offre de précieux témoignages sur la politique des empereurs Maurice, Héraclius et Constant, mais le véritable centre du récit est formé par l'histoire des guerres d'Héraclius contre les Perses et de la conquête de l'Arménie par les Arabes. On verra tout à l'heure quel parti un historien d'Héraclius a pu tirer de ces témoignages pour renouveler l'histoire de cet empereur. La chronique de Sebéos contient en outre des documents de grande valeur. Citons en particulier la lettre de Modestos, archiprêtre de Jérusalem, au « catholicos » arménien (détails sur l'occupation de la Palestine par les Perses, p. 70 ; on y voit que pour rétablir l'ordre et gagner les populations chrétiennes ils expulsent sans scrupule leurs alliés de la veille, les Juifs). Ce seul exemple suffit à montrer tout l'intérêt que cette publication offre aux études d'histoire byzantine.

La publication de Sebéos (qu'il n'a connu que dans l'édition russe), celles de Jean de Nikiou, de Tabari et d'un grand nombre de sources orientales ont permis à M. A. PERNICE d'écrire une histoire entièrement neuve d'Héraclius et de résoudre un certain nombre de problèmes délicats de l'histoire byzantine du VII^e siècle². Grâce à M. Pernice, nous avons maintenant une étude vraiment scientifique sur un règne qui fut décisif pour les destinées de l'empire byzantin. Toutes les sources orientales ou grecques sont classées et appréciées dans une excellente bibliographie critique. Les sources orientales ont l'avantage d'être contemporaines d'Héraclius et de combler une lacune de la chronographie byzantine, qui n'est représentée pour cette époque que par la Chronique Pascale. M. Pernice a tiré un parti excellent de ces ressources, ainsi que des poèmes de Georges Pisdès, qui formaient déjà la base du livre de Drapeyron³. Il a pu, en analysant dans le détail tous les événements de la vie d'Héraclius, détruire un grand nombre de témoignages apocryphes reçus par ses prédécesseurs sans aucune critique. L'exposé de quelques-uns des résultats obtenus montrera le mérite de ce livre.

1. *Histoire d'Héraclius par l'évêque Sebéos, traduite de l'arménien et annotée*. Paris, Impr. nat.; Leroux, 1904, in-4°, p. xv-167. — M. Macler a traduit seulement la 3^e partie de l'ouvrage, la seule qu'on puisse attribuer à Sebéos. Langlois a donné la traduction de la 1^{re} partie et M. Macler lui-même vient de donner celle de la 2^e partie, compilation du XI^e siècle où l'on trouve les synchronismes des empereurs byzantins, rois arméniens et sassanides. (*Journal asiatique*, juillet 1905, p. 121 et suiv.).

2. *L'Imperatore Eractio*. Florence, Galletti, 1905, in-8°, p. xxvii-327.

3. Drapeyron avait pu utiliser quelques fragments de Sebéos.

La révolte d'Héraclius contre Phocas est racontée pour la première fois avec clarté. Jean de Nikiou montre que Nicéas, cousin d'Héraclius, ne s'est jamais proposé d'autre but que d'occuper l'Égypte, dont la possession avait une importance capitale pour le maître de Constantinople et qui, en cas d'insuccès, devait former une ligne de retraite; la légende d'après laquelle les deux cousins devaient se rencontrer à Constantinople a donc vécu. Des détails du plus grand intérêt sont donnés sur les difficultés que Nicéas eut à surmonter pour soumettre l'Égypte. — L'histoire des premières années du gouvernement d'Héraclius est aussi mieux connue. M. Pernice fait justice d'une autre légende d'après laquelle l'empereur aurait assisté avec indolence à l'invasion de l'Orient par les Perses et n'aurait commencé à agir qu'en présence d'un danger immédiat. De nombreux témoignages montrent au contraire l'activité déployée par Héraclius de son avènement à la campagne de 622. Sans doute bien des obscurités subsistent; on ne sait à peu près rien des moyens employés par l'empereur pour contenir les factions du Cirque, pour se créer une armée et rétablir l'ordre dans l'état. On peut du moins affirmer qu'à peine au pouvoir, Héraclius commence la lutte contre les Perses; dès 612, on le trouve à Césarée de Cappadoce, surveillant en personne les agissements douteux de Priscus. En 614, après la prise de Jérusalem, il entreprend en Syrie une expédition, dont le plan bien tracé devait lui permettre de diviser les forces persanes en deux tronçons; l'insuffisance de ses forces l'obligea à la retraite. — M. Pernice admet, après de Boor (édit. de Théophanes), la réalité de la prise de Carthage par les Perses et la lecture *Καρχηδόνα*. On ne voit pas, à vrai dire, comment Shahrbaraz, à peine en possession de l'Égypte, eût pu transporter si vite son armée à Chalcédoine; une occupation au moins temporaire de Carthage paraît conforme à la suite des événements. M. Pernice, appuyé d'ailleurs par le témoignage de Pisdès, rejette la tradition d'après laquelle Héraclius aurait songé à fuir à Carthage en 618.

La chronologie des campagnes d'Héraclius est fixée avec beaucoup de soin; dans cette partie, M. Pernice a profité des travaux de Gerland¹ et éclairci quelques points encore douteux. Ce n'est pas dans le golfe d'Alexandrette, comme en 614, mais auprès de Nicomédie qu'Héraclius a débarqué en 622. Comme le montre Sebéos, il a donc traversé l'Asie Mineure avant d'arriver en Cappadoce et rallié les garnisons éparses dans les places fortes. — Une autre période mal connue jusqu'ici était celle qui suit le retour d'Héraclius après sa victoire définitive sur les Perses. M. Pernice montre que le traité

1. *Byzantinische Zeitschrift*, 1894.

conclu en 628 avec Kawadh n'a été exécuté que l'année suivante par Shahrbaraz, à qui Héraclius avait prêté un corps de troupe pour aller à Ctésiphon s'emparer de la régence pendant la minorité d'Ar-deschir. Ce fut donc par l'intermédiaire de Shahrbaraz que la Vraie Croix fut restituée; l'empereur la reçut à Tibériade et la remit immédiatement à Jérusalem sans passer par Constantinople, comme l'affirme par erreur Théophanes. M. Pernice discute à ce propos la question de l'origine de la fête de l'Exaltation de la croix; il est exact que depuis Héraclius cette fête a pris le caractère d'une commémoration de la cérémonie du 14 septembre 629, mais on est bien obligé d'admettre que la fête existait auparavant¹.

L'étude sur la situation de l'empire après la guerre contre la Perse fournit aussi à l'auteur l'occasion de retrancher de l'histoire d'Héraclius un certain nombre de faits manifestement faux. Tels sont la prétendue persécution des Juifs (p. 186, n. 4) et surtout l'établissement des Slaves dans la péninsule des Balkans (p. 192-200). On ne peut dire que cette question obscure soit définitivement résolue, mais M. Pernice montre bien l'erreur de Constantin Porphyrogénète, qui suppose par analogie que les Serbes et les Croates sont venus du nord. La réalité est tout autre : avant Héraclius, les tribus serbes et croates étaient déjà établies en Macédoine et en Dalmatie, mais c'est sous son règne qu'elles sont sorties de leur état d'anarchie pour former des organismes politiques.

On voit par ces exemples l'excellente information dont l'auteur dispose². La forme, à la fois sobre et claire, est digne du fond. Un excellent portrait physique et moral d'Héraclius, que l'insuffisance des sources ne permet pas de pousser plus loin, précède le récit des guerres. Par opposition à ses devanciers, M. Pernice a peut-être exagéré la rectitude intellectuelle de son héros et fait trop grande

1. Voy. Pargoire, *L'Église byzantine*, p. 114.

2. Quelques erreurs ou omissions : les rapports d'Héraclius avec la Géorgie ont été très bien étudiés par Marquart (*Osteuropäische Streifzüge*, p. 393 et suiv.); les sources dont il se sert montrent qu'en 626, contrairement à la conclusion de M. P., Héraclius s'est bien emparé de la ville de Tiflis avec l'aide des Khazars; seule la citadelle résista et fut prise après son départ. — Sur l'Afrique, M. P. n'a pas connu la *Carthage romaine* d'Audollent. — L'organisation de l'Arménie constitue bien le premier exemple d'un thème (Diehl, *Mélanges Monod*, p. 47). — Sur le changement si important dans les formules du protocole impérial en 629, voy. ma communication à l'Académie des inscriptions (mai 1905). — Dans le court aperçu consacré à l'art, M. P. fait une part bien insuffisante aux influences orientales si bien mises en lumière par Strzygowski; il montre d'ailleurs avec raison l'importance de l'Asie Mineure sur la vie politique, sociale et intellectuelle de l'empire. — Enfin on attend en vain un tableau du développement littéraire sous Héraclius.

dans le récit de la catastrophe finale du règne la part de la fatalité; malgré ces réserves, on peut dire qu'il a su rendre vivante la figure d'un des empereurs les plus remarquables qui aient régné à Byzance.

M. DIEHL a étudié le caractère si complexe et si difficile à pénétrer de l'impératrice Irène¹. Après avoir reconnu qu'il est malaisé de dire si « elle a voulu tous les actes de son gouvernement », il lui refuse l'intelligence supérieure que lui avaient attribuée ses historiens précédents, M. Gasquet et M. Schlumberger. Le principal trait de son caractère est l'amour du pouvoir. Elle « ne prit point d'amant de peur de se donner un maître ». L'ambition étouffa en elle jusqu'au sentiment maternel, et ce goût aveugle pour la pompe extérieure aussi bien que pour les réalités du pouvoir la porta à froisser tous les préjugés de l'opinion byzantine et fut la principale cause de sa chute².

M. SCHLUMBERGER a complété son *Épopée byzantine* par un troisième volume consacré aux derniers souverains de la dynastie macédonienne, depuis la mort de Basile II jusqu'à l'avènement d'Isaac Comnène (1022-1057)³. Comme le dit l'auteur dans son introduction, cette période offre une plus grande variété de tableaux que le règne de Basile II, entièrement rempli par les campagnes et les négociations. Grâce au témoignage si précieux des écrits de Psellos, que M. Schlumberger a adopté avec raison comme son principal guide, il est possible de pénétrer au cœur de cette société si raffinée au milieu de la barbarie du XI^e siècle; les intrigues de cour, les délibérations du conseil impérial, les mystères mêmes du gynécée où vivaient renfermées comme des sultanes entourées d'ennuies les deux vieilles porphyrogénètes Zoé et Théodora, les discussions subtiles enfin où se complaisait l'entourage précieux de lettrés qui environnait Constantin IX forment la trame du récit de cet humaniste du XI^e siècle, qui est parmi les écrivains grecs du moyen âge un des plus représentatifs. Sur ce fond bariolé se détachent quelques grandes figures, celles de Maniakès, le premier homme de guerre de son temps, ou de Michel Cérulaire, l'auteur du schisme de 1054 et le faiseur de rois, qui tranchent étrangement au milieu des personnages de moindre envergure que les hasards de la naissance ou des intrigues ont mis au premier plan: les deux filles de Constantin VIII

1. *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} mars 1906, p. 179-203.

2. M. Diehl me paraît altérer le caractère de la querelle des images en y voyant « une lutte entre le pouvoir civil et les congrégations »; ce n'est là qu'un épisode de cette querelle.

3. *L'Épopée byzantine à la fin du X^e siècle*, 3^e partie. Paris, Hachette, 1905, in-8°, p. VIII-846.

et les singuliers princes-époux de Zoé, Michel le Paphlagonien ou Constantin Monomarque par exemple.

On retrouve dans ce dernier volume toutes les qualités qui font le charme des deux premières parties de l'*Épopée* : un goût communicatif et une véritable sympathie pour la civilisation byzantine, la mise en lumière des aspects pittoresques de cette société si étrange, un récit clair et de forme élégante, surtout une information complète faite non seulement de l'étude scrupuleuse des sources, mais des impressions personnelles suggérées par la vue directe des pays d'Orient et des monuments de l'art byzantin. Une illustration abondante complète la merveilleuse collection de monuments des *x^e* et *xi^e* siècles qui tenait déjà une si grande place dans les deux premiers volumes de l'*Épopée*. Plusieurs de ces monuments ont un intérêt historique considérable et jettent un jour inattendu sur les personnages du récit; ce sont les monnaies et surtout les sceaux, pour la plupart inédits, qui proviennent de la belle collection de M. Schlumberger; quelques-uns de ces morceaux de plomb reproduisent les traits ou tout au moins le costume du fameux Jean l'Orphanotrophe, du chroniqueur Michel d'Attalie, de Romain Skleros, de Georges Maniakès, du condottiere normand Hervé, etc. La collection chrétienne et byzantine des Hautes-Études, mise de si bonne grâce par M. Millet à la disposition des érudits, a permis à M. Schlumberger de reproduire la plupart des belles mosaïques de Saint-Luc, de Daphni, de Kiev, etc., ainsi que les miniatures, ivoires, objets d'orfèvrerie qui donnent une idée si somptueuse de l'art byzantin du *xi^e* siècle.

L'histoire de l'empire byzantin à cette époque a été dans ces dernières années l'objet de nombreuses études, et il s'en faut de beaucoup qu'on ait même épuisé toutes les richesses contenues dans les œuvres de Psellos, dont la correspondance n'a jamais été étudiée à un point de vue historique. M. Schlumberger a tiré parti des études récentes de Schütte sur la révolte de Tornicius, de Mædler sur Théodora, Michel Stratiotikos et Isaac Comnène, de Fischer sur Xiphilin, etc.; il m'a fait l'honneur de se servir pour son chapitre sur le schisme de 1054 du livre que j'ai moi-même composé sur cette question; enfin, il a pu avoir communication du manuscrit de l'Histoire des Normands d'Italie que prépare M. Chalandon. Il n'a pu en revanche profiter du travail si complet de M. Gay sur l'Italie méridionale et il ne cite nulle part les études si importantes de Neumann¹

1. Voir plus loin, p. 323.

et de Marquart¹. Il s'est du moins servi pour l'histoire des guerres orientales des chroniques arméniennes ou syriennes dont les témoignages viennent quelquefois suppléer à l'insuffisance des chroniques byzantines; enfin il a adapté avec bonheur à son récit les détails que fournit le mémorial si curieux intitulé : *Cecaumeni Strategicon* et reconstitué avec ce secours sur des bases plus solides la biographie du personnage, à moitié épique jusqu'ici, d'Harald le Norvégien. Toute la partie de l'ouvrage consacrée aux guerres, aux relations entre l'empire et les califats d'Égypte ou de Bagdad, à la politique byzantine en Arménie, aux rapports avec la Russie, aux invasions des Turcs et des Petchénègues, a une importance capitale; elle permet de reconstituer l'état de l'Orient un demi-siècle avant la première croisade et jette un jour curieux sur la situation instable des villes maritimes de l'empire exposées aux pirateries des Sarrasins d'Afrique et de Sicile. C'est sur ce tableau, qui laisse deviner un avenir incertain, que se termine l'*Épopée*, et il faut féliciter M. Schlumberger d'avoir véritablement ressuscité une des périodes les plus attachantes de l'histoire byzantine².

M. DRÆSEKE a étudié avec le plus grand détail le texte du discours prononcé par Psellos contre le patriarche Michel Cérulaire³, dont j'ai donné une édition récemment⁴. Ce discours, dont la langue est parfois bien obscure, soulève un certain nombre de problèmes du plus grand intérêt; il a comme contre-partie l'oraison funèbre prononcée quelques années plus tard par Psellos. M. Dræseke a revu le texte avec le plus grand soin et proposé un certain nombre d'améliorations très heureuses. Son commentaire historique est une véritable histoire des rapports entre Psellos et Michel Cérulaire. Il voit dans le discours d'accusation un témoignage historique de premier ordre encore plus qu'un pamphlet et il établit à la lumière de ce discours

1. Voy. *Rev. hist.*, t. LXXXVII, p. 365.

2. Quelques remarques de détail. P. 19-20 : M. Schlumberger me paraît avoir trop subi, dans son appréciation du caractère de Constantin VIII, l'influence de Skylitzès, visiblement partial pour ce prince. On ne peut lui faire un crime d'avoir aimé les sports, et, d'après le témoignage de Psellos, ses promotions d'eunuques ne paraissent pas avoir donné de mauvais résultats pour l'empire. — P. 457 : il est impossible de savoir si l'intronisation de Michel Cérulaire a été véritablement précédée d'une élection. — P. 458 : il me semble que l'on peut absoudre ce patriarche de l'accusation d'avoir fait crever les yeux à l'Orphanotrophe; s'il en avait été coupable, Psellos n'eût pas manqué de le rappeler dans son réquisitoire.

3. *Psellos gegen Michael Kerularios* (*Zeit. f. wissenschaftl. Theol.*, 1905, p. 194-259 et 362-409, extrait).

4. *Revue des Études grecques*, t. XVI et XVII (1904-1905).

que la lettre si étrange dans laquelle Psellos critique vertement les théories politiques du patriarche¹ date du début du règne d'Isaac Comnène et constitue une sorte d'avertissement officieux. M. Dræseke cherche d'ailleurs à atténuer les divergences entre le réquisitoire et l'oraison funèbre et à disculper Psellos de l'accusation de palinodie (p. 209). Il est vrai que l'oraison funèbre ne contredit pas expressément les détails du réquisitoire, mais l'esprit en est si différent qu'on est bien obligé d'admettre chez Psellos un changement complet d'attitude, dont l'arrivée au trône d'Eudokia, nièce de Cérulaire, fournit l'explication naturelle; cette défaillance jette un singulier jour sur le caractère de Psellos et enlève beaucoup d'autorité au témoignage de l'un et l'autre discours.

Nous avons signalé à l'époque de son apparition l'ouvrage remarquable de M. Neumann sur l'empire byzantin aux ^x^e et ^{xi}^e siècles². MM. RENAUD et KOZLOWSKI ont rendu un service signalé en donnant de ce livre une excellente traduction en français, précédée d'une préface de M. DIEHL et accompagnée de notes empruntées aux ouvrages publiés depuis l'apparition du texte allemand³. Sans revenir sur les mérites de ce livre, il suffira de rappeler que M. Neumann, suivant une excellente méthode dont M. Rambaud avait déjà donné l'exemple dans son *Constantin Porphyrogénète*, renonce à considérer l'histoire byzantine du point de vue étroit des intrigues de cour et des révolutions de palais; c'est un morceau de l'histoire de la société qu'il a voulu écrire en étudiant la puissance de la féodalité d'Asie Mineure, sa lutte avec le pouvoir central et la victoire finale qui lui a imposé la nécessité de défendre l'empire contre les Normands et les Turcs. La traduction de cet ouvrage, qui est un excellent modèle, aura une heureuse influence sur nos études byzantines⁴.

L'établissement de la domination latine à Constantinople en 1204 n'est pas seulement un épisode curieux par les contrastes qu'il révèle entre deux mondes; c'est aussi, et on l'a trop oublié, le point de départ d'une nouvelle transformation de l'hellénisme. La langue et la littérature populaires, les idées politiques et sociales, l'art même de l'empire byzantin restauré en 1261, ont gardé de la domination des Occidentaux des traces dont on commence seulement à apprécier l'importance. Mais, pour s'engager dans ce domaine si peu

1. Ed. Sathas, V, p. 506 (lettre 207).

2. *Voy. Rev. hist.*, n° 118.

3. *La Situation mondiale de l'empire byzantin avant les croisades* (extrait de la *Revue de l'Orient latin*, t. X). Paris, Leroux, 1905, in-8°, p. 115.

4. P. 48, n. 3. L'étymologie de Maniakès a été contestée par Gelzer (*Krumbacher, Gesch. d. byz. litt.*, p. 1000, n. 1).

exploré, il est nécessaire d'avoir une bonne histoire de l'empire latin. Sauf quelques travaux en russe ou en grec et les publications de Buchon, l'ensemble de cette histoire n'avait pas été traité depuis l'ouvrage de Ducange, *Histoire de l'empire de Constantinople sous les empereurs français* (Paris, 1657). Carl Hopf (1832-75) avait rassemblé tous les éléments d'une histoire de la quatrième croisade et de l'empire latin; seule la deuxième partie de ses recherches, classée sous la forme de registres, existe encore. C'est à l'aide de ces papiers, dont il a pu avoir communication, que M. GERLAND a entrepris à son tour d'écrire une histoire de la domination franque en Orient¹. Il s'excuse de commencer par le deuxième volume, l'histoire de l'empire latin sous les deux premiers empereurs. Une première partie sera consacrée à la quatrième croisade, une troisième à l'histoire des états secondaires, colonies italiennes, chevaliers de Rhodes, etc.

Grâce à une connaissance complète tant des sources originales que des monographies les plus récentes, ce premier volume nous fait espérer que son auteur comblera une des lacunes les plus regrettables de l'histoire du moyen âge. Du lendemain de la prise de Constantinople à la mort de l'empereur Henri (1204-16), l'auteur suit la marche des événements et, sans sacrifier l'ordre chronologique, groupe les faits de telle manière que l'impression la plus nette se dégage de son récit. Les éléments de cette histoire si complexe sont pour ainsi dire isolés les uns des autres : d'abord la politique positive et mercantile de Venise, représentée par Dandolo, qui écarte le marquis de Montferrat du trône impérial, accapare les meilleures positions militaires et commerciales, prétend s'emparer du patriarcat de Constantinople et traite sans scrupule avec les Turcs; en regard, la politique idéaliste d'Innocent III, préoccupé seulement de la croisade, bienveillant pour l'empire latin et plein de ménagements pour Venise, tant que la nouvelle domination lui apparaît comme un point d'appui pour la future croisade, devenu indifférent et presque hostile lorsque sa faiblesse est démontrée; enfin les empereurs latins, pourvus d'un beau titre historique, mais aux prises avec de multiples difficultés qui semblent renaître sans cesse à mesure qu'elles sont résolues. Les invasions bulgares empêchent les Francs de conquérir l'Asie Mineure et permettent à la domination byzantine de se reconstituer à Nicée; de son côté, Lascaris contrarie les expéditions des Francs contre les Bulgares; la rivalité avec le

1. *Geschichte des lateinischen Kaiserreiches von Konstantinopel*. I Theil : *Gesch. der Kaiser Balduin I und Heinrich, 1204-1216*. Homburg von der Höhe, chez l'auteur, 1905, in-8°, p. v-264, index.

royaume de Thessalonique, la lutte ecclésiastique dont le patriarcat de Constantinople est l'enjeu, la dépendance absolue vis-à-vis du gouvernement vénitien, qui a le monopole de la marine, l'insuffisance en troupes et en argent, tels sont les périls au milieu desquels les deux premiers empereurs se débattent. Comme l'a montré M. Gerland, le véritable fondateur de l'empire latin est Henri de Flandre. L'histoire détaillée de son règne est la partie la plus neuve de ce livre, et l'auteur a mis avec raison en lumière la figure de cet homme remarquable qui a su délivrer Constantinople du double danger des Bulgares et de Théodore Lascaris, résister aux prétentions des Vénitiens et de Morosini, rattacher à l'empire les possessions lointaines de Thessalonique, qui était capable enfin de charger l'ennemi comme un simple chevalier et de diriger les négociations les plus difficiles. Sa mort prématurée en 1216 (il avait moins de quarante ans) fut pour la domination latine en Orient un malheur irréparable. Le développement important que M. Gerland a donné à l'étude des questions religieuses, notamment à l'histoire du patriarcat, à l'expédition de l'empereur Henri en Grèce et à sa lutte avec les chevaliers lombards (1208-1210), à l'étude des rapports entre les Grecs et les Francs et des dominations féodales antérieures à la conquête, jette une vive lumière sur les conditions si particulières et mal connues jusqu'ici de cette colonisation occidentale en territoire byzantin.

M. OMONT¹ a retrouvé dans les papiers de Ducange conservés à la Bibliothèque nationale une notice du médecin lyonnais Jacob Spon sur une suite de portraits des Comnène de Trébizonde peints en tête d'un manuscrit acheté à Athènes par Georges Wheler, compagnon de voyage de Spon en 1675-1676. A la nomenclature de ces portraits, M. Omont joint des extraits du manuscrit de Wheler, conservé à Oxford. Ce manuscrit contient le typicon d'un monastère de religieuses fondé à Constantinople au ^{xiv}^e siècle par le stratopédarque Jean Comnène Doucas et sa femme Théodora.

III. HISTOIRE PROVINCIALE. — Bien que le livre de M. AUDOLLENT sur *Carthage romaine*² ait été analysé ici³, il est nécessaire de signaler la contribution intéressante qu'il apporte à l'histoire de l'Afrique byzantine : les chapitres entièrement nouveaux consacrés à la topographie de Carthage (p. 143-323), l'étude de l'état ecclésiastique à l'époque vandale et byzantine (p. 341-565) et surtout celle

1. *Portraits de différents membres de la famille des Comnène* (extrait de la *Revue des Études grecques*, t. XVII, juillet-octobre 1904).

2. *Carthage romaine*. Paris, Fontemoing, 1901, in-8°, p. xxxii-850 (Bibl. des Ecoles françaises d'Athènes et de Rome, fasc. XXIV).

3. Par M. Desdèvises du Désert (*Rev. hist.*, t. LXXXVIII, p. 379).

de la littérature et de l'esprit public (p. 684-766) forment une reconstitution très vivante de la société carthaginoise après la restauration byzantine et jettent un jour curieux sur une des grandes villes provinciales de l'empire¹.

IV. HISTOIRE DES INSTITUTIONS. — M. SCHLUMBERGER a publié de nouvelles pièces inédites de numismatique et de sigillographie². L'ensemble de ces petits monuments fournira une des sources les plus importantes aux futurs historiens des institutions byzantines. Signalons parmi les pièces les plus curieuses de cette série un sceau de Georges Maniakès, le seul connu jusqu'ici³.

J'ai moi-même étudié dans ses origines l'emploi des titres de βασιλεὺς et de δεσπότης à Byzance et essayé d'établir que ces deux titres donnés aux empereurs par les Orientaux, surtout les Égyptiens, dès l'époque d'Auguste, n'ont été d'un usage courant qu'à partir du IV^e siècle et n'ont pénétré dans les protocoles officiels des diplômes qu'avec Héraclius en 629, sur les monnaies avec Constantin V⁴.

Grâce à une étude pénétrante des données du *Strategicon* (renseignements sur l'auteur représenté comme un haut personnage qui puise ses préceptes dans ses expériences personnelles, détails sur les peuples barbares, caractère de la langue qui hésite entre le grec et le latin), M. AUSSARESSES a pu fixer l'apparition de ce traité entre 580 et 584 et l'attribuer d'une façon presque certaine à Maurice, à cette époque généralissime des armées de Tibère⁵. Les Slaves, sur lesquels le traité donne les premiers renseignements précis, ne sont pas encore « sortis de leur pays boisé, marécageux, sillonné de rivières qui se jettent dans le Danube »; les Perses et les Avars paraissent être les ennemis les plus redoutables de l'empire, et les Lombards sont encore peu connus.

M. PANTCHENKO, dans une étude sur le régime agraire de l'empire byzantin, élève des doutes sur l'attribution aux empereurs isauriens de la « loi agricole »⁶. N'ayant pas eu connaissance de son travail,

1. P. 135. Sur le prétendu projet d'Héraclius et sur la question de la prise de Carthage par les Perses, voy. plus haut, p. 318.

2. *Sceaux byzantins inédits*, 5^e série (extrait de la *Revue de numismatique*, 1905, p. 321). — *Mélanges de numismatique et de sigillographie médiévale* (*Ibid.*, p. 355). — *Quelques sceaux de l'Orient latin* (extrait des *Mémoires des Antiquaires de France*, t. LXIV).

3. Voy. la reproduction dans *Épopée byzantine*, III, p. 457.

4. Extrait de la *Byzantinische Zeitschrift*, t. XV, p. 161-178.

5. *L'Auteur du Strategicon* (extrait de la *Revue des Études anciennes*). Bordeaux, Férét, in-8°, 1906, p. 19.

6. *La Propriété rurale à Byzance* (en russe). Sofia, 1903, in-8°.

il n'est impossible d'exposer ses arguments qui, s'ils étaient admis, modifieraient profondément une théorie devenue presque classique.

V. HISTOIRE DE L'ÉGLISE. — M. J. PARGOIRE a publié le premier volume d'une histoire de l'Église byzantine qui comprendra trois parties¹ : 1^o de Justinien à la querelle des images; 2^o de 847 à la prise de Constantinople en 1204; 3^o de 1204 à 1453. On ne peut que louer cette initiative, qui comblera une lacune regrettable. L'ordre chronologique a été adopté avec raison, et c'est là un progrès sur les ouvrages qui présentaient sur le même plan les institutions contemporaines de Justinien et celles du *xv^e* siècle, sans tenir compte des transformations qui ont modifié l'organisation intérieure de l'Église byzantine. La seule critique que l'on pourra faire à l'auteur sera d'avoir peut-être trop multiplié les subdivisions. La première partie est elle-même divisée en trois périodes, et, pour chacune de ces périodes, M. Pargoire trace un tableau complet de l'Église, avec les événements de son histoire extérieure, ses institutions, sa hiérarchie, sa vie intérieure, sa législation, sa liturgie, son art, sa littérature. Il résulte de ces retours successifs du même ordre de faits une certaine monotonie; on eût pu adopter peut-être un moyen terme et grouper dans un seul chapitre par exemple les considérations relatives à la liturgie.

Ce premier volume est précédé d'une bonne bibliographie, et de nombreuses références permettent de se reporter aux sources; quelques ouvrages dont l'autorité est incontestable sont cependant omis. Un livre dont la matière est si étendue ne saurait d'ailleurs être absolument complet; malgré l'excellente information de l'auteur, quelques résultats semblent encore contestables. Le point de départ (avènement de Justinien) est conforme aux habitudes adoptées maintenant, depuis l'exemple donné par l'histoire de la littérature de Krumbacher. Ce parti pris, quoique très commode, offre des inconvénients réels : on nous montre l'organisme tout formé sans nous en expliquer la genèse. Dans l'histoire de l'Église en particulier, la plupart des questions dogmatiques agitées sous Justinien ont été posées et résolues partiellement au *iv^e* et au *v^e* siècle. Il est difficile d'admettre que l'histoire de l'Église byzantine ne commence pas tout au moins par un résumé des résultats dogmatiques et disciplinaires des conciles œcuméniques; c'est là le vrai point de départ de l'activité de cette église. Il fallait aussi nous présenter les grands

1. *L'Église byzantine de 527 à 847* (Bibliothèque de l'enseignement de l'histoire ecclésiastique). Paris, Lecoq, 1905, in-12, p. xx-405.

théologiens du IV^e et du V^e siècle, qui sont les guides dogmatiques de l'Orient, rappeler tout au moins les prescriptions morales de saint Basile, qu'on retrouve au fond de toutes les règles monastiques, et, enfin, donner quelques détails sur les origines et le caractère des Constitutions apostoliques, dont le droit canon de Byzance s'est entièrement inspiré. Loin d'être inutiles, ces éclaircissements auraient fourni la seule explication possible du caractère très particulier de la vie religieuse de l'Église grecque.

Dans la première partie (327-628), l'importance de la personnalité de Justinien dans l'histoire de l'Église est bien étudiée, mais cet empereur est rendu à tort seul responsable de la naissance du « césaropapisme » ; il n'a fait que suivre la tradition de ses prédécesseurs, Constantin et les deux Théodose. Dans le chapitre sur le paganisme, on ne trouve aucune mention du maintien du culte d'Isis dans l'île de Philé jusqu'aux dernières années de Justinien, et pour des raisons diplomatiques¹. Le témoignage d'après lequel Justinien serait mort hérétique est admis sans restriction. M. Hutton a montré dans un livre que nous avons analysé ici combien douteuse était cette tradition² ; d'après Jean de Nikiou et Jean d'Éphèse, c'est au contraire au patriarche Eutychius qu'il faut attribuer des opinions hérétiques. Ce n'est pas à Vagharchapat, mais à Dwin, en 506, qu'eut lieu le concile qui engagea l'Arménie dans la doctrine monophysite³. Le chapitre sur l'art ne fait pas une place suffisante à l'iconographie, dont le développement a toujours suivi celui du dogme. — La deuxième partie (628-725) étudie une période pauvre en monuments, mais décisive ; l'échec du monothélisme et l'invasion arabe consacrent la victoire religieuse et politique de l'Orient sur Constantinople. M. Pargoire n'a peut-être pas mis en lumière le rôle important joué par cette ville dans la défense de la chrétienté contre les musulmans ; les échecs éprouvés par les Arabes devant Constantinople ont un résultat aussi important que la bataille de Poitiers quelques années plus tard. — La troisième partie est consacrée spécialement à la querelle des images. On y trouve un résumé exact des principales péripéties de cette crise ; la part des doctrines orientales dans la formation du dogme iconoclaste n'est pas faite assez complètement ; le côté archéologique de la question est quelque peu négligé. Ce n'est pas seulement le culte des images, mais l'existence même

1. Voy. Duchesne, *Églises séparées*, p. 290 et 298. — Wilcken (*Archiv für Papyrusforschung*, t. I, p. 407 et suiv.) montre que le christianisme y coexistait avec le paganisme depuis le IV^e siècle.

2. *The church of the sixth century*. Londres, 1897.

3. Voy. plus loin, p. 381.

de tout art religieux qui est menacée. De même, l'auteur n'insiste pas sur la réforme des Studites, dont les principes, élaborés à Saccoudion, apparaissent déjà dans les canons disciplinaires de Nicée et ne tendent à rien moins qu'à renverser les bases des rapports entre l'Église et l'empire; c'est la répudiation du « césaropapisme » et l'affirmation de la primauté romaine. La réforme politique est accompagnée d'une réforme morale qui explique les conflits des Studites avec les empereurs ou les patriarches.

Il faudrait, pour être équitable, relever à côté de ces lacunes les nombreux chapitres où l'auteur a délivré l'histoire de l'Église byzantine d'un certain nombre d'erreurs traditionnelles et l'a mise au courant des recherches les plus récentes. Il a tiré un excellent parti des notices géographiques pour étudier les progrès de la juridiction du patriarcat et il a montré l'importance capitale de la question de l'Illyricum dans les rapports entre Rome et Constantinople. L'ouvrage de M. Pargoire rendra donc le service de faire pénétrer dans l'enseignement un certain nombre de résultats importants acquis dans ces dernières années.

Le premier volume de l'histoire du monachisme oriental de M. SCHWIERITZ est relatif aux origines et au monachisme égyptien du IV^e siècle¹. Le sujet est entièrement renouvelé par l'étude approfondie des témoignages qui nous renseignent sur ces premiers monastères. Dans la première partie, l'auteur établit la différence entre l'ascétisme païen, qui porte sa fin en lui-même, et l'ascétisme chrétien, moyen destiné à rendre plus facile l'obéissance à la loi du Christ. Il étudie ensuite la constitution des groupes de vierges consacrées, ascètes, diaconesses, qui forment un ordre particulier dans les communautés chrétiennes des trois premiers siècles entre le clergé et les simples fidèles. Dans la deuxième partie, il s'agit d'expliquer comment ces ascètes ont brusquement quitté ces communautés pour fuir au désert. C'est en Égypte, au moment des persécutions de Décius et de Dioclétien, que ce mouvement produit un nouveau type d'ascètes, les ermites, ou anachorètes, les moines, *μοναχους*. L'auteur admet la valeur des renseignements recueillis par saint Jérôme sur Paul de Thèbes et défend contre Weingarten l'authenticité de la vie de saint Antoine, attribuée à saint Athanase. La fuite au désert a donc commencé au début du IV^e siècle; les ouvrages de Rufin et de Palladius sont les deux sources principales de l'histoire de ces événements, ils sont dus à des témoins ocu-

1. *Das morgenländische Mönchtum. I: Das Ascetentum der drei ersten christlichen Jahrhunderte und das ägyptische Mönchtum im vierten Jahrhundert.* Mayence, Kirchheim, in-8°, 1904, p. 352.

lares. Mais Antoine n'a été, et encore malgré lui, qu'un chef d'anachorètes; de même, les établissements des montagnes de Nitrie, de Skitis et de Kellia ne sont que des groupes d'ermites. Le véritable fondateur des instituts monastiques est saint Pakhôme; il eut le premier, avant 328, l'idée de réunir des moines qui vivraient dans une même enceinte, soumis à une règle commune et au gouvernement d'un abbé. Le passage de l'état des anachorètes à celui des cénobites est une grosse difficulté historique, et, malgré sa critique ingénieuse, M. Schwieritz n'est pas arrivé entièrement à la résoudre; il y a entre les deux institutions des divergences et même des contradictions fondamentales. Les neuf monastères créés par saint Pakhôme ont été ainsi le point de départ d'une institution entièrement nouvelle. M. Schwieritz examine la question si délicate des rapports entre les différentes vies de saint Pakhôme. Avec Ladeuze, et contrairement à Amélineau, il regarde comme la plus ancienne la vie grecque (C), publiée par les Bollandistes (A. Sanct. III, mai); il admet que la version en copte sahidien (T) en est, dans une certaine mesure, indépendante, et il refuse d'attacher à la rédaction arabe (A²) la valeur que lui attribuait Amélineau. Ces résultats ont exercé une grande influence sur les conclusions de l'auteur et l'ont amené à modifier l'opinion défavorable qui résultait des travaux d'Amélineau sur le monachisme égyptien du IV^e siècle. Le texte grec est en effet plus sobre de miracles et de merveilleux que les versions orientales, dont la brutalité semble indiquer des mœurs tout à fait barbares. La description très complète des monastères de saint Pakhôme nous montre l'institution monastique en possession, dès le IV^e siècle, de tous les traits essentiels que se contenteront de reproduire, en les modifiant très peu, les grands fondateurs d'ordre: l'obéissance sans condition, le partage du temps entre le travail et la prière, la clôture, l'habit, l'exercice de l'hospitalité. On estimera cependant que M. Schwieritz n'est pas arrivé à affaiblir entièrement la portée des faits cités par Amélineau et qui montrent les moines égyptiens sous un singulier jour, grossiers, ignorants, mal dégagés du paganisme copte, ennemis parfois du clergé et trop disposés à croire que l'habit tient lieu de toutes les vertus. Tel est cet extraordinaire Schenouti, contemporain de saint Pakhôme, dont M. Schwieritz a omis de citer les extravagances. D'après des textes de Cassien et de saint Jérôme, M. Schwieritz a essayé de rejeter ces tares sur l'ancien ordre des ascètes qui s'étaient maintenus dans les communautés chrétiennes de l'Égypte, mais rien ne prouve que les « sarabaites » de Cassien fassent partie de cette classe, et les faits cités par M. Schwieritz lui-même montrent

qu'au lendemain de la mort de saint Pakhôme l'esprit schismatique et l'ambition s'étaient glissés dans les monastères.

La législation de Justinien forme une des sources les plus importantes du droit canon de l'Église grecque; M. KNECHT en a étudié les dispositions relatives à la propriété ecclésiastique¹. L'acte fondamental de cette propriété est l'édit de 324, par lequel Constantin autorise les églises à acquérir des biens au moyen de testaments et reconnaît ainsi leur personnalité civile. Mais tandis que la pratique se développe, la théorie demeure incertaine, et la définition juridique des biens d'églises a donné lieu à des opinions très divergentes. Certains juristes considèrent ces biens comme appartenant à l'Église tout entière; d'autres y voient la reconnaissance d'un droit divin de propriété; pour d'autres, la communauté des fidèles est propriétaire; pour d'autres enfin, il n'y a de propriété que celle des églises particulières. C'est cette dernière interprétation qui ressort des lois de Justinien (Cod. 1, 2, 26); il ne reconnaît pas la valeur des testaments faits en faveur de Dieu ou des saints, mais attribue aux églises cette forme de legs. Ses lois montrent à la fois l'effort des juristes pour faire rentrer la propriété ecclésiastique dans le cadre du droit civil et l'autorité prise par le droit canonique dans la législation impériale. Les décisions de Justinien ne font que confirmer ou développer les canons des conciles. Il y a donc dans cette législation une incertitude juridique que Justinien lui-même n'est pas arrivé à résoudre; c'est de cette équivoque qu'a vécu le « césaropapisme » byzantin. Après avoir ainsi déterminé les principes de la législation justinienne, M. Knecht passe en revue les diverses espèces de propriétés ecclésiastiques (églises, fondations charitables, monastères), les sources de cette propriété (dons volontaires et contributions légales), l'objet des fondations (entretien du clergé, construction des églises, aumônes), l'administration des biens (fonctionnaires ecclésiastiques et droit de surveillance de l'église), enfin les privilèges accordés à la propriété ecclésiastique (immunités, extension de la prescription légale, difficulté apportée aux aliénations, interdites même dans certains cas). Tous ces chapitres offrent le plus grand intérêt; on y trouve des détails précis sur l'organisation de l'assistance publique et le caractère de spécialité pris par les établissements de bienfaisance au VI^e siècle. Comme l'a montré M. Knecht, il y a là des institutions inconnues à l'antiquité païenne et dont le bon fonctionnement donne un aspect tout moderne à la civili-

1. *System des Justinianen Kirchenvermögensrechtes* (Kirchenrechtliche Abhandlungen von U. Stutz, Heft 22). Stuttgart, Enke, 1905, in-8°, p. XII-139.

sation byzantine. L'auteur s'est d'ailleurs borné à étudier le côté juridique de ces institutions et à signaler les nombreuses fondations de Justinien, auxquelles il eût pu ajouter celles de Théodora. Son livre n'en rendra pas moins de grands services à cause de la netteté avec laquelle il présente un côté très complexe des rapports entre l'Église et l'État à Byzance.

Le quatrième volume des *Martyrs*, par dom LECLERCQ¹, renferme la traduction, précédée d'une étude sur la critique officielle des actes des martyrs, d'un certain nombre de textes intéressants pour l'histoire byzantine. Le « martyre de Vartan et de ses compagnons » (451) est un épisode de la lutte nationale des Arméniens contre les rois sassanides. Viennent ensuite les récits des martyres de Nedjran, principauté juive de l'Arabie heureuse (523), de la prise de Jérusalem par les Perses en 614 (lamentations du patriarche Sophronius et récit d'un moine du couvent de Saint-Sabbas d'après une version arabe), du martyre de Jésus-Sabran en Perse (620-621) et enfin de la persécution iconoclaste (martyre de sainte Théodosie, martyres de Constantinople, de saint Paul le Nouveau, de saint André de Crète). A côté des traductions de récits originaux se trouvent parfois des résumés historiques dont les sources ne sont pas indiquées (martyre du pape saint Martin I^{er}, récit de la persécution iconoclaste). Dom Leclercq admet (p. 200) avec Couret que l'éloge de Sophronius renverse le témoignage du « fallacieux Sebéos » sur les négociations de Shahrbaraz et la capitulation qui précédèrent l'assaut proprement dit de Jérusalem par les Perses. Il est clair cependant que l'auteur de l'éloge ne s'est pas proposé de transmettre à la postérité le récit des événements dans un ordre rigoureux, mais d'exprimer la douleur que la prise d'assaut a causée à la chrétienté. P. 264, le concile iconoclaste est encore placé en 754.

On ne donnera jamais une place trop importante dans l'histoire de l'Église grecque à la réforme des Studites; pour la première fois, une réforme monastique fut entreprise à Constantinople sans la participation du gouvernement impérial et malgré lui. De même que Cluny s'est imposé à l'Occident, Stoudion est devenu le type de monastère copié sans cesse dans l'Église grecque, du mont Athos aux monastères russes. Enfin la réforme studite constitue une des seules tentatives faites par l'Église grecque pour vivre en bon accord avec Rome et opposer l'autorité de saint Pierre au césaropapisme byzantin. Tout l'intérêt de cette œuvre historique est bien mis en lumière

1. *Les Martyrs*, recueil de pièces authentiques... IV : *Juifs, Sarrasins, Iconoclastes*. Paris, Oudin, 1905, in-12, p. CXLII-354.

dans la biographie que M^{me} A. GARDNER a consacrée à Théodore de Stoudion¹. Bien que ce personnage ait été déjà l'objet des recherches importantes d'Hergenroether, de Carl Thomas et plus récemment de l'abbé Marin², on lira avec plaisir ce livre, remarquable par son élégante concision, la netteté de son développement et la sympathie discrète, qui n'exclut pas le jugement impartial pour le héros. Les renseignements sont puisés dans les œuvres mêmes de Théodore et surtout dans sa correspondance, dont l'auteur a fait un grand usage. Dans un récit de forme très simple, M^{me} Gardner nous raconte la vie entière de Théodore, les origines de sa vocation monastique et de sa réforme et les luttes soutenues par lui jusqu'à sa mort; tous les événements importants auxquels il fut mêlé, l'affaire des moechianistes, la querelle des images, les rapports de Constantinople avec l'Occident sont rappelés ou exposés avec un développement suffisant. L'apogée de l'influence des Studites semble être la période du règne de Michel Rhangabé. M^{me} Gardner suppose que Théodore ne fut pas étranger au rapprochement entre l'Orient et l'Occident que manifestent la lettre du patriarche Nicéphore au pape et surtout l'ambassade envoyée à Aix-la-Chapelle en 842. La réponse de Charlemagne, qui affirme la « fraternité » des deux empereurs et l'unité de l'Église catholique, est conforme aux aspirations des Studites. Si l'on admet l'hypothèse très vraisemblable de M^{me} Gardner, on aura l'explication de la seule inconséquence qu'ait jamais commise la chancellerie byzantine en accordant à Charlemagne le titre de βασιλεύς : Théodore aurait décidé l'empereur à sacrifier l'orgueil des traditions impériales à la cause de l'unité religieuse. Ce récit excellent est accompagné d'éclaircissements sur la règle de Stoudion, la correspondance et la doctrine théologique de Théodore, son œuvre hymnographique et enfin ses travaux de calligraphie (M^{me} Gardner lui attribue une part importante dans la diffusion de la minuscule, déjà adoptée par la chancellerie impériale). D'intéressantes illustrations font passer sous les yeux du lecteur les quelques vestiges qui subsistent de l'ancienne basilique de Stoudion. La lettre que Théodore aurait écrite à Casia est traduite et commentée (p. 226)³.

1. *Theodore of Studium. His life and times*. Londres, Arnold, 1905, in-8°, p. XII-284, index et illustrations.

2. *Les Moines de Constantinople*. M^{me} Gardner ne paraît pas connaître l'étude de Tougaard, *la Persécution iconoclaste d'après la correspondance de saint Théodore le Studite*. Paris, 1891.

3. On ne peut adresser à cet excellent exposé que quelques critiques de détail : aucune part n'est faite dans l'exposition de la Querelle des images au côté artistique de la question; ce qui rend entièrement fausse la comparaison

VI. HISTOIRE DE LA CIVILISATION. — M. KÜGENER a rassemblé des témoignages très curieux sur les brimades dont les étudiants nouveaux étaient l'objet dans les écoles d'Athènes, de Bérÿte et de Constantinople aux IV^e et V^e siècles ap. J.-C.¹. Ces textes montrent en outre le fonctionnement de corporations d'étudiants analogues à celles des universités allemandes. Cette étude est une contribution importante à l'histoire des mœurs scolaires de la société byzantine.

M. LE HARDY a traduit tous les textes relatifs à l'histoire des sanctuaires de Nazareth, du IV^e au XIX^e siècle². Les premiers renseignements que l'on ait sur l'histoire de ces sanctuaires sont dus au *De situ et nominibus locorum hebraeorum* d'Eusèbe, connu par la traduction de saint Jérôme. En suivant à travers les siècles l'histoire des églises de la Nutrition et de l'Annonciation ainsi que des légendes auxquelles elles ont donné lieu (la Casa santa de Lorette, etc...), l'auteur a été amené à écrire une véritable histoire des pèlerinages à Nazareth et en Palestine pendant le moyen âge et les temps modernes; des références renvoient aux textes originaux et aux dissertations critiques.

Le domaine de l'art byzantin est toujours l'objet d'un grand nombre d'études et de découvertes³. En quelques pages, remar-

entre Théodore de Stoudion et les puritains anglais du XVII^e siècle, c'est justement l'attachement des Studites à l'art religieux; à ce point de vue, les iconoclastes sont plus près des puritains que Théodore et ses disciples. — L'importance des canons disciplinaires de Nicée n'est pas montrée suffisamment: on y trouve déjà exposées la plupart des idées studites, probablement grâce à l'influence de l'abbé Platon. — Sur les rapports de Charlemagne avec Irène et le couronnement de l'an 800, voy. l'ouvrage si important de Kleinclauz sur l'empire carolingien. — M^{me} Gardner semble ignorer également les découvertes faites par M. Serruys de fragments iconoclastes dans les œuvres inédites de Nicéphore (voy. séances de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, mai 1903). — Enfin, puisque M^{me} Gardner a cru devoir suivre dans l'histoire les destinées des doctrines studites et prononcer le nom de Michel Cérulaire, il est surprenant qu'elle n'ait pas montré dans les doctrines hardies de ce patriarche et dans sa lutte avec Isaac Comnène la survivance de l'ardeur intransigeante de Théodore. Michel Cérulaire a voulu affranchir l'église grecque à la fois de la papauté et du gouvernement impérial (voy. mon *Schisme oriental* du XI^e s.).

1. *Les Brimades aux IV^e et V^e siècles de notre ère* (extrait de la *Revue de l'Université de Bruxelles*, février 1905).

2. *Histoire de Nazareth et de ses sanctuaires*. Paris, Lecoffre, 1905, in-12, p. xvi-235.

3. Nous ne pouvons que signaler aujourd'hui, en nous proposant d'y revenir, les nouvelles et importantes études de M. Strzygowski sur les origines orientales de l'art byzantin: *Mschatta*. Berlin, 1904. — *Eine alexandrinische Weltchronik*. Vienne, 1905. — *Die Miniaturen des serbischen Psalters*. Vienne, 1906.

quables par leur style vigoureux et leur dialectique serrée, M. G. MILLET a fait tenir un exposé complet des origines, des procédés, des transformations, des principes de cet art¹. Pour la première fois depuis l'ouvrage classique de M. Bayet, nous avons en France un manuel d'histoire de l'art byzantin; les résultats des découvertes de ces dernières années auxquelles M. Millet lui-même a pris une si large part y sont exposés d'une manière complète; l'auteur s'est arrêté au XII^e siècle. Parmi les pages les plus intéressantes, signalons celles qui sont relatives à l'iconographie, dont on trouve un exposé méthodique.

M. SCHLUMBERGER a lu sur le reliquaire en forme d'église conservé au trésor d'Aix-la-Chapelle une inscription non déchiffrée jusqu'ici et qui permet de déterminer la date de ce curieux monument, attribué tantôt au VII^e, tantôt au XII^e siècle². L'inscription donne le nom d' « Eustathios anthypatos, patrice et stratigos d'Antioche et de Lyandos ». Comme Antioche n'a appartenu à l'empire que de 965 à 1085 et que M. Schlumberger a pu dresser d'après les sceaux la liste des ducs d'Antioche de 1037 à 1085 sans y trouver le nom d'Eustathios, il s'ensuit qu'il faut placer la vie de ce personnage et la confection de son reliquaire à la fin du X^e ou dans la première moitié du XI^e siècle.

M. G. MILLET continue ses intéressantes *Recherches au mont Athos*³, qui formeront le commentaire de son recueil d'inscriptions et constitueront une véritable histoire archéologique des monastères de l'Athos. Nous reviendrons sur ces importantes publications.

Dans un coin d'une petite église de Salonique, on conserve un « epitaphios » byzantin dont M. MILLET donne la reproduction⁴ et qu'il appelle à bon droit « un chef-d'œuvre de la broderie byzantine ». Les scènes figurées sur ce monument représentent un motif iconographique des plus importants, la double communion des apôtres et l'ensevelissement du Christ. Par le caractère harmonieux de sa composition et la liberté de son dessin, le voile de Salonique représente une transformation de l'art byzantin, due probablement à une influence occidentale; son auteur a puisé aux mêmes sources que celui des mosaïques de Kabrié-Djami, récemment étudiées par M. Diehl.

M. OMONT a retrouvé dans le manuscrit grec 2832 de la Biblio-

1. *Histoire de l'art depuis les temps chrétiens*. T. I : *Des débuts de l'art chrétien à la fin de la période romane*. Paris, A. Colin, 1905, in-8°.

2. *L'Inscription du reliquaire byzantin en forme d'église du trésor d'Aix-la-Chapelle* (*Monuments Piot*. Extrait du 2^e fasc. du t. XII). Paris, Leroux, 1905, in-4°.

3. *Bulletin de correspondance hellénique*, t. XXIX, p. 55 et 105.

4. *Ibid.*, p. 259.

thèque nationale (Idylles de Théocrite, deuxième moitié du ^{xiv}^e siècle) deux peintures négligées jusqu'ici et qui représentent Dosiadès et Théocrite offrant à Apollon et à Pan leurs poèmes¹. Il y a là un exemple des plus curieux de la persistance des traditions antiques dans l'art byzantin. La reproduction de ces deux belles œuvres est donc un véritable service dont les historiens de cet art remercieront M. Omont.

M. KRUMBACHER a découvert dans un manuscrit de l'Escorial (Ψ-IV-22, s. XVI) 2,600 vers du poème de Digénis Acritas². Cette cinquième version, qui s'ajoute à celles déjà connues d'Andros, de Grottaferrata, d'Oxford et de Trébizonde, en diffère par son contenu aussi bien que par sa langue et apporte des éléments nouveaux à la question de Digénis Acritas. La fin paraît inspirée de chants populaires; la langue est encore plus éloignée des influences savantes que celle des versions déjà connues. Dans l'étude préliminaire, qui nous laisse espérer une nouvelle édition de l'épopée, M. Krumbacher conclut qu'aucune de ces cinq versions n'est antérieure au ^{xv}^e siècle; si la matière est probablement plus ancienne, la forme dans laquelle elle nous est parvenue date donc seulement de la fin de l'époque byzantine.

Le recueil des traditions populaires, dont M. POLITIS vient de publier les deux premiers volumes³, offre un intérêt de premier ordre pour l'étude des souvenirs et des conceptions politiques, religieuses, scientifiques que la période byzantine a laissées dans la mémoire du peuple grec. La langue de ces textes est essentiellement populaire et offre souvent de réelles difficultés de vocabulaire; mais au texte proprement dit est joint un second volume d'abondants commentaires et de rapprochements. Le recueil est divisé suivant les différents motifs qui se trouvent dans ces traditions : Histoire ancienne (à noter les récits de la bataille de Marathon, où les Perses se sont transformés en Turcs). — Constantinople et Sainte-Sophie (légendes relatives à la prise de Constantinople par les Turcs; deux versions de la messe interrompue par l'arrivée des barbares). — Cantons et localités. — Villes ruinées. — Empereurs, rois et princes du sang. — Géants et Grecs illustres (traditions relatives à Digénis Acritas). — Anciens monuments et marbres. — Anciens dieux et héros. — Le Christ et ses souffrances. — Saints. — Églises. — Le ciel, les

1. *Monuments Piot* (extrait du 1^{er} fasc. du t. XII). Paris, Leroux, 1905.

2. *Eine neue Handschrift des Digenis Akritas* (Sonderabdruck der Sitzungsberichte d. kgl. bayer. Ak.). Munich, 1904, in-8°, p. 309-356.

3. *Μελέται περὶ τοῦ βίου καὶ τῆς γλώσσης τοῦ ἑλληνικοῦ λαοῦ. Παραδόσεις*. Athènes, Sakellarios, 1904, 2 vol. in-8°, p. 1348.

astres et la terre. — Les météores. — Les mosaïques de marbre. — Plantes. — Animaux. — Bêtes fauves. — Dragons et serpents. — Ogres. — Trésors cachés et Maures. — Génies et lieux hantés. — Génies marins. — Charnodrakia. — Fantômes. — Anaskelades. — Néréides. — Sorcières. — Magiciens. — Le diable. — Revenants. — Cauchemars. — Maladies. — Les Parques. — Les morts et les âmes. — Charon. — Les causes. — Cette simple énumération montre la richesse du folk-lore hellénique et l'importance historique de ces textes. Il est intéressant de retrouver au milieu des différents apports dont se compose cette tradition la couche qui appartient à l'époque byzantine. Un troisième et dernier volume complètera ce monument, élevé en l'honneur de la littérature populaire.

VII. RAPPORTS AVEC L'EXTÉRIEUR. ORIENT. — Qu'est devenu l'hellénisme en Orient après Alexandre, à l'époque romaine et byzantine? M. CHAPOT, dans une étude très substantielle, conclut à sa faillite¹. Les Orientaux n'ont pas été assez souples pour en subir l'ascendant; la fusion rêvée par Alexandre a échoué. Si l'on trouve quelques traces superficielles de culture grecque chez les Parthes, on assiste, avec l'avènement des Sassanides, à une violente réaction contre l'hellénisme; les rapports de Chosroès I^{er} avec les savants grecs ne sont qu'une fantaisie de souverain; les églises arménienne et persane ont cessé d'être helléniques. L'Orient a donc été vainqueur de l'hellénisme, et l'empire byzantin, après avoir continué les traditions d'Alexandre, a dû renoncer à la lutte. Ces conclusions concordent bien avec celles auxquelles l'étude des monuments artistiques de l'Orient a conduit M. Strzygowski.

Il est difficile de séparer de l'histoire de l'Eglise grecque orthodoxe celle des Eglises autocéphales, nestorienne, jacobite, etc., qui se sont séparées d'elle aux IV^e et V^e siècles. Bien qu'elles aient de bonne heure substitué les langues araméennes au grec dans leurs liturgies et leurs littératures, ces églises n'en ont pas moins propagé en Orient une théologie imprégnée d'hellénisme, et elles relèvent à ce titre de la culture byzantine. Des publications importantes, telles que la *Collection des synodes de l'Eglise nestorienne*, éditée par M. CHABOT², permettent d'avoir une vue d'ensemble de l'activité des communautés chrétiennes d'Orient. C'est grâce à l'étude de ces textes déjà publiés et d'un grand nombre de témoignages encore inédits que M. J. LABOURT a pu exposer le développement du christianisme dans l'empire

1. *Les Destinées de l'hellénisme au delà de l'Euphrate* (extrait des *Mémoires de la Société des Antiquaires de France*, t. XLIII, p. 207-296).

2. *Synodicon Orientale* (Notices et extraits des manuscrits, t. XXXVII).

perse¹ et reconstituer l'histoire d'une église que des difficultés de toute sorte avaient rendue jusqu'ici inaccessible au public. Sans doute beaucoup d'incertitude règne encore, notamment dans les questions d'origine. M. Labourt a fait justice des légendes destinées à rattacher les débuts de l'Église orientale à l'âge apostolique et ceux du monachisme à l'époque de saint Antoine et de saint Pakhôme. Les principales dates de l'histoire ecclésiastique de la Perse sont fixées d'une manière très nette. Une première période (III^e-IV^e siècles) nous montre l'Église d'Orient organisée par des missionnaires syriens et indépendante de l'Église grecque, tant au point de vue de la langue liturgique que du dogme : aucun évêque persan ne participe au concile de Nicée, les évêques de Susiane et de Perse contestent l'autorité de l'évêque de Clésiphon, qui représente à leurs yeux la soumission au patriarcat d'Antioche, « les fils et les filles du pacte » ne doivent rien au monachisme égyptien, la discipline pascale diffère de celle des Grecs et garde les traditions de la pâque juive. Cet état d'autonomie cessa au début du V^e siècle; après la terrible persécution de Sapor II, qui dura près de quarante ans (340-379), Marouta, évêque de Martyropolis en territoire romain, dirigea la réorganisation de l'Église persane, qui eut lieu au concile de Clésiphon en 410. Les doctrines de Nicée furent reçues officiellement, mais en 484 eut lieu l'événement qui devait décider de l'avenir de l'Église persane, l'arrivée en Perse des nestoriens expulsés de l'empire byzantin à la suite de la réaction monophysite de Zénon. Après la fermeture de l'école des Perses à Édesse, Bar-Sauma, évêque de Nisibe, en recueillit les débris, et l'école fondée par lui dans sa ville épiscopale devint la forteresse du nestorianisme persan. La nouvelle doctrine avait l'avantage d'affranchir les Perses de toute dépendance vis-à-vis de Constantinople et de désarmer l'esprit soupçonneux des Sassanides à l'égard de leurs sujets chrétiens; aussi le dogme des deux natures, dont la propagande fut même favorisée par le pouvoir civil, resta, malgré quelques tentatives passagères (schisme de Henana à Nisibe, création d'évêchés jacobites au VI^e siècle), la doctrine fondamentale de l'Église d'Orient. M. Labourt a étudié, et c'est la partie la plus originale de son livre, l'histoire intérieure de cette église à partir de cette époque. Elle offre le spectacle curieux d'une église à peu près indépendante du pouvoir séculier. Malgré le régime un peu rude auquel la soumirent parfois les Sassanides

1. *Le Christianisme et l'empire perse sous la dynastie sassanide (244-632)* (Bibliothèque de l'enseignement d'histoire ecclésiastique). Paris, Lecoffre, 1904, in-8°, p. XIX-372.

et des schismes assez nombreux, l'Église nestorienne montra une telle vitalité que ses progrès inquiétèrent sérieusement les mazdéens. A sa tête le catholicos vicaire du Christ a seul la plénitude du pouvoir spirituel; les métropolitains qui lui sont soumis exercent eux-mêmes une surveillance sur les évêques; les grandes écoles de Nisibe et de Séleucie assurent le recrutement et l'instruction théologique du clergé, tandis que de petites écoles répandues dans les villes et les simples villages maintiennent dans le peuple l'orthodoxie nestorienne; depuis le VI^e siècle, grâce à saint Abraham, la Perse connaît le monachisme sous sa forme égyptienne, mais les moines, très nombreux, surtout dans le nord, restent soumis entièrement à la juridiction épiscopale. Le dogme nestorien est développé dans un sens plutôt modéré et qui le rapproche des doctrines de Chalcédoine; le traité inédit de Babai le Grand, dont l'auteur a pu, grâce à M. Chabot, donner des extraits, représente cette orthodoxie nestorienne du VII^e siècle. Enfin, dès cette époque, la propagande religieuse s'exerce dans les pays patens; des évêchés sont fondés à Hira, dans l'Arabie persane, à Merv, en territoire transcaspien, à Hérat, en Afghanistan. On voit par cet aperçu quelles sont la nouveauté et l'importance des matières traitées par M. Labourt. Quelques questions cependant se posent encore, dont la solution éclairerait bien des points de l'histoire byzantine: comment était organisé le culte de ces églises, quels rapports leur liturgie présentait-elle avec celle des Grecs et quelle position l'Église nestorienne avait-elle prise dans la question des images? Espérons que de nouvelles recherches donneront satisfaction à ces desiderata.

Dans sa thèse latine sur Timothée I^{er}, patriarche des nestoriens (728-823)¹, M. LABOURT étudie une autre période non moins intéressante de l'histoire ecclésiastique de l'Asie. Nous retrouvons l'Église d'Orient sous la domination arabe; son territoire a été amoindri, surtout au sud, par la propagande musulmane. En revanche, la conquête arabe, à laquelle elle n'avait pas été défavorable, lui a ouvert un champ illimité. Après l'installation des Arabes en Syrie, la propagande nestorienne, sévèrement arrêtée par le gouvernement byzantin, a pu pénétrer dans cette province; des évêchés nestoriens se sont fondés à Jérusalem, à Alep, à Damas et jusqu'en Arménie; grâce aux rapports de commerce, des communautés analogues ont été créées dans les ports de l'Inde; enfin sous Timothée, un khan des Tures se

1. *De Timotheo I Nestorianorum patriarcha (728-823) et christianorum orientatum condicione sub chalifis Abbasidis*. Paris, Lecoffre, 1904, in-8°, p. xiv-88.

fait chrétien; Merv, Hérat, Samarcande ont des métropolitains, et c'est au début de son pontificat, en 784, qu'est rédigée la curieuse inscription bilingue de Si-ngan-fou qui donne le récit de l'introduction du christianisme dans le Turkestan chinois au début du VII^e siècle; le Thibet et la Mongolie sont même entamés par la propagande chrétienne. Le nestorianisme a donc conservé sous les Arabes toute sa vitalité; les médecins et les scribes nestoriens sont auprès de leurs maîtres, les califes abbassides, des protecteurs attirés de leurs frères. Beaucoup, il est vrai, abusent de cette autorité pour intervenir dans les affaires de leur église, et le récit peu édifiant de l'élection de Timothée nous montre la survivance des rivalités entre les évêques du sud et le siège patriarcal, ainsi que l'intervention du pouvoir séculier dans la vie ecclésiastique. Enfin, par les traductions syriaques des principales œuvres sacrées ou profanes des Grecs, les nestoriens ont propagé indirectement l'hellénisme dans l'empire des Abbassides, et leur action n'a pas été sans importance sur les origines de la science musulmane. M. Labourt a montré fort heureusement, par les traits qu'il a rassemblés, toute l'importance de ce rôle historique.

Parmi les églises autocéphales de l'Orient au moyen âge, l'église arménienne apparaît comme une des plus importantes. Ce n'est pas une histoire complète de cette église que M. TER-MINNASIANZ s'est proposé d'écrire, mais il l'a considérée à un point de vue très spécial, celui de ses rapports avec l'église de Syrie¹. Le livre a donc le caractère d'une thèse dont les conclusions seraient défavorables à l'hellénisme. L'auteur a rassemblé, critiqué et traduit tous les textes arméniens ou syriaques qui ont trait à ces rapports religieux, et il aboutit à montrer que l'église arménienne est véritablement la fille des églises de langue araméenne avec lesquelles elle n'a cessé d'être en contact jusqu'à la fin du moyen âge. A travers les légendes qui obscurcissent les origines, on aperçoit Édesse comme le point de départ de la propagande chrétienne en Arménie. Un certain Daniel le Syrien a précédé saint Grégoire l'Illuminateur et on en fait à tort son disciple. Dès le IV^e siècle, la double influence hellénique et syriaque se montre en Arménie. A la fin de ce siècle, peut-être sous l'action de la conquête persane, l'influence syriaque l'emporte, mais les Arméniens savent garantir leur nationalité contre tout danger d'absorption. Au début du V^e siècle, saint Mesrop crée l'alphabet arménien et commence avec ses disciples la traduction dans la langue

1. *Die armenische Kirche in ihren Beziehungen zu den Syrischen Kirchen* (Texte und Untersuchungen zur Geschichte der altchristlichen Litteratur von Gebhard und Harnack). Leipzig, Hinrichs, 1904, in-8°, p. XII-212.

nationale de la Bible syriaque et des pères de l'église. Cette action syriaque ne fut pas d'ailleurs d'une continuité parfaite et l'auteur a dû signaler, sans insister peut-être assez, les retours de l'influence hellénique au ^v^e siècle. Un problème important est celui de l'introduction des doctrines monophysites en Arménie. Sans le résoudre entièrement, M. Ter-Minnasiantz a recueilli des faits nouveaux de grand intérêt. Les circonstances politiques et surtout la persécution des Perses avaient détourné l'église arménienne jusqu'au ^{vi}^e siècle des controverses dogmatiques. Brusquement, en 506, au concile de Dwin (la date et le lieu du concile ont été placés à tort en 494), les évêques arméniens rejettent les doctrines de Chalcédoine, acceptent l'Hénoticon et rédigent les « Lettres aux orthodoxes de Perse » qui condamnent le nestorianisme. A cette époque, l'Hénoticon avait encore une valeur légale dans l'empire byzantin, mais M. Ter-Minnasiantz voit surtout dans le concile de Dwin le résultat de la propagande des évêques syriens qui se réfugient en Arménie pour fuir la persécution des nestoriens persans et sont accueillis favorablement par le catholicos Nersès II. L'accord ne fut d'ailleurs jamais complet entre les Syriens et les Arméniens. Tandis que le célèbre Jacob Baradäus (vers 543) organisait l'église monophysite de Syrie et y installait les doctrines de Sévère d'Antioche, l'église arménienne condamnait Sévère et acceptait la théorie de Julien d'Halicarnasse et des « aphartodocètes ». Les usages particuliers des Arméniens, emploi des azymes, vin pur dans le calice, célébration de la Nativité le 6 janvier en même temps que l'Épiphanie, etc..., paraissent aux Syriens des vestiges de judaïsme ou d'hérésie. L'auteur a négligé de noter qu'au ^{xr}^e siècle ces moyens sont attaqués à la fois par les Syriens et par le patriarche de Constantinople, Michel Cérulaire, qui fait composer au sujet des azymes par le moine Nicétas Stetathos un traité « contre les Latins et les Arméniens ». Malgré ces difficultés, les rapports continuèrent à être fréquents entre l'Arménie et la Syrie; elles semblent avoir eu jusqu'à la fin du moyen âge le sentiment de la solidarité qui les unissait en face de l'hellénisme, et ce fut cette cohésion qui rendit vaines toutes les tentatives de rapprochement spirituel entre l'Arménie et Byzance (voy. surtout les négociations de 1172 sous Manuel Comnène que l'auteur étudie d'après le récit de Barhebræus; l'entente entre le patriarche jacobite Michel le Grand et le catholicos Nersès forme une barrière infranchissable aux entreprises des Grecs). M. Ter-Minnasiantz a donc véritablement renouvelé l'histoire de l'église d'Arménie, et, malgré la sympathie très visible qu'il manifeste pour la culture araméenne, il a fait œuvre utile et impartiale. Il faut cependant, pour comprendre l'histoire ecclésiastique de l'Ar-

ménie, compléter cette lecture par celle de l'ouvrage de Ter-Mikelian sur les rapports entre l'Arménie et l'église grecque.

L'étude de M. GOETZ sur l'histoire du droit canon en Russie permet de saisir l'action profonde exercée par Byzance sur l'église russe¹. La première partie est une traduction en allemand du cours de M. PAVLOV sur l'histoire du droit ecclésiastique russe; on y voit étudiées successivement les trois périodes de l'histoire ecclésiastique de Russie : subordination complète au patriarcat de Constantinople (XI^e-XV^e siècles), période du patriarcat de Moscou (XV^e-XVIII^e siècles) et enfin mainmise complète de l'administration impériale sur l'Église. On lira avec fruit l'histoire du développement de ce droit canon qui tire ses origines de Constantinople. La discussion de l'authenticité des statuts de Vladimir et de Iaroslav est un modèle d'analyse critique. M. Pavlov démontre que ces deux textes ont été rédigés dans leur forme actuelle à une époque postérieure, mais qu'ils sont l'image fidèle de la constitution ecclésiastique établie au XI^e siècle sous l'influence grecque, et avec des égards aux conditions spéciales de la société russe : les règlements de Iaroslav en particulier, probablement antérieurs à ceux de Vladimir, nous offrent l'image fidèle de cette société au lendemain de sa conversion au christianisme. D'autre part, les nombreuses « réponses » envoyées à des consultations par les patriarches de Constantinople permettent de suivre l'action byzantine sur la formation du droit canon en Russie; on voit même un empereur, Jean Cantacuzène, intervenir dans les affaires de l'église russe (p. 57). M. Goetz a ajouté aux chapitres de M. Pavlov une excellente bibliographie et, dans la deuxième partie de l'ouvrage, il a édité lui-même trois des plus anciens monuments canoniques de Russie : 1^o les réponses du métropolite Jean au moine Jacob (il s'agit de Jean II, métropolite de Kiev, 1080-1089); 2^o les questions de Kirik, Sabbas et Élias, avec les réponses de Niphon, évêque de Novgorod (1136-1156); 3^o les exhortations d'Élias-Jean, archevêque de Novgorod (1166). Le premier document est donné dans ses deux versions grecque et russe, les deux derniers sont en russe. Au texte sont joints une traduction allemande et des commentaires critiques : M. Goetz indique avec beaucoup de soin les sources grecques et quelquefois occidentales (discipline pénitentielle de Kirik) du droit russe. Ces monuments offrent un témoignage de premier ordre sur la persistance du paganisme et de la sorcellerie (p. 125, 244), sur le déve-

1. *Kirchenrechtliche und kulturgeschichtliche Denkmäler Altusslands nebst Geschichte des russischen Kirchenrechts* (Kirchenrechtliche Abhandl. von U. Stutz, 18 und 19 Heft). Stuttgart, Enke, 1905, in-8°, p. x-403.

loppement du culte des images et des reliques, sur la condition précaire des églises dans certaines contrées (p. 484), sur la défiance et l'hostilité que l'église russe témoigne dès l'origine aux Latins (p. 424, 224, on leur applique la même législation qu'aux hérétiques; p. 438, interdiction du mariage entre eux et des princesses orthodoxes, ce qui est une condamnation peu déguisée de la politique matrimoniale d'Iaroslav).

VIII. RAPPORTS AVEC L'EXTÉRIEUR. OCCIDENT. — Le livre de M. S. KELLER sur les sept juges palatins de Rome à l'époque byzantine¹ apporte des renseignements précieux sur les origines du gouvernement pontifical et l'influence exercée par les institutions byzantines sur sa formation. Cette institution n'a été étudiée que par Galletti en 1776; son livre, quoique bien imparfait, a servi de source à la plupart des historiens des institutions. C'est au temps du pape Damase (366-384) qu'en face du *praefectus Urbi* apparaît une cour pontificale dont les possessions de l'église romaine, la multiplicité des affaires, la nécessité de la représentation rendent l'utilité incontestable. Les « *judices palatini* » sont organisés sur le modèle des dignitaires du palais impérial; le début de leur activité coïncide avec le mouvement juridique des décrétales; dès l'origine, ils appartiennent à l'aristocratie romaine et, bien qu'élevés au grade de sous-diacres, ils sont mariés et ont un caractère purement laïque. Avec les invasions du v^e siècle, on assiste à la ruine de ce premier gouvernement pontifical : le relèvement commence avec Théodoric et les juges palatins reparaissent. Leurs progrès semblent cependant avoir été enrayés par Grégoire le Grand qui, malgré sa naissance aristocratique, préféra confier le pouvoir à des subalternes plus enclins à l'obéissance que les nobles et parvint à écarter les laïques de l'administration pontificale; dans sa correspondance si étendue, les juges palatins ne sont même pas mentionnés, et il est possible qu'il ait cherché à supprimer leurs charges. Mais les réformes de Grégoire le Grand, en particulier celle des *cubicularii*, ne devaient guère lui survivre. Après lui commence la véritable période d'activité des juges palatins et l'invasion des charges pontificales par les représentants de l'aristocratie romaine. Les *Ordines Romani*, les formules, le *Liber Pontificalis*, etc..., ont permis à M. Keller de préciser les attributions et de montrer toute l'influence des juges palatins. Ils ont d'abord un rôle extérieur dans les processions, où ils escortent le pape, dans les cérémonies liturgiques, dans les conciles romains, où ils sont à la

1. Die sieben römischen Pfalzrichter im byzantinischen Zeitalter (Kirchenrechtl. Abh. von Stutz, 12 Heft). Stuttgart, Enke, 1904, in-8°, p. x-155.

fois maîtres des cérémonies et secrétaires. Chacun d'eux exerce en outre son activité dans un domaine spécial : le *primicerius* et le *secundicerius notariorum* dirigent les archives, la bibliothèque, la chancellerie; le *nomenclator* est ministre des grâces; l'*arcarius* administre le trésor monnayé qui provient des revenus des patrimoines; le *sacellarius* recueille le produit des offrandes; le *primicerius* et le *secundicerius defensorum* sont à la fois chefs de la justice et de l'assistance publique. Leur rôle est plus important encore pendant la vacance du pontificat : le *primicerius notariorum* fait partie, avec l'archidiaque et l'archiprêtre, des *servantes locum sanctae sedis* qui agissent à la place du pape et ont un pouvoir sans contrôle. Les juges palatins paraissent avoir pris une part exceptionnelle aux élections des VII^e et VIII^e siècles, notamment en 687 et en 704. M. Keller voit en eux les représentants du parti national romain qui, après la rupture avec Byzance, organisa la *respublica romana*. Lorsqu'en 743 Grégoire II, ancien sacellaire, fut élu pape, ce parti sembla arrivé au pouvoir : en fait, ni Grégoire ni ses successeurs n'étaient disposés à mettre la papauté sous la tutelle de cette aristocratie. Les juges palatins continuent à exercer leur pouvoir sous les Carolingiens et les empereurs germaniques, puis disparaissent pour faire place aux cardinaux¹.

M. OMONT a publié une notice sur une des reliques les plus vénérables des rapports entre la France et l'empire byzantin² : il s'agit du manuscrit de saint Denys l'Aréopagite, offert de la part de Michel le Bègue à Louis le Débonnaire par l'ambassade qui vint le trouver à Compiègne en 827 (Bibl. nat., ms. grec 437). De tous nos manuscrits grecs, c'est « sans doute celui qui est depuis le plus longtemps en France ». Après avoir établi la date exacte de son arrivée, M. Omont fait l'histoire de ce précieux monument.

1. M. Keller a recueilli tous les noms connus des *judices palatini* du VI^e au VIII^e siècle. — P. 51 : l'auteur semble affirmer qu'il n'y eut pas de costume ecclésiastique avant Justinien : ce n'est probablement pas sa pensée. — P. 59 : la conclusion d'après laquelle le clergé s'abstint de venir recevoir Théodoric à Rome paraît risquée et peu conforme aux habitudes de l'époque. Du moment que le pape figurait à la cérémonie, il est impossible d'admettre qu'il n'y eût pas autour de lui des représentants du clergé. — P. 153 : l'auteur attache trop d'importance à la nationalité orientale des papes; leur élection même après Grégoire II montre que les Romains ne faisaient guère attention à cette circonstance, sans quoi, brouillés avec l'empereur, ils eussent élu des Romains.

2. *Manuscrit des œuvres de saint Denys l'Aréopagite envoyé de Constantinople à Louis le Débonnaire en 827* (extrait de la *Revue des Études grecques*, t. XVII, 1904).

Le premier volume de l'*Histoire du schisme des deux églises*¹, de M. KREMOS, constitue moins une œuvre d'histoire qu'un plaidoyer très partial dans lequel apparaît clairement le point de vue auquel certains Grecs orthodoxes se placent encore actuellement pour juger l'Occident. Les Romains ont été, depuis la plus haute antiquité, « les mauvais génies de l'hellénisme ». Les papes ont hérité de leur amour de la domination et continué contre l'hellénisme leur politique d'agressions et de violences, mais à aucune époque de son histoire l'Église orthodoxe n'a franchement reconnu leur autorité. Les empereurs iconoclastes sont les sauveurs de l'hellénisme, tandis que les Studites sont flétris comme des traîtres. Tels sont quelques-uns des paradoxes qui remplissent ce volume, auquel l'absence de toute référence et de toute bibliographie ne contribue pas à donner un caractère scientifique.

LOUIS BRÉHIER.

1. Ιστορία του σχίσματος τῶν δύο ἐκκλησιῶν Ἑλληνικῆς καὶ βωμαϊκῆς ... Τομὸς Α' Ἀπ' ἀρχῆς μεχρὶ Φωτίου. Athènes, Saliveros, 1905, in-8°, p. 526.

BELGIQUE.

(1902-1903.)

2^e article¹.

On a fait usage en 1904, dans un procès retentissant, d'une lettre de Léopold I^{er} à M. d'Hoffschmidt, dans laquelle le roi jugeait défavorablement Firmin Rogier, son ministre à Paris, à propos de la confiscation des biens de la famille d'Orléans par Napoléon III. M. E. DISAILLES² a prouvé par des documents authentiques combien cette appréciation était injuste.

La *Revue historique* a rendu compte³ du recueil d'articles de revues consacrés par M. M. WILMOTTE⁴ au « passé libéral, au présent clérical et à l'avenir socialiste ». Nous nous bornerons donc à citer ce livre élégamment écrit, en regrettant qu'il n'ait pas tenu ce que promettait le titre, car nous n'y trouvons pas l'histoire de l'évolution des idées politiques, et bien des chapitres que l'on tiendrait à y voir manquer, ou sont par trop écourtés, notamment l'exposé de la revision constitutionnelle avec ses antécédents.

En dépit du caractère quelque peu superficiel et dithyrambique de l'œuvre, on lira avec utilité, et non sans charme, les études réunies sous le titre d'*Entretiens sur la Belgique contemporaine*⁵.

Les amis de M. Paul Fredericq lui ont offert en 1904 un recueil

1. Voy. *Rev. hist.*, t. XCI, p. 126.

2. *Une page d'histoire contemporaine. Janvier 1852* (*Bull. de la Classe des lettres de l'Acad. royale de Belgique*, 1904, p. 383-500).

3. Voy. *Rev. hist.*, t. LXXX, p. 363.

4. *La Belgique morale et politique, 1830-1900*. Bruxelles, Weissembruch, 1902, in-18, 355 p.

5. Bruxelles, Larcier, 1904, in-8°, 310 p. — Voici les auteurs et les sujets traités : L. Hennebicq, *Petite et Grande Belgique*. — P. Spaak, *la Belgique et l'art*. — H. Jaspas, *la Belgique au point de vue moral*. — C. Gheude, *la Belgique et le Folk-lore*. — J. Des Cressonnières, *la Belgique et le Droit*. — T. Braun, *la Belgique et l'Église*. — P. Jamar, *la Belgique et le Barreau*. — M. Duvivier, *la Belgique et l'expansion coloniale*. — L. Hennebicq, *l'Expansion économique et la patrie belge*. — F. Ninauve, *la Belgique et l'esprit belge*. — P.-E. Janson, *la Belgique et les partis politiques*. — L. de Landtsheere, *la Belgique et la philosophie*.

de dissertations¹ dont la plupart ont trait à l'histoire de Belgique. La *Revue historique*² en a donné la liste au moment de la publication.

HISTOIRE MILITAIRE. — M. J. KAISIN³ a eu la patience de relever les opinions de tous les auteurs qui, depuis le xiv^e siècle, ont parlé de la fameuse défaite infligée aux Nerviens par Jules César, mais il s'abstient de les apprécier, et se rallie à ceux qui placent le théâtre de la bataille à Presles en Hainaut. Il n'invoque d'ailleurs aucun argument nouveau : la tradition lui suffit. Son labeur considérable aboutit à un bien mince résultat.

On trouvera dans le livre de M. E. DOGNÉE⁴ des recherches sur l'histoire des Germains à l'époque de César et d'Auguste, une étude archéologique sur le cénotaphe du centurion Marcus Cœlius, conservé au musée de Bonn, et une dissertation sur les récompenses militaires à Rome.

L'étude de M. V. FRIS⁵ sur la bataille de Courtrai est une œuvre définitive. Après avoir fait passer les documents au crible d'une critique sévère, l'auteur rend compte de l'organisation et de la force des armées en présence, et décrit soigneusement l'action ; il complète son travail par d'abondantes indications biographiques et bibliographiques.

M. E. CRUYPLANTS⁶ a écrit, d'après les manuscrits du major de Maugeer, l'histoire, richement illustrée, d'un régiment belge qui se distingua au service de l'Empire français.

Nous devons au même spécialiste une bonne brochure de vulgarisation⁷ sur la décadence de la monarchie napoléonienne à partir des traités de 1809.

Les études d'histoire militaire de M. L. NAVEZ⁸ ont été réunies en volume⁹. A noter spécialement la critique à laquelle il soumet les

1. *Mélanges Paul Fredericq. Hommage de la Société pour le progrès des études philologiques et historiques.* Bruxelles, Lamertin, 1904, in-8°, 375 p.

2. *Voy. Rev. hist.*, t. LXXXVII, p. 214.

3. *Notre opinion sur la bataille de Presles.* Charleroi, 1902, in-8°, 309 p. (tiré à part des *Documents et rapports de la Soc. paléontol. et archéol. de Charleroi*, t. XXVI).

4. *Un officier de l'armée de Varus.* Bruxelles, Lebègue, 1902, in-8°, 226 p.

5. *La Bataille de Courtrai (De slag bij Kortrijk).* Gand, Siffer, 1902, in-8°, 394 p.

6. *Histoire illustrée d'un corps belge au service de la République et de l'Empire. La 112^e demi-brigade.* Bruxelles, Spineux, in-4°, 423 p.

7. *De Wagram à Waterloo.* Bruxelles, Lamberty, 1904, in-12, 84 p.

8. *Les Champs de bataille de la Belgique. I : Depuis la bataille de Courtrai jusqu'à la campagne de 1815 ; II : les Quatre Bras, Ligny, Waterloo et Wavre.* Bruxelles, Lebègue, 1902-1903, 2 vol. in-8°, 367 et 423 p.

9. *Voy. Rev. hist.*, t. LXXI, p. 337 ; t. LXXXI, p. 133.

ouvrages de Thiers, de Charras et de Houssaye, et sa conclusion : le véritable vainqueur à Waterloo ne fut ni Blücher ni Wellington, mais Gneisenau.

M. L. Navez a donné comme complément à l'œuvre précédente une curieuse dissertation¹ sur les événements de la malheureuse campagne de Belgique en 1831.

Les travaux de M. L. VAN NECK² valent surtout par l'illustration. Ce sont des recueils iconographiques intéressants.

HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE. — Il résulte des recherches de M. G. SIMENON³, sur le nombre et la condition des serfs appartenant à la grande abbaye liégeoise de Saint-Trond, que, vers le milieu du XIII^e siècle, ce nombre s'élevait à près de 4,200. Cent ans plus tard, tous étaient affranchis.

M. PIRENNE⁴ a pu établir le chiffre de la population d'Ypres durant le XV^e siècle, grâce aux dénombrements conservés dans les archives de cette ville. Se fondant sur des faits recueillis à Ypres, à Nuremberg et à Francfort, il observe une proportion constante entre l'intensité de la vie industrielle et la faible densité des ménages, et arrive à des conclusions fort intéressantes pour la statistique sociale.

M. G. DES MAREZ⁵ étudie d'une manière complète la vie corporative dans la ville de Bruxelles pendant la période de crise et de transformation que fut le XV^e siècle. Il résulte de cette œuvre solide que les corporations ne connurent aucune époque de parfaite prospérité : lorsqu'elles eurent triomphé de l'hostilité du patriciat, elles succombèrent sous le poids des charges publiques.

Le même historien-économiste nous a fait connaître les luttes ardentes auxquelles donna lieu l'existence, dans la ville de Bruxelles,

1. *Louvain, 12 août 1831*. Bruxelles, Lebègue, 1905, in-8°, 80 p.

2. *Waterloo illustré*. Bruxelles, Lamberty, 1903, in-8°, 205 p. — *1830 illustré. Avant, pendant et après la Révolution*. Bruxelles, Lamberty, 1902, in-8°, 179 p.

3. *Le Servage à l'abbaye de Saint-Trond*. Bruxelles, Schepens, 1903, in-8°, 136 p.

4. *Les Dénombrements de la population d'Ypres au XV^e siècle, 1412-1506. Contribution à la statistique sociale du moyen âge*. Leipzig, Hirschfeld, 1903, in-8°, 32 p. — Nous devons signaler aussi du même auteur : *Une crise industrielle au XVI^e siècle. La draperie urbaine et la « nouvelle draperie » en Flandre*. Bruxelles, Hayez, 1905, in-8°, 31 p. (tiré à part du *Bull. de la Classe des lettres de l'Acad. royale de Belgique*, 1905).

5. *L'Organisation du travail à Bruxelles au XV^e siècle*. Bruxelles, Lamer-tin, 1904, in-8°, 520 p. (*Mém. couronnés de l'Acad. royale de Belgique*, t. LXV).

d'un quartier fort restreint, mais très peuplé, soustrait par privilège à la réglementation industrielle¹.

La curieuse dissertation de M. J. LAENEN² nous apprend que le *xv^e* siècle fut en Belgique un siècle d'or pour les usuriers, tandis qu'au *xiv^e* les prêteurs à intérêt étaient fort malmenés; ce revirement s'explique par les nécessités du commerce et les constants besoins d'argent des princes.

C'est du prêt à intérêt en Allemagne que traite le substantiel mémoire de M. VAN ROEY³. En dépit des condamnations prononcées par les théologiens du moyen âge, les nécessités économiques finirent par l'emporter.

Nous devons citer ici l'histoire très complète du métier des merciers d'Anvers par M. E. GRUDENS⁴, composée d'après les archives de la corporation.

M. V. BRANTS⁵ a extrait de la correspondance des ambassadeurs et des consuls d'Espagne en Hollande des détails très neufs qui jettent un singulier jour sur les mœurs commerciales du *xvii^e* siècle.

Un critique très compétent a rendu compte dans la *Revue historique*⁶ de l'important ouvrage de M. M. HUISMAN⁷ sur l'histoire peu connue de la Compagnie d'Ostende, en remontant jusqu'au traité de Munster. Nous ne pouvons que nous rallier à ses appréciations élogieuses.

1. *Le Borgendael à Bruxelles dans sa lutte contre l'industrie privilégiée*. Bruxelles, Lamertin, 1903, in-8°, 39 p. (tiré à part de la *Revue de l'Université de Bruxelles*, t. IX).

2. *Usuriers et Lombards dans le Brabant au XV^e siècle*. Anvers, de Backer, 1904, in-8°, 25 p. (tiré à part du *Bull. de l'Acad. d'archéol. de Belgique*). — Nous citerons du même auteur une étude intéressante sur une Mutualité malinoise qui exista de 1257 à la chute de l'ancien régime : *Le Tronc des malades dans le métier des forgerons à Malines (De Ziekenbus van het Smedensambacht te Mechelen)*. Malines, Dessain, 1904, in-8°, 30 p. (tiré à part du *Bull. du Cercle archéol. de Malines*, t. XIV).

3. *Le « Contractus germanicus » ou les controverses sur le 5 % au XVI^e siècle en Allemagne*. Louvain, Ch. Peeters, 1902, in-8°, 46 p. (tiré à part de la *Revue d'hist. ecclési.*, t. III).

4. *Le Chef-métier des merciers (Het hoofdambacht der Merceniers)*. Anvers, Delamontagne, 1903-1904, 3 vol. in-8°, vi-340, viii-652, xiv-182 p.

5. *Une page de sémétisme diplomatique et commercial. Incidents de la vie d'Amsterdam au XVII^e siècle, d'après des pièces inédites (Bull. de la Classe des lettres de l'Acad. royale de Belgique, 1905, p. 573-598).*

6. T. LXXXIII, p. 165.

7. *La Belgique commerciale sous l'empereur Charles VI. La Compagnie d'Ostende. Étude historique de politique commerciale et coloniale*. Bruxelles, Lamertin, 1902, in-8°, 556 p.

Un minutieux dépouillement des registres paroissiaux de Saint-Nicolas a permis à M. G. WILLEMSSEN¹ de déterminer d'une manière assez précise le mouvement de la population dans cette ville pendant le *xvii*^e et le *xviii*^e siècle; il a cherché à en expliquer les fluctuations par les famines, les maladies et les guerres dont la région waasienne a si fréquemment souffert à cette époque, et surtout pendant le règne de Louis XIV.

Le volumineux recueil de M. le baron GUILLAUME² abonde en renseignements utiles pour l'histoire économique, diplomatique, politique et technique, le tout d'après des documents très complets, puisés aux meilleures sources. On y trouvera notamment un exposé détaillé des négociations qui aboutirent à l'affranchissement de l'Escaut en 1863. Le rôle de notre diplomatie y est bien mis en lumière, et l'on peut se rendre un compte exact des services éminents rendus à la Belgique par le baron Lambermont et ses collègues.

M. P. MICHOTTE³ a consacré son premier livre à retracer l'histoire des idées et des théories économiques qui ont eu cours dans notre pays durant les cinquante-six premières années de son existence, c'est-à-dire depuis 1830 jusqu'à l'explosion des désordres de 1886. Chaque page nous révèle des choses inconnues ou tombées dans l'oubli, comme, par exemple, le projet de loi de 1849, qui était presque l'équivalent de nos lois ouvrières de l'heure présente. La seconde partie est une étude approfondie, mais insuffisamment objective, des travaux de nos économistes les plus en vue : Quetelet, de Molinari, Ch. de Brockere, F. Huet, Émile de Laveleye, Ch. Périn, Dupectiaux, etc.

MM. J. DESTREE et E. VAN DER VELDE⁴ ont donné une nouvelle édition du livre de propagande qui a été analysé dans un de nos précédents bulletins⁵.

Synthèse de deux essais que l'Académie royale de Belgique, en les couronnant, avait exprimé le vœu de voir fondre en un seul; lentement remanié par le survivant des deux écrivains, l'ouvrage de

1. *Étude sur la démographie d'une commune du plat-pays de Flandre aux XVII^e et XVIII^e siècles*. Anvers, de Backer, 1904, in-8°, 93 p. (tiré à part des *Annales de l'Acad. d'archéol. de Belgique*, 5^e série, t. VI).

2. *L'Escaut depuis 1830*. Bruxelles, Castaigne, 1903, 2 vol. in-8°, 454 et 565 p.

3. *Étude sur les théories économiques qui dominèrent en Belgique de 1830 à 1886*. Louvain, Peeters, in-8°, xxii-472 p.

4. *Le Socialisme en Belgique*. Paris, Giard, 1902, in-12, 498 p.

5. *Voy. Rev. hist.*, t. LXXI, p. 339.

MM. L. HAMANDE et F. BURNY¹ comprend une histoire des caisses d'épargne belges et un examen de leurs principes, une série de monographies de ces institutions et de copieuses recherches statistiques. De là une double valeur, documentaire et doctrinale.

M. L. BERTRAND² a écrit une apologie du parti socialiste belge en deux gros volumes fortement documentés et abondamment illustrés. Il vise surtout à mettre en relief les résultats économiques obtenus par les « Maisons du Peuple ». L'historien y trouvera certaines indications utiles, mais il fera bien de les contrôler de très près.

La monographie de M. G. VAN OVERBERGH³, bien que l'auteur ait étudié la fameuse grève de 1902 avec des préoccupations d'économiste, a aussi une importance historique. On y trouve exposés, avec beaucoup de précision, la forme de la grève, sa méthode, son but et ses résultats; de même les principaux discours et écrits qui ont préparé les troubles.

Nous devons à M. L. VARLEZ⁴ une enquête très sérieusement conduite sur les salaires que reçoivent à Gand les ouvriers des industries cotonnière et linière. Elle est précédée de l'historique de la question dans la ville de Gand, depuis les origines, et suivie de recherches sur les éléments constitutifs du salaire et sur le budget de la famille ouvrière.

Le P. PEROUY⁵ s'est aussi livré à une enquête minutieuse afin de rassembler les éléments d'une monographie complète de la profession de typographe à Bruxelles. Son livre est à la fois un manuel technique et un travail d'histoire; il passe en revue le travail et la législation qui le régit, depuis l'introduction de l'imprimerie à Bruxelles par les Frères de la vie commune, vers la fin du xv^e siècle jusqu'au xix^e. L'auteur nous fournit en même temps des aperçus très clairs sur toutes les grandes questions économiques actuellement agitées.

Deux grandes familles industrielles, les Warocqué et les Guinotte, ont travaillé activement depuis un siècle à l'amélioration du sort des

1. *Histoire et exposé des opérations et statistiques des caisses d'épargne en Belgique*. Louvain, E. Fonteyn, 1902, 2 vol. in-8°, 196 et 302 p.

2. *Histoire de la coopération en Belgique. Les hommes, les idées, les faits*. Bruxelles, Dechenne, 1902-1903, 2 vol. in-8°, 484 et 725 p.

3. *La Grève générale belge d'avril 1902*. Bruxelles, Schepens, 1902, in-8°, 138 p.

4. *Les Salaires de l'industrie gantoise*. Bruxelles, Lebègue et Schepens, 1905, in-8°, CXLV-239 p.

5. *La Typographie à Bruxelles au début du XX^e siècle*. Bruxelles, Schepens, 1904, in-8°, xxxv-584 p.

classes laborieuses. M. H. ROLIN¹ a retracé d'une manière attachante l'histoire de ces généreux efforts.

Un critique² qualifié, et quelque peu sévère d'habitude, a dit que la brochure du comte Osw. DE KERCHOVE DE DENTERGHEM³ pourrait être signée par un historien aussi bien que par un avocat. L'auteur, mû par un louable sentiment de piété filiale, a voulu détruire une légende inventée sur le compte de l'ancien bourgmestre de Gand par la malveillance des socialistes. Les légendes ont la vie dure, mais celle-ci semble bien détruite auprès des hommes que n'aveugle pas l'esprit de parti.

HISTOIRE COLONIALE. — Si le livre du baron DESCAMPS⁴ traite surtout de l'organisation et du gouvernement du Congo, il contient d'autre part l'histoire très complet des origines de l'État indépendant et notamment des actes accomplis par les conférences de Berlin et de Bruxelles. C'est une réponse péremptoire à la campagne de dénigrement entreprise par une partie de la presse britannique contre l'œuvre de Léopold II.

HISTOIRE RELIGIEUSE. — La *Revue historique* a publié régulièrement le compte-rendu sommaire des *Analecta Bollandiana*, de la *Revue d'histoire ecclésiastique*, du *Muséon* et de la *Revue bénédictine*⁵ de l'abbaye de Maredsous. On a pu constater l'importance du travail scientifique fourni dans ces recueils.

S'aidant des livres de recettes et de dépenses conservés dans les archives, M. L. LAHAYE⁶ a esquissé le tableau de la vie intérieure de la riche abbaye de Saint-Jean-Baptiste à Florennes au début du XVII^e siècle.

Nous devons mentionner aussi une série de monographies consa-

1. *Les Institutions ouvrières des charbonnages de Mariemont et de Bas-coup*. Bruxelles, Bruylant, 1902, in-8°, 250 p.

2. M. G. Kurth, dans les *Archives belges*, t. VI, p. 269.

3. *La Grève des tisserands gantois en 1859. Souvenirs d'autrefois*. Bruxelles, Bruylant, 1904, in-8°, 80 p.

4. *L'Afrique nouvelle. Essai sur l'État civilisateur dans les pays neufs et sur la fondation, l'organisation et le gouvernement de l'État indépendant du Congo*. Bruxelles, Lebegue, 1903, in-8°, xvi-626 p. — On consultera utilement sur la même question : Descamps, *le Différend anglo-congolais* (*Bull. de la Classe des lettres de l'Acad. royale de Belgique*, 1904, p. 262-302), et J. Halkin, *L'État indépendant du Congo* (*Revue générale*, t. LXXX, p. 729-744).

5. Dom U. Berlière a réuni en volume ses articles sur le cardinal Mathieu d'Albano et sur les chapitres généraux de l'ordre bénédictin : *Mélanges d'histoire bénédictine*, 4^e série. Maredsous, 1902, in-8°, 182 p.

6. *La Vie intime dans une abbaye au XVII^e siècle*. Namur, Wesmael, 1902, in-8°, 55 p. (tiré à part du *Bull. de la Soc. archéol. de Namur*, t. XXX).

créées à l'histoire des monastères du Parc¹, Liessies², Bernardfagne³, Westmalle⁴ et Bornhem⁵.

M. D. BROUWERS⁶ a résumé les annales du chapitre de Sinnich en insistant sur les faits d'ordre économique.

M. G. BOULMONT⁷ a fait paraître la première partie du résultat de ses recherches sur les ermitages belges. Ce sont des monographies de six ermitages⁸ de l'Entre-Sambre-et-Meuse au XVII^e et au XVIII^e siècle.

L'excellente étude de M. J. BRASSINNE⁹ sur le régime paroissial de l'ancien pays de Liège touche à l'histoire territoriale et économique autant qu'à l'histoire religieuse. Elle aboutit à cette conclusion que la ressemblance parfaite, souvent constatée, entre la paroisse primitive et la circonscription civile, trouve son explication dans la survivance d'un ancien domaine : l'unité économique a donné naissance à la subdivision politique et à la subdivision ecclésiastique.

Les origines de l'église de Tournai n'avaient pas jusqu'ici fait

1. J.-E. Jansen, *Recherches historiques sur l'ancienne abbaye du Parc* (*Geschiedkundige navorschingen over de aloude abdij van 't Park*). Anvers, Saint-Augustin, 1904, in-8°, 250 p.

2. Jacquin, *Étude sur l'abbaye de Liessies, 1095-1147*. Bruxelles, Kiessling, 1902, in-8°, 117 p. (tiré à part du *Bull. de la Comm. royale d'hist.*, t. LXXI).

3. E. Poycelet, *le Monastère de Bernardfagne dit de Saint-Roch*. Liège, Cormaux, 1902, in-8°, 153 p. (tiré à part du *Bull. de la Soc. d'art et d'hist. du diocèse de Liège*, t. XIII).

4. *Histoire de l'abbaye de Westmalle, de l'ordre cistercien réformé ou de la stricte observance, publiée par les religieux de l'abbaye* (*Geschiedenis der abdij van Westmalle van de orde der Hervormde Cisterciensers of der strenge onderhouding, uitgegeven door de monniken der abdij*). Westmalle, 1904, in-8°, 271 p.

5. B. Van Doninck, *L'Ancien cloître anglais de Bornhem. Esquisse historique du couvent de la Sainte-Croix, plus connu sous le nom de Collège des Dominicains anglais, aujourd'hui l'abbaye de Saint-Bernard de l'ordre cistercien* (*Het voormalig Engels Klooster te Bornhem. Geschiedkundige aantekeningen nopens het H. Kruisklooster meer bekend onder den naam van College der engelsche Dominicanen, thans abdij van den St. Bernardus, O. Cist.*). Louvain, Peeters, 1904, in-8°, 499 p.

6. *Histoire du chapitre noble de Sinnich, de l'ordre de saint Augustin*. Verviers, Fégienne, 1904, in-8°, 211 p. (tiré à part des *Annales de la Soc. verviétoise d'archéol.*, t. V).

7. *Nos anciens ermitages. I : Types et profils divers*. Namur, Delvaux, 1903, in-8°, 107 p.

8. Thuin, Fourbechies, Matagne-la-Petite, Gozée, Bouffloulx et Ham-sur-Heure.

9. *Les Paroisses de l'ancien concile de Saint-Remacle à Liège*. Liège, Cormaux, 1904, in-8°, 85 p. (tiré à part du *Bull. de la Soc. d'art et d'hist. du diocèse de Liège*, t. XIV).

l'objet de recherches scientifiques. M. J. WARICHEZ¹ a tenté de combler cette lacune de notre histoire religieuse, tâche difficile, à raison de la pénurie des documents et de la mince valeur de ceux qui ont été conservés; son essai très érudit s'arrête à l'invasion des Normands.

Si le rôle des évêques auxiliaires est moins en vue que celui des titulaires, il présente cependant une importance appréciable. Dom U. BERLIÈRE² a utilisé entre autres les archives du Vatican pour dresser les registres de ces dignitaires appartenant aux diocèses de Cambrai et de Tournai.

M. E. GOSSART³ a révélé un curieux épisode des luttes religieuses du XVI^e siècle : la censure, par la Faculté de théologie de Louvain, du livre célèbre d'Érasme intitulé : *De Sarciendâ Ecclesiae concordia*. On y trouvera d'intéressants détails sur l'influence considérable exercée par le penseur de Rotterdam, même après sa mort.

Nous devons à M. J. LAENEN⁴ un exposé complet des institutions ecclésiastiques qui existaient en Brabant lorsque Philippe II obtint du pape Paul IV la création des nouveaux évêchés. Les éléments de cette étude ont été puisés aux archives métropolitaines de Malines.

L'auteur de ce bulletin⁵ a étudié dans les archives belges et étrangères l'histoire de quelques groupes protestants du Tournaisis, de la Flandre et du Limbourg durant le XVIII^e siècle.

Se fondant sur les documents des archives de l'archevêché de Malines, de l'État à Bruxelles et du Vatican, M. J. LAENEN⁶ a exposé

1. *Les Origines de l'église de Tournai*. Louvain, Peeters, 1902, in-8°, 226 p.

2. *Les Evêques auxiliaires de Cambrai et de Tournai*. Bruges, Desclée, 1905, in-8°, 178 p. — Ces études ont paru d'abord dans la *Revue bénédictine* (1904); elles ont été revues et complétées à Rome par l'auteur.

3. *Un livre d'Érasme réprouvé par l'Université de Louvain*. Bruxelles, Hayez, 1902, in-8°, 58 p. (tiré à part du *Bull. de la Classe des lettres de l'Acad. royale de Belgique*, 1905).

4. *Notes sur l'organisation ecclésiastique du Brabant à l'époque de l'érection des nouveaux évêchés*. Anvers, de Backer, 1904, in-8°, 121 p. (tiré à part des *Annales de l'Acad. d'archéol. de Belgique*, 5^e série, t. VI).

5. E. Hubert, *le Protestantisme à Tournai pendant le XVIII^e siècle*. Bruxelles, Lebegue, 1903, in-4°, 280 p. (*Mém. de l'Acad. royale de Belgique*, t. LXXII). — Id., *Une page d'histoire religieuse de la Flandre au XVIII^e siècle*. *Le protestantisme à Douliu-Estaires en 1730-32*. Bruxelles, Hayez, 1903, in-4°, 42 p. (*Ibid.*). — Id., *les États généraux des Provinces-Unies et les protestants du duché de Limbourg pendant la guerre de la Succession d'Espagne*. Bruxelles, Hayez, 1904, in-4°, 28 p. (*Ibid.*).

6. *Étude sur la suppression des couvents par l'empereur Joseph II dans les Pays-Bas autrichiens et plus spécialement dans le Brabant, 1783-1794*. Anvers, Van Hille, 1905, in-8°, 125 p. (tiré à part des *Annales de l'Acad. d'archéol. de Belgique*, t. LVII).

les curieuses péripéties, assez peu connues en somme, de la lutte entreprise par le fils de Marie-Thérèse contre les ordres religieux. L'auteur se prononce en faveur de ces derniers d'une manière très nette, mais il garde le ton qui convient à l'histoire, et ne tombe jamais dans la déclamation, défaut commun à la plupart des ecclésiastiques belges qui ont écrit sur le règne de Joseph II.

M. le chanoine REMERY¹, après avoir exposé les vicissitudes de la hiérarchie ecclésiastique dans notre pays depuis la Révolution française, a rendu compte d'une manière complète de toutes les consécrations épiscopales qui se sont faites en Belgique pendant le cours du XIX^e siècle. Son livre contient beaucoup d'indications utiles au point de vue de la biographie et de l'histoire religieuse.

Les mémoires posthumes du chanoine GILSON², décédé en 1884, après être resté dans l'Eglise bien qu'incroyant, révèlent un singulier état d'âme et contiennent quelques détails inédits sur l'histoire intime du clergé belge au XIX^e siècle.

HISTOIRE DES INSTITUTIONS ET DU DROIT. — Le *domesticus*, administrateur fiscal et juge à la fois, subordonné au maire du palais, a fait pour la première fois l'objet d'une dissertation spéciale. M. A. CARLOT³ s'est acquitté de cette tâche avec beaucoup de méthode et de clarté.

M. L. VANDERKINDERE⁴ a trouvé dans l'histoire des villes du Hainaut et de l'Artois des arguments contre la tradition qui rattache les plus anciennes « manifestations du droit urbain en Flandre à l'existence d'un corps d'échevins propre à la ville et distinct de ceux du territoire ». Il estime qu'avant l'échevinage communal il y a eu un échevinage seigneurial, tandis que la commune est gouvernée par les jurés et leurs prévôts. C'est seulement dans les grandes villes flamandes que l'évolution constitutionnelle se serait produite d'une manière plus rapide et plus intense. Le savant historien ne se rallie pas à la théorie de M. Pirenne sur le *jus mercatorum* comme source du droit urbain.

Il a également entrepris⁵ de détruire l'opinion courante qui fait de Philippe d'Alsace l'ami et le protecteur des communes flamandes et

1. *Les Remaniements de la hiérarchie épiscopale et les sacres épiscopaux en Belgique au XIX^e siècle*. Bruges, de Plancke, 1903, in-8°, 201 p. (tiré à part des *Annales de la Soc. d'émul. pour l'étude de l'hist. et des antiquités de la Flandre*, t. LII et LIII).

2. *Œuvres posthumes*, t. I. Bruxelles, Comité Marnix, 1904, in-8°, 154 p.

3. *Étude sur le Domesticus franc.* Liège, Vaillant, 1903, in-8°, 175 p.

4. *La Première phase de l'évolution constitutionnelle des communes flamandes*. Paris, Berger, 1905, in-8°, 46 p. (tiré à part des *Annales de l'Est et du Nord*, t. I).

5. *La Politique communale de Philippe d'Alsace et ses conséquences*.

établit par l'examen des chartes que le comte accomplit une œuvre de centralisation, et fut, à ce point de vue, le précurseur des ducs de Bourgogne.

M. PIRENNE¹ soutient que la formation des villes au moyen âge s'explique par le milieu économique et social.

D'autre part, il a ressuscité un curieux épisode du règne de Louis de Male², et montré, en se fondant sur trois chartes inédites, comment les Brugeois surent extorquer à leur comte d'importants privilèges, que ledit seigneur s'empressa d'ailleurs d'annuler, dès qu'il fut parvenu à se tirer des mains de ses turbulents sujets.

M. le Procureur général N. DE PAUW³ a pris en 1902 pour sujet de sa mercuriale à la cour d'appel de Gand l'histoire d'une guerre privée qui ensanglanta la Flandre vers la fin du XIII^e siècle. Le héros de l'affaire, Jean Borluut, est jugé avec une indulgence assez déconcertante chez un haut magistrat, alors qu'il semble avoir été un vulgaire bandit.

Le même écrivain⁴ s'est attaché à prouver que Jacques van Artevelde ne s'est pas rendu coupable de félonie à l'égard de son prince, ou de trahison à l'égard de ses concitoyens.

M. C. LECLÈRE⁵ a étudié l'histoire des avoués de la puissante abbaye de Saint-Trond, depuis 1065 jusqu'à l'avènement de la maison de Bourgogne. Les sources sont abondantes, sauf pour la période des origines. L'auteur a suppléé à leurs lacunes par d'instructives comparaisons avec les institutions similaires de Brogne, Gembloux, Saint-Hubert et Stavelot.

Nous avons signalé les deux premiers volumes de l'*Histoire du Conseil de Brabant* de M. A. GAILLARD⁶. Le t. III⁷ nous fournit

Bruxelles, Hayez, 1905, in-8°, 42 p. (tiré à part du *Bull. de la Classe des lettres de l'Acad. royale de Belgique*, 1905).

1. *Les Villes flamandes avant le XII^e siècle*. Paris, Berger, 1905, in-8°, 32 p. (tiré à part des *Annales de l'Est et du Nord*, t. I).

2. *Le Privilège de Louis de Male pour la ville de Bruges du mois de juin 1380*. Bruxelles, Hayez, 1903, in-8°, 120 p. (tiré à part du *Bull. de la Classe des lettres de l'Acad. royale de Belgique*, 1905).

3. *Le Procès de Jean Borluut. Épisode judiciaire du XIII^e siècle*. Gand, Hoste, 1902, in-8°, 53 p. — Voy. la critique de cette mercuriale par le comte de Kerchove de Denterghem dans la *Revue des arts de Gand*, 1902.

4. *L'Assassinat d'Artevelde et l'instruction de ce crime*. Gand, Hoste, 1905, in-8°, 48 p.

5. *Les Avoués de Saint-Trond*. Louvain, Peeters, 1902, in-8°, XII-137 p. — On lira aussi avec intérêt la solide dissertation de M. C. Pergameni, *A propos des règlements d'avouerie* (*Revue de l'Université de Bruxelles*, t. IX, p. 629-655).

6. *Voy. Rev. hist.*, t. LXVIII, p. 438, et t. LXXI, p. 328.

7. Bruxelles, Lebègue, 1902, in-8°, 388 p.

beaucoup de détails sur le personnel inférieur du Conseil, les avocats, et la procédure suivie devant cette cour de justice. De bonnes listes biographiques complètent cette œuvre de longue haleine.

M. E. STEYAERT¹ soutient, à grand renfort de textes, que, dans les Pays-Bas, avant la Révolution française, les bâtiments d'église étaient, en règle très générale, la propriété des conseils de fabrique.

Le grand ouvrage du baron DESCAMPS² sur la neutralité belge n'est pas exclusivement historique, mais l'histoire y tient une place considérable. C'est l'exposé objectif et complet d'une matière qui n'avait plus été traitée en Belgique depuis soixante ans³.

L'histoire parlementaire de MM. P. HYMANS et D. DELCROIX continue à paraître régulièrement et conserve les qualités de fond et de forme que nous sommes plus à lui reconnaître⁴. On trouvera dans les derniers fascicules les discussions de la loi électorale votée en 1894 pour la mise à exécution du nouvel article 47 de la Constitution et les débats concernant la question militaire, l'enseignement et la législation en faveur de la classe ouvrière.

Adolphe DUBOIS⁵, un des maîtres du barreau gantois, décédé en 1900, avait consacré ses loisirs à l'étude de l'histoire, considérée surtout dans ses rapports avec le droit et la politique. Ses amis ont réuni en deux gros volumes ses nombreux articles et ses dissertations éparses dans les revues et les journaux. Le comte de Kerchove de Denterghem a retracé en tête du recueil la biographie très attachante du juriconsulte, du publiciste et de l'homme politique, tandis que M. J. Lameere⁶, conseiller à la Cour de cassation, a étudié les travaux de Dubois sur l'histoire du droit et des institutions⁷.

Eugène HUBERT.

(Sera continué.)

1. *De la propriété des églises en Belgique sous l'ancien régime*. Gand, Annoot, 1902, in-8°, 118 p.

2. *La Neutralité de la Belgique au point de vue historique, diplomatique, juridique et politique*. Bruxelles, Larcier, 1902, in-8°, 639 p.

3. En 1845 parut le livre de G.-A. Arendt : *Essai sur la neutralité de la Belgique considérée principalement sous le point de vue du droit public*. Bruxelles, Muquardt, in-8°, CXXXVIII-212 p. — A rapprocher de la thèse de G. Fourgassier, *la Neutralité de la Belgique* (Paris, Larose, 1902, in-8°, 193 p.), et du livre, beaucoup plus important que ce dernier, de R. Dollot, *la Neutralité de la Belgique et le système de la barrière* (Paris, Alcan, 1902, in-8°, 570 p.).

4. *Histoire parlementaire de la Belgique*, 3^e série. Bruxelles, Bruylant, 1902-1905, in-8°, 450 p.

5. *Voy. Rev. hist.*, t. LXV, p. 155; LXVIII, 438; LXXI, 137.

6. *Essais et notices*. Gand, Hoste, 1902, 2 vol. in-8°, 436 et 536 p.

7. *Voy. Rev. hist.*, t. LXXXII, p. 215.

CORRESPONDANCE.

CARNOT ET NAPOLEON.

Dernières observations de l'arrière-petit-fils de Carnot.

Monsieur le Directeur,

Dans sa réponse du 20 mars¹, M. Welvert a, enfin, exprimé une franche aversion pour le caractère politique de Carnot pendant comme après la Révolution. J'ai regretté de voir cette profession de foi venir aussi tard, car, si elle eût servi d'épigraphe à son premier article, je me serais gardé d'en discuter les assertions. Mais puisque la discussion a été ouverte, et qu'elle m'a, contre mon gré, mis personnellement en cause, je vous demande de dire encore quelques mots. Tout d'abord un mot de remerciements, M. Welvert ayant bien voulu m'excuser de ne point partager ses haines. Puis un mot de protestation, pour revendiquer au nom de chacun le droit de parler de ses proches, *pièces en mains*, sans être, d'avance, récusé comme suspect. J'estime en effet, à la différence de M. Welvert, qu'il n'est nullement indispensable d'être étranger à un sujet ou à un personnage pour le bien connaître et le juger sainement.

Quant aux paragraphes numérotés par M. Welvert, l'intérêt de la vérité voudrait pour chacun d'eux une nouvelle et longue remise au point. Par crainte d'abuser des lecteurs de la *Revue*, je serai aussi bref que possible, vous laissant d'ailleurs juge de la meilleure forme à donner à ces rectifications :

1° Le fait qui a déterminé la retraite irrévocable de Carnot est connu de ceux qui étudient l'histoire du Consulat à ses sources et non dans les mémoires. C'est l'approbation donnée par le Premier Consul à un Avis du Conseil d'État, combattant en termes inacceptables un projet du ministre de la Guerre sur le recrutement des officiers du génie (Avis du 9 vendémiaire, approuvé le 13). Carnot, ingénieur de la vieille armée, voulait des officiers instruits, sortis de l'École spéciale de Metz. Pour Bonaparte, artilleur, il suffisait de conférer l'épaulette aux modestes adjoints du génie. Le complaisant Locré, secrétaire général du Conseil d'État, ayant pris plaisir à envenimer l'ancienne querelle entre les corps rivaux, Carnot saisit cette occasion pour quitter une administration à laquelle l'intrusion incessante de Bonaparte dans le

1. Voir plus haut, p. 99.

domaine technique et celle du Conseil d'État dans le domaine financier avaient enlevé toute dignité. Tout cela est plus facile à contrôler sur pièces que les souvenirs de Miot ou de Girardin sur les conciliabules tenus à l'époque de Marengo.

2° Sur les questions spéciales touchant les grades et les emplois militaires, il y aurait, je crois, avantage à s'en rapporter aux spécialistes, et, en particulier, à celui que j'ai cité, et dont l'autorité en la matière est incontestable; car, si les témoignages de Berthier ou de Clarke sont irrécusables, encore faut-il les comprendre. M. Welvert n'a pas remarqué que Berthier en 1800 et Clarke en 1809 proposent que Carnot soit fait non pas simplement général de division (ce qui ne serait pas une faveur pour un inspecteur général aux revues), mais bien général de division *dans le génie*, corps fermé, sur les contrôles duquel Carnot, ayant interrompu son service, est encore inscrit à son rang d'ancienneté, et dans lequel il ne pourrait être promu général que par une décision arbitraire¹, tandis qu'il pourra, sans difficulté, recevoir dans l'état-major des places un emploi correspondant à son dernier grade dans l'administration de l'armée. Ces subtilités du domaine exclusivement militaire peuvent échapper au plus savant historien.

3° Les créanciers de Carnot en 1809 étaient, à ma connaissance, son beau-frère Collignon et ses cousins Pothier, auxquels il voulut engager, jusqu'à libération, son domaine de Presles. Cette situation, si pénible qu'elle fût, ne comportait aucune échéance impérieuse qui pût lui faire perdre la tête, ni surtout lui faire oublier sa dignité, comme le voudrait M. Welvert. Sur ce dernier point, je me permettrai une simple observation. Carnot, en 1809, déclare, dans plusieurs lettres officielles ou privées, n'avoir rien sollicité, l'initiative d'un secours étant venue de l'Empereur lui-même à la nouvelle de sa détresse, et son assertion se trouve confirmée par les témoignages contemporains de Clarke et de Maret. *Trente-quatre ans plus tard* (1843), Méneval, sans citer aucune preuve, alléguera avoir reçu de Carnot une demande de secours destinée à l'Empereur, et ce sont les lointains souvenirs de ce vieillard qui feront autorité aux yeux de M. Welvert! Une telle confiance, si elle honore le secrétaire de Marie-Louise, est-elle bien conforme à la rigueur des méthodes historiques?

4° Au sujet de la collation du titre de comte, M. Welvert ne s'est pas contenté de rectifier une légende; il a pris à partie « ceux qui se sont constitués les défenseurs de la mémoire de Carnot ». N'était-ce pas mon rôle de les défendre à mon tour, en montrant que leur bonne foi ne pouvait être mise en doute, puisque les intéressés eux-mêmes ne possédaient pas le texte du brevet d'anoblissement?

1. Les généraux de division du génie en activité en 1801 et en 1809 avaient tous (sauf le général Sanson, admis comme capitaine provisoire en 1793) connus régulièrement leurs grades dans ce corps.

5^e Je persiste à ne voir dans la lettre de Carnot à M. de Vaublanc qu'un persiflage courtois à l'adresse d'un royaliste qui a manqué de tact ou de clairvoyance en comptant abuser de ses relations personnelles avec le ministre de Bonaparte. Il faudrait vraiment trop d'effort pour y lire l'aveu d'un remords ou d'un douloureux scepticisme. Certes, Carnot n'avait pas conservé jusqu'en 1815 toutes ses illusions de 1792, et sa confiance dans les hommes avait été mise à de trop rudes épreuves pour qu'il ne fût pas devenu misanthrope. Mais ses écrits de 1814 et de 1815, comme son œuvre au ministère de l'Intérieur, montrent bien à quel point il était resté fidèle aux principes libéraux qui avaient dominé toute sa carrière, attirant sur lui la haine des sectaires de tous les partis. Et ce libéralisme éclate encore à chaque page des cahiers de philosophie et d'histoire que l'exilé rédigeait, après 1815, pour l'éducation de ses enfants, inspiré par le seul culte de la Patrie et du Devoir, et sans une parole de haine pour aucune forme de croyance ni de gouvernement. Où M. Welvert a-t-il pris l'information qui montre Carnot prêt à soutenir, en 1817, un prétendant étranger contre Louis XVIII? Sans doute dans les rapports de police des cartons (F⁷ 6679 et suiv.) des Archives nationales, si abondants en fables absurdes. Ce sont là matériaux à pamphlets et qui méritent juste autant d'estime que les pamphlets eux-mêmes.

En terminant, il me reste, Monsieur le Directeur, à répondre au vœu que vous avez exprimé relativement à la Correspondance de Carnot avec Bonaparte. Les deux exils de Carnot ont fait disparaître une grande partie de ses papiers. Tout ce qu'il avait pu conserver de sa correspondance avec l'Empereur a été communiqué à la commission de publication de la Correspondance de Napoléon, qui l'a inséré dans ce recueil. Plus récemment, le gouvernement ayant décidé la publication de la Correspondance générale de Carnot, sous la direction d'une commission présidée par M. Albert Sorel, son éditeur, le regretté Étienne Charavay, a pris copie de toutes les lettres entre mes mains, en même temps que de toutes celles des dépôts publics. A la mort de M. Charavay, la continuation de son œuvre a été confiée, sous la direction de M. Aulard, à M. Mautouchet. Il ne m'appartient pas de rechercher pourquoi elle est interrompue. Quoi qu'il en soit, on ne pourra reprocher aux descendants de Carnot d'avoir voulu rien dissimuler à l'histoire.

Veillez, Monsieur le Directeur, agréer l'expression de mes plus distingués sentiments.

CARNOT.

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

Charles JORET. *Les Plantes dans l'antiquité et au moyen âge.*

Histoire, usages et symbolisme. II. L'Iran et l'Inde. Paris, Bouillon, 1904. 637 pages.

Pour être un érudit qualifié, M. Joret n'a pas eu besoin de s'enfermer dans une spécialité trop étroite; il a pu mener de front, et avec honneur, des études assez disparates : la philologie romane, la dialectologie, l'histoire littéraire, les échanges d'influences entre la France et l'Allemagne, l'histoire des voyages et même la botanique. L'univers lui offre des spectacles variés; il y regarde tantôt les hommes, tantôt les plantes, et il se plaît à observer les rapports entre le roi de la nature et le règne végétal. Il a publié déjà, dans ce domaine, *la Flore populaire de Normandie* (1887), *la Rose dans l'antiquité et au moyen âge* (1892), *la Flore de l'Inde d'après les écrivains grecs* (1901), et il a entrepris une véritable histoire des plantes à travers l'antiquité et le moyen âge. Le premier volume, paru en 1897, traitait des plantes dans l'Orient classique : Égypte, Chaldée, Assyrie, Judée, Phénicie. Le second volume, publié en 1904, porte sur l'Iran et l'Inde. Les deux régions, à vrai dire, ne sont pas également partagées; l'Inde occupe presque les trois quarts du volume (p. 183-654). On ne saurait, sans parti pris, en faire un grief à M. Joret; l'importance des productions naturelles de l'Inde, leur extrême variété, leur rôle social, leur valeur économique, enfin la multitude des documents suffisent à justifier l'auteur. Naturellement, M. Joret suit dans les deux sections de l'ouvrage un plan identique; il étudie tour à tour : la flore et les habitants; les plantes dans l'agriculture et l'horticulture; les plantes dans l'alimentation et dans l'industrie; les plantes dans l'art et dans la poésie; les plantes dans les légendes religieuses et dans le culte; les plantes dans la magie et dans la médecine. Un simple coup d'œil jeté sur le livre révèle l'énorme étendue des lectures de M. Joret; à pénétrer dans le détail, le choix sûr des autorités, l'exactitude des transcriptions attestent le philologue. Les indianistes ne manqueront pas de recourir fréquemment à ce précieux répertoire; ils l'auraient utilisé plus volontiers et plus fructueusement encore si M. Joret avait pu joindre à son volume un index des noms de plantes. Les raisons douloureuses qui l'en ont empêché n'admettent pas de discussion. Tel qu'il est, le livre de M. Joret doit rendre déjà de grands services à la recherche historique; il appelle et arrête l'attention sur un ordre de faits et de réalités positives qu'on néglige trop souvent

de consulter; dans la désespérante confusion des documents indiens, la mention des végétaux introduits à partir d'Alexandre peut fournir des repères solides et sûrs. D'autre part, l'historien qui étudie du dehors le monde oriental pourra se rendre compte du rôle incomparable que les plantes y ont joué de tout temps; le tableau tracé par M. Joret représente le type le plus riche et le plus élevé d'une civilisation exclusivement agricole.

Sylvain LÉVI.

D^r Sigmund ADLER, o. ö., Professor der Rechte an der Wiener Universität. *Zur Rechtsgeschichte des adeligen Grundbesitzes in Oesterreich*. Leipzig, Duncker et Humblot, 1902. In-8°, 467 pages.

Cette brochure contient deux études distinctes, intitulées, la première, A (qui comprend à elle seule 111 p.) : *Die rechtlichen Kategorien des adeligen Grundbesitzes*; la deuxième, B : *Der « Burgfriede » oder die « Vogtei »*.

A. On sait le parallélisme qui s'établit (ou se développa) en Allemagne au moyen âge entre la hiérarchie des classes de personnes et celle des catégories de domaines, parallélisme doublé d'une certaine union, de telle sorte que d'une de ces catégories de domaines à la classe de personnes correspondante il y avait une véritable égalité sociale et aussi une certaine affinité juridique. Le but de M. Adler en cette étude est, dit-il lui-même, dans un premier chapitre, de grouper et combiner pour ce qui regarde le moyen âge autrichien les renseignements déjà obtenus pour toute l'Allemagne touchant ces cadres à la fois sociaux et domaniaux, puis, dans un second chapitre, d'indiquer les rapports qui peuvent exister entre ces cadres du moyen âge et ceux de l'époque moderne.

La division des personnes en nobles et simples libres est dès le viii^e siècle à peu près effacée soit en Bavière, soit dans l'Autriche bavoise. Les libres qui ont conservé la pleine liberté sont ceux-là seulement (et ils sont si peu nombreux qu'ils deviennent une noblesse) qui conservent en propre un « Handgemal », un « prædium libertatis », un domaine qui traditionnellement ait toujours été libre de toute dépendance, exempt de toute redevance, siège central d'une famille pleinement libre. Ce bien-là, noble lui aussi, ne peut d'ailleurs, sans déchoir juridiquement, passer aux mains d'un moindre libre.

La manière de vivre, la fonction sociale exercée prenant une influence juridique toujours grandissante, une séparation, achevée au xii^e siècle, se fait entre les personnes qui vivent en « Bauer », paysans, et celles qui vivent en « Ritter », chevaliers. C'est maintenant à ceux de ces derniers qui sont libres d'origine que l'on réserve le titre de noble, de même que celui de « Handgemal » est réservé au domaine qui, tradi-

tionnellement libre par lui-même, est le bien d'une famille de chevaliers libres. Il ne peut, sans déchoir, tomber aux mains d'un possesseur qui ne serait pas un « *frei Herr* », de même qu'il est pour la famille qui le possède, jusqu'à preuve du contraire, un véritable titre de noblesse et de chevalerie, plus précieux à ce point de vue que tel domaine bien plus riche ou que tel château fort à la porte duquel elle mettra cependant ses armes. C'est ce que prouve un document relatif au manse « *apud Geiselbach* », le « *prædium libertatis* », le « *cyrographum* » des Falkenstein (p. 11).

Si de la Bavière on passe à l'Autriche, pour laquelle les recherches historiques ont été poussées plus à fond, on voit que la division en paysans et chevaliers est plus importante socialement que la division en libres ou non-libres de naissance. Le titre de chevalier met l'homme non-libre au-dessus du paysan libre, car ce dernier n'a pas l'aptitude à l'acquisition des fiefs.

La naissance cependant ne devient pas chose négligeable. Parmi les chevaliers, en effet, ceux qui sont libres, comtes ou « *freie Herren* », ont de certains privilèges par rapport aux autres et ont seuls à l'origine droit au titre de *nobilitas*. Mais des deux classes de chevaliers non-libres (les « *Dienstmannen* » ou « *Ministeriales* », d'une part, et les simples « *Milites* », d'autre part), les premiers se rapprochent de plus en plus des chevaliers libres, acquièrent l'aptitude aux fiefs, obtiennent même dans la deuxième moitié du XIII^e siècle le titre de noble, puis, dès le commencement du XIV^e, s'appellent « *Dienstherrn* » et font partie des « *Landherren* » ou seigneurs. Quant aux simples « *Milites* », qui d'abord n'ont eu en fait de privilèges que ceux qui sont attachés au métier de « *Ritter* », ils conquièrent eux aussi au XIII^e siècle le titre de *nobilitas* et l'aptitude, mais passive seulement, aux fiefs. Ils ne sont les pairs des « *Dienstmannen* » ni devant la justice ni au point de vue du mariage. Leur condition ne s'élève que lentement. C'est au commencement du XV^e siècle seulement qu'ils auront conquis les privilèges judiciaires de la haute noblesse et la participation au Landtag. Et au XVI^e siècle, quoique parvenus, comme l'avaient fait avant eux les « *Ministeriales*, à la reconnaissance de leur pleine liberté, ils forment encore une classe à part qui sera l'ordre des chevaliers, pendant qu'au-dessus d'eux comtes, barons et « *Ministeriales* » réunis formeront l'ordre des seigneurs.

Semblable est l'histoire de la division hiérarchique des terres.

Au temps de leur entière différenciation, abstraction faite des privilèges variables attachés à la qualité non pas des biens, mais des personnes qui les possèdent, l'« *Herreneigen* », bien-souche de comtes, de barons ou plus tard de « *Ministeriales* », entièrement libre de toute redevance, a des attributs juridictionnels et autres (immunité par rapport à la justice publique, basse justice, pêche, etc.) que ne possède pas l'« *Eigen* » de « *Miles* », bien d'ailleurs soumis (en principe) à une redevance. Mais, au XIII^e siècle, ce dernier « *Eigen* » aura, lui aussi,

conquis une bonne partie des privilèges de l'« Eigen » seigneurial (la basse justice par exemple), sans atteindre cependant jamais à l'entière égalité avec lui.

Peut-être aussi existait-il des différences dans l'importance ou les insignes extérieurs des « burgs » et forteresses des seigneurs et de ceux des chevaliers; en tous cas, il en existait dans les expressions dont on se servait couramment pour désigner les domaines des uns et des autres (sinon leurs « burgs »), « Herrschaft » pour ceux des premiers, « Edelsmanngut, rittermässiges Eigen, Edelhaus, Edelsitz », etc., pour les autres.

Quant à la différence entre les « Ritter » d'une part et d'autre part les « Bauern » et les « Bürger », au point de vue de leur aptitude à l'acquisition des biens des diverses catégories, à la différence de celle qui divisait les « Ritter » entre eux, elle ne fait de siècle en siècle que s'accroître pendant tout le moyen âge. Le paysan ne peut acquérir un « Eigen » libre (à moins d'user d'expédient et de faire transmettre la propriété à un tiers capable, par exemple un cloître, qui sert d'intermédiaire, comme en principe pour toute acquisition d'un bien supérieur par une personne à lui inférieure); de même quand il a permission de vendre son bien de paysan, ce ne peut être au profit d'un supérieur; le bien paysan reste à l'ordre des paysans.

Dans les villes, le bourgeois d'origine a, mais a seul, sauf privilège spécial de la ville, l'aptitude au fief et à l'acquisition du « frei Eigen ».

Ici se termine le premier chapitre, dans lequel on lira avec un intérêt particulier les pages 6-10, relatives au « Handemal », les pages 18-24, consacrées à la réfutation de l'idée d'après laquelle un « Ministerialis » ne pourrait avoir un « frei Eigen », mais surtout les pages 26-37, avec leur très fine analyse du procès relatif au domaine de Herstein. Celles (43-44) qui essaient d'exposer les différences d'attributs des diverses catégories de biens nous paraissent en revanche, sans que nous en fassions une critique à l'auteur, n'avoir pas abouti à des résultats entièrement satisfaisants, étant donné surtout le titre même de l'étude.

Le second chapitre, consacré aux temps modernes, nous retiendra moins longtemps parce qu'il nous intéresse moins directement. L'auteur, maintenant, cherche à suivre jusqu'aux temps contemporains les destinées de ces différentes formes de la propriété foncière.

C'est le nom de « Gültbesitz » ou de « Landgut » qui désigne, à partir du ^{xvi}^e siècle, l'ancien « frei Eigen », et on peut en retrouver les prérogatives, soit à l'aide du « Gültbuch » (sorte de cadastre où chaque domaine était inscrit avec les redevances qui lui étaient attachées et qui contribuaient à établir la situation fiscale des propriétaires), soit à l'aide de documents moins bien utilisés mais précieux, les actes par lesquels les princes concédaient de ces prérogatives ou confirmaient celles qu'avait établies l'usage. L'auteur arrive ainsi à permettre de définir le « Landgut » un bien possédé à titre de bien

dominical, assujetti à la seule justice et aux seules charges fiscales ou militaires d'État; seul il peut avoir son inscription individuelle au « Gültbuch »; il est la condition *sine qua non* de la noblesse et, depuis le commencement du XVII^e siècle, du droit de vote au Landtag. C'est lui que les différentes classes de nobles unies maintenant dans leur possession commune défendront contre les tentatives d'acquisition des classes inférieures.

Mais l'auteur (et il ne faut voir là que la preuve de l'effacement des catégories anciennes), soit pour le XIX^e siècle, soit pour les deux siècles précédents, arrive à des résultats moins nets lorsqu'il veut différencier entre elles les trois espèces principales de ce genre qui est le « Landgut », à savoir l'« Edelmannsitz » ou « Edelsitz », la « Herrschaft » et le « wirkliche Freihof » (tous trois sont bien des variétés du « Landgut », même le dernier, surtout quand il contient une maison forte). En fait, la « Herrschaft » est le domaine d'une famille de noblesse seigneuriale, l'« Edelsitz » celui d'une famille de simple chevalerie. En fait aussi, le premier est d'ordinaire plus important que le second, qui est souvent sans exploitation agricole notable. En fait enfin, celui-là a d'ordinaire la justice et le deuxième non. Mais ce n'est là que le fait et l'ordinaire. Il n'existe entre eux qu'une différence de degré, de considération pour ainsi dire, et de valeur pécuniaire, non une différence de nature et de qualités juridiques. Et il en va de même pour l'« Edelsitz » et le « wirkliche Freihof » comparés entre eux.

Au XIX^e siècle seulement, dans la langue administrative, la « Herrschaft » supposera la seigneurie sur un village. Mais c'est bien la preuve qu'on ne comprend même plus les termes d'autrefois. L'ancienne distinction est perdue.

B. La troisième dissertation, p. 113 et suiv., est consacrée au « Burgfriede » ou « Vogtei », sujet qui touche aux précédents puisqu'il s'agit avec lui d'un ensemble de prérogatives qui ont fini par appartenir de plein droit à tout « Edelsitz ».

On sait tout ce que désigne dès le premier moyen âge le nom de « Pax » ou « Friede », en particulier l'interdiction toute spéciale des faits de violence en certains lieux comme le plaid, l'église, le cimetière clos, la cour fermée, la ville murée, la maison (« Hausfriede »), le « burg » et son enceinte (d'où un premier sens de ce mot de « Burgfriede » qui en a plusieurs); de même l'inviolabilité, diversement sanctionnée, dont jouit le roi pour lui-même, les siens, ses serviteurs immédiats et ses biens, privilège qu'il communique de plein droit aux lieux habités par lui et aux cours où la justice se rend en son nom; qu'il peut communiquer aux personnes et aux choses, et qui, par la suite, est devenue aussi l'apanage des seigneuries princières.

On sait également que parmi les attributs du pouvoir royal et plus tard princier figure (avec le droit de justice, etc.) le droit d'ordonner des constructions de « burgs », de déterminer autour de chacun d'eux les

limites à l'intérieur desquelles les habitants devront le « Burgwerk », (corvées pour construire et entretenir le « burg », garde, etc.) et auront droit, en revanche, à une protection particulière contre tous désordres et violences. Le roi ou prince peut d'ailleurs concéder en fief ou autrement à des propriétaires laïcs ou ecclésiastiques ce « Burgbann » en y ajoutant même d'autres attributs de son pouvoir.

Il peut de même exempter plus ou moins complètement un propriétaire quelconque, et par conséquent le possesseur d'un « burg », de l'assujettissement aux agents du prince, et même lui donner tout ou partie de la « Vogtei », en particulier la justice basse ou haute.

Ajoutons enfin que, par la conception que les Germains se sont faite de la propriété lorsqu'ils l'ont admise, un propriétaire plein libre avait facilement une certaine juridiction dans son chez lui, surtout pour les affaires civiles (cette juridiction-là, du reste, le « Hausfriede », suffirait presque à l'expliquer).

Ce sont toutes ces notions qu'il faut se rappeler et combiner pour comprendre comment s'est formé le « Burgfriede » définitif et de quels attributs il se compose. Pour nous l'expliquer, l'auteur distingue le « Burgfriede » sans justice et le « Burgfriede » avec justice. Le premier peut venir, soit de la libre acceptation de ce pouvoir par des agglomérations désireuses de protection, soit de la concession du prince. Il constitue d'ailleurs, et surtout peut constituer, dans le second cas, un ensemble d'attributs fort appréciables : droit aux impôts traditionnellement dus au « Vogt », corvée coutumière, *servitium*, protection du « Kirchtag » et amendes que cette protection peut permettre de faire payer, etc., ainsi que, à partir du xvi^e siècle surtout, des droits de police et de juridiction gracieuse qui sont lucratifs. Quant à la juridiction contentieuse, les œuvres juridiques des xvi^e et xvii^e siècles montrent, à la suite des autres sources, qu'elle n'est nullement un attribut naturel de la « Vogtei » laïque. Cette dernière n'a fait, somme toute, que remplacer l'ancien « Burgbann » en en développant les attributs.

Quant au « Burgfriede » avec justice, il peut résulter de deux sortes de concessions : 1^o soustraction d'un domaine au « Landgericht » avec concession de la haute ou de la basse justice ; 2^o concession de la justice publique elle-même sur tout le territoire d'un « Landgericht » au possesseur d'un « burg » situé dans ce même territoire. Seulement, cette concession du prince, pour signifier quelque chose en fait, est obligée, d'époque en époque, à se montrer de plus en plus généreuse. Car le propriétaire, noble, bourgeois ou clerc, a déjà de plein droit, nous l'avons vu, une certaine justice dans sa maison et celle de ses assujettis, et la haute noblesse, à l'époque de la première et surtout à celle de la seconde rédaction du « Landrecht » autrichien, a déjà conquis, par concessions et en vertu de la coutume, une « justice d'immunité » qui, dérivant de la puissance publique et non de la propriété, embrasse non seulement la *pars indominicata*, mais même les tenures du domaine et est apte à s'étendre facilement plus loin

encore, et à la compétence de laquelle n'échappent que les causes où la vie de l'accusé est en jeu. C'est alors tout un district territorial ou la haute justice elle-même que le prince doit concéder pour faire une concession utile. Et c'est ce qui s'est produit. Plusieurs exemples, de la deuxième moitié du xv^e siècle et du xvi^e, viennent illustrer cette partie de la thèse de l'auteur. Le droit commun reste cependant pour le « Burgfriede » la possession de la basse justice seulement.

Telle est en gros cette dissertation qui, à l'exemple des précédentes, précise et développe de façon intéressante des résultats dont certains ont été jusqu'ici plutôt devinés que prouvés.

G. GAVET.

Robert Fruin's verspreide geschriften, publiés par P.-J. BLOK, P.-L. MULLER et S. MULLER Fz. La Haye, Nijhoff, 1899-1903. 40 vol. in-8° et 4 vol. de tables.

La grande publication des écrits dispersés (*verspreide geschriften*) de R. Fruin, que j'ai signalée il y a quatre ans dans la *Revue historique*¹, en donnant le contenu des vingt-sept premières livraisons, vient d'être achevée en 1905. Elle ne comprend pas moins de cinquante-neuf livraisons, formant dix gros volumes in-8°, de 450 à 500 pages en moyenne, et, bien que les principaux ouvrages de l'éminent historien (comme ses *Tienjaren uit den tachtigjarigen oorlog* et ses publications de documents) ne s'y trouvent pas réimprimés, on peut dire que c'est le plus beau monument qu'on pût élever à sa mémoire. De ces innombrables études que, pendant près de cinquante ans (de 1853 à 1899), il a fait paraître dans les revues et recueils savants de son pays², il n'en est pas une qui n'ait été consciencieusement préparée et qui ne mette en lumière quelque résultat intéressant; toutes portent la marque de son esprit essentiellement libéral et tolérant, de son érudition extraordinaire, de son jugement aussi ferme qu'éclairé; toutes attestent ses merveilleux talents d'écrivain et son incomparable puissance de travail.

L'édition est digne des hommes distingués qui l'ont entreprise. Peut-être pourrait-on les chicaner sur la répartition de tel ou tel écrit dans les cinq séries qu'ils ont établies (Dissertations historiques. Études d'histoire constitutionnelle et judiciaire. Études critiques sur des sources historiques. Esquisses historiques et comptes-rendus d'ouvrages. Discours et publications diverses). J'aime mieux considérer l'immense service qu'ils ont rendu à la science en permettant de lire et d'utiliser aisément une foule d'articles dispersés et devenus presque introuvables. Je suis heureux de les féliciter de leur initiative et de les

1. Voy. t. LXXVIII, 1902, p. 396 et suiv.

2. Surtout les *Bijdragen voor vaderlandsche geschiedenis en Oudheidkunde*, la revue de *Gids*, *Het nederlandse Spectator*, et les publications de la Société historique d'Utrecht et de la Société littéraire néerlandaise de Leyde,

remercier de leur labeur, en déplorant la mort de l'un d'eux, M. le Dr P.-L. Muller, professeur à l'Université de Leyde, enlevé le 25 décembre 1904, avant la fin de l'œuvre à laquelle il avait activement collaboré.

Il serait trop long d'analyser tous les travaux du recueil; je me bornerai à indiquer les plus importants. Le tome V, dont j'ai déjà dépouillé le commencement, contient, dans les 28^e et 29^e livraisons, deux études sur *Gijsbert Karel van Hogendorp* (attestant son grand rôle en novembre 1813) et une sur *M^{me} Bilderdijk-Wasthoven et sa victime* (il s'agit d'un nommé Jean-Guillaume Kumpel ou Campbell, politicien et versificateur médiocre, son amant, qui eut l'audace de médire d'elle, et qu'elle parvint à faire enfermer pour dettes pendant treize ans, de 1808 à 1821; Fruin a montré, d'une part, le caractère rancunier et antipathique de celle que le poète Bilderdijk a immortalisée sous le nom d'*Odilde* avant de se séparer d'elle pour adultère, et, d'autre part, les fâcheux abus que la législation néerlandaise sur les dettes autorisait encore au début du XIX^e siècle).

Le tome VI comprend, en cinq livraisons (30 à 34), les études d'histoire constitutionnelle et judiciaire (*Studien over staats en rechts-geschiedenis*). A remarquer surtout les études sur l'antiquité de Rotterdam, née à la fin du XIII^e siècle, et sur quelques vieux documents concernant cette ville; sur l'ancienne régence d'Haarlem, d'après les chartes de 1245 à 1445; sur les prétentions non fondées de Gorcum dans la Merwede, à l'embouchure de la Meuse et du Wahal; sur Delfshaven, fondée au XV^e siècle par les habitants de Delft pour faire pièce à Rotterdam et réduite en 1841 à demander son annexion à sa florissante rivale; sur les impôts fonciers de 1496 et 1515 dans les Pays-Bas; sur l'origine du haut conseil d'inspection des digues du Rijnland en Hollande (qu'on fait remonter au XIII^e siècle); sur la signification de certaines expressions (comme *bannus pacis*) et de certains termes juridiques anciens.

Dans le tome VII et la première partie du tome VIII sont contenues les études critiques sur des sources historiques (*Kritische Studien over geschiedbronnen*). Je signale particulièrement plusieurs articles sur l'histoire des Pays-Bas par les gravures et médailles, sur la collection de pamphlets de la Bibliothèque royale de la Haye, sur les vieilles chartes de Hollande et Zélande (*Oorkondenboek van Holland en Zeeland*). Puis, les travaux suivants : les domaines de l'abbaye d'Echternach (près de Clèves) dans l'île de Walcheren; le registre des comtes dans le livre d'Adelbert de l'abbaye d'Egmond, en Hollande (son authenticité et sa date); le compilateur de la chronique dite « *Divisie-Kroniek* » (le moine Cornelius Aurelius de Lopsen); la confession de foi batave (à propos de la première édition hollandaise de 1562); le plus ancien écrit de Philippe de Marnix (Fruin ne croit pas qu'on puisse lui attribuer une « oratio » et un « libellus supplex », mais en 1566 à l'empereur Maximilien II); un pamphlet anonyme de 1567 qui doit être attribué à Marnix de Sainte-Aldegonde (« *vraye narration et apologie des*

choses passées aux Pays-Bas touchant le fait de la religion en l'an 1566, par ceux qui font profession de ladite religion réformée au dit pays », imprimée en l'an 1567, in-12); Wesenbeke ou Marnix? (à propos des mémoires de J. de Wesenbeke, publiés par Rahlenbeck, et qui sont bien de Wesenbeke, quoi qu'en aient dit quelques auteurs); les anciens récits du siège et de la délivrance de Leyde en 1574; la description des Pays-Bas par Guicciardini (parue en 1567 à Anvers); études critiques sur les Commentaires de Bernardino de Mendoza, les œuvres de Hopperus et Viglius, les mémoires de Del Rio (1576-78), le journal de Splinter Helmich (1572-89), les annales de François Dusseldorp (1566-1616), le journal d'Antoine Duyck (1596-1602), les « Histoires » de Meteren, les interrogatoires de Grotius, les mémoires d'Abraham Wicquefort, ceux de Dirk van Hogendorp et diverses sources moins importantes de l'histoire des Pays-Bas. Dans un article du *Gids* de 1865, Fruin a montré la part prise par Jean de Witt à la rédaction de « l'Interest de la Hollande » de Pierre de La Court et maintenu le point de vue qui attribue au grand pensionnaire les deux chapitres capitaux de l'ouvrage, sorte d'apologie de son gouvernement et de sa politique.

La seconde partie du tome VIII et la première du tome IX renferment les esquisses historiques et comptes-rendus d'ouvrages (*Historische Schetsen en boekbeoordelingen*). A noter : l'altération des monnaies au XIV^e siècle; la vérité sur Allairt Beylinc (le Régulus hollandais) en 1425, la « petite chronique » de Gouda; Erasmiana (travail critique sur la vie et les œuvres d'Érasme); Charles-Quint et les protestants allemands; l'érection des nouveaux évêchés aux Pays-Pas en 1559; l'intolérance du prince Guillaume I^{er} d'Orange (à propos d'ouvrages partiels qui prétendent mettre le roi d'Espagne et le duc d'Albe au-dessus de Guillaume sous ce rapport); Madeleine Mons et ses relations légendaires avec Valdez (en 1574); l'Université de Leyde (ses origines en 1575); Guillaume le Taciturne (le surnom ne lui convient pas du tout et pourrait convenir à son arrière-petit-fils); les œuvres inédites (*anecdota*) de Marnix de Sainte-Aldegonde; le drapeau néerlandais (les trois couleurs : rouge, blanc, bleu, sont les anciennes couleurs de la Maison d'Orange : orange, blanc et bleu); les dix-sept provinces et leur représentation aux États généraux (discussion notamment sur le chiffre 17, adopté partout, sauf par Guicciardini et Mendoza, mais très différemment composé selon les auteurs; il faut s'en rapporter à une liste officielle pour 1555, publiée par Gachard, et où l'on trouve les quatre duchés de Brabant, Limbourg, Luxembourg et Gueldre, les six comtés de Flandre, Artois, Hainaut, Hollande, Zélande et Namur, les villes de Lille-Douai-Orchies, les cinq seigneuries de Tournai et Tournais, de Malines, de Frise, d'Utrecht et de Groningue; en y ajoutant la seigneurie d'Over-Yssel (avec la Drenthe), qui n'était pas représentée cette fois, on a les dix-sept provinces des Pays-Bas); les impôts répartis entre les provinces et les impôts généraux en 1577; le mémoire de Joris de Bye sur l'administration de Barneveld (de Bye fut trésorier

général de l'Union de 1586 à sa mort en 1628); le choix de Marnix pour traduire la Bible, à Leyde, en 1594; la politique d'Oldenbarnevelt (Fruin justifie le grand homme d'État de toute accusation de rapports suspects avec les ennemis de son pays); la Drenthe appelée à la grande assemblée de 1651? (elle n'y a pas été convoquée, et c'est par erreur qu'on l'a dit); la double marée de 1572 (ce fut en 1573, et le phénomène n'eut rien de miraculeux); les contrats de correspondance entre régents sous la République; Louis XVII (contre les prétentions de Naundorff et de ses partisans, dont il montre des faux manifestes); Shakespeariana (à propos d'une édition plus scientifique des œuvres du célèbre poète). Parmi les comptes-rendus d'ouvrages, je me bornerai à indiquer celui des « Huguenots et gueux » de Kervyn de Lettenhove, dont Fruin apprécie l'importance tout en en déplorant la partialité.

Les discours et travaux divers (*Redevoeringen en opstellen van verschillenden aard*) répartis dans la seconde partie du tome IX et dans le tome X, peuvent au premier abord être considérés comme moins intéressants que le reste. A y regarder de près, on s'aperçoit qu'ils méritent notre attention et qu'il s'y trouve des dissertations de haute valeur : telle l'étude inédite sur la possibilité et l'utilité d'une histoire universelle scientifique; telles les monographies sur l'impartialité de l'historien, le but des études universitaires, l'histoire institutrice de la vie, la signification et la valeur de l'histoire, la croyance aux miracles, Galilée et l'église infaillible; telles les appréciations de l'œuvre de quelques historiens (Ranke, Bakhuizen van den Brink, L.-Ph.-C. van den Bergh). D'autre part, les convictions politiques libérales de Robert Fruin apparaissent dans divers écrits de polémique (la doctrine antirévolutionnaire de Groen van Prinsterer, les droits et les devoirs de la Néerlande aux Indes, la question des circonscriptions électorales) et dans quelques articles de journaux (la loi scolaire à la première chambre en 1889, le suffrage universel ou le suffrage restreint, 1893, le *schibboleth* ou critérium pour reconnaître les hommes capables de voter avec discernement, une parole hollandaise sur la question du Transvaal, 1884-82).

Toutes ces œuvres, d'étendue et d'importance très variables, font éclater la haute intelligence, la tolérance et la largeur de vues de l'homme bon et modeste, qui fut à la fois un grand savant, un critique impartial et un patriote. Les tables, qui forment un petit volume à part, ont été très soigneusement établies. C'est d'abord une liste chronologique des œuvres de Fruin, aussi bien des œuvres encore inédites ou imprimées à part que de celles qu'on trouve ici; cette liste est due à MM. P.-J. Blok et S. Muller Fz. Puis vient une liste alphabétique des œuvres dressée par la maison Nijhoff; enfin une table alphabétique des noms propres, élaborée par M. Vos. Les tables, surtout la dernière, seront précieuses aux chercheurs; elles complètent dignement la publication.

Albert Waddington.

Les Marins rochelais, par M. MESCHINET DE RICHEMOND, archiviste de la Charente-Inférieure. *Notes biographiques*. Niort, G. Clouzot; la Rochelle, A. Foucher. In-4°, 309 pages.

M. Meschinet de Richemond, archiviste de la Charente-Inférieure, vient de publier la deuxième édition, entièrement refondue et considérablement augmentée, des notices sur les *Marins rochelais* publiées en 1870 et rapidement épuisées. Treize biographies ont été ajoutées aux cinquante-quatre biographies primitives et presque toutes ont été enrichies par des recherches nouvelles. Le volume actuel, orné de beaux portraits exécutés par Giraudeau d'après des tableaux anciens ou des gravures contemporaines, et luxueusement imprimé par M. G. Clouzot, est donc un ouvrage tout à fait nouveau, puisé aux sources originales, imprimées et manuscrites. M. de Richemond, fils et petit-fils d'officiers de marine, et dont le grand-père, Jean Pichez, périt le 5 juin 1812 en combattant sur la gabare *la Dorade* contre six navires anglais, appartient à cette robuste et patriotique race de huguenots rochelais qui, après avoir fondé la prospérité commerciale de leur ville au xvi^e siècle, ont réussi à y maintenir à travers tout le xvii^e et le xviii^e siècle, malgré la malveillance des pouvoirs publics, des traditions d'activité et d'esprit d'entreprise, et ont fourni à notre marine une foule d'officiers intelligents et dévoués. M. de Richemond a su faire revivre, dans ces courtes mais saisissantes biographies, l'âme héroïque des marins rochelais. Il y a là de vrais romans d'aventure, résumés en quelques pages, comme l'histoire de ce Nicolas Gargot, né en 1619, qui commença à treize ans à combattre les Espagnols, perdit une jambe en 1647, se mit à faire la course en 1639, fut exploité par le comte du Daugnon, vice-amiral de France, qui lui imposa son association pour lui enlever le bénéfice de ses prises, fut livré aux Espagnols en 1651 par des matelots révoltés, excités par le comte du Daugnon, refusa d'entrer au service de l'Espagne, fut rendu à la liberté en 1653 après avoir vu sa captivité adoucie par la faveur du duc de Médina-Cœli et l'intérêt que prit pour lui une grande dame espagnole, et enfin, après avoir navigué et combattu encore dix ans en Italie, en Catalogne, au Canada, en Suède, mourut à la Rochelle en 1664, si pauvre que l'évêque dut faire les frais de ses funérailles. Après sa mort, un arrêt du Conseil obligea le comte du Daugnon, devenu maréchal de France, à restituer à Jean Gargot, frère de Nicolas, et lui aussi capitaine de vaisseau, 240,000 livres « dont il avait dépillé Nicolas Gargot, en abusant de sa puissance ». Le volume de M. de Richemond renferme beaucoup de pages aussi émouvantes que celles qui retracent la vie de ce pauvre et héroïque corsaire; celles par exemple qui sont consacrées à un des héros de Madagascar au xvi^e siècle, Vacher de La Caze, prince d'Amboule, et bien d'autres encore.

Gabriel MONOD.

Répertoire alphabétique des personnes et des choses de Port-Royal, par A. MAULVAULT. Paris, Honoré Champion, 1902. 4 vol. in-8°, 280 pages. Add. Err.

M. A. Maulvault n'a pas eu, dit-il lui-même, « la prétention d'être complet » dans le *Répertoire alphabétique des personnes et des choses de Port-Royal*, qu'il vient de publier (Champion, 4 vol. in-8°, 1902). Il peut s'attendre, en effet, à ce que chacun de ses lecteurs aura, suivant sa compétence particulière, bon nombre d'omissions à lui reprocher. Il ne faudra pas oublier pourtant que M. M. n'a voulu, de propos délibéré, faire entrer dans son cadre qu'un petit nombre d'ouvrages modernes, « ceux qui renferment des documents originaux et inédits ». Parmi ceux-là, il a eu raison de ne pas comprendre le *Port-Royal* de Sainte-Beuve. Encore que cet inestimable ouvrage renferme un assez grand nombre de documents originaux, la table du tome VII de l'édition in-12 suffit. M. M. a eu raison, aussi, d'admettre par exception l'*Encyclopédie des Sciences religieuses* de F. Lichtenberger, à cause de « deux ou trois articles sur lesquels les renseignements manquaient dans les sources spéciales ». Mais de tous les ouvrages de Victor Cousin sur les femmes du milieu du XVII^e siècle, n'y avait-il que *Jacqueline Pascal* à signaler? Ne trouve-t-on point aussi des documents intéressant les affaires ou les gens du Port-Royal dans les publications assez nombreuses, faites il y a une trentaine d'années, de textes tirés des papiers de Conrart et de Vallant? (par exemple, *les Amis de la marquise de Sablé*, d'Ed. de Barthélemy, etc.). Et surtout comment se fait-il que, — sauf erreur, — il n'y ait pas un seul renvoi aux publications diverses faites sur l'histoire littéraire ou religieuse du jansénisme par l'homme qui, présentement, connaît le mieux cette histoire, M. A. Gazier? Publications trop peu nombreuses, j'en conviens, au gré des amis de l'histoire, mais qui, toutes, ont apporté aux questions importantes et controversées des éléments très nouveaux et d'un intérêt capital. Pour ne citer que deux de ces travaux, les articles de M. Gazier sur « Un nouveau manuscrit de l'Entretien de Pascal avec M. de Saci » (*Revue d'histoire littéraire de la France*, t. II, 1895, p. 372-384) et sur un texte nouveau de la vie de Pascal par M^{me} Périer (même revue, t. V, 1898, p. 509-537), auraient pu figurer à l'article *Pascal* du *Répertoire* de M. M.

Quant aux ouvrages du XVII^e-XVIII^e siècle, on regrettera que M. M. n'ait pas inventorié aussi et « extrait », en ce qui concerne Port-Royal, le *Journal* de Dorsanne, celui de l'abbé Le Dieu, les *Mémoires* de Phélypeaux, les *Anecdotes sur la Constitution Unigenitus*. Rien qu'en ouvrant le tome III de ce dernier ouvrage, j'y trouve (p. 253-257), sur le P. Quesnel et sur ses ressources pécuniaires, une note qui n'est point sans intérêt. Pourquoi, enfin, ne pas indiquer les passages aux noms les plus importants que renferme la correspondance de Fénelon, très riche, sinon sur les « hommes », au moins sur les « choses »

du jansénisme? Pourquoi ne pas renvoyer aux mémoires du P. Rapin ou à l'*Histoire des Cinq Propositions*? J'ai peur d'en apercevoir la raison : c'est que, — comme le dit M. M. de l'ouvrage de Sainte-Beuve, — « l'esprit de Port-Royal n'y est pas ». Il serait trop facile de chicaner M. M. sur cette tendance qui transparaît curieusement dans plus d'une note de sa bibliographie, et qui, du reste, s'exprime avec loyauté et même avec éloquence dans l'introduction historique et religieuse mise par M. M. au-devant de son travail. Prenons donc ce dictionnaire de Port-Royal pour ce qu'il est, un dictionnaire presque exclusif des sources amies; remercions M. M. de l'aide très précieuse que, même sous cette forme restreinte, il apportera aux chercheurs; et souhaitons qu'il nous fasse de même profiter de son érudition janséniste sur l'histoire, encore si peu débrouillée, du jansénisme au XVIII^e siècle¹.

A. RÉBELIAU.

Marquis DE LA MAZELIÈRE. *Quelques notes sur l'histoire de Chine.*

Paris, Plon et Nourrit, 1904. In-8°, 96 pages, avec 8 grav. et une carte.

L'histoire de la Chine est peu connue. Cependant on conviendra que les origines et le développement d'une civilisation qui compte quatre mille ans d'antiquité et qui englobe quelques centaines de millions d'hommes mériteraient mieux de nos savants. Il est vrai que les difficultés de la langue chinoise sont considérables; mais ceux qui auront le courage de les surmonter seront assurés de trouver de ce côté une mine inépuisable d'études curieuses. Pour ne parler que des problèmes d'histoire comparative, il y aurait lieu de rechercher dans quel ordre se sont succédés les diverses phases de cette civilisation et si l'état de décrépitude dans lequel semble être tombée la Chine tient à des causes particulières ou n'est que la fin inévitable de son évolution.

M. de La Mazelière a entendu écrire *Quelques notes sur l'histoire de la Chine*. Ce titre nous dit assez que son petit volume n'est pas une sorte de manuel, accumulant sous une forme indigeste, et pour la préparation d'un examen, les noms, les dates et les faits. Sa manière est tout autre. Il procède par une série de tableaux largement brossés des différentes époques.

Toutefois, pour ne pas demeurer dans le domaine des généralités abstraites, il précise çà et là certains détails qu'il puise le plus souvent dans la littérature. La philosophie, la poésie et le théâtre chinois lui sont familiers. Le volume contient enfin la liste des dynasties chinoises, un index des noms cités dans l'ouvrage, une carte et huit photographies prises à Canton. Ces photographies sont modernes; mais la Chine

1. Depuis ce compte-rendu écrit, M. M. a publié dans la *Revue chrétienne* un intéressant travail sur la *Direction de conscience*.

change si peu qu'elles ne sont pas différentes des vues qu'on eût pu prendre il y a quatre ou cinq siècles.

Les conclusions de l'auteur ne s'éloignent pas sensiblement des opinions courantes. La Chine, par un respect exagéré de la tradition, se refuse au progrès. La fin de sa civilisation est marquée. Elle ne saurait se transformer. Elle se divisera et cédera la place aux nations européennes.

Ces conclusions appellent la discussion, comme bien on pense. Certaines assertions de détail aussi pourraient être critiquées. Mais qu'importe? Si M. de La Mazelière s'est proposé de piquer la curiosité, d'instruire les profanes et d'inviter les historiens à s'aventurer dans cette voie nouvelle, j'estime qu'il a fort bien réussi.

G. APPERT.

Geheime Correspondenz Josefs II mit seinem Minister in den österreichischen Niederlanden, Ferdinand Grafen Trauttmansdorf (1787-1789), publiée par le Dr Hanns SCHLITTER. Vienne, Holzhausen, 1902. In-4°, xxxix-826 pages.

Le Dr Schlitter, le savant et actif directeur des Archives impériales de Vienne, publiait en 1900 le premier volume d'une nouvelle histoire du gouvernement de Joseph II aux Pays-Bas (*Die Regierung Josefs II in den österreichischen Niederlanden, I Theil*, Wien, 1900). Il menait cette histoire, basée en grande partie sur des documents inédits, jusqu'au moment où l'Empereur se voyait forcé de remplacer le comte de Murray, ministre plénipotentiaire par intérim, par le comte Trauttmansdorf, au mois d'octobre 1787. En présence d'une opposition obstinée et devant la menace d'un mouvement insurrectionnel, il avait dû, on le sait, abroger les célèbres édits du 1^{er} janvier 1787, par lesquels il révolutionnait en quelque sorte toute l'organisation civile et judiciaire des Pays-Bas, pour la mettre en harmonie avec les idées nouvelles et ses goûts d'unification et de centralisation politiques. De toute l'œuvre qu'il avait voulu édifier dans une pensée de progrès et de bien-être publics, le souverain ne voyait subsister que ses créations d'ordre religieux, spécialement le séminaire général de Louvain. Son gouvernement de Bruxelles avait été obligé de céder au milieu de circonstances particulièrement humiliantes pour la dignité impériale, le couteau sur la gorge pour ainsi dire, et Murray, pris de peur, outrepassant les ordres de son maître, s'était même laissé aller, vis-à-vis des États de Brabant, à certain engagement qui devait un peu plus tard singulièrement gêner l'Empereur. Le livre de M. Schlitter met ce dernier point en pleine lumière, mais nous ne pouvons guère y insister ici.

La suite des études entreprises par le distingué successeur du chevalier d'Arneth nous détaillera donc tous les embarras qui résulteront pour le comte de Trauttmansdorf de la situation fort délicate créée par

les événements du mois de septembre 1787; il nous fera mieux apercevoir combien le malentendu déplorable surgi entre l'Empereur et ses sujets aboutira par une suite de conflits nouveaux à une tension de rapports telle que la révolte éclatera, lente et cachée, puis soudaine, irrésistible, et que la république « belge », premier essai de gouvernement populaire et indépendant, en sortira.

Nous avons une sorte de préface de ce second volume, non encore paru, dans l'importante correspondance que le Dr Schlitter met présentement au jour, et nous pouvons, par l'intérêt qu'elle présente, goûter par avance celui qu'offrira l'histoire des années 1788 et 1789. L'auteur, en effet, a voulu dès aujourd'hui livrer à la publicité une *partie* des matériaux au moyen desquels il édifie laborieusement son œuvre; il a craint trop d'encombrement dans l'appareil de notes qui doivent lui servir de base. Qu'on juge donc de l'étendue des recherches entreprises par l'historien, à l'aspect imposant de ce volume qui ne comporte pas moins de 533 pages de grand texte et de 278 pages de petit texte : d'une part 259 lettres, de l'autre plus d'un millier de notes, dont plusieurs sont d'une grande étendue. Et l'on ne saurait dire ce qui offre le plus d'intérêt, de la correspondance elle-même, échangée directement entre Joseph II et son représentant à Bruxelles ou des références qui éclaireissent et commentent le texte, à chaque ligne pour ainsi dire, avec une abondance et une précision extrêmes. Certes M. Schlitter se borne dans bien des cas à renvoyer le lecteur aux ouvrages belges traitant de la matière, ou aux recueils de textes, contemporains ou ultérieurs, déjà connus et dont il affirme ou rectifie les dires. Mais la plupart du temps, il nous livre à foison des documents inédits ou inexactement connus, qu'il imprime partiellement ou *in extenso*¹.

1. Nous citerons parmi ceux qui peuvent le plus intéresser les historiens : Instructions données à Trauttmansdorf à son départ pour les Pays-Bas, et celles données au comte d'Alton, nommé général commandant. — Résolutions de l'empereur sur le « pardon » à accorder à ses sujets, le séminaire général et l'Université de Louvain. — Observations de Windischgraetz sur l'édit émané contre les auteurs de libelles séditieux. — Documents réglant la situation et le rôle des gouverneurs généraux. — Rapport de Kaunitz sur les nouveaux projets de réforme judiciaire imaginés en 1788 et résolutions impériales. — Délibérations du Conseil de gouvernement sur l'exclusion des États de Brabant du cardinal de Malines et de l'évêque d'Anvers. — Mémoire de Trauttmansdorf à Kaunitz sur le séminaire général et l'attitude qu'il faudrait adopter pour assurer le succès de cette malencontreuse institution. — Rapport sur l'opposition des États de Hainaut et leur suspension (janvier 1788). — Note sur les changements à faire à la Joyeuse-Entrée (3 mars). — Plan de réforme du tiers état brabançon. — Avis de Crumpipen sur la cassation du Conseil souverain de Brabant. — Texte complet d'un manuscrit (bibl. de Bruxelles, n° 19648) de Vonck sur l'association *Pro artis et focis* et son projet d'insurrection générale (p. 699 à 730). — Note de Trauttmansdorf au sujet de la réforme du Conseil de gouvernement. — Note du même, relative au rétablissement de la constitution. — Projet (anonyme) d'un manifeste révolutionnaire, pro-

Il les a puisés à des fonds bien divers et garants de leur pleine authenticité. Nous citerons les Archives de la maison, de la cour et de l'État de Vienne, les archives privées de la famille princière des Trauttmansdorf, dont M. Schlitter a eu gracieusement l'accès, les archives du royaume à Bruxelles (Registres de la chancellerie des Pays-Bas à Vienne. — Correspondance de Van der Noot), celles de Berlin, les archives de la Guerre à Vienne, les archives de Douai (Papiers de Cornet de Grez) et les collections si précieuses de l'Albertina, à Vienne. Tout ce qui provient de ces différentes collections est, nous le répétons, à considérer comme neuf.

Pour ce qui est du corps même de la publication faisant l'objet du présent compte-rendu, les lettres du ministre proviennent du *Staats-Archiv* de Vienne et celles du souverain, originales ou dictées par lui, font partie des papiers de la famille Trauttmansdorf.

Nous ne pouvons songer à analyser, même sommairement, le contenu de cette importante correspondance. Ce serait, en somme, se livrer à un examen critique, peu en situation ici, des préliminaires de la révolution brabançonne; ce serait empiéter en même temps sur la tâche que le Dr Schlitter s'est assignée dans le volume qu'il se propose de faire paraître. On peut dire cependant dès à présent que si l'histoire des années 1788 et 1789, pendant lesquelles se consumma la rupture violente et définitive entre Joseph II et son peuple, n'est pas renouvelée par l'apport de faits modifiant les connaissances acquises (voir les ouvrages de Borghet, Gérard, Verhaegen, Gaillard, etc.), la présente publication projette tant de lumière nouvelle sur les moindres événements, elle nous initie à tant de choses et nous dévoile tant de détails caractéristiques, que la lecture de tout autre ouvrage général sur cette période apparaît comme bien pâle, bien incomplète, bien superficielle. Il va sans dire que la « Correspondance secrète de Trauttmansdorf avec Joseph II » nous instruit, par-dessus tout et directement, sur les mobiles de la politique impériale, les arrière-pensées et les calculs qui l'inspirèrent. En nous laissant voir ainsi comme à nu l'âme du maître et de ses serviteurs, elle nous fait clairement sentir dans quelle mesure cette politique, faite de violences et de concessions, était hasardeuse et devait aboutir à un

jet d'une constitution nationale et indépendante, projet d'insurrection générale (p. 756 à 764). — Instructions secrètes par Ph. Cobenzl, envoyé d'urgence aux Pays-Bas comme commissaire extraordinaire pour rétablir l'autorité impériale. — Rapport fait au ministre plénipotentiaire par son agent secret auprès de l'armée des patriotes. — Lettre de Trauttmansdorf au secrétaire de Joseph II, lui exposant les circonstances au milieu desquelles Bruxelles tomba aux mains des insurgés après que le ministre eut été forcé de fuir devant la révolution victorieuse. — Documents diplomatiques, de sources diverses, sur les démarches de Van der Noot auprès des cours de Berlin et de Londres et sur les visées secrètes de la Prusse, de l'Angleterre et de la Hollande à l'occasion des troubles imminents aux Pays-Bas (p. 691 à 693, 736 à 747, 753 à 756, 776 à 774, 777 à 789).

échec lamentable. On voudrait pouvoir transcrire ici telles déclarations ou réflexions, tels aveux ou regrets (quand le dénouement fut proche), qui, à eux seuls, feraient fort regretter que ces lettres n'eussent point été livrées à la publicité.

Ce que l'on peut se permettre cependant, sans plus attendre, c'est une appréciation générale de la valeur et du caractère du comte de Trauttmansdorf. Celui-ci se consacra corps et âme, au mépris même de tout danger personnel, à la tâche ingrate que son souverain lui avait imposée. Mais, malgré toute la conscience qu'il mit à remplir les vues de son maître, bien qu'il jugeât en général plus sainement que celui-ci de l'état réel des affaires, qu'il eût le courage de ne rien céder à Joseph II et de lui parler en toute franchise, il ne nous semble pas avoir été tout à fait à la hauteur des circonstances. Il n'avait rien de l'homme d'État, de l'administrateur d'élite qui, dominant une situation, sait imposer, même à un monarque, ses conceptions et laisser de côté tous les petits moyens d'arriver au but, pour aborder de front les questions les plus épineuses. Nous voyons trop souvent Trauttmansdorf varier dans ses opinions et ses sentiments, prêchant un jour la vigueur, le lendemain disposé à toutes les concessions, passant d'un optimisme facile à un découragement décevant, voyant tout en beau dès qu'il a obtenu, — et souvent par quels moyens hardis! — le moindre « succès » sur le Conseil ou les États de Brabant, se fiant trop aux apparences de la soumission et du calme, paraissant toujours surpris d'un échec, ne sachant trop s'il doit croire ou non aux bruits inquiétants répandus autour de lui. Il y aurait encore beaucoup à dire à son propos. Mais il faut être équitable et lui accorder le bénéfice de larges circonstances atténuantes; il faut reconnaître qu'il a été souvent beaucoup plus prudent et plus clairvoyant que son maître et lui a évité plus d'une fausse démarche; fort probablement, sans la conduite funeste du général-commandant d'Alton, qui compromet irrémédiablement les intérêts impériaux¹, le ministre aurait, sinon empêché, chose impossible, du moins retardé longtemps encore la guerre civile et l'effusion du sang. En tout cas, l'on pourra aisément un jour, grâce à l'œuvre entreprise par M. Schlitter, établir avec une grande certitude toutes les responsabilités dans les événements de 1789.

Il resterait à apprécier, à la lumière des documents que nous possédons désormais, quelles furent les causes générales qui ont rendu possible la révolution brabançonne, ainsi qu'à juger la conduite des « patriotes » d'autrefois. Le Dr Schlitter n'a pas craint de le faire dès à présent.

Il pense que les réformes politiques et religieuses de Joseph II n'ont été qu'un *prétexte* (Vorwand) pour se débarrasser du gouvernement impérial². Nous ne saurions faire assez de réserves sur cette allégation :

1. Voir à ce sujet, *passim*, des lettres de Trauttmansdorf, où celui-ci dit nettement la vérité à son maître.

2. Voir Introduction, p. 1.

la lecture de la *Correspondance secrète* et du volume I de l'histoire du *Gouvernement de Joseph II* nous a, au contraire, confirmé dans une opinion tout opposée, et nous pensons que l'affirmation de M. Schlitter étonnera plus d'un autre Belge. Qu'après cela, le savant archiviste viennois attribue une influence prépondérante à l'effet que put produire en Belgique le spectacle de la France de 1789, et qu'il pense que cet effet fut tel qu'il détermina nos ancêtres à revendiquer, eux aussi, non seulement un gouvernement populaire et autonome, — chose peu blâmable au point de vue strictement belge, — mais à secouer le joug de l'Autriche, il a raison, quoiqu'en partie seulement, croyons-nous; les événements de France ne furent qu'une des causes, la dernière en date, qui poussèrent le conflit à l'extrême, et c'est tout autant à lui-même que le gouvernement de l'Empereur dut s'en prendre, s'il perdit momentanément les provinces belges. On le voit, ce n'est pas encore le livre de M. Schlitter qui clôturera le débat.

Il n'en reste pas moins vrai que, conclusion à part, l'on devra au labeur incessant et à la haute probité scientifique du Dr Schlitter le plus important ensemble de documents parus depuis longtemps sur les dernières années du régime autrichien aux Pays-Bas.

F. MAGNETTE.

P. EISENMANN. Le Compromis austro-hongrois de 1867. Étude sur le dualisme. Paris, Société nouvelle de librairie et d'édition, 1904. In-8°, 480 pages.

Dans sa thèse de doctorat en droit, qui a pour titre : *Le Compromis austro-hongrois de 1867. Étude sur le dualisme*, M. Eisenmann a traité avec ampleur et précision une des questions les plus graves et les plus complexes de la politique européenne; d'une part, l'évolution de la puissance autrichienne et des institutions politiques de l'Autriche au XIX^e siècle, évolution dont le compromis de 1867 est le point d'aboutissement; de l'autre, les conséquences de ce compromis pour l'avenir de la monarchie austro-hongroise qu'il a constituée. M. Eisenmann ne pouvait pas faire comprendre la nature et la portée du compromis de 1867 sans exposer d'abord de quels éléments constitutifs a été formée la monarchie autrichienne, sa triple origine hongroise, bohême et autrichienne, les événements religieux et militaires qui ont amené l'écrasement de la Bohême, ceux au contraire qui, depuis la Pragmatique Sanction de Charles VI, ont préparé la Hongrie à se considérer comme une moitié de l'État autrichien destinée à faire équilibre à la partie allemande et slave de l'Empire. Un chapitre préliminaire marque avec largeur dans ses traits essentiels la situation précaire dans laquelle trois siècles d'histoire plaçaient l'Autriche et la Hongrie à la veille de la Révolution de 1848, situation sur laquelle le triomphe apparent de l'absolutisme de Metternich aveuglait presque toute l'Europe politique. Le

premier livre de l'ouvrage est consacré à la Révolution de 1848-1849 et à la réaction de dix années qui suivit. La Révolution fut vaincue en apparence à Vienne et à Budapest, mais elle avait préparé l'avènement d'un nouveau régime en achevant d'abolir dans la monarchie autrichienne les derniers restes de la féodalité, en groupant tous les éléments de progrès libéral sous la conduite des chefs les plus modérés, enfin en donnant à la Hongrie une conscience plus nette de sa force et de ses revendications nationales.

Ce sont les défaites de l'Autriche, en Italie en 1859, en Bohême en 1866, qui devaient permettre aux Hongrois de reprendre l'œuvre avortée en 1848-49. Le livre de M. Eisenmann expose avec une remarquable lucidité les événements prodigieusement compliqués de l'histoire constitutionnelle de l'Autriche depuis l'échec du système de centralisation germanique et absolutiste de Bach jusqu'à la crise de 1865-1866. L'Autriche, sous la direction de Rechberg, puis de Schmerling, essaie, par le diplôme d'octobre 1860, puis par la patente de février 1864, de concilier les droits historiques traditionnels avec les aspirations nationales modernes, les principes constitutionnels avec le maintien du centralisme conservateur.

La guerre de 1866 mit à néant les conceptions aristocratiques et absolutistes de Belcredi, et l'Autriche, qui rêvait avec Beust de prendre la revanche de Sadowa, fut obligée, pour s'assurer la fidélité des Hongrois, d'accepter le compromis de 1867, auquel est attaché le nom de Deak et qui a été considéré pendant quelque temps comme un chef-d'œuvre de politique et le salut de la monarchie autrichienne.

Les trois cents dernières pages du beau livre de M. Eisenmann sont consacrées au récit très émouvant du rétablissement de la constitution hongroise et des rapides succès obtenus par la persévérante et prudente hardiesse de Deak, puis à une analyse très minutieuse et très pénétrante des conséquences que le compromis produisit pour l'Autriche et la Hongrie. Il montre que le compromis, soumis à un renouvellement décennal, n'a guère fonctionné tout à fait normalement que pendant dix ans, que depuis 1897 il a produit une sorte de paralysie de toute la machine constitutionnelle de l'Autriche. Tandis qu'il semblait devoir créer une sorte d'équilibre d'entre les deux parties de l'Empire, la Cisleithanie et la Transleithanie, et favoriser dans chacune d'elles le développement des institutions représentatives, il a en réalité créé en Hongrie un parlementarisme puissant fonctionnant au profit des Magyars, qui ne composent que la moitié de la population; il a développé parmi eux avec la prospérité matérielle un esprit croissant d'autonomie, tandis que l'Autriche, supportant les deux tiers des charges de l'État sans en retirer des avantages correspondants, a vu se reconstituer une sorte d'absolutisme bureaucratique, par l'impossibilité de faire fonctionner normalement le système dualiste dans un pays que sa constitution semble vouer au fédéralisme. Tandis que les Magyars ont réussi à imposer leur unité à la Transleithanie, le gouvernement de Vienne,

impuissant à imposer aux Slaves une unité allemande, profite de l'opposition des Allemands et des Slaves pour administrer à côté et en dehors du Parlement; mais il se trouve menacé par les exigences croissantes et les velléités séparatrices des Hongrois.

Tout en insistant avec une grande force sur les vices de la constitution autrichienne et sur les dangers qui menacent constamment la paix de l'État, M. Eisenmann ne croit pas que l'existence de l'État autrichien doive être prochainement menacée, ni que la mort du souverain actuel, qui semble être le seul lien entre ses peuples par l'affection qu'il leur inspire, doive amener la dislocation de l'Empire. Ni le pangermanisme, ni le panslavisme, ni l'orgueilleux esprit d'indépendance des Hongrois ne lui paraissent capables de détruire une puissance qui, depuis longtemps, ne subsiste que parce qu'au fond tous ont intérêt à son maintien, ses voisins autant que ses sujets. Mais M. Eisenmann ne croit pas cependant que le système actuel puisse durer, car déjà ses rouages sont faussés et brisés. Il ne croit pas possible le remplacement du dualisme par un fédéralisme absolu; mais il n'écarte pas l'hypothèse où, dans le sein du dualisme, on réussirait à organiser une décentralisation provinciale qui satisferait les aspirations des diverses nationalités et ferait de l'Autriche une sorte de *Suisse monarchique*.

Gabriel MONOD.

Vicomte DE GONTAUT-BIRON. *Mon ambassade en Allemagne (1872-1873)*, avec un avant-propos et des notes par André DREUX, archiviste paléographe. Paris, Plon-Nourrit, 1906. 4 vol. in-8°, xi-444 pages.

C'est ici un livre de haut intérêt. Le vicomte de Gontaut-Biron représentait à l'Assemblée nationale l'opinion légitimiste la plus pure, lorsqu'il fut mandé, en novembre 1871, par M. Thiers, qui le pria, à brûle-pourpoint, d'accepter l'ambassade de France à Berlin : la République n'était représentée en Allemagne que par un chargé d'affaires, M. de Gabriac; la chancellerie allemande désirait vivement que les relations entre les deux pays fussent régularisées, et M. Thiers tenait à avoir pour représentant à Berlin un homme nouveau, grand seigneur, connu à l'étranger. M. de Gontaut-Biron se récria, invoqua son inexpérience, la crainte d'être « roulé par le diplomate le plus madré des temps modernes », ses opinions légitimistes et son opposition aux tendances gouvernementales de M. Thiers. Rien n'y fit. Le président était tenace, il ne lâcha son homme qu'après acceptation. « M. de Bismarck m'a affirmé, ajouta-t-il à titre de consolation, que notre ambassadeur serait à Berlin comme un *coq en pâte*. » Le vicomte se résigna; il arriva en Allemagne en janvier 1872 et y resta cinq ans.

M. de Gontaut-Biron avait soigneusement conservé de ce temps des

notes et des papiers¹; à l'heure de la retraite, il en a tiré des *Souvenirs*, dont la rédaction a été malheureusement interrompue par la mort de leur auteur; le présent volume, parfaitement mis au point par M. Dreux, ne va que jusqu'au mois de novembre 1873, et il fait vivement regretter l'interruption d'une œuvre si intéressante; tout n'y est pas inédit, et M. Dreux a signalé lui-même ce qui avait été déjà publié sur cette époque; mais les relations de la France et de l'Allemagne n'avaient point encore été l'objet d'un récit aussi continu et vivant : la libération successive du territoire, les difficultés de protocole lors de l'élection du maréchal de Mac-Mahon, les exigences des militaires, les roueries et les colères de Bismarck, tout y paraît en lumière et démontre que le grand trompeur avait encore trompé : l'ambassadeur de France ne fut point à Berlin comme un *coq en pâte*. A la fin de 1873, la République avance dans « le travail pacifique de sa régénération intérieure », l'Allemagne est inquiète, craignant de n'avoir point frappé à mort son adversaire, les diplomates français redoutent « quelque mauvaise querelle », où la France reçoive le dernier coup; c'est alors que se prépare le mouvement qui devint l'alerte de 1875. Mais le volume se termine à ce moment, et le lecteur s'arrête, désolé, séduit. Ajoutons que les *Souvenirs* de M. de Gontaut-Biron contiennent de piquants aperçus sur les luttes politiques en France et la marche du parti légitimiste.

Paul MATTER.

1. Sur lesquels M. le duc de Broglie avait déjà rédigé un intéressant volume, *la Mission de M. de Gontaut-Biron à Londres*. Paris, Calmann-Lévy, 1896.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

1. — **Bibliothèque de l'École des chartes.** Tome LXVII, 1^{re} et 2^e livr. Janv.-avril 1906. — Élie BERGER. Les lettres closes de Saint-Omer (étudie au point de vue diplomatique les lettres closes de la comtesse Mahaut d'Artois, récemment découvertes et publiées par l'abbé Bled. Avec deux fac-similés). — TEILHARD DE CHARDIN. Comptes de voyage d'habitants de Montferrand à Arras en 1479 (ces habitants étaient des émigrants, des gens de métier que Louis XI envoyait à Arras pour y établir des colons de vieux sang français à la place de la population artésienne, dont il trouvait les sentiments trop « autrichois »). — Joseph CALMETTE. Un jugement original de Wifred le Velu pour l'abbaye d'Amer, 17 avril 898 (Wifred y est appelé « Gauzfredus comes »; il était comte de Gérone et mourut le 11 août 898). — Georges DAUMET. Les testaments d'Alfonse X, le Savant, roi de Castille (publie le texte latin de deux testaments datés de Séville, l'un le 8 novembre 1282, l'autre le 10 janvier 1284. Ce sont des traductions des originaux, qui sont connues depuis longtemps). = Bibliographie : *Br. Krusch. Jonaë vitæ sanctorum Columbani, Vedastis, Johannis* (excellente édition). — *S. Hellmann. Sedulius Scottus* (très intéressant, pour les historiens comme pour les philologues). — *R. Poupardin. Monuments de l'histoire des abbayes de Saint-Philibert*, publiés d'après les notes d'Arthur Giry (excellent. L'auteur de l'article, Alfred Richard, discute et corrige plusieurs identifications de noms de lieu). — *L. Vuithorgne. Un maire de Beauvais historien : Denis Simon, sa famille, sa vie et ses œuvres, 1482-1731.* — *Comte Henry de Castries. Les sources inédites de l'histoire du Maroc, de 1530 à 1845; 1^{re} partie.*

2. — **Revue des Études historiques.** 1906, mars-avril. — Paul FROMAGEOT. Les aventures de Jean-Baptiste de Monicart et comment il composa à la Bastille son Versailles immortalisé (biographie du personnage d'après des pièces d'archives; espion au service de Louis XIV, protégé de Chamillart, il fut arrêté en 1710 sous une accusation de haute trahison et oublié à la Bastille. Il fut remis en liberté le 16 nov. 1714, après la paix). — Georges LACOUR-GAYET. Voyage de Louis XVI à Cherbourg, 1786 (dresse l'inventaire des documents, imprimés ou manuscrits, qui se rapportent à ce voyage. Les notes prises par Louis XVI sont, comme il faut s'y attendre, spécialement dénuées d'intérêt). — J. PAQUIER. Lettres familières de Jérôme Aléandre; suite (1519). = Comptes-rendus : *E. Bourguet. L'administration financière du sanctuaire pythique au IV^e siècle.* — *H. Thirion. M^{me} de Prie, 1698-*

1827 (intéressant; mais pourquoi pas de notes, pas de renseignements sur les manuscrits utilisés?). — *Alphonse Bertrand*. Versailles. Ce qu'il fut, ce qu'il est, ce qu'il devrait être (bon).

3. — Revue d'histoire moderne et contemporaine. T. VII, n° 6. Mars 1906. — Ph. SAGNAC. Le Concordat de 1817. Étude des rapports de l'Église et de l'État sous la Restauration, 1814-1821; suite et fin (très intéressant exposé des causes qui empêchèrent l'inexécution du Concordat de 1817 et amenèrent l'accord de 1821. En somme, sauf en ceci que le nombre des sièges épiscopaux était fort augmenté : quatre-vingts au lieu de cinquante, le Concordat de 1804 subsistait, avec ses articles organiques. La nation avait obligé le gouvernement à le conserver). = Comptes-rendus : Assemblée électorale de Paris. Procès-verbaux publiés par *Étienne Charavay*; t. III : 2 septembre 1792-17 frimaire an II. — *G. Arnaud*. Histoire de la Révolution dans le département de l'Ariège (utile contribution à l'histoire politique et sociale de la classe paysanne). — *J. Florange*. Nicolas Francin, évêque constitutionnel de la Moselle, principalement d'après sa correspondance avec Grégoire de Blois (utile contribution à l'histoire religieuse de la Révolution). — *Henry Michel*. La loi Falloux, 4 janvier 1849-15 mars 1850 (l'auteur s'est enfermé trop étroitement dans l'étude même de la loi; il n'a pas assez éclairé les alentours, le milieu dans lequel elle est née; beaucoup de faits utiles qui ne sont pas assez expliqués). — *Louis Andrieux*. La Commune à Lyon en 1870 et 1871 (d'utiles anecdotes, quelques documents intéressants; peu d'idées). = N° 7, avril. Commandant WEIL. Les négociations secrètes entre Joachim Murat et le prince Eugène, février-mars 1814, d'après des documents inédits. — Le travail d'histoire moderne en province : G. GAZIER. Franche-Comté, années 1900-1905. = Comptes-rendus : A. TILLEY. The literature of the french Renaissance (remarquable). — J. AULAGNE. La réforme catholique du XVII^e siècle dans le diocèse de Limoges (bon). — *Albert Bayet* et *François Albert*. Les écrivains politiques du XVIII^e siècle. Extraits, avec une introduction et des notes (bon; il est nécessaire d'attirer dans nos lycées l'attention des élèves sur les doctrines des philosophes français, mais il faut montrer qu'ils ne surent pas seulement détruire, et il y avait une place à faire dans ces extraits aux écrits relatifs à l'organisation de la société future, ainsi qu'aux écrits des adversaires de la philosophie). — *Comte Fleury*. Angélique de Mackau, marquise de Bombelles, et la cour de M^{me} Élisabeth (assez intéressant). — *Geoffroy de Grandmaison*. Correspondance du comte de La Forest, ambassadeur de France en Espagne, 1808-1813; t. I : avril 1808-janvier 1809. — *Hennet de Goutel*. Mémoires du général marquis Alphonse d'Hautpoul, pair de France, 1789-1865. = Notes et nouvelles. Le récent versement du ministère de la Justice aux Archives nationales (avec un inventaire sommaire; tout ce que le ministère possédait d'archives anciennes est maintenant déposé aux Archives nationales).

4. — **Bulletin critique.** 1906, 25 mars. — *Eusèbe.* Histoire ecclésiastique. Livres I-IV. Texte grec et trad. fr. par E. Grapin. — *Edm. Parisot.* Un éducateur mystique : Jean-Frédéric Oberlin, 1740-1826 (excellente biographie). — *Général J.-P. Doguereau.* Journal de l'expédition d'Égypte, publié par le comte de La Jonquière (intéressant). — *G. Stenger.* La Société française pendant le Consulat; 2^e série (amusant, mais sans valeur scientifique). — *G. Servières.* L'Allemagne française sous Napoléon I^{er} (bon; mais l'auteur n'a utilisé que des documents français). = 5 avril. *Abbé E. Lesne.* La hiérarchie épiscopale en Gaule et en Germanie, 742-882 (bon). — *G. Isambert.* Les idées socialistes en France de 1815 à 1848 (d'utiles recherches, mais la culture économique et historique de l'auteur est insuffisante). — *Baron de Bildt.* Christine de Suède et le conclave de Clément X, 1669-1670 (très attachant). — *E. Rodocanachi.* Le Capitole antique et moderne (curieux et neuf dans certaines parties). = 15 avril. *Ch. Diehl.* Études byzantines (fort intéressant). — *H. Dubrulle.* Cambrai à la fin du moyen âge (important). = 25 avril. *C. de Boor.* Georgii Monachi chronicon; t. II. — *Jac. Haury.* Procopii Caesariensis opera omnia. De Bellis. — *Vicomte du Breil de Pontbriand.* Un chouan : le général du Boisguy (n'apporte rien de nouveau). = 5 mai. *Louis Launay.* Histoire de l'église gauloise depuis les origines jusqu'à la conquête franque, 511 (œuvre méritoire, agréablement écrite, mais d'une érudition insuffisante et qui retarde). — *H. d'Arbois de Jubainville.* La famille celtique; étude de droit comparé (intéressant). — *Henri Cardon.* Extraits du Journal de Charles de Croix, chanoine de l'église collégiale de Saint-Quentin (bon).

5. — **Journal des Savants.** Février 1906. — M. BERTHELOT. Adalard de Bath et la *Mappæ clavícula* (cette « Clé de la Peinture » ne saurait avoir pour auteur Adalbert de Bath, qui vivait au XII^e s., puisque le ms. de Schlestadt est au plus tard du x^e, mais il peut avoir été l'auteur d'une seconde rédaction, représentée par un ms. de Lucques. Sa part contributive est mince d'ailleurs : à peine cinq numéros sur deux cents). = Mars. M. COLLIGNON. La sculpture attique avant Phidias (à propos de l'ouvrage d'Henri Lechat); fin en avril. — P. FABIA. Une prétendue source de Tacite : l'empereur Nerva (tient pour inadmissible la thèse présentée par M. Profumo dans ses *Fonti del incendio Neroniano*). — L. GALLOIS. La Géographie générale de Varenius (il s'agit de Bernard Varenius, auteur d'une *Geographia generalis* publiée en 1650 à Amsterdam et sur laquelle M. S. Günther vient de publier une excellente étude historique et critique. Varenius est maintenant classé parmi les classiques de la géographie). = Avril. Élie BERGER. La frontière d'Argonne (d'après les textes publiés par MM. Stein et Le Grand). — G. PARISSET. La politique du Grand Électeur (d'après les ouvrages de MM. Philippson, A. Waddington et G. Pagès. Curieux tableau de l'électeur en particulier et de la diplomatie européenne au XVII^e siècle). — P. BOISSONNADE. L'Allemagne au XVIII^e siècle (d'après Desdevises du

Dézet). — Mai. L. DELISLE. La coupe d'or du roi Charles V (décrit cette coupe, sur laquelle la vie de sainte Agnès était figurée en émaux translucides. Offerte par Jean de Berry à Charles VI, elle fut acquise par le duc de Bedford, possédée par les Tudors, qui ordonnèrent quelques modifications et additions, offerte par Jacques I^{er} au connétable de Castille à l'occasion de la signature du traité de paix conclu entre l'Angleterre et l'Espagne; retrouvée dans le couvent espagnol de Medina del Pomar, elle est aujourd'hui au Musée britannique. Elle a été décrite et publiée au tome VII, 3^e partie, des *Vetusta Monumenta*). — A. DE LAPPARENT. L'épopée antarctique; 2^e et dernier art. (les résultats obtenus par les voyages au pôle sud ont été considérables, mais ne sont que l'amorce de nouveaux voyages qui devront être accomplis par une coopération internationale scientifiquement préparée). — G. RADET. La topographie d'Éphèse (d'après Otto Benndorf). — H. DEHÉRAIN. La prise de possession de Sainte-Hélène par la Grande-Bretagne au XVII^e s. (d'après l'ouvrage de E.-L. Jackson. Importance pour l'étude de la géographie de l'Atlantique des voyages effectués à la recherche d'une île imaginaire, la Nouvelle Sainte-Hélène, au XVII^e s.).

6. — *Revue critique d'histoire et de littérature*. 1906, 19 mars. — Dr Paul Ehrenreich. Die Mythen und Legenden der südamerikanischen Urvölker, und ihre Beziehungen zu denen Nord-Amerikas und der alten Welt (curieux rapprochements). — F. de Mély. *Exuviae sacrae Constantinopolitanae* (beaucoup de recherches, peu de critique). — K. Wenck. Philipp der Schöne von Frankreich, seine Persönlichkeit und das Urtheil der Zeitgenossen (excellent). — E. Vogt. Erzbischof Mathias von Mainz, 1321-1328 (étude consciencieuse sur un personnage insignifiant). — Aug. Cour. L'établissement des dynasties des chérifs au Maroc et leur rivalité avec les Turcs de la Régence d'Alger, 1509-1830 (bon). — F. Hirsch. Das Tagebuch Dietrich Sigismund von Buchs, 1674-1683; t. II (très curieux pour l'histoire du Grand Électeur). — Le vice-amiral Bergasse du Petit-Thouars, d'après ses notes et sa correspondance, 1832-1890 (détails très intéressants sur la révolution du Japon en 1868 et sur le siège de Strasbourg en 1870). — 26 mars. K. Hampe. Urban IV und Manfred, 1261-1264 (bon). — Aug. Folz. Kaiser Friedrich II und Papst Innocenz IV; ihr Kampf, 1244-1245 (étude soignée, mais peu nouvelle, sur le concile de Lyon). — V. Forot. L'année de la Peur à Tulle (publie d'utiles documents). — Rapport annuel de l'Association d'histoire américaine pour 1903. Septième rapport de la Commission des mss. historiques. Correspondance des envoyés français aux États-Unis, 1791-1797 (important). — 2 avril. A. Kern. Deutsche Hofordnungen des 16 u. 17 Jahrh.; t. I (recueil de règlements ayant pour but de déterminer, dans les petites cours princières d'Allemagne, le rang, la compétence de chaque fonctionnaire ou employé et les rémunérations auxquelles il avait droit). — Eug. de Budé. Les Bonaparte en Suisse (riche moisson d'anecdotes). — Paul Azan. Récits d'Afrique. Sidi Ibrahim (bon récit, copieusement documenté). — A. Billot. La France et l'Italie.

Histoire des années troubles, 1881-1899 (travail de seconde main, par un diplomate qui a su beaucoup de choses, qui s'efface constamment derrière le « secret diplomatique », mais qui écrit avec facilité, élégance, impartialité). = 9 avril. *M. Moore*. Carthage of the Phœnicians (bon résumé des fouilles opérées à Carthage depuis une trentaine d'années). — *A. Mayr*. Aus den phœnikischen Nekropolen von Malta. — *J.-H. Lipsius*. Das attische Recht und Rechtsverfahren (refonte complète de l'ouvrage que Meier et Schömann ont publié en 1823 et dont une édition revue avait paru de 1883 à 1887. Ouvrage de haute valeur). — *H. d'Arbois de Jubainville*. La famille celtique; étude de droit comparé (instructif). — *J. B. Bury*. The life of St Patrick and his place in history (remarquable). — *F. Gess*. Akten und Briefe zur Kirchenpolitik Herzog Georgs von Sachsen. — *K. Rauch*. Traktat über den Reichstag im 16 Jahrh. (bonne édition critique de ce traité, qui paraît avoir été composé en 1587). — *Ingold et Bonnardet*. Mémoires domestiques pour servir à l'histoire de l'Oratoire par le P. Louis Batterel (curieux). = 16 avril. *R. J. Bonner*. Evidence in athenian courts (bonne étude sur une partie de la procédure en droit grec). — *E. Bourguet*. L'administration du sanctuaire pythique au IV^e siècle av. J.-C. (bon). — *Mahaffy*. The progress of Hellenism in Alexander's empire (recueil de six conférences; intéressant). — *Diodori bibliotheca historica*; t. IV, edid. *C.-Th.-Fischer*. — *Brunnow et A. von Domaszewski*. Die Provincia Arabia; t. II (excellent). — *M. Prou*. Recueil de fac-similés d'écritures du V^e au XVII^e s. — *Mélanges Paul Fredericq*. — *Ch. Diehl*. Études byzantines (intéressant recueil). = 23 avril. *Leo Preudhomme*. C. Suetoni Tranquilli de vita caesarum libri 8 (bonne édition). — *P. Legendre*. Un manuel tironien du X^e siècle. — *G. Paris*. La littérature française au moyen âge (3^e édit. revue et mise au courant par J. Bédier et P. Meyer; la bibliographie a été entièrement remaniée). — *G. Cirot*. Mariana historien (bon). — *K. Stählin*. Die Walsinghams bis zur Mitte des 16 Jahrh. (quelques faits nouveaux). — *A.-O. Meyer*. Clemens VIII und Jakob I von England (quelques documents nouveaux sur les rapports secrets entre le roi d'Écosse et la papauté; les conclusions qu'en tire l'auteur paraissent exagérées). — *L. Hennet*. Les volontaires nationaux pendant la Révolution; t. III (bon). = 30 avril. *A. Pfister*. Die Amerikanische Revolution, 1775-1783 (histoire surtout militaire, par un officier qui se propose de mettre en relief la part prise par les Allemands à l'indépendance américaine). — *Karl Marx*. L'Allemagne en 1848. Karl Marx devant les jurés de Cologne. Révélation sur le procès des Communistes; trad. de l'allemand par *L. Remy*. — *Essays on the teaching of history* (intéressant).

7. — Bulletin de Correspondance hellénique. 1906, mars-mai. — *G. COLIN*. Inscriptions de Delphes. La théorie athénienne à Delphes (important mémoire de 168 pages où sont publiées soixante-six inscriptions). — *M. HOLLEAUX*. Remarques sur le papyrus de Gouroub (qui raconte les débuts de la 3^e guerre de Syrie; on vient d'en retrouver un

fragment important. Essai de reconstitution de ce fragment, avec de brèves remarques sur l'ensemble du texte). — Id. Note sur une inscription de Colophon Nova (il y est question d'un prince de Pergame, Athénaios, quatrième fils d'Attale I^{er}).

8. — *Revue archéologique*. 4^e série, t. VII. Mars-avril 1906. — E.-T. HAMY. Matériaux pour servir à l'histoire de l'archéologie préhistorique; I : le Mémoire de Mahudel sur les pierres de foudre, 1737 (publie ce mémoire, dont le titre complet est : les Mouvements les plus anciens de l'industrie des hommes et des arts reconnus dans les pierres de foudre). — P. MONCEAUX. Enquête sur l'épigraphie chrétienne d'Afrique; suite. — Andrew LANG. Le bronze et le fer dans Homère. — J. CHABERT. Histoire sommaire des études d'épigraphie grecque en Europe; suite. — SEYMOUR DE RICCI. La chronologie des premiers patriarches d'Alexandrie (saint Abile, troisième évêque d'Alexandrie, 85-97, est un personnage historique; il était sans doute fils d'un affranchi d'Aulus Avillius Flaccus, qui fut préfet d'Égypte de 32 à 37). — CAGNAT et BESNIER. Revue des publications épigraphiques relatives à l'antiquité romaine, janvier-février.

9. — *Revue des Études anciennes*. T. VII, 1905, oct.-déc. — M. CLERG. Les premières explorations phocéennes dans la Méditerranée occidentale. — G. GASSIES. Le dieu gaulois au sac. — C. JULLIAN. Notes gallo-romaines; XXVIII : les Celtes chez Hérodote. — A. LEROUX. Le passage de la Vienne et l'origine de Limoges (premier centre d'habitation celtique au lieu dit la Roche-au-Gué; voies et constructions romaines; la cité et le château au moyen âge). — T. VIII, 1906, janv.-mars. G. RADET. Recherches sur la géographie ancienne de l'Asie Mineure; IV : la Colonisation d'Éphèse par les Ioniens. — F. AUSSARRES. L'auteur du *Strategicon* (est-ce Maurice, généralissime de 580 à 582 et futur empereur? Rien ne permet de le nier, rien ne le laisse affirmer catégoriquement, tout porte à le croire). — C. JULLIAN. Notes gallo-romaines; XXIX : « Briga » (ce mot n'est pas celtique; il appartient probablement à la couche ligure; quant au ligure, rien ne dit que cette langue ne fût pas indo-européenne). — G. GASSIES. Notes sur les déesses-mères, à propos d'un monument inédit. — Avril-juin. G. BLOCH. Observations sur le procès des Scipions (se propose d'étudier les points suivants : quelle a été l'accusation intentée à chacun des deux frères? De quel tribunal ont-ils été rendus justiciables? Que faut-il penser de l'authenticité des deux décrets tribunitiens relatifs à cette affaire? 1^{er} article). — C. JULLIAN. Notes gallo-romaines; XXX : Stradonitz et La Tène. Hallstadt. Graechwyl (les fouilles de Stradonitz, étudiées par M. Picé dans un livre qu'a traduit M. Déchelette, nous font connaître une civilisation celtique. M. Picé a cru, à tort, y reconnaître les Marcromans. Avant l'arrivée de Marbod, la Bohême fut le centre d'un grand empire celtique, celui des Boiens, qui lui ont laissé leur nom. Stradonitz, ville industrielle, en fut sans doute la cité maîtresse. Ce que fut

la civilisation dite de Hallstadt. Le premier contact des Grecs avec les civilisations de Hallstadt et de La Tène paraît s'être fait en Suisse, comme semble l'indiquer le vase découvert à Græchwyli). — G. DORTIN. Le passage du Danube par les Galates. — C. JULLIAN. A propos des Scordisques. — Th. REINACH. Timagène, Josèphe et la géographie de la Gaule. — H. DE LA VILLE DE MIRMONT. L'astrologie chez les Gallo-Romains; suite et fin.

10. — Mélanges d'archéologie et d'histoire. 1905, sept.-déc. — L. HALPHEN. La cour d'Otton III à Rome, 998-1001 (cette cour, on l'a décrite surtout à l'aide de deux documents, l'un la *Graphia urbis Romae*, l'autre un ouvrage relatif aux juges palatins; que valent ces témoignages? Rien. Otton a sans doute cherché à faire revivre quelques usages ou titres romains, comme celui de *magister militum*; il se plait aussi parfois à parer ses fonctionnaires de noms byzantins; mais il n'a pas imaginé « cette mascarade ridicule » que nous peignent les historiens modernes. Otton III a pu rêver; il n'a pas été jusqu'à la folie). — Mgr L. DUCHESNE. Les évêchés d'Italie et l'invasion lombarde; 2^e art. (cette invasion a fait disparaître un grand nombre d'évêchés. Réponse à A. Crivellucci. En appendice, table des évêchés italiens au VI^e s.). — J. CARCOPINO. « Decumani »; note sur l'organisation des sociétés publiques sous la République (commente un passage des *Verrines*, Actio II, lib. II).

11. — Bulletin hispanique. T. VIII, 1906. Avril-juin. — A. MESQUITA DE FIGUEIRIDO. Ruines d'antiques établissements à salaisons sur le littoral sud du Portugal. — J. SAROIHANDY. Un saint bordelais en Aragon (saint Urbez, dont le corps, encore intact, est déposé dans l'église de Nocita, en Haut-Aragon). — A. MOREL-FATIO. D. Bernardino de Mendoza; suite et fin : les Œuvres (publie un récit inédit de la mort du roi de France Henri III). — C. PÉREZ-PASTOR. De quelques faits nouveaux relatifs à l'histoire de la comédie en Espagne; 2^e série : XVI^e s. (1581-1583). — G. CHAOT. Recherches sur les Juifs espagnols et portugais à Bordeaux.

12. — Bulletin italien. T. VI, n° 2. Avril-juin 1906. — V.-L. BOURNILLY. Les diplomates de François I^{er} : Maraviglia à Milan, 1532-1533 (publie : 1^o une lettre adressée par Maraviglia de Milan, le 22 mars 1533, à Montmorency, où se trouvent de curieux détails sur le passage de Charles-Quint en Lombardie; 2^o un double récit de l'exécution de Maraviglia, qui a été utilisé par Guillaume du Bellay dans ses Mémoires). — J. LUCHAIRE. Lettres de Vincenzo Monti à M^{me} de Staël pendant l'année 1805.

13. — Revue d'histoire rédigée à l'État-major de l'armée. 7^e année, 1905. Décembre. — La campagne de 1794 à l'armée du Nord; 2^e partie : Opérations. L'investissement de Landrecies; suite en janvier, février et mars 1906 (le siège de Landrecies, le désastre de Trois-

villes). — La course de Benavente (mesures prises par l'Empereur après l'échec du 28 décembre; passage de l'Esla par la cavalerie, dans la journée du 30 décembre; Napoléon sur la route d'Astorga); suite en janvier 1906 : la Poursuite de l'armée anglaise par le maréchal Soult, 2-16 janvier 1809; fin en février : Bataille de la Corogne, 16 janvier, et retraite des Anglais; capitulation de la Corogne le 19 janvier et du Ferrol le 27. — La guerre de 1870-1871. L'armée de Châlons; 2^e partie : la Marche vers Montmédy (journée du 27 août); suite en janvier 1906 : Journée du 28 août (l'intervention funeste du ministre de la Guerre dans les projets vacillants de Mac-Mahon empêche ce dernier de battre en retraite sur Mézières, comme il avait pensé le faire tout d'abord); suite en février; 3^e partie : Nouart-Beaumont (combat de Nouart, le 29 août. La grosse erreur commise par Mac-Mahon fut de vouloir dérober sa marche à l'ennemi sans avoir cherché au préalable à se rendre compte de la force de celui-ci); suite en mars : la Surprise de Beaumont. = 1906, janvier. États-majors et cabinets militaires pendant la campagne de 1870-1871 (conflits entre ces deux catégories d'officiers; utilisation défectueuse des officiers d'état-major, surtout durant la première partie de la guerre). = Mars. La campagne de 1797 sur le Rhin; suite (le plan de campagne).

14. — Nouvelle Revue historique de droit français et étranger. 1906, janv.-févr. — P. DE LABRIOLLE. Tertullien juriconsulte. — L. BEAUCHET. La loi d'Upsland. Livre de la terre; suite. — Félix AUBERT. Le Parlement de Paris au xvi^e siècle; 2^e art. (attribution législative; le Parlement et la juridiction ecclésiastique). — Ed. MEYNIER. Variétés (signale l'importance, pour l'histoire du droit dans le midi de la France, d'une « Somme » du code, traduction latine par Ricardus Pisanus d'une compilation juridique en provençal, *le Codi*, texte qu'a retrouvé et que vient de publier M. Fitting; M. Suchier se propose d'éditer plus tard le texte provençal. La « Somme » a dû être composée à Arles entre 1144 et 1149, « en vue de soutenir les prétentions de Raimond des Baux au comté de Provence contre celles de Raimond Bérenger IV, comte de Toulouse, Raimond des Baux ayant obtenu l'investiture impériale et étant disposé à favoriser le rétablissement de l'autorité impériale dans cette région »).

15. — Annales de Géographie. 1905, 15 nov. — Jovan ERDELJANOVIĆ. Les études de géographie humaine en pays serbe. — Fernand MAURETTE. État de nos connaissances sur le N.-E. africain; fin (les races, les régions de vie humaine, les courants économiques). = 1906, 15 janv. D. AÏROFF. Peuples et langues de la Russie, d'après les données du premier recensement russe exécuté en 1897. — Capitaine ROUGET. Étude sur la cartographie de l'Indo-Chine française. = 15 mars. A. DE LAPPARENT. Sur de nouvelles mappemondes paléographiques. — CIVILIC. Remarques sur l'ethnographie de la Macédoine; 1^{er} art. — Augustin BERNARD et N. LACROIX. L'évolution du nomadisme en Algérie.

16. — Le Bibliographe moderne. 1905, mai-août. — BRUTAILS. De l'insuffisance des règlements sur le service des archives. — HENRI DE CURZON. Une bibliographie de l'alpinisme pyrénéen; fin. — HENRI STEIN. Nouveaux documents sur Wolfgang Hopyl, imprimeur à Paris. — Sept.-déc. HENRI STEIN. La place des sciences dans les bibliothèques françaises (réponse à l'Enquête instituée par la *Revue scientifique*). — P. DORVEAUX. Historique de la bibliothèque de l'École de pharmacie de Paris. — MARIUS BARROUX. Analyse du premier registre des archives de l'École de pharmacie. — GEORGES BOURGIN. Les archives pontificales et l'histoire moderne de la France (mémoire fort documenté de 110 p. Important). — G. OURSEL. A propos de la réorganisation des bibliothèques et des archives. — P. ARNAULDET. Inventaire sommaire de la « librairie » du château de Blois en 1518; suite.

17. — Revue des Bibliothèques. 1905, oct.-déc. — ÉMILE CHÂTELAIN et ANTONIO SPAGNOLO. La tachygraphie latine des manuscrits de Vérone; 2^e art. (avec un facsimilé et une liste des signes tachygraphiques). — ANTONIO MUÑOZ. Les manuscrits à peintures de la bibliothèque Chigi à Rome.

18. — Revue celtique. Janv. 1906. — SALOMON REINACH. Pourquoi Vercingétorix a renvoyé sa cavalerie d'Alésia (parce que le cheval était un animal tabou; des sacrifices de chevaux en pays germaniques et de l'interdiction de l'hippophagie par les papes au VIII^e et au IX^e siècle; le cheval considéré comme ancêtre mythique de certaines familles royales de Germanie).

19. — Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. Comptes-rendus des séances de l'année 1905. Bulletin de nov.-déc. — CAGNAT. Le Casios et le lac Sirbonis (publie une lettre de M. Clédât qui contient le texte d'une inscription grecque de l'an 750 de l'ère de Rome, ou de l'an 4 av. J.-C.; il y est question du préfet d'Égypte C. Turranus). — E. ALBERTINI. Rapport sommaire sur les fouilles d'Elche, Espagne. — GEORGES PERROT. Notice historique sur la vie et les travaux de M. Henri-Alexandre Wallon, 1812-1904 (avec une bibliographie qui contient 163 numéros). — LOUIS LEGER. L'invasion tatar dans la littérature russe du moyen âge. — MAURICE HOLLEAUX. Rapport sur les travaux exécutés dans l'île de Délos par l'École française d'Athènes pendant l'année 1905 (avec d'intéressantes vues photographiques). — ERNEST BABELON. Les fouilles de la Turbie (dans les ruines du « Trophée des Alpes » ou « Tour d'Auguste », monument qui fut élevé en l'an 7-6 av. J.-C. pour célébrer les victoires de l'empereur sur les peuples des Alpes).

20. — Académie des Sciences morales et politiques. Séances et travaux. Compte-rendu, 1906, mars. — LOUIS RENAULT. Notice sur la vie et les œuvres de M. Arthur Desjardins. — A. BÉCHAUX. L'évolution des doctrines économiques en Allemagne (au XIX^e siècle; rapide esquisse). — L. LALLEMAND. Les soins donnés aux malades dans les

hôpitaux du moyen âge; suite. — Émile WORMS. Les vicissitudes de la puissance paternelle; fin en avril. = Avril. E. LEVASSEUR. Aperçu de l'évolution des doctrines économiques et socialistes en France sous la troisième République. — Achille LUCHAIRE. Innocent III et la Hongrie.

21. — Société nationale des Antiquaires de France. Séances, 1906, 28 mars. — M. MAURICE fait une communication sur les monnaies signalant les *Natalia* des empereurs Maximien Hercule et Constantin le Grand. — M. ENLAÏT présente une photographie d'un masque en pierre conservé au musée d'Orléans qui devait être suspendu au cou des femmes notées d'infamie et promenées dans la ville comme le *Klepperstein* de Mulhouse. = 18 avril. M. Vauvillé communique un fragment de poterie trouvé à Ambleny (Aisne) qui porte le nom Veranius. — M. JADART signale l'entrée au musée de Reims de la collection de vases gaulois et de torques formée par M. Cayon et la découverte d'une boucle de ceinturon en or et d'une pendeloque de jambes dans un tombeau franc à Mont-Saint-Remi (Ardennes). — M. PASQUIER fait une communication sur les archives notariales de Toulouse qui contiennent les baux de construction du palais archiépiscopal et un marché d'armures milanaïses passé en 1562 entre le cardinal Georges d'Armagnac et l'armurier génois Charles Lomelin. — M. le comte DE LOISNE lit un mémoire sur les localités disparues du Pas-de-Calais. — M. DEMAISON signale la découverte d'un sarcophage romain trouvé à Reims qui porte les lettres AD et les compare à d'autres marques du même genre. = 2 mai. M. DE MÉLY, réfutant deux opinions émises par M. Male, prouve que la couronne d'épines apparaît sur la tête du Christ au milieu du XIII^e s. et que la tête de mort qui se voit au bas du crucifix n'est pas un hiéroglyphe; le crâne en question, que les Pères de l'Église considèrent comme celui d'Adam, est peut-être le souvenir d'une tradition rituelle qui consistait en un sacrifice humain sur l'emplacement d'une citadelle. — M. ARNAULDET signale un inventaire inédit des archives des Visconti et des Sforza conservé aux archives des notaires de Pavie. On y trouve certaines pièces relatives au mariage de Louis d'Orléans et de Valentine Visconti. — M. CHAPOT fait une communication sur le port et l'enceinte d'Antioche sous les Séleucides; il en présente un plan à grande échelle. = 9 mai. M. le comte DE LOISNE décrit la sépulture équestre de Béthune; les ossements du mort enseveli au-dessus de son cheval étaient engagés dans du mortier. Aux pieds du cadavre, on a trouvé un demi-cercle de fer qui doit être l'armature d'un bouclier. — M. MONGEAUX communique plusieurs inscriptions de Moctar de la part de M. Merlin. = 23 mai. M. ARNAULDET lit un mémoire sur des documents financiers relatifs à la dot de Valentine de Milan.

22. — Société de l'Histoire de Paris. Mémoires. Tome XXXII, 1905. — Henri OMONT. Documents nouveaux sur la Grande Confrérie Notre-Dame aux prêtres et bourgeois de Paris (documents nouveaux

qui complètent ceux qu'a publiés jadis Leroux de Lincy, 1844. A noter un obituaire et quinze chartes tirées du second cartulaire de la Confrérie, 1271-1292). — E. GUILLEMET. Les forêts de Senlis. Étude sur le régime des forêts d'Halatte, de Chantilly et d'Ermenonville au moyen âge et jusqu'à la Révolution (ouvrage considérable de 230 pages, composé presque uniquement à l'aide de documents inédits, accompagné de cartes et de plans). = *Bulletin*, 1905, 5^e livr. Léon MIROR. Les fondations de la famille Budé en l'église Saint-Gervais de Paris (publie trois documents de 1405, 1460, 1502). — Albert VUAFIART. Un guide de Paris du XVIII^e siècle à l'usage des dessinateurs pour étoffes.

23. — *Analecta Bollandiana*. 1906, n° 1. — L. PETIT. Vie de saint Athanase l'Athonite. — G. DELEHAYE. Saint Expédit et le martyrologe hiéronymien (répond à un article de la *Civiltà cattolica* qui tente de prouver l'authenticité de ce saint). = *Comptes-rendus* : A. BELL. *Lives and Legends of the English Bishops and Kings*, mediaeval monks and other later Saints (ouvrage de valeur, bien que l'auteur ne trace pas toujours avec assez de netteté la démarcation entre les récits historiques et les traits légendaires). — D. LECLERCQ. *Les martyrs*; IV : Juifs, Sarrasins, Iconoclastes (composition hâtive, défauts de méthode). — J. PARGOIRE. *L'église byzantine de 527 à 847* (complet, clair et bien ordonné). — CECCHI. *Rerum aethiopicarum scriptores occidentales inediti a saeculo XVI ad XIX*; t. II (ce livre a la valeur d'un document de premier ordre). — A. RABBATH. Documents inédits pour servir à l'histoire du christianisme en Orient; t. I (excellente publication). — F. LOOFS. *Nestoriana. Die Fragmente des Nestorius gesammelt, untersucht und herausgegeben* (bonne édition). — D. BÉDE CAMM. *Lives of the English Martyrs declared Blessed by Pope Leo XIII in 1886 and 1895* (exposé lumineux, fait d'après les meilleures sources).

24. — *Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique*. 1905, n° 4. — R. MAERE. Une enquête sur l'immunité fiscale du clergé des Pays-Bas, 1893 (d'après les documents des archives du Vatican. Cette enquête fut instituée par O.-M. Frangipani durant sa nonciature à Cologne).

25. — *Annales de l'Académie d'archéologie de Belgique*. T. VII, 5^e série, 4^e livr. — J. LAENEN. Étude sur la suppression des couvents par l'empereur Joseph II (pièces justificatives de cet intéressant travail signalé dans la *Rev. hist.* de janvier; mémoires de chancellerie, pièces comptables de la caisse de religion, etc.). — J. BENTHELE. Archives campanaires belges et rhénanes (notes sur divers fondeurs de cloches ambulants du Bassigny ayant travaillé à Bruges, à Tournai, à Mons, à Liège, à Malmédy, à Aix-la-Chapelle, etc.; d'après des documents inédits).

26. — *Annales de la fédération archéologique et historique de Belgique*. T. XVIII. — E. HUBLARD. Jusqu'à quelle époque l'in-

cinération a-t-elle été en usage en Gaule-Belgique? (question non résolue). — A. FLEBUS. Quelle est la valeur ethnographique des types d'habitation rurales en Belgique? (décrit les principaux types de fermes dont on peut retrouver des survivances en Belgique : la villa romaine, les types franc, saxon et frison). — CAUCHIE. Le Nouveau Testament de Mons, d'après les lettres de Bargellini, nonce de France (note sur la traduction du Nouveau Testament, faite à Port-Royal en 1666, imprimée à Amsterdam, mais portant le nom d'un imprimeur de Mons, et sur la polémique dont cette publication fut l'objet entre jansénistes et gallicans). — E. DONY. De l'origine et du développement des communes dans l'Entre-Sambre-et-Meuse (beaucoup de communes de cette région ont pour berceau soit les *villae* de l'époque romaine, soit les grands domaines ruraux de la période franque, ou bien elles sont nées sous l'impulsion des abbayes; Philippeville et Mariembourg furent créés par Charles-Quint). — G. BOULMONT. Lobbes et son abbaye (histoire très mouvementée). — E. DONY. L'ancien château de Mariemont et l'abbaye de l'Olive (Mariemont, construit en 1546, était la résidence des gouverneurs généraux des Pays-Bas; l'abbaye cistercienne de l'Olive datait du xvi^e siècle. L'un et l'autre furent incendiés par les troupes françaises en 1794). — V. CLOQUET. L'abbaye d'Aulne (elle datait de 1657 et fut détruite par les soldats français en 1794).

27. — Annales de la Société d'émulation pour l'étude de l'histoire et des antiquités de la Flandre. 1905, n° 4. — C. CALLEWAERT. La « *Continuatio Valcellensis* » de la chronique de Sigebert de Gembloux (produit des ajoutes tirées du *Chronicon Cisterciensis Ordinis* de Miræus; il en résulte que l'œuvre du moine de Vaucelles fut plus originale et plus personnelle qu'on ne l'a cru jusqu'ici). — D. DE BRUYNE. Correspondance inédite échangée entre deux Mauristes et Charles de Visch, prieur de l'abbaye des Dunes (lettres du xvi^e siècle conservées à la bibliothèque du Grand Séminaire de Bruges; elles présentent de l'intérêt pour l'histoire de l'érudition et aussi pour l'histoire de Bruges). = Compte-rendu : S. Cramer et F. Pijper. *Bibliotheca reformatoria Neerlandica* (excellent recueil de textes). = 1906, n° 1. H. NELIS. Le commencement de l'année au vendredi-saint à Tournai au xiv^e siècle (quatre actes exhumés des archives de la ville de Tournai permettent de constater que le millésime de l'année changeait assez souvent à Tournai le vendredi-saint; Gilles li Muisis a eu le tort de généraliser). — E. VAN CAPPEL. La famine au moyen âge jusqu'au xiii^e siècle; 1^{re} partie. — A. DE POORTER. Un inventaire en 1752 (relevé du mobilier d'une grande dame; détails intéressants pour l'histoire de l'ameublement). = Compte-rendu : D. Jonckheere. L'origine de la côte de Flandre et le bateau de Bruges (important).

28. — Annales de la Société historique de Tournai. 1905. — F. DESMONS. Tournai durant le règne de Louis XIV (travail important fondé sur les documents des archives communales et du chapitre

de Tournai, du ministère de la Guerre et du dépôt des Affaires étrangères à Paris). — L. VERRIEST. Les registres de justice dits registres de la loi (transcription de ces registres des archives communales de Tournai relatifs aux années 1275-1281; précieux renseignements pour l'histoire politique et économique). — Baron du SART DE BOULAND. Les ex-libris tournaisiens (description d'un grand nombre de ces intéressantes marques de bibliophiles).

29. — Annales de l'Institut archéologique du Luxembourg. T. XL, 1905. — J. B. SIBENALER. Guide illustré du musée d'Arion. — P. GOFFINET. L'ancienne abbaye de Clairefontaine (biographie des abbesses du XIII^e et du XIV^e siècle). — J. VANNERUS. Le cartulaire Tesch de Fresnoy-la-Montagne (généalogie et biographie de la famille Tesch et analyse de documents datés du XV^e au XVIII^e siècle et relatifs à la seigneurie de Fresnois près Longuyon (Meurthe-et-Moselle).

30. — Annales du Cercle archéologique de Mons. T. XXXIV, 1905. — E. MATTHIEU. Biographie d'A. Auger, doyen de Sainte-Waudru, à Mons, 1865-1905 (auteur d'une *Étude sur les mystiques des Pays-Bas au moyen âge*). — E. DE LA ROCHE DE MARCHIENNES. Notice sur Harvengt et ses seigneuries (bonne étude généalogique). — E. MATTHIEU. Biographie de J.-J. Vos (archiviste de l'évêché de Tournai, † 1905. En annexe, une bibliographie complète de ses œuvres). — G. DECAMPS. L'abbaye de Groeninghe-les-Courtrai et ses possessions dans le Hainaut. Quelques souvenirs sur la bataille de Courtrai (excellente contribution à l'histoire des relations du Hainaut avec la Flandre au XIII^e et au XIV^e siècle). — E. PONCELET. Sceaux et armoiries des villes, communes et juridictions du Hainaut ancien et moderne (fruit de longues recherches; utiles et précieux renseignements). — A. GOSSE-RIES. Un conflit entre le prince-évêque de Liège et la ville de Thuin au XVIII^e siècle (l'objet du conflit fut la reddition des comptes communaux). — E. MATTHIEU. L'industrie dans le Hainaut en 1806 (relevé des établissements industriels et des produits qu'ils envoyèrent cette année à l'exposition de Paris).

31. — Annales du Cercle archéologique d'Enghien. T. VI, nos 1-2. — G. ROLAND. Le castor dans la toponymie (dissertation très érudite). — J. VAN DEN GHEYN. Sur quelques manuscrits de la Chartreuse de Hérimmes (la chronique, le cartulaire et l'obituaire de cette abbaye). — E. VAN CAUWENBERGHS. Le Stevenisme dans les environs de Hal, Enghien et Lennick-Saint-Quentin (détails intéressants sur une colonie de membres de la « Petite Église » ou « non communicants » qui n'a pas encore complètement disparu). — J. DESTRÉE. L'industrie de la tapisserie à Enghien et dans la seigneurie de ce nom (XVI^e et XVII^e s.). — F. DE VILLENOISY. Le denier de Judas du couvent des Capucins d'Enghien (ne se prononce pas sur l'authenticité). — Th. DE RAADT. Les armoiries de la maison d'Arenberg (soutient que les quintefeuilles de l'écu sont des roses et non des fleurs de néflier). — P. M. Monogra-

phie de l'ancienne église du couvent des Augustins à Enghien. — F. MATTHIEU. Le village de Hérinnes-lez-Enghien et l'abbaye de Saint-Aubert de Cambrai (d'après les documents des archives de Lille). = N° 3. E. MATTHIEU. Un évêque enghiennois au xvi^e siècle : Jean van der Heetvelde (il fut suffragant d'Utrecht et joua un rôle assez effacé). — G. DECAMPS. Les hérauts Sicile et Saint-Pol (biographie de ces hérauts d'armes, qui jouirent au xv^e siècle d'une grande renommée. Sicile est l'auteur du *Blason des couleurs*, imprimé pour la première fois en 1495, réédité plus de cent fois, et traduit dans toutes les langues de l'Europe. Saint-Pol est l'auteur de nombreuses généalogies).

32. — Annales du Cercle archéologique du pays de Waes. 1905, 2^e livr. — A. BEHAEGEL. Servantes et serviteurs d'autrefois; xvi^e, xvii^e, xviii^e s. (étude intéressante de cette question très peu connue). — G. WILLEMSSEN. Les « vrije landen » du polder de Calloo, 1564-1738 (étude sur la condition juridique des terres conquises sur les eaux de l'Escaut). — G. WILLEMSSEN et DILLIS. Un épisode de la lutte économique entre les villes et le plat pays de Flandre dans la deuxième moitié du xviii^e s. (le Conseil des finances avait rendu, le 18 janvier 1761, une ordonnance dont le but apparent était de réprimer la contrebande, mais on découvrit bientôt qu'elle n'avait été portée que pour paralyser l'essor du commerce dans les localités secondaires, au bénéfice des grandes villes).

33. — Archives belges. 1905, n° 9. — Comptes-rendus : *Sauerland*. Vatikanische Urkunden und Regesten zur Geschichte Lothringens II (bon; quelques erreurs d'identification). — *Hocquet*. Inventaire analytique des archives de la ville de Tournai (introduction intéressante sur l'histoire du dépôt). — *H. Colenbrander*. La Révolution belge [de Belgische Omwenteling] (très objectif). — *N. de Pauw*. L'assassinat d'Artevelde et l'instruction de ce crime (réfute l'accusation de trahison portée contre le tribun). — *Sander Pierron*. Histoire de la forêt de Soignes (touffu, mal agencé; quelques points nouveaux et curieux). = N° 10. *A. de Saint-Léger* et *Ph. Sagnac*. Les cahiers de la Flandre maritime en 1789 (excellent). — *Gilliodts-Van Severen*. Cartulaire de l'ancienne estaple de Bruges (documents importants publiés sans méthode). — *Comte de Limbourg-Stirum*. Coutumes de la ville de Courtrai (quelques négligences). — *E. Gailliard*. La chartre d'Hazebroeck de 1356, avec commentaires (bon glossaire). — *C. de Borman*. Les origines belges de notre dynastie (prouve que la famille royale de Belgique se rattache par les liens du sang à toutes les familles qui ont régné sur nos diverses provinces depuis Charlemagne). = 1906, n° 1. Comptes-rendus : *P. Hymans*. Frère-Orban; t. I : 1812-1857 (livre très remarquable; quelques réserves sur les jugements). — *V. Pierre*. Le clergé de France en exil. Pays-Bas autrichiens, Liège, Trèves et Luxembourg,

Hollande, 1791 à 1795 (étude très complète et bien documentée). = N° 2. Comptes-rendus : *D.-D. Brouwers*. Mémoires de Jean, sire de Haynin et de Louvignies, 1465-1477 (c'est le récit d'un témoin bien informé. Édition soignée). — *L. Van Hoorebeke*. Histoire de la politique contemporaine de Belgique depuis 1884 (exposé complet et passionné; injuste à l'égard de Frère-Orban). — *E. Ned.* L'énergie belge, 1830-1905 (expose les multiples aspects de l'activité nationale en se fondant sur le témoignage de spécialistes). — *Samaran et Mollat*. La fiscalité pontificale en France au xiv^e s. (c'est l'étude la plus complète et la plus claire qui ait été publiée jusqu'ici sur l'organisation financière du Saint-Siège). — *P. Verbauwen*. Quelques pages de l'histoire des tisserands gantois (c'est l'histoire, en flamand, de l'organisation des tisserands depuis 1863 jusqu'à la fondation de la fameuse coopérative « Vooruit » en 1881. L'auteur est un socialiste qui s'efforce d'être impartial). — *H. Fierens-Gevaert*. Jordaens (donne tout ce qui caractérise essentiellement la vie et l'œuvre de Jordaens). — Biographie de Jules Helbig (1821 + 1906. Peintre et archéologue distingué).

34. — Bulletin de l'Académie royale d'archéologie de Belgique. 1905, n° 5. — *J. VAN DEN GHEYN*. La préhistoire en Belgique (exposé des progrès accomplis depuis 1830). — *SOIL' DE MORIAMÉ*. La Belgique depuis 1830 au point de vue de l'archéologie (flétrit les actes de vandalisme accomplis par les administrations publiques, et rend compte du mouvement qui se développe depuis quelques années en faveur de la conservation et de la saine restauration des monuments). — *Ch. COMHAIRE*. Le Folklore en Belgique (montre l'importance de cette étude au point de vue historique, et indique les principaux travaux qui lui ont été consacrés dans notre pays depuis quelques années). — *F. DONNET*. L'histoire et l'archéologie à Anvers depuis 1830 (beaucoup de progrès ont été accomplis, mais il reste beaucoup à faire).

35. — Bulletin de la Classe des lettres de l'Académie royale de Belgique. Nos 9-10. — *L. VAN DER KINDERE*. La politique communale de Philippe d'Alsace et ses conséquences (démontre que ce prince n'a pas été le généreux protecteur des communes, comme le soutiennent la plupart des historiens belges). = N° 11. *A. WILLEMS*. Les Athéniens à l'Éclésié (étudie surtout la posture des citoyens à l'assemblée).

36. — Bulletin de la Commission royale d'histoire de Belgique. 1905, n° 3. — *A. HANSAY*. Deux chartes des comtes de Looz, relatives à Sien dans le Hunsrück, des années 1334 et 1355 (chartes d'inféodation assez curieuses). — *G. SMETS*. L'épithaphe des frères de Tosny (reconstitution de ce monument épigraphique retrouvé en 1616). = N° 4. *P. DE PELSMAEKER*. Le courtage à Ypres aux xiii^e et xiv^e s. (expose l'organisation du courtage spécialement en ce qui concerne le commerce du drap). — *C. DUVIVIER*. L'archidiaconat de Brabant dans

le diocèse de Cambrai jusqu'à la division de l'archidiaconé de ce nom en 1272. — L. VERRIEST. La preuve du servage dans le droit coutumier de Tournai (à la mort d'un serf, le seigneur, avant de prélever tout ou partie de la succession, doit prouver la condition servile du défunt).

37. — Beitrage zur alten Geschichte. Bd. IV, 1904, Heft 3. — A. HÖCK. Pour servir à l'histoire du roi des Thraces Cotys I^{er} (addition au mémoire de Strazzula dans Bd. III, 325). — O. SEECK. Aristote et son Histoire des institutions d'Athènes; étude sur les sources (II. Une série d'interpolations, qui remontent sans doute aux études de Démétrius de Phalère, ne sont peut-être que des notes marginales mises par Aristote sur son exemplaire. Sa mort, en 322, l'empêcha de remanier son ouvrage, ce que ces additions eussent rendu nécessaire. Dans le grand recueil des *Polities*, le texte original fut toujours retranscrit sans les interpolations; de là proviennent les fragments de l'*Ἀθηναίων πολιτεία* que nous connaissions déjà sans le papyrus. Celui-ci est au contraire une édition particulière du texte fait en Égypte d'après l'exemplaire même d'Aristote. III. La source principale est une œuvre historique, composée vers 392, où l'on a utilisé Solon, Hérodoté, Thucydide, probablement aussi Charon de Lampsaque et Hellenicos de Mytilène. IV. La très ancienne chronique d'Athènes, que suppose Wilamowitz, n'a jamais existé; mais l'Anonyme de 392 a employé de très anciens documents; Démétrius de Phalère a puisé dans les listes d'archontes. V. Les articles de la constitution de Dracon, qui nous sont parvenus par Aristote d'après Démétrius, sont certainement authentiques. VI. Les renseignements détaillés que donnent Thucydide et l'Anonyme de 392 sur l'attentat de Cylon procèdent des actes qui ont été sans doute mis en lumière avant l'explosion de la guerre du Péloponèse, à la demande des Spartiates, réclamant l'exil des successeurs des complices de Cylon. L'attentat lui-même appartient au VI^e siècle, et non au VII^e). — L. HOLZAPFEL. Les débuts de la guerre civile entre César et Pompée. II (lorsque, le 17 janvier 49, la prise d'Ancône fut connue à Rome, le Sénat lança le « *decretum tumultus* » et déclara en même temps ennemis publics César et ses partisans). III. La fuite des Pompéiens qui quittent Rome et abandonnent l'Italie. — Bd. V, Heft 1, 1905. L. WENIGER. La grande fête de Zeus à Olympie; II (elle avait lieu, dans les Olympiades impaires, au mois Apollonios, le second mois de l'année Élienne commençant en été; dans les Olympiades paires, au mois de Parthénios, le troisième mois. Plus anciennes que les Olympiennes étaient les Héraïennes, qui étaient toujours célébrées à la nouvelle lune du Parthénios. Tandis que les Héraïennes étaient donc une fête fixe, les Olympiennes étaient une fête mobile, ce qui était un compromis final, après de longues luttes, entre les représentants de l'ancien culte et ceux du nouveau). — E. BRECCIA. Mithridate I^{er} le Grand, roi des Parthes (dans le royaume des Parthes, la monarchie était élective : les *συνέδρια* des *συγγενεῖς* et des *σοφοὶ καὶ μάγοι*

élisaient le roi parmi les membres de la famille royale. Mithridate I^{er} régna de 160 à 140-139. On cherche à déterminer la date des événements de son règne). — F. STÄHLIN. Les fragments d'historiens grecs chez Didyme (fragments de Philochore, d'Hermias d'Atarneus, d'Androtion, de Théopompe, d'Anaximène, de Marsyas, de Duris, de Démon, dans le papyrus de Didyme récemment découvert); suite dans Heft 2. — E. KORNEMANN. Polis et urbs (les Grecs s'établirent à l'origine *κωμηδόν*, les Italiotes « pagatim »; c'est-à-dire que le village ouvert, *κώμη ἀτείχιστος*, était la plus basse division administrative chez les Grecs; au contraire, chez les Italiotes, c'était le « pagane territorium » entouré de limites artificielles ou naturelles, le « gau », avec un ou plusieurs oppida. La Polis s'est formée des villages non fortifiés d'une peuplade ou d'une région au moyen du *synoikismos*; aussi les murailles y sont-elles toujours d'une importance secondaire; l'urbs, au contraire, qui a son prototype dans l'oppidum, n'existe que par ses murailles. L'urbs est d'origine étrusque; sur le territoire de Rome, une urbs est ce qu'on appelle la ville des quatre régions. Avec la création des « tribus territoriales », elle est remplacée par un état urbain sur le modèle de la Polis). — Th. BÜTTNER-WOBST. Études sur Polybe (1^o sur la topographie de la Sicile; 2^o la seule source connue de Polybe; c'est Attale, le commentateur d'Arat, qui est la source des passages 9, 15, 18; 3^o la plus récente hypothèse sur l'origine et la publication des histoires, contre les explications présentées par O. Cuntz, *Polybius und sein Werk*). — L. HOLZAPFEL. A quelle époque finissait le commandement de César en Gaule? (O. Hirschfeld soutient la date du 1^{er} mars 50; c'est une erreur, il faut s'en tenir à la date fournie par la tradition antique, du 1^{er} mars 49). — P. GROEBE. Triomphe sur les Taurisques (*C. I. L.*, V, 2, 8270; se rapporte à un triomphe remporté par P. Silvius Nerva, gouverneur de l'Illyricum, en 16 av. J.-C.). — W. SOLTAU. Jusqu'à quel point les Actes des apôtres peuvent-ils être considérés comme une source historique? (le plus ancien écrit apostolique qui contient seulement les *Πράξεις Παύλου* provient certainement de Luc et est une source excellente; les passages sur Pierre, au contraire, sont sans valeur). — K. REGLING. Équivalences monétaires; I: la Mine légère de Babylone et la livre romaine; II: l'Étalon monétaire en Attique et en Phénicie. — C.-F. LEHMANN. L'ère des Arsacides (les Parthes adoptèrent comme année initiale de leur empire 247-246). — F. MÜNZER. Remarques sur l'Épitomé de Tite-Live. = Heft 2. W.-S. FERGUSON. Politique athénienne au début du III^e siècle (l'époque démocratique, antimacédonienne, de 307 à 301-300, fut suivie d'une époque oligarchique de 301-300 à 295-294; puis la démocratie reprit le dessus, et, en 289, abandonna Démétrius. Une seconde époque oligarchique, promacédonienne, occupa les années 276-275 à 273-272. Ces chiffres précis sont fournis par un examen minutieux des noms de fonctionnaires qui se trouvent dans les inscriptions). — E. MEYER. Supplément à l'article précédent (les calculs de Ferguson sont exacts;

mais l'organisation de 301-296 fut une démocratie modérée, par opposition aux démocrates radicaux, contre lesquels Lacharès s'empara de la dictature en 295). — L. WENIGER. La grande fête de Zeus à Olympie. III. La trêve de Dieu. — Th. SOKOLOFF. Pour servir à l'histoire du ^{IV} siècle avant le christianisme. III. La fête annuelle de Némée (elle eut toujours lieu au mois de Panemos, en été). — P. GRÆBE. L'obstruction dans le Sénat romain de 72 à 50 av. J.-C. — O. HIRSCHFELD. Le terme final du commandement de César en Gaule (maintient son opinion contre Holzapfel). — R. KIEPERT. L'emplacement de la ville bithynienne de Daskylon. — C.-F. LEHMANN. Recherches hellénistiques; II : Séleucos, roi de Macédoine (après la mort de Lysimaque, en 281, l'armée macédonienne a reconnu pour roi Séleucos, et, après le meurtre de celui-ci, les troupes, sous la pression de la nécessité, choisirent Ptolémée Keraunos au printemps de 280). — G. BUSOLT. Thucydide et le mur de Thémistocle (les arguments mis en avant par E. von Stern, dans *Hermes*, 39, pour prouver que le récit de Thucydide (I, 89) est inadmissible, sont sans valeur). — A. KÖRTE. L'oracle de la *ἑρὰ ὀρῶς* (addition au mémoire de Stæhelin). — Heft 3, 1906. A. WILHELM. Inscription de Cyzique (mentionna un prince, C. Julius Ariobarzane, qui était sans doute un petit-fils du roi de Médie et d'Arménie qui portait le même nom). — A. KÖHLER. L'administration impériale et la politique d'Alexandre le Grand (exemples persans et macédoniens de la politique suivie par Alexandre). — E. KORNEMANN. Le monument d'Ancyre (répond aux critiques de Köpp et de Gardthausen). — P. WOLTERS. La durée de l'éruption du Vésuve en 79. — J. BELOCH. Levées de troupes en Grèce; I : Athènes (calcule les forces militaires qu'Athènes put lever dans les années 431, 424, 394 et 362, ainsi qu'en 323). — C.-F. LEHMANN-HAUPT. Recherches hellénistiques; III : la Politique athénienne avant la guerre de Chrémonide (cette guerre, et en particulier l'alliance d'Athènes avec l'Égypte, furent, pour une part essentielle, l'œuvre d'Arsinoë; c'est pour cela qu'elle est expressément mentionnée dans le décret de Chrémonide. La conclusion de l'alliance eut lieu en 269, après la mort d'Arsinoë). — R. NORDIN. Aisymnétie et Tyrannis (les idées d'Aristote sur la royauté, l'aisymnétie et la tyrannie sont remplies de contradictions. Τύραννος et αἰσυνμητής sont à l'origine des noms de rois d'Ionie; il n'y a pas de raison pour établir une différence au point de vue constitutionnel entre ces deux expressions).

38. — *Rheinisches Museum für Philologie*. N. F. Bd. LIX, 1904, Heft 3. — G. LÖSCHKE. Le *Synodicon* d'Athanasius (fragments et extraits de cette compilation relative au concile de Nicée, une des sources les plus importantes pour l'histoire de l'Église au ^V siècle). — Heft 4. SOLMSEN. Noms propres servant de témoins du mélange des races en Béotie. — W. SCHMIDT. Hérode et le *Περὶ Πολιτείας* (c'est une simple déclamation de sophiste; rien n'empêche qu'Hérode Atticus en ait été l'auteur; les faits qu'elle contient sur Archélaos et Larissa

conservent leur valeur historique, mais il est faux ou du moins très contesté de les rattacher à la guerre du Péloponèse). — HOFER. Les peuples du Pont; Éphore et Apollonius de Rhodes (des connaissances historiques que les Anciens possédaient sur les barbares du Pont; rapports entre les récits qui nous sont parvenus). — P. DEITERS. Deux inscriptions crétoises de Magnésie (elles appartiennent aux années 216-205-204 av. J.-C.; les honneurs rendus au Milésien Lichas par les Crétois qui avaient combattu sous ses ordres sont de l'année 216). — Th. LITT. Une source de l'« Aetia romana » de Plutarque (ce sont les *Fasti* de Verrius Flaccus par l'intermédiaire de Juba). = Bd. LX, 1905, Heft 3. WILLERS. Un nouveau rapport financier de Taouromenion (en Sicile; il appartient au groupe des comptes de Taormina, n^{os} 421-430 des *Insc. graec. Sic. et Ital.*, et date de 70-36 av. J.-C., époque où la ville doit avoir été un municipe romain. Cette inscription ne compte pas, comme les autres, par talents et par litres, mais par νόμοι et λίτραι. Le talent de Taormina, valant 120 litres, est identique avec celui de Syracuse, valant 3 deniers; le νόμος de 40 litres équivaut donc au denier). — A. KOERTE. Le commentaire de Démosthène par Didyme (la quatrième philippique, dont Didyme ne met nullement en doute l'authenticité, a été composée dans le printemps de 341; le supplice d'Hermias d'Atarneus doit être placé en 342-341; l'attaque contre Aristomède n'a rien de choquant. Cette philippique, ainsi que Wilamowitz l'a déjà reconnu, n'est pas un discours, mais une brochure politique sous forme de discours, et rien ne prouve qu'elle ne soit pas de Démosthène). = Heft 4. H. USENER. *Sol invictus* (complément au livre de l'auteur sur la fête de Noël. Sens et nom de *Sol invictus*; il dérive du culte oriental d'Élagabal; mais la forme et l'idée sont d'origine gréco-romaine, elles existaient déjà avant que ce soleil ait reçu l'épithète d'*invictus*. Le christianisme lui opposa le Christ comme *Sol justitiae*. Dans le commentaire d'Hippolyte sur Daniel, qui est de l'an 202, la naissance du Christ est encore placée au 2 avril de l'an 8 ap. J.-C. La date du 25 décembre, qui se trouve à côté, est une falsification postérieure. C'est vers 336 que l'Église a admis le 25 décembre, l'ancien *Natalis invicti*, comme la date de la naissance, et c'est dans les années 354-360 qu'elle est devenue jour férié à Rome). — G. LÖSCHKE. Le *Syntagma* de Gelasius Cyzicenus (l'auteur de ce recueil de documents sur l'histoire du premier concile de Nicée ne peut guère être identifié avec l'évêque de Césarée Gélase. Ce médiocre compilateur a utilisé : 1^o le livre de Dalmatius; 2^o celui d'un certain Johannes, qui nous est d'ailleurs inconnu; 3^o Eusèbe; 4^o Rufin traduit en grec; 5^o Théodoret; 6^o Socrate). = Bd. LXI, 1906, Heft 1. MUENZER. Les *Fasti censorii* (étude les années 120 et 108 av. J.-C. et défend les dates proposées par De Boor contre celles de Mommsen). — G. LÖSCHKE. Le *Syntagma* de Gelasius Cyzicenus; II : les lettres de Constantin, empruntées sans doute à Johannes, et qui ont été adressées au synode de Tyr, à Arius et aux communautés de Nicomédie, à Théo-

doret de Laodicée et à Alexandre d'Alexandrie; III : le livre de Dalmatius était la publication officielle, c'est-à-dire le procès-verbal ou du moins la reproduction stylisée des négociations de Nicée. Gelasius nous a conservé de copieux extraits de ces actes.

39. — Preussische Jahrbücher. Bd. CXX, 1905. Heft 1. — E. DANIELS. Comment ont été traités les Français prisonniers de guerre en 1870; d'après des documents inédits (les tableaux de basse brutalité allemande dans les *Souvenirs d'un prisonnier de guerre en Allemagne*, par Habert de Ginestet, ont conduit l'auteur à examiner les actes de tous les dépôts de prisonniers qui se trouvent au ministère de la Guerre de Prusse. Il ressort de là que les imputations dirigées contre l'administration militaire de Prusse sont calomnieuses; ce qui ne veut pas dire qu'il n'y ait pas eu çà et là des erreurs et des fautes). = Heft 3. Fr. MEUSEL. Frédéric le Grand considéré comme écrivain (publie le premier avant-propos de l'*Histoire de mon temps*, qui a été composé en 1743; comparaison avec les avant-propos de 1746 et de 1775; ces trois documents montrent l'évolution du roi comme politique et comme historien). = Bd. CXXI, Heft 1. E. DANIELS. Roon et Moltke devant Paris (de nouveaux documents, en particulier ceux qui se trouvent dans *Die Mobilmachung von 1870-1871* de G. Lehmann, permettent de préciser la divergence d'idées qui sépara le ministre de la Guerre et le chef d'état-major général, surtout devant Paris : Roon, avec Bismarck, conseillait de bombarder Paris à outrance; Moltke, de la réduire par la famine. Roon s'était occupé activement de réunir un grand parc de siège. Il faut donc abandonner l'opinion d'après laquelle le ministre de la Guerre aurait empêché le siège en règle de la place. Moltke avait fort bien reconnu d'autre part la force défensive de Paris contre un simple bombardement); fin dans Heft 2.

40. — K. Bayerische Akademie der Wissenschaften. Abhandlungen der philosophisch-philologischen Klasse. Bd. XXII, Abt. 3, 1905. — A. FURTWÄNGLER. Le « Tropaion » d'Adamklissi et l'art provincial des Romains (le monument est antérieur à Trajan; le costume des soldats romains, celui des Barbares, les représentations figurées, tout nous dit qu'il a été érigé pour commémorer la glorieuse campagne de Licinius Crassus en 29-28 av. J.-C. Lorsque, en 106, Trajan conclut dans les environs une paix durable, il fit graver, sur une plaque qui avait été primitivement aménagée, mais qui, pour une cause quelconque, était restée libre, l'inscription actuelle, qui ne nous est parvenue qu'en fragments et par laquelle il restitua à Mars Ultor le monument reconquis. A la même époque se rapportent aussi la construction de la ville et l'érection du petit monument pour les soldats morts). — E. SCHLAGINTWERT. La vie de Padma Sambhava, fondateur du lamaïsme; 2^e partie, traduit du tibétain (Padma vécut de 721 ou 722 à 777. Le texte a été rédigé au x^e siècle). = Bd. XXIII, Abt. 2, 1905. Karl von AMIRA. Les gestes dans les manuscrits à images de *Sachsenspiegel* (en droit alle-

mand, il y a parallélisme entre ce qu'on peut voir et ce qu'on peut entendre). — W. HELBIG. Pour servir à l'histoire de l'« equitatus », romain; A : les « Equites » considérés comme « hoplites » à cheval (l'« equitatus » fut organisé au VII^e siècle sur le modèle des hoplites montés qui appartenaient aux armées des villes grecques de l'Italie méridionale. Cette troupe garda son caractère original jusqu'au temps des guerres samnites. Sa transformation en une troupe de cavalerie paraît avoir été effectuée en 304 sous la censure de Q. Fabius Maximus. Ce développement fut oublié plus tard, et les annalistes romains ne parlèrent jamais des « equites » que comme des cavaliers. Un vague souvenir du temps où ils combattaient à pied se retrouve dans certains récits où les « equites », pendant la période primitive de la République, descendaient de cheval dans les moments décisifs du combat et combattaient à pied. Les tentatives des écrivains pour expliquer cette manière de combattre ne signifient rien. L'explication actuelle cadre parfaitement avec l'ancienne dénomination de « celeres » appliquée aux « equites ». De même aussi les découvertes archéologiques et l'emploi de la grande parma, c'est-à-dire du bouclier rond des hoplites, lors des pratiques religieuses de l'« equitatus » à l'époque postérieure. Quelques témoignages écrits sur les valets et sur les deux chevaux des anciens « equites » se comprennent mieux maintenant. Remarques sur la tactique des « equites » et sur les récits concernant les combats singuliers entre chevaliers). — W. FRITZ. Comment nous sont parvenues les lettres de l'évêque Synesios (études préliminaires pour une nouvelle édition).

41. — *Abhandlungen der k. Gesellschaft der Wissenschaften zu Göttingen*. Philologisch-historische Klasse. Neue Folge. Bd. VIII, n° 6. — E. SCHWARTZ. Table de pâques chrétiennes et juives; I : le Cycle alexandrin; II : le Cycle romain de 112 ans; III : le Cycle romain de 84 ans; IV : les Cycles occidentaux du V^e siècle; V : le Cycle de 84 ans avec le « saltus » de 14 ans; VI : la Fête de Pâques le dimanche d'après la pâque juive; VII : la Table de Pâques du concile oriental de Sardique, 342; VIII : le Calcul de Pâques chez les Juifs et le martyre de Polycarpe; IX : le Calcul de Pâques chez les Juifs avant la destruction du temple; X : le Calendrier juif réformé; XI : les Sermons de Jean Chrysostome contre les Juifs. En appendice, liste des dates de pâques alexandrines de 361 à 892 (article de 198 pages, avec 3 planches).

42. — *Sitzungsberichte der k. Preussischen Akademie der Wissenschaften*. 1905, Heft XXXVII. — H. JUNKER. Différences dialectales dans les inscriptions de Dendera (la plupart des inscriptions sont composées dans une langue morte, formée artificiellement par les prêtres d'après le plus ancien fonds de la langue. Au contraire, les textes détaillés concernant le rituel des fêtes, la manière de préparer l'encens, etc., sont écrits originairement dans la langue vulgaire du

nouvel empire et n'ont été accommodés au caractère des autres inscriptions que par un remaniement tout artificiel. Ces textes, si intéressants pour l'histoire du culte égyptien, sont ainsi plus vieux d'environ mille ans qu'on ne l'admettait jusqu'ici). = Heft XLV. O. HIRSCHFELD. La gazette nationale à Rome et les acclamations dans le Sénat (les *Acta diurna* fondés par César avaient un caractère exclusivement officiel. Remarques sur leur rédaction à l'époque impériale et sur les acclamations dans le Sénat qu'on y signalait). = Heft XLVII. R. HERZOG. La fête panhellénique et la légende cultuelle de Didyme (publie une stèle trouvée à Cos et contenant un décret du peuple de Milet, des premières années de Séleucus II; les Milésiens y demandent qu'on reconnaisse les jeux de Didyme comme fête panhellénique. La réponse des gens de Cos nous est malheureusement parvenue incomplète. Le premier document nous apprend que la conception d'Apollon formait le fond de la légende cultuelle de Didyme). = Heft XLVIII. R. KOSER. Comment les frères Grimm furent appelés à Berlin (publie une lettre de Frédéric-Guillaume IV, comme prince royal, du 2 décembre 1840). = Heft LIII. A. HARNACK. Les *Retractationes* de saint Augustin (cette œuvre, composée par un vieillard de soixante-douze ans, mérite plus d'attention qu'on ne lui en accorde d'ordinaire; c'est un important travail d'autobiographie, où l'auteur fait lui-même la critique de son œuvre littéraire, une source excellente pour faire comprendre le développement intellectuel de saint Augustin). = 1906, Heft III. U. VON WILAMOWITZ-MOELLENDORF. Panionion (vers 680 au plus tard, une *συνμαχία* de villes ioniennes détruisit Mélia, située peu au nord de Mycale, et dépeça son territoire. La fête du dieu de Mélia, de Poseidon Helikônios, fut adoptée par l'héritier légal de la ville détruite, par la ligue à qui ce sanctuaire commun donna un centre. Sous l'influence du danger que faisaient courir les Lydiens, les villes alliées resserrèrent leur union en formant un *κοινόν* panionien. C'est une union purement politique; chacune des douze villes qui en faisait partie était considérée comme ionienne, alors même qu'elle appartenait par le sang à une autre race, telles que Chios et Érythrée). = IV. Id. L'émigration ionienne; conférence (quand on étudie les traditions particulières des villes dites ioniennes, on voit qu'elles ne sont pas toutes des colonies établies d'après un plan voulu; des éléments ethniques très divers s'y retrouvent qui, dans la suite des siècles, ont fini par composer un peuple nouveau. Le sens du mot « Ionie » a été déterminé par la ligue des Ioniens qui, à Mycale, se sont réunis dans le Panionion. Cette création politique du VII^e siècle a créé l'expression géographique d'Ionie; c'est alors aussi que se forma la croyance à une origine commune et à une conquête commune de l'Asie; elle engendra bientôt des histoires analogues sur l'origine de l'Achaïe ou de l'Attique, qui manquent de fondement réel. Les légendes montrent que l'émigration grecque fut précédée par celle des Cariens et des Lydiens venant de Crète et du continent européen). = Heft VIII. Th. WIEGAND. Cinquième

rapport provisoire sur les fouilles de Milet entreprises par les musées royaux.

43. — Jahreshefte des österreichischen archäologischen Instituts. Vienne. Bd. VIII, 1905, Heft 1. — A. WILHELM. Praxiphanès (le décret de proxénie provenant de Délos et qui a été publié par Dürrbach, *Bull. Corr. hell.*, XXVIII, 13, se rapporte au péripatéticien Praxiphanès, élève de Théophraste et contemporain de Callimaque). — Id. Deux monuments du dialecte d'Erétrie (une ordonnance pour la protection d'un territoire sacré des premières années du IV^e s. et une loi contre la tyrannie, qui est sans doute de 340 av. J.-C.). — Stan. BRASSLOFF. Des principes suivis lors de la recommandation des plébéiens; I : la Recommandation pour la préture (ne prenaient part à la recommandation impériale pour la préture que les plébéiens qui avaient été précédemment « *ediles curules* » ou « *tribuni plebis candidati* »); II : la Recommandation pour la questure (pour obtenir la charge de « *quaestor Augusti* », il fallait, jusqu'au temps d'Alexandre Sévère, avoir été précédemment « *triumvir monetalis* » ou « *decemvir de litibus judicandis* »). — E. PETERSEN. Ornaments sur un vase de bronze archaïque (traite en appendice des Ἰωνεῖς athéniens de Helbig). — W. KUBITSCHKE. Études sur le calendrier; I. Encore une fois sur l'ère d'Eleutheropolis (des huit inscriptions connues, toutes, sauf une, conviennent à l'époque, supposée par Eleutheropolis, de 200 ap. J.-C.; dans la seule inscription réfractaire, il doit y avoir une faute). II. Le calendrier arabe usité à Eleutheropolis (les calendriers d'Ascalon, de Gaza et d'Arabie sont trois degrés du développement de la forme d'année usitée dans la Syrie méridionale avant l'empire romain; leur adaptation au calendrier romain ou alexandrin se fit en respectant le plus possible les phases déjà accomplies). III. Une date de Gaza à Eleutheropolis. IV. L'année tyrienne à l'époque impériale (son époque est en 126 av. J.-C.; la nouvelle année tombe au 1^{er} Dios, comme on le voit par la mosaïque de Kabr-Hiram). V. Le calendrier de Pamphylie (la nouvelle année tombe aussi au 1^{er} Dios). VI. Le calendrier de Chypre (avant l'occupation romaine, c'est le calendrier égyptien qui était en usage dans l'île; à l'époque impériale, Paphos et Salamis établirent des calendriers particuliers; celui de Paphos correspond au calendrier asianique; sa nouvelle année tombe le 23 sept. Celui de Salamis revient au calendrier égyptien; sa nouvelle année tombe le 4 sept.). VII. Le calendrier lycien (sa nouvelle année tombe le 1^{er} janvier). — W. KUBITSCHKE. Un réseau de routes mentionné dans l'*Onomasticon* d'Eusèbe? (P. Thomsen, *Zeitschr. d. d. Palaestina-Vereins*, XXVI, avait émis l'hypothèse qu'Eusèbe, dans son énumération de localités de la Palestine, avait utilisé une liste officielle des voies impériales; c'est inadmissible). — J. KEIL. Inscriptions médicales d'Éphèse (du I^{er} et du III^e siècle ap. J.-C.; elles attestent l'existence d'agones de médecins tenus au Muséion d'Éphèse et d'ἀρχιτροί comme médecins municipaux). — C. PATSCH. La navigation sur la Save à l'époque impé-

riale (*C. I. L.*, III, 10771, mentionne un « collegium naviculariorum » ; les divinités *Savus* et *Neptunus*). = Supplément : *Vulič*. Monuments antiques en Serbie (inscriptions trouvées en 1904). — *R.-C. KUKULA*. Incendies de l'Artémision d'Éphèse. — *A. COLNAGO* et *J. KEIL*. Recherches archéologiques dans la Dalmatie septentrionale). = Heft 2. *Th. MACRIDY*. Antiquités de Notion (en Ionie. Fouilles, inscriptions; une d'elles date du II^e s. av. J.-C.). — *W. HELBIG*. Les *ἱππεί*; et leurs valets (réplique aux observations de Petersen). — *F. IMHOOF-BLUMER*. Eurydicée (il semble que Lysimaque ait donné ce nom à Smyrne d'après celui de sa fille Eurydice). — *R. HEBERDEY*. Les proconsuls d'Asie sous Trajan (essaie de dater les proconsuls mentionnés dans les inscriptions). — *A. WILHELM*. Sur Josèphe (*Antiq.*, XIV, 256, doit être corrigé d'après les inscriptions; elles nous font connaître un *Νέων Ἀριστέδου καὶ ὁμοθεσίαν δὲ Μενύλλου* comme éponyme d'Halicarnasse). — *O. KELLER*. Races canines dans l'antiquité. — *A. WILHELM*. Inscription d'Hyettos (du II^e s. av. J.-C.; insécurité et dépression économique de la Bèotie à cette époque). — *Id.* Inscription d'Hypata (lutttes entre Hypata et Érythrées). = Supplément : *R. HEBERDEY*. Rapport provisoire sur les fouilles d'Éphèse en 1904 (bibliothèque de T. Julius Celsus Polemaeanus, proconsul d'Asie en 106-107 ap. J.-C., fondée par son fils. Deux longs décrets des empereurs Valentinien, Valens et Gratien. Listes de curètes. A la fin, l'église double de Notre-Dame, où fut tenu le 3^e conseil œcuménique, en 431).

44. — *Wiener Studien*. Jahrg. XXVII, 1905, Heft 1. — *J. KROMAYER*. Études sur les champs de bataille de la Grèce (I. Mantinée, 362 av. J.-C. Réfute les critiques de Lammert. Au lieu d'une ligne fermée qui se sépare en aile offensive et aile défensive, nous avons chez Épaminondas une ou plutôt deux masses profondes, formées par les hoplites et par la cavalerie, qui dirigeaient leurs coups sur un seul point, et seulement, en outre, un groupe assez considérable de cavalerie et d'infanterie qui occupait l'autre aile de l'adversaire. Il n'y a plus absolument de centre. II. Chéronée. La découverte par Sotiriadès du tombeau des Macédoniens donne une physionomie nouvelle au combat; le lieu où il se produisit est à deux bons kilomètres plus à l'est qu'on ne l'admettait jusqu'ici, avec un plan. III. Sellasia, 221 ap. J.-C. Contre Lammert).

45. — *Zeitschrift des deutschen Vereins für die Geschichte Mährens und Schlesiens*. Jahrg. IX, 1905, Heft 3. — *W. STOCKLASKA*. La bataille d'Austerlitz (récit composé d'après tous les documents connus; on y traite surtout des troupes autrichiennes). = Heft 4. *M. EISLER*. Histoire de Bruno de Schauenburg; suite. — *Kux*. Les juifs d'Olmütz de 1413 à 1420 (parle d'un manuscrit des archives municipales d'Olmütz, qui contient une liste des affaires financières conclues entre juifs et chrétiens. Intéressant pour l'histoire de la civilisation). — *F. SCHENNER*. Sources pour l'histoire de Znaim à l'époque de la Réforme; VI : 1578-1585.

48. — **The english historical Review.** 1906, avril. — R. Dykes SHAW. La fin de la domination wisigothique en Espagne. — George EDMUNDSON. Relations des Manos avec les Hollandais, 1606-1732 (les Manos étaient les Indiens qui habitaient cette région de la Guyane où l'on plaçait au XVII^e siècle le lac de Paytiti et l'El Dorado). — Prof. Wilbur C. ABBOTT. Le Long Parlement de Charles II; 2^e article. — F. M. POWICKE. Roger de Wendover et la chronique de Coggeshall (Roger a copié Coggeshall, mais seulement jusqu'en 1195, époque où, sur le manuscrit qui contient la chronique de Coggeshall, on constate un évident changement de main; en outre, il doit avoir eu sous les yeux un texte un peu différent, car, dans le manuscrit, certains passages ont été raturés et surchargés; quelques-unes de ces surcharges sont hostiles à Jean Sans-Terre. Elles ne se retrouvent pas dans Roger de Wendover; c'est donc qu'il avait le manuscrit primitif avant les surcharges. Après 1195, les emprunts de Wendover à Coggeshall sont insignifiants et peuvent provenir d'autres sources). — G. J. TURNER. Le Conseil de Saint-Alban en 1213 (Wendover dit que le roi ordonna aux shériffs de convoquer dans ses domaines, — « de singulis dominicorum suorum villis », — quatre hommes et le prévôt pour déterminer les pertes éprouvées par les prélats dans les derniers troubles; mais comment ces gens du roi pouvaient-ils être renseignés sur ce point? N'était-il pas plus logique et plus conforme à la fois à la pratique judiciaire de s'adresser aux gens des domaines des prélats eux-mêmes? Ceci impose la correction « de singulis dominicorum episcoporum villis », qui explique tout). — Cora L. SCOFIELD. Henri, duc de Somerset, et Édouard IV (publie deux documents inédits). — P. S. ALLEN. Les lettres de Rudolph Agricola (sources de cette correspondance; catalogue des cinquante lettres qu'on a publiées de lui et qui vont de 1469 à 1485). — Andrew LANG. Le cardinal Beaton et le testament de Jacques V (l'imputation dirigée contre le cardinal par le comte d'Arran n'est pas fondée). — Prof. FIRTH. Le secrétaire d'État Thurloe et les rapports de l'Angleterre avec la Hollande (publie un traité composé par Thurloe sur ces rapports; il est daté du 28 mars 1661). — H. W. V. TEMPERLEY. La démission de Pitt le 5 octobre 1761 (publie plusieurs documents tirés des « Hardwicke papers », qui complètent utilement ceux qu'on a donnés d'après les archives des Newcastle). — J. Holland ROSE. Protestation de Talleyrand contre son expulsion d'Angleterre, 1^{er} janvier 1793. — Comptes-rendus : *Baumgarten, Poland et Wagner*. Die Hellenische Kultur (ouvrage au courant des plus récentes découvertes). — W. Otto. Priester und Tempel im hellenistischen Ägypten (apporte beaucoup de faits nouveaux, empruntés surtout aux papyrus). — Audollent. Carthage romaine. — B. Capasso. Napoli greco-romana esposta nella topografia e nella vita (bon). — Paul ALLARD. Dix leçons sur le martyre (intéressant; mais les problèmes les plus intéressants n'ont pas été abordés). — D. J. HILL. A history of diplomacy in the international development of Europe; vol. I : 259-1313 (ouvrage qui est le fruit de lectures étendues, mais qui n'apprend rien

de bien nouveau). — *M. Roger*. L'enseignement des lettres classiques, d'Ausone à Alcuin (excellent). — *J. B. Bury*. The life of St. Patrick (remarquable). — *Alice Gardner*. Theodore of Studium, his life and times (bon). — *K. Rhamm*. Die grosshufen der Nordgermanen (difficile à lire; conclusions hardies et hasardeuses, mais ouvrage qui mérite d'être lu et médité. Article de *P. Vinogradoff*). — *S. Hellmann*. Sedulius Scottus (bon). — *P. Villari*. I primi due secoli della storia di Firenze (3^e édition, en partie remaniée). — *Mary Bateson*. Borough customs; vol. I. — *Fried. Hardegen*. Imperialpolitik König Heinrichs II von England (cette thèse sur la politique impérialiste de Henri II Plantagenet manque de solide base). — *T. Frantz*. Der grosse Kampf zwischen Kaisertum und Papsttum zur Zeit des Hohenstaufen Friedrich II (beaucoup d'érudition, mais aussi des vues contestables). — *W. Farrer*. The Chartulary of Cockersand Abbey, of the Premonstratensian order; vol. III. — *Gius. Cerola*. Monumenti veneti nell' isola di Creta (important). — *A. D. Innes*. England under the Tudors (bon). — *H. Barge*. Andreas Bodenstein von Karlstadt; t. I (excellente biographie; le t. I s'arrête en 1524, avant la révolte des paysans, où Karlstadt joua un si grand rôle). — *E. Sickel*. Catherine de' Medici and the french reformation (intéressant; mais il y est moins question de Catherine de Médicis que des principaux personnages de son temps). — *G. E. Phillips*. The extinction of the ancient hierarchy (un tableau qui ornait autrefois les murs du collège anglais à Rome représentait onze évêques catholiques martyrisés sous Élisabeth. Quels étaient ces onze évêques et comment moururent-ils? Cette double question a été résolue par l'auteur avec science et perspicacité). — *D. Townshend*. The life and letters of the great earl of Cork (très bonne biographie; l'auteur est d'avis que les accusations lancées contre Richard Bayle, « le grand comte de Cork », sont injustifiées). — *P. Mantoux*. Notes sur les comptes-rendus des séances du Parlement anglais au XVIII^e siècle, conservés aux archives du ministère des Affaires étrangères (bonne étude critique; ces notes serviront utilement à corriger la *Parliamentary history* de Cobbett). — *S. C. Hill*. Bengal in 1756-1757 (publie, d'après les archives d'État, une grande masse de documents sur les débuts de la conquête du Bengale par les Anglais). — *Mrs. Paget Toynbee*. The letters of Horace Walpole, fourth earl of Oxford; vol. XIII-XVI (édition qui comprend beaucoup de lettres nouvelles; mais elle n'est pas encore complète. L'annotation est suffisante). — *J. H. Rose*. The development of the european nations, 1870-1900 (bon résumé de politique générale).

47. — *The Athenæum*. 1906, 31 mars. — *W. Stubbs*. Lecture on early english history (recueil d'articles très anciens, fort démodés pour la plupart, reproduits sans soin, sans notes; c'est la désfroque d'un grand esprit qu'il aurait mieux valu laisser ignorée au fond d'une armoire). — *Sydney C. Grier*. The letters of Warren Hastings to his wife (recueil complet de ces lettres, éditées avec un savant commentaire. Très intéressant). — *W. H. Frere*. The principles of religious ceremonial (excel-

lent). = 7 avril. *Greenidge*. A history of Rome during the later Republic and early Principate; vol. I, 133-104 (remarquable). = 14 avril. *André Stegfried*. Le Canada, les deux races (excellent). = 21 avril. *James Breasted*. A history of Egypt from the earliest times to the Persian conquest (fait avec beaucoup de soin, de science et d'originalité; tous traits caractéristiques de l'École de Berlin, à laquelle appartient M. Breasted, sans oublier le ton arrogant et l'air d'inafaillible supériorité, qui la distinguent encore). — *Id.* Ancient records of Egypt; vol. I (excellent). = 28 avril. *Broadley et Bartelot*. The three Dorset captains at Trafalgar : Thomas Masterman Hardy, Charles Bullen, Henry Digby (bon). = 5 mai. *J. Mackinnon*. A history of modern liberty (compilation faite d'après de nombreuses lectures, mais hâtive et souvent erronée). — The Victoria county historie. Lancashire, vol. I; Worcestershire, t. I (excellent). — *D. Randall-Mac Iver*. Medieval Rhodesia (important). = 12 mai. *William Hudson*. The records of the city of Norwich; vol. I (intéressant). — *W. W. Skeat*. Pierce the Ploughman's Crede (nouvelle édition de ce poème wycliffite, écrit peu après 1393). = 19 mai. *F. Madan*. A summary catalogue of western manuscripts in the Bodleian library at Oxford; vol. V et VI (excellent catalogue, destiné à rendre les plus grands services). = 26 mai. *Bodley*. The church in France (très intéressant exposé de l'Église en France sous le régime du Concordat et de la fin du gallicanisme).

48. — **Archivio della R. Società romana di storia patria.** Vol. XXVIII, fasc. 3-4, 1905. — F. CAMOBRECO. Le monastère de Saint-Érasme sur le Coelius (son histoire depuis la seconde moitié du VII^e s. jusqu'à la fin du XV^e, où les bâtiments ruinés de l'abbaye, ses terres et revenus furent attribués à S. Stefano Rotondo). — G. ARIAS. Pour servir à l'histoire économique du XIV^e s. (étude minutieuse tirée des livres du Vatican; beaucoup de chiffres et de faits). — G.-S. RAMUNDO. Néron et l'incendie de Rome (cet incendie ne peut être que l'œuvre du hasard. Les récits qui mettent en cause Néron sont légendaires. A peine visible dans Tacite, la légende est déjà formée dans Suétone et Dion Cassius; Flavius Josèphe a recueilli sans critique toutes les calomnies qu'avait fait naître la fantaisie du peuple romain). — A. MONACI. Catalogue des actes de l'abbaye de Sant Alessio sur l'Aventin; suite et fin (en tout, 139 numéros; le recueil s'arrête au mois d'avril 1398). — P. FEDELE. Les bijoux de Vannoza et une œuvre de Caradosso (il s'agit de Vannoza Borgia, mère de Lucrèce, et des travaux d'art qu'elle fit entreprendre pour décorer plusieurs églises de Rome). — E. CARUSI. La légation du cardinal D. Capranica auprès d'Alfonse d'Aragon, du 29 juillet au 7 août 1453. — Nicola BARONE. Pour l'abbaye de Casamari; diplôme inédit en confirmation de privilèges donné par le roi Charles II d'Anjou. = Compte-rendu : *Fr. Schupfer*. Precarie e livelli nei documenti e nelle leggi dell' alto medio evo (excellente étude sur trois formes de contrats intéressant la nature de la propriété foncière).

49. — *Archivio storico italiano*. 1905, disp. 3. — Arrigo SOLMI. Les chartes en langue vulgaire des archives archiépiscopales de Cagliari (étude diplomatique; les formes usitées dans la chancellerie sarde diffèrent notablement des formes de la diplomatie occidentale). — Eugenia MONTANARI. Parme et les émeutes de 1831; suite et fin. — Emilio COSTA. André Alciat et Boniface Amerbach (analyse la correspondance échangée entre ces deux célèbres jurisconsultes depuis environ 1520, année où Alciat connut Amerbach à l'Université d'Avignon, jusque vers 1350, date de sa mort. La correspondance des Amerbach est à la Bibliothèque de l'Université de Bâle). — F. RIZZELLI. L'« operarius tersane » à Pise; contribution à l'histoire de la marine pisane (cet « operarius » était l'administrateur de l'Arsenal, dont le Grand Conseil avait décrété la fondation en 1200; expose ses fonctions, avec documents à l'appui). — P. PICCOLOMINI. Bartolomeo Bolis de Padoue et sa fondation pour l'Université de Sienne, 24 juillet 1512. = Comptes-rendus : F. Carlesi. Origini della città e del comune di Prato (estimable; l'auteur s'arrête à la fin du xii^e siècle, à l'origine du mouvement communal). — M. Roberti. Dei beni appartenenti alle città dell'Italia settentrionale, dalle invasioni barbariche al sorgere dei comuni (bon; mais le détail est souvent peu soigné). — Degli Azzi-Vitelleschi. Le relazioni fra la Repubblica di Firenze e l'Umbria nel sec. xiv, secondo i documenti dal r. Archivio di Stato di Firenze (excellent travail d'archiviste). — E. Baldasseroni. La guerra tra Firenze e Giovanni Visconti (bon). — A. Palmieri. Gli antichi vicariati dell'Appennino bolognese (l'institution du « vicariato » se rattache à l'ancienne « podesteria »; quand celle-ci disparut au milieu du xiv^e s., on laissa subsister le juge et le notaire; le premier de ces deux fonctionnaires devint le « vicario ». Cette transformation administrative et judiciaire a été en partie l'œuvre de Giov. Visconti). — F. Alessio. Luserna e l'interdetto di Giacomo Buronzo (publie cinq documents concernant l'interdit lancé pour crime d'hérésie par l'inquisiteur Buronzo sur les gens de Luserna et qui dura de 1448 à 1453). — Aug. Tormene. Il bailaggio a Constantinopoli di Girolamo Lippomano et la sua tragica fine (remarquable). = Disp. 4. G.-B. RISTORI. Saint Ambroise à Florence; son arrivée et son séjour (il y vint dans les premiers mois de 393 et y resta jusqu'en 394). — Quinto SANTOLI. Le « Liber censuum » de la commune de Pistoia (décrit un ms. du xiv^e s. où ont été transcrits environ 900 documents, avec une analyse sommaire). — Guglielmo VOLPI. La questione di Cavalca (sur la vie et les œuvres de Fra Domenico Cavalca, un des meilleurs écrivains toscans de second rang au xiv^e s.; on lui a contesté sans raison la paternité de ses œuvres). — Pietro SELLA. Quelques notes sur la « vicinia » considérée comme élément constitutif des communes (montre l'importance que prennent, au point de vue de l'organisation primitive des communes, les « vicini » d'après les statuts piémontais). — Luigi SCHIAPARELLI. Le comte Humbert aux Blanches-Mains a-t-il été connétable du royaume de Bourgogne? (la charte de 1032 que l'on

invoque dans le débat sur cette question mentionne un *Constabile* qui est un nom d'homme et non le titre d'une fonction). — Agostino ZANELLI. Charles-Quint à Peschiera, 1530 (publie une lettre écrite à Branchino Paratico par son fils, lequel, se trouvant à Peschiera avec plusieurs gentilshommes de Brescia, avait pu assister à l'arrivée et au repas de l'empereur, 21 avril 1530). — Fr. DINI. Messer Francesco Campana et les siens (publie deux lettres de 1542 et de 1546). = *Comptes-rendus* : P. Manfrin. La dominazione romana nella Gran Bretagna (montre que la domination romaine en Bretagne a été plus profonde et plus durable qu'on ne l'a dit, principalement chez les Allemands). — P. Molmenti. La storia di Venezia nella vita privata (4^e édition refondue d'un livre excellent). — R. Caggese. Un comune libero alle porte di Firenze nel sec. XIII : Prato in Toscana (contient une série d'observations intéressantes et bien documentées sur l'histoire de Prato et aussi d'autres communes). — R. Marducci. Francesco Mario I della Rovere; parte I : 1490-1527 (bon récit, puisé aux meilleures sources et conduit avec une excellente méthode). — Pierre Gauthiez. L'Italie au XVI^e s. : Lorenzaccio (ouvrage bien étudié et intéressant; mais pourquoi l'auteur parle-t-il avec tant de hauteur dédaigneuse contre l'Italie et les Italiens?). — Jos. Šusta. Die römische Curie und das Konzil von Trient unter Pius IV; vol. I (très importante publication. L. Carcereri ajoute plusieurs documents inédits tirés d'un ms. de la bibl. Marucelliana de Florence; trois lettres adressées de Trente par l'évêque de Gallarate au cardinal Morone, 1562).

50. — Archivio storico lombardo. 1905, 30 juin. — Ezio RIBOLDI. Les sentences des consuls de Milan au XII^e siècle (1^o le Consulat considéré comme tribunal; 2^o compétence du tribunal consulaire; 3^o notes de droit et de procédure. Suit un copieux répertoire de ces sentences, dont bon nombre n'avaient pas encore été utilisées). — Henry COCHIN. Jean-Galéas Visconti et le comté de Vertus (publie, avec un fac-similé, le texte d'une pièce rédigée en français, émanant de J.-G. Visconti et concernant l'administration de son comté de Vertus). — Alessandro COLOMBO. L'entrée de Francesco Sforza à Milan et le début d'un nouveau principat; fin le 30 septembre (article richement documenté). — Giuseppe GALLAVRESI. Deux documents inédits concernant les biens allodiaux de Milanais laïcs (1185 et 1261). — Emilio GALLI. Les maisons de campagne de Pétrarque dans le Milanais. — Agostino ZANELLI. Elisabeth-Christine de Wolfenbüttel à Brescia en 1708 (raconte, d'après des relations contemporaines, les fêtes données à Brescia en l'honneur de cette princesse, qui traversait le territoire vénitien en se rendant vers son époux, Charles III, roi d'Espagne). — Bibliographie d'histoire lombarde. = 30 septembre. Carlo SALSOTTO. Sur la signification du mot « Italia » dans Liutprand, évêque de Crémone (ce mot a-t-il eu deux sens : l'un, conservé dans l'usage littéraire avec le sens large de l'antiquité, l'autre, employé dans le langage politique et pratique comme synonyme de « regnum Italiae » ? Ou bien le sens large a-t-il été tou-

jours employé seul ? Dans Liutprand, *Italia* est synonyme de *regnum italicum* et comprend, outre l'Italie du Nord, la Toscane et le duché de Spolète. Il témoigne donc en faveur du double sens, large et restreint). — Attilio BUTTI. La fondation du *Giornale italiano* et ses premiers rédacteurs, 1804-1806 (article long de plus de 70 pages). — Gerolamo BISCARO. Les documents relatifs à l'église de Saint-Sigismond de Rivolda d'Adda (xii^e siècle). — Ettore VERGA. Pour servir à l'histoire des esclaves orientaux à Milan (quelques documents nouveaux appartenant à la seconde moitié du xiv^e siècle). = Nécrologie : F. NOVATI. Ippolito Malaguzzi-Valeri (avec une liste de ses œuvres). = 31 décembre. Dino MURATORE. Le fils aîné de Gian-Galeazzo Visconti; sa naissance et son baptême et la politique de Visconti au printemps de 1366. — Felice FOSSATI. La plèbe de Vigevano à la conquête des pouvoirs publics en 1536 (exposé surtout à l'aide des archives locales). — Fedele SAVIO. Giovanni Battista Fontana ou Fonteio, écrivain milanais du xvi^e siècle. — Angelo MAZZI. La jeunesse de Bartolomeo Colleoni (de 1400 à 1427 environ). — Emilio MORRA. Pour servir à l'histoire de la culture du riz en Lombardie (xv^e et xvi^e siècles). = Bibliographie : *Evelina Menghini*. Dello stato presente degli studi intorno alla vita di Paolo Diacono (excellent travail critique). — G.-B. Picotti. I Caminesi e la loro signoria in Treviso, 1283-1312. — Epistolario di L.-A. Muratori, edito e curato da Matteo Campori; vol. VI et VII (ces deux volumes contiennent 1,322 lettres, pour la plupart inédites, de Muratori; elles se rapportent aux années 1722-1733. Important). — Bibliographie d'histoire lombarde, juin-décembre 1905.

51. — *Archivio storico per le provincie Napoletane*. Anno XXX, 1905, fasc. 2. — G. GENTILE. Le fils de G.-B. Vico et les débuts de l'enseignement de la littérature italienne à l'Université de Naples; suite; fin dans le fasc. 3. — P. FEDELE. Les articles du traité de paix conclu entre le roi Ladislas et le pape Jean XXIII, 1412 (analyse et publie le texte de ce traité que l'on ne connaissait encore que par la relation brève et incomplète de Marin Sanudo). — E. NICOLINI. Lettres inédites de Bernardo Tanucci à Ferdinando Galiani; 2^e partie: décembre 1766-avril 1769. — D. Les premières loges des francs-maçons à Naples (1749-1751). = Comptes-rendus : G. Guerrieri. Le relazioni tra Venezia e Terra d'Otranto fino al 1530 (travail estimable, mais qui aurait pu être approfondi et plus méthodique). — O. Cartellieri. Peter von Aragon und die sizilianische Vesper (excellent; complète très habilement l'ouvrage d'Amari). — M. Jonora. Il vescovato di Montepeloso (l'auteur s'efforce d'établir que cet évêché a dû prendre naissance vers la fin du x^e siècle; mais il ne peut le prouver). = Nécrologie : Francesco Nitti (né le 24 février 1851, mort le 31 janvier 1905; auteur d'études sur Machiavel et sur le pape Léon X). = A part : Diario napoletano, 1798-1825; suite dans le fasc. 3; fin dans le fasc. 4. = Fasc. 3. F. SAVINI. Une lettre patente originale, sur parchemin, délivrée par l'humaniste Giovantonio Campano, évêque de Teramo, 1475 (intéressant). — Jour-

nal de la guerre de Velletri, écrit par Mgr Celestino GALIANI, 1744. — P. FEDELE. Notes sur le moyen âge (1^o une charte émanée des ducs de Fondi, Léon et Marius, en avril 1002; 2^o document relatif à la biographie de Romualdo de Salerne, janvier 1175). — Réflexions de Ferdinando Galiani sur le tremblement de terre de la Calabre et de Messine, 5 février 1783. = Comptes-rendus : *Francesco Lo Parco*. Petrarca e Barlaam (Barlaam, un des premiers théologiens byzantins qui soient venus en Italie pour traiter de l'union entre les églises, mort évêque de Gerace en 1350; il fut un des professeurs de grec de Pétrarque. Sa biographie de 1339, date de son premier voyage à Avignon, jusqu'à sa mort). — *Basilide Del Zio*. Melfi, le agitazioni nel Melfese, il brigantaggio (beaucoup trop long; l'auteur aurait dû se contenter de raconter l'histoire du brigandage à Melfi de 1860 à 1865). — *F. Scandone*. Storia di Aquilino dalle origini alla fine della dominazione longobarda (bon). — *E. Rogadeo*. Gli Aleramici nell'Italia meridionale (utile biographie du marquis Manfredi, un des seigneurs notables de l'Italie méridionale vers le milieu du XII^e siècle, mais il n'a pas réussi à prouver qu'il descendait de la famille des Alerami). — *I. Savini*. La contea di Apruzio e i suoi conti (très bonne monographie). — *Salvatore Ferraro*. La colonna del cereo pasquale di Gaeta (sur cette colonne ont été représentées des scènes de la vie de saint Érasme, d'après le récit qui en a été fait par Giovanni Coniulo, moine du Mont-Cassin, plus tard pape sous le nom de Gélase II. S. Ferraro a retrouvé un ms. ancien de cette œuvre et prouve qu'elle est bien de Gélase II; mais il n'a pas vu que c'est une légende sans valeur originale). = Fasc. 4. F. NICOLINI. Lettres inédites de Bernardo Tanucci à Ferdinando Galiani; suite (1767). — B. C. Comment finit Gaetano Mommone (Mommone, un des plus féroces chefs royalistes, mourut à Naples, en 1802, dans les prisons de la Vicaria, sous l'accusation d'avoir tramé avec les Jacobins une insurrection contre le roi). — P. FEDELE. La paix de 1486 entre Ferdinand d'Aragon et Innocent VIII (publie le texte authentique de ce traité). — Ettore GABRICI. Archéologie et géologie (examen de l'étude présentée par R.-T. Günther sur les modifications du littoral maritime dans la baie de Naples). — Vincenzo FLORIO. Mémoires historiques ou Annales napolitaines à partir de 1759 (fournit d'intéressantes anecdotes sur la vie à Naples dans la seconde moitié du XVIII^e siècle). = Comptes-rendus : *Fr. Giannone*. Memorie storiche, statuti e consuetudini di Oppido di Basilicata (bon). — P. Fedele. Di alcune relazioni fra i conti del Tuscolo ed i principi di Salerno (intéressante brochure). — A. Lucarelli. Notizie e documenti riguardanti la storia di Acquaviva delle Fonti in Terra di Bari; vol. I (bon).

52. — *Archivio storico siciliano*. Nuova serie, anno XXIX, 1905, fasc. 3-4. — Salvatore ROMANO. Œuvres de bienfaisance de la comtesse Adelasia; ses restes mortels retrouvés à Caltanissetta (cette Adelasia était, au dire de M. Amari, fille de Mathilde, fille du comte Roger, et de Raimond, comte de Toulouse et de Provence). — Vito

VITALE. Trapani dans les guerres de Charles-Quint en Afrique et contre les Turcs (article très documenté). — ANTONIO SALINAS. Un souvenir de la peste de Palerme en 1626 (inscription sur une tablette de plomb trouvée près de Lazzaretto). — S. CRINÒ. Le cinquième congrès de géographie italienne et la Sicile. — G. ARENAPRIMO. Lettres inédites de Marie-Caroline, reine des Deux-Siciles (publie vingt et une lettres écrites par la reine à D. Giuseppe Cetera, riche marchand de Messine, de 1808 à 1811; ce sont de simples billets, où il n'est guère question que d'intérêts privés, d'achats divers, etc.). — G. TRAVALI. La poste française confisquée à Messine, en 1798, sur un navire français arrêté par ordre du général Danero (publie huit lettres envoyées d'Alexandrie d'Égypte par des soldats français. Le navire qui les portait croyait que la France était en paix avec la Sicile et avait jeté l'ancre sans défiance dans le port de Messine). = Comptes-rendus : Valentino Labate. Un decennio di Carboneria in Sicilia, 1821-1831; narrazione storica (plein de faits intéressants). — Antonio Cini. Origine e progresso della lingua italiana in Malta, ossia la lingua nazionale dei Maltesi (ouvrage écrit en réponse à un discours de M. Chamberlain à la Chambre des Communes, le 28 janvier 1902). — Mario Burrascano. Memorie storiche-ecclesiastiche di Castoreale (bon). = Anno XXX, 1905, fasc. 1. Odoardo Coppola-Orlando. Un poète bizarre du xvi^e siècle : Mariano Bonincontro de Palerme. — G. LA CORTE. Deux localités controversées dans la géographie de la Sicile par l'Édrisi (1^o à la recherche du château d'Al-Chazân; 2^o Ciminna et le site de Chasu). — P.-M. ROCCA. La *Membrana gabellarum terrae Alcamì*, 1367, et les *Capitoli della Nadaria e della Camperia* de 1588 (ce sont des listes des taxes que les gens d'Alcamo devaient payer à leur seigneur. Publie en appendice deux longs documents de 1583). — S. CRINÒ. Un nouveau document sur l'éruption de l'Etna en 1669 (publie une lettre de P. Valentino Bonadies au vicaire général de Girgenti). = Compte-rendu : Memorie della Rivoluzione siciliana dell' anno 1848 (important).

53. — *Nuovo archivio veneto*. Nouv. sér., année V, 1905. T. IX, 2^e partie. — ANTONIO FAVARO. Notices historiques sur la magistrature des eaux à Venise (du xiii^e siècle au xvii^e). — ARTURO SEGRE. De quelques rapports entre la République de Venise et le Saint-Siège aux temps d'Urbain V et de Grégoire XI, 1367-1378. — L.-A. BOTTEGHI. Le clergé et la commune de Padoue au xiii^e siècle (d'après des documents inédits). — Biagio Brugì. Une chaire de droit public ecclésiastique à l'Université de Padoue dans la seconde moitié du xviii^e siècle (expose les attaques dirigées contre une chaire où l'on pensait faire entrer un esprit nouveau. Après un petit nombre d'années, le cours de droit ecclésiastique devint un vulgaire cours de droit canonique). — V. BALDISSERA. Les Savorgnani, seigneurs d'Osoppo; inscriptions funéraires. — C. LAGOMAGGIORE. *L'Istoria Viniziana* de M. Pietro Bembo; essai critique avec des documents inédits; suite et fin. = Comptes-rendus : Antonio Medin. La storia della repubblica di Venezia nella poesia.

— *P. Molmenti*. La storia di Venezia nella vita privata; 4^e édition, 1^{re} partie : la grandezza (très intéressant; des documents nouveaux; illustration abondante et bien choisie). — *Giuseppe Caprin*. L'Istria nobilissima; 1^{re} partie (bon, bien illustré). — *Niccolò Papadopoli*. Sebastiano Venier e le sue monete, 1577-1578. = A part : *C. Cipolla*. Publications relatives à l'histoire de l'Italie au moyen âge; suite. = T. X, 1^{re} partie. *Luigi Rossi*. Venise et le roi de Naples; Florence et François Sforza, de novembre 1450 à juin 1451 (d'après des pièces d'archives). — *Armida Sacchetti*. Pour la possession de Tolmino; épisode de l'histoire de Cividale (1533-1535; documents). — *Cesare Foligno*. Manuscripts relatifs aux affaires de Venise dans les bibliothèques anglaises. = Comptes-rendus : *A. Della Torre*. Di Antonio Vinciguerra e delle sue satire (Vinciguerra fut aussi secrétaire de l'État vénitien; sa biographie intéresse donc l'histoire de Venise. Il s'en faut que l'auteur ait épuisé toutes les sources de documents. Long article critique par P.-L. Rambaldi, qui note beaucoup de textes omis par Della Torre). — *Giuseppe Gerola*. Monumenti veneti nell' isola di Creta (intéressant rapport sur un voyage d'études fait en Crète en 1900; d'autant plus intéressant que, systématiquement, les Crétois détruisent aujourd'hui tout ce qui peut rappeler la domination étrangère dans leur île). — *Arnaldo Segarizzi*. Libellus de magnificis ornamentis regie civitatis Padue Michaelis Savonarole (nouvelle édition très améliorée de ce Libellus, que Michel Savonarole dédia en 1440 au franciscain Antonio di S. Arcangelo). — *Liber statutorum civitatis Ragusii compositus anno 1272*. — *F. H. Brown*. Calendar of State papers and mss. relating to english affairs; vol. IX : 1607-1610. = 2^e partie. *Felice Fossati*. Rapports entre Venise et Milan durant les dernières négociations pour la paix du 13 mars 1480 (d'après les dépêches inédites de Leonardo Botta, ambassadeur milanais). — *Concetto Marchesi*. Paolo Manuzio; de quelques polémiques sur le style et sur la langue du xvi^e siècle. — *Luigi Simeoni*. La tour du Gardello à Vérone (construite en 1370). — *Luigi Rossi*. Venise et le roi de Naples, Florence et Francesco Sforza, de novembre 1450 à juin 1451; suite et fin (80 pages de documents en appendice). = Comptes-rendus : *C. Contessa*. Per la storia della decadenza della diplomazia italiana nel secolo xvii (sous la régence de la seconde Madame royale, 1675-1684, et les premières années du règne de Victor-Amédée II, 1684-1687. Intéressant). — *V. Botteon et A. Barbieri*. Congregazione di carità ed Istituti pii riuniti in Conegliano (intéressant pour l'histoire des institutions charitables depuis le moyen âge). = Actes de la Deputazione veneta di storia patria (à la suite : Documents relatifs à la reddition de Vérone à Venise, 1405-1406).

54. — *Atti e Memorie della r. Deputazione di storia patria per le provincie di Romagna*. 3^e série, vol. XXIII, fasc. 1-3, janvier-juin 1905. — *A. Trabuzzi*. Bologne dans les œuvres de G.-C. Croce (fin du xvi^e siècle et premières années du xvii^e). — *Lisetta Ciaccio*. Le cardinal légat Bertrand du Pouget à Bologne, 1327-1334 (ce cardinal

était un français du Midi, né vers 1280 à Castelnau-Montratier; il joua un grand rôle sous le pape Jean XXII, surtout dans l'administration financière. Beaucoup de faits nouveaux tirés des archives de Bologne). — G. SALVIONI. La valeur de la livre bolonaise dans la première moitié du XVI^e siècle (publie plusieurs documents inédits). — L. FRATI. Deux chroniqueurs bolonais plagiaires (1^{re} La Chronique dite de Seccadenari est en réalité l'œuvre de Fileno della Tuata; celui-ci avait un parent, Nicolò di Girolamo Seccadenari, qui démarqua la chronique de Fileno, plagiat qu'on a mis à tort sur le compte de Nicolò di Achille Seccadenari, lequel mourut en 1483 évêque de Veglia en Pouille. Biographie de Fileno. 2^e La Chronique de Giacomo Gigli a été démarquée de même par Girolamo Bolignini. Le *Diario della cose di Bologna* par ce dernier n'est qu'une copie de la *Chronica e Memoria* de Gigli. Biographie de ce dernier). = Fasc. 4-6, juillet-décembre. A. SORBELLI. Le traité de saint Vincent Ferrier sur le grand schisme d'Occident (étudie les sources auxquelles V. Ferrier a puisé : le *De fletu Ecclesiae* de Giovanni da Legnano, le *De planctu bonorum* de Le Fèvre, le traité de Pierre Flandrin, cardinal de Saint-Eustache; puis établit les bases de l'édition qu'il donne du *De moderno Ecclesiae Schismate tractatus*. Le texte occupe les pages 339-438. A la suite sont publiées les réponses du cardinal Pierre De Luna aux interrogatoires des ambassadeurs du roi de Castille sur l'élection des deux papes; texte espagnol, p. 438-455). — Lisetta CIACCIO. Le cardinal légat Bertrand du Pouget à Bologne, 1327-1334; fin (relations politiques, alliance avec Jean du Luxembourg; Bertrand est chassé de Bologne. Appendice de 50 documents inédits). — P. AMADUCCI. Guido del Duca de Romagne (ce Guido descendait de la famille des Onesti de Ravenne; celle des anciens comtes de Bertinoro s'y rattachait). — A. TRABUZZI. Bologne dans les œuvres de G.-C. Croce; fin.

55. — *Studi e documenti di storia e diritto*. Anno XXV, fasc. 1-2, janvier-juin 1904. — Giuseppe GATTI. D'une inscription antique récemment découverte à Palestrina (cette inscription, qui date du milieu du IV^e siècle, contient, non un testament proprement dit, mais une déclaration de dernière volonté faite verbalement par P. Aelius Apollinaris Arlenius et un résumé des actes juridiques qui ont été accomplis à la suite de cette noncupation). — Pietro TACCHI-VENTURI. Giulio-Antonio, cardinal de Sainte-Sabine, et son Journal du consistoire en 1575; suite et fin du texte. = Fasc. 3-4, juillet-décembre. Alberto DE GASPARIS. Les « mediatores » dans les actes contractuels et judiciaires des XI^e, XII^e et XIII^e siècles à Naples, Amalfi, Sorrente. Contributions à l'histoire de la médiation (publie en appendice quatorze documents de 965 à 1200). — Nicola FELICIANI. La seconde guerre punique en Espagne. De la défaite des deux Scipions jusqu'au départ d'Asdrubal Barca pour l'Italie, 211-208 (étude minutieuse des textes de l'antiquité). — Gius. GATTI. La Farnésine de la rue de Baullari et son histoire juridique (parle des travaux exécutés par l'architecte français Thomas Le Roy).

56. — Studi Storici. Vol. XIV, fasc. 2, 1905. — G. VOLPE. *Lambardi et Romani* dans les campagnes et dans les villes. Corrections et additions. — Id. Pour servir à l'histoire juridique et économique du moyen âge (condition juridique de la propriété foncière; surtout à propos des travaux de Hartmann et de Schneider). = Comptes-rendus : M. Lugano. *Antonii Bargensis Chronicon Montis Oliveti, 1313-1450.* — P. Fauché. Giambattista Fauché e la spedizione dei Mille (intéressant et instructif). — Gius. Paolucci. Le finanze e la corte di Federico II di Svevia (bon). — E. Levinson. Giuseppe Garibaldi e la sue legione nello Stato romano, 1848-1849 (très instructif).

57. — Νέος Ἑλληνομνήμων (publ. p. Spyr.-P. Lambros), n° 3, 30 sept. 1904. — Notes sur les inscriptions anciennes dans les manuscrits du moyen âge et les collections manuscrites de lettrés de l'Occident (liste des auteurs byzantins qui ont cité des inscriptions métriques dans leurs ouvrages. Analyse des collections d'inscriptions des Codd. Ambros. N 234 supp. et Q 114 supp. recueillies par des savants à Chio ou en Crète). — La fondation et le fondateur du cloître de la sainte Vierge Pammakaristos à Constantinople (ce monastère fut fondé, à la fin du xiii^e siècle, par le protostrator Michel Ducas Glabas Tarchaneiotès; c'était d'abord un couvent d'hommes, qui fut transformé en monastère de femmes en 1420 et réuni peut-être au couvent de Marthe, sœur de Michel VIII Paléologue; les légendes relatives à la fondation des deux monastères s'amalgamèrent; Lambros en fait la critique et étudie les familles parentes de Michel Paléologue). — Les bibliothèques de Jean Marmaras et de Jean Doceianos et un catalogue de livres anonymes (détails intéressants sur des bibliothèques d'humanistes du xv^e siècle). — Les homélies de Païsios, métropolitaine de Rhodes (poète et auteur ecclésiastique du début du xvii^e siècle). — Noms prétendus (noms propres qui doivent leur existence à une faute de lecture ou à une confusion philologique). — Noms méconnus. — Les recherches sur les revenants de Marc, moine de Serres (Cod. Ath. Iber. 520, xvi^e siècle; édition d'un traité contre la croyance aux revenants dont l'auteur est inconnu; l'ouvrage est peut-être plus ancien que le manuscrit; sa langue contient des traces de parler vulgaire). — Catalogue des manuscrits grecs des bibliothèques d'Athènes; I : Bibliothèque de la Chambre. = Mélanges : Michel Paléologue II (IX) et la monodie de Staphidakis écrite sur sa mort. — Évangile et objets sacrés de la métropole de Xanthos. — Lettres de Théodore Prodrome dans le Cod. Napol. III^{ab}. = Comptes-rendus : Serruys. Catalogue des manuscrits conservés au Gymnase grec de Salonique. — Krumbacher. Eine neue Handschrift des Digenis Acritas. = N° 4, 31 déc. 1904. Notes sur les inscriptions anciennes dans les manuscrits grecs et les collections manuscrites de lettrés de l'Occident; suite. — Un nouveau manuscrit de Nicolas Mesariotes. — Sceaux des derniers Paléologues et de leurs intimes (deux sceaux de Constantin XII, le dernier inédit, provenant des archives de Modène, en cire rouge, contrairement aux usages byzantins, sur une

lettre en latin écrite à Borso d'Este, marquis de Ferrare, en avril 1451; sceaux de Théodore II Paléologue, despote du Péloponèse, de Démétrius Paléologue (avec l'aigle à deux têtes), d'André Paléologue (1520), etc...). — Narration physiologique de Pierre Zymophonste (nouvelle édition d'une chanson populaire éditée par Legrand, *Recueil de chansons populaires*, p. 210, due peut-être à Théodore Prodrome). — Journaux manuscrits pendant la guerre de l'Indépendance (notice historique sur les premiers journaux rédigés en grec; le premier, l'*Ἐφημερίς*, imprimé à Vienne, parut de 1791 à 1797; édition des fragments de deux journaux manuscrits publiés à Missolonghi en 1821-1822 : l'*Ἐφημερίς Αἰτωλική* et l'*Ἀγελῶς*). — Catalogue des manuscrits grecs des bibliothèques d'Athènes; suite. — Mélanges : le poème de Théodore Prodrome : *Εἰς εἰκονισμένον τὸν βίον*. — Note sur les Patria de Constantinople. — Une statistique vénitienne d'Elis (30 avril 1689). — Comptes-rendus : *Politis*. Études sur la vie et la langue du peuple grec. Traditions. — *G. Millet*. La Collection chrétienne et byzantine des hautes études. — *A. Debidour*. Le général Fabvier, sa vie militaire et politique. (Ce numéro, qui termine la première année, est accompagné d'un index et d'une table des manuscrits et archives cités.)

CHRONIQUE ET BIBLIOGRAPHIE.

France. — La science historique vient de faire une perte irréparable. M. A. SOREL est mort le 29 juin, à l'âge de soixante-trois ans.

— M. Gustave VAPEREAU est mort le 18 avril dernier, âgé de quatre-vingt-sept ans. Son nom est depuis longtemps attaché au *Dictionnaire des contemporains* qui rend journellement de si grands services aux historiens et aux publicistes.

— M. Émile MOLINIER est mort le 5 mai, à l'âge de quarante-neuf ans. Après avoir paru devoir se consacrer à l'étude du moyen âge, publié une excellente biographie d'Arnoul d'Audrehem, édité, en collaboration avec son frère Auguste, la *Chronique normande du XIV^e siècle*, il s'était tourné vers l'histoire de l'art. Au Louvre, où il était devenu, jeune encore, conservateur des objets du moyen âge et de la Renaissance, il avait organisé plusieurs salles où le mobilier français des deux grands siècles avait été mis admirablement en valeur; puis il avait entrepris de donner une Histoire des petits arts qui, si elle avait été achevée, aurait laissé loin derrière elle l'*Histoire des arts industriels* de Labarthe. Il a écrit aussi quelques chapitres pour l'*Histoire de l'art*, dirigée par M. André Michel. Il avait un sens artistique très fin, très exercé, une intelligence très vive, le travail ardent et facile.

— L'Académie française a décerné le 1^{er} prix Gobert au général BONNAL (*l'Esprit de la guerre moderne*) et le second à M. Louis MADELIN (*la Rome de Napoléon*). — Le prix Théroutanne a été partagé entre MM. Patrice MAHON (*Études sur les armées du Directoire*), Gabriel PÉROUSE (*le Cardinal Louis Aleman*), BOURRILLY (*Guillaume du Bellay, 1491-1543*), le vicomte DE BRÉMONT (*le XVI^e siècle et les guerres de la Réforme en Berry*), Émile HORN (*François Rakoczi II, prince de Transylvanie, 1676-1735*) et Marcel MARION (*le Garde des sceaux Lamignon*).

— L'Académie des inscriptions et belles-lettres a partagé le prix Auguste Prost entre MM. Henri STEIN et LÉON LE GRAND (*la Frontière d'Argonne*) et M. Edmond PIONNIER (*Essai sur l'histoire de la Révolution à Verdun, 1789-1791*). — Elle a décerné le 1^{er} prix Gobert à M. Ernest PETIT (de Vausse) pour son *Histoire des ducs de Bourgogne de la race capétienne*, et le second (pour la 3^e fois) à M. Alfred RICHARD (*Histoire des comtes de Poitou*). — Elle a partagé le prix Saintour entre le P. LAGRANGE (*Études sur les religions sémitiques*), M. Victor CHAUVIN (*Bibliographie des ouvrages arabes ou relatifs aux Arabes*), M. Moïse SCHWAB (*Rapport sur les inscriptions hébraïques de la France*) et l'abbé

LABOURT (*le Christianisme dans l'empire perse*). — Elle a partagé le prix Brunet entre MM. Frédéric LACHÈVRE (*Bibliographie des recueils collectifs de poésies publiés de 1597 à 1700*), A. DE LA BOURALIÈRE (*l'Imprimerie et la librairie à Poitiers aux XVII^e et XVIII^e siècles*) et P.-P. PLAN (*Bibliographie rabelaisienne*). — Elle a partagé le prix Bordin entre MM. Jules GAY (*l'Italie méridionale et l'Empire byzantin depuis l'avènement de Basile I^{er} jusqu'à la prise de Bari par les Normands, 1071*), SAMARAN et G. MOLLAT (*la Fiscalité pontificale en France au XIV^e siècle*), Pierre CHAMPION (*Guillaume de Flavy, capitaine de Compiègne*). — Concours des Antiquités de la France. Quatre médailles ont été décernées à MM. Léon MIROT (*Isabelle de France, reine d'Angleterre, comtesse d'Angoulême, et les Insurrections urbaines au début du règne de Charles VI*), Ph. LAUER (*les Annales de Flodoard*), M. SERBAT (*les Assemblées du clergé de France de 1561 à 1615*) et Henry D'ALLEMAGNE (*les Cartes à jouer du XIV^e au XX^e siècle*); parmi les mentions, nous indiquerons celles de MM. G. DOTTIN (*Manuel pour l'étude de l'antiquité celtique*), l'abbé C. ALBERT (*Histoire de Seyne*), Émile BONNET (*Antiquités et monuments du département de l'Hérault*), Henri MORRIS (*Cartulaire de l'abbaye de Lérins*), J.-C. DEMARTEAU (*l'Ardenne belo-romaine*).

— L'Académie des sciences morales et politiques a partagé le prix Drouyn de Lhuys entre MM. Georges PAGÈS (*le Grand Électeur et Louis XIV*) et feu Jean DARCY (*Cent années de rivalité coloniale*). — Elle a partagé le prix Jean-Jacques Berger entre MM. Fr. FUNCK-BRENTANO (*Catalogue des archives de la Bastille, etc.*), DE LANZAC DE LABORIE (*Paris sous Napoléon*), CHASSIN et HENNET (*les Volontaires nationaux pendant la Révolution*), F.-G. DE PACHÈRE (*Étude sur Paris à l'époque gallo-romaine*), Paul ROBQUET (*Histoire de la municipalité de Paris*), J. MEURET (*le Chapitre de N.-D. de Paris*), Alfred FRANKLIN (*Dictionnaire historique des arts, métiers et professions exercés dans Paris depuis le XIII^e siècle*), Albert MAUGER (*l'Organisation des secours publics à Paris*), François MAURY (*le Port de Paris*), Louis TUETÉY (*Procès-verbaux de la Commission des monuments, 1790-1794*), Ernest COYECQUE (*Recueil d'actes notariés relatifs à l'histoire de Paris, XVI^e siècle*), Lucien LAZARD (*Répertoire alphabétique du fonds des domaines*).

— Le 44^e Congrès des Sociétés savantes de Paris et des départements s'est tenu à Paris, à la Sorbonne, du mardi 17 avril au samedi 21. Voici, d'après le *Journal officiel*, le résumé des communications faites dans les diverses sections :

Section d'histoire et de philologie (président : Léopold Delisle). — M. l'abbé FOURNIER détermine ce qui reste, à ce jour, des monuments imprimés avant le XVII^e siècle et contenant les textes liturgiques à l'usage spécial des églises séculières des anciens diocèses d'Arras et de Thérouanne. — M. l'abbé Louis MEISTER. Mémoire sur le nécrologe ou registre mortuaire de l'abbaye royale de Saint-Jean-Baptiste du Moncel, au diocèse de Beauvais. Ce manuscrit porte sur les neuf derniers

jours du mois de décembre et renferme de précieux renseignements, qui se recommandent aux futurs historiens de cette abbaye, fondée en 1309 par Philippe le Bel, sur les bords de l'Oise. — M. le chanoine MOREL. Mémoire sur les testaments reçus par les curés de campagne et leurs vicaires avant 1789; de la législation royale qui intervint pour régler cet usage. — M. G.-Hector QUIGNON a signalé, dans une collection privée, l'original du cartulaire AA 1 de Beauvais copié en 1513. Cet original, appelé *Livre Velu* (en papier), est de 1390-1408 pour la première main, sans doute celle de Jean de Hez, clerc de la commune. M. Quignon fait une étude critique de la page capitale de ce ms., la « Journée des Bourguignons », 27 juin 1472, et rectifie sur plus d'un point la copie de 1513. — M. Jacques SOYER commente une fausse bulle du pape Pascal II (1099-1118) qui confirme à l'abbaye bénédictine de Marmoutier-lez-Tours la possession de l'église Saint-Martin-au-Val, donnée par Yves, évêque de Chartres, à la prière d'Adèle, comtesse de Blois, et de ses fils Guillaume et Thibaud, pour le repos de l'âme de son mari Étienne, mort en 1102. Cette bulle était destinée à faire croire que l'union de Saint-Martin-au-Val à Marmoutier avait été décidée par le célèbre canoniste saint Yves et par Adèle, fille de Guillaume le Conquérant, et qu'elle avait été approuvée déjà depuis longtemps par les papes; qu'en un mot elle était irrévocable. — M. DELISLE croit devoir faire des réserves sur les conclusions de M. Soyer; il ne voit pas quel intérêt on pouvait avoir à faire cette fausse bulle de Pascal II; il estime que ce pourrait être une copie contemporaine. Il lui semble donc que la question devra être examinée de très près. — M. JACOTIN donne lecture d'une communication sur la chronologie des baillis et juges royaux du Velay et de leurs lieutenants, de l'origine à leur extinction (1273-1689). — M. l'abbé ARNAUD-D'AGNEL. L'abbaye de Saint-Victor de Marseille, ses fortifications, son armement, sa garde du XI^e au XVI^e siècle. Cette étude est un chapitre inédit de l'histoire de la puissante abbaye marseillaise. Elle est composée à l'aide de documents tirés des archives départementales des Bouches-du-Rhône. Indépendamment d'aperçus plus ou moins nouveaux sur la vie monacale, on y trouve aussi des faits relatifs à la Provence et même à la papauté d'Avignon, telle que la prise de l'abbaye par Pierre de Luna, l'antipape du nom de Benoît XIII. — M. Marius CONSTANS. Les jeux floraux de Rodez au XVIII^e siècle. — M. René FAGE signale une institution de même nature qui fut fondée à Tulle, vers 1550, par un sieur Teyssier, sous le nom « de jeux de l'églantine », et qui subsista pendant près d'un siècle. Le sujet de poésie imposé par le fondateur était la sainteté du mariage. Les jésuites transformèrent ces jeux, qui devinrent, sous leur direction, les jeux de la Vierge. — M. DEPOIN. Essai sur la chronologie des évêques de Paris de 768 à 1138, d'après les nécrologes et autres documents. — M. Gaston GAUTHIER répond à la 13^e question du programme (mentions relatives à l'instruction publique). Il a relevé dans les archives de l'Aube, de l'Yonne et de la Nièvre des indications sur l'état des

écoles avant 1789 et durant la période révolutionnaire. — M. LEROUX. Le sac de la cité de Limoges par le Prince Noir; critique de Froissart. — M. Georges BONNAIRE fait une communication relative à l'amiral Jehan de Vienne, qui, sous Charles V, reprit la grande idée de Philippe IV le Bel et créa une marine royale indépendante. Avec cette flotte, soutenue par les vaisseaux de notre alliée la Castille, Jehan de Vienne a su conduire la glorieuse campagne de 1377, entreprendre l'expédition d'Écosse de 1385, remonter la Tamise, balayer dans les eaux de la Manche les flottes de l'Angleterre, débarquer et remporter la victoire. — M. Victor QUESNÉ. La seigneurie du Neubourg (Eure) érigée en baronnie, puis en marquisat et, faute d'héritier masculin, fut divisée en deux demi-baronnies, chacun des demi-barons exerçant le droit de ban et de nomination aux écoles. — M. l'abbé ARNAUD-D'AGNEL donne lecture d'une notice sur la venue à Marseille, en 1599, de la reine d'Espagne Marguerite d'Autriche et de l'archiduc Albert. Cette notice éclaire certains côtés curieux de la vie provençale à la fin du xvi^e siècle; M. Arnaud-d'Agnel donne le compte des dépenses faites par la communauté de Marseille. Il conclut son étude historique en opposant à Philippe III et à Marguerite, ces princes insouciantes de leurs devoirs d'état, le roi Henri IV, ce modèle des gouvernants, qui n'eut d'intelligence et de cœur que pour la prospérité de son peuple. — M. l'abbé CHAILLAN. Les relations de Marseille avec le Maroc. — M. JADART résume, d'après les conclusions du conseil de ville et les mémoires du chanoine Pierre Cocquault, les événements que provoqua à Reims la nouvelle de la mort d'Henri IV. — M. René FAGE a trouvé à la Bibliothèque nationale et aux archives de la Gironde des documents qui lui ont permis de faire le tableau des exactions dont se rendit coupable l'intendant des finances et maître des requêtes Étienne Foullé au cours d'une tournée en Limousin, dans le courant de l'année 1650. — M. COQUELLE lit un mémoire intitulé : *Napoléon et la Suède, l'élection de Bernadotte*. Pour faire l'histoire de cette élection, on s'est généralement servi des témoignages des contemporains ou de mémoires écrits après coup et souvent pour les besoins de la cause. Les documents des archives des affaires étrangères de Paris permettent d'arriver à un exposé tout différent du rôle de Napoléon dans cette affaire. — M. DE LA MARTINIÈRE communique une courte étude sur une miniature contenue dans le manuscrit latin 5927 de la Bibliothèque nationale. Elle a sans doute pour but de rappeler le sacre de Louis le Pieux et est vraisemblablement de peu postérieure au sacre du roi Louis VI en 1108. Un travail postérieur développera et complétera ces conclusions, qui pourront avoir un intérêt pour la classification des manuscrits d'Adémar de Chabannes. — M. GALABERT. Les registres paroissiaux de Toulouse et les ordonnances royales de 1539, 1579, 1629 et surtout 1667. — M. ÉCONCHEVILLE communique un mémoire sur l'organisation de la musique du roi sous Louis XV. La musique royale comprenait trois organismes : la chapelle, la chambre et la grande écurie. La musique-chapelle, pla-

cée sous les ordres du maître de musique et les deux sous-maitres, comprenait un chœur, une charge d'organiste et une symphonie. En tout, 120 personnes. Elle coûtait 100,000 fr. La musique-chambre relevait du premier gentilhomme. Elle a souvent varié. Elle coûtait 30,000 fr. La musique-écurie se contentait de cinquante instruments. Ces trois compagnies correspondaient à l'art religieux, à l'art intime et à l'art militaire. — M. BLOSSIER, continuant son Essai d'une histoire de la Révolution à Honfleur, étudie la période qui s'étend d'octobre 1791 à septembre 1792. — M. BAZEILLES fait ressortir les principaux actes de l'administration d'Aubin Fossey, premier maire de Bures (Orne). — De la part de M. ADHER, M. Pasquier communique une étude relative à l'application des lois sur la liberté religieuse dans le district de Toulouse. — M. LABROUE fait une lecture sur la commune de Thenon (Dordogne) pendant la Révolution, d'après les registres des délibérations municipales. Il étudie ces documents municipaux au triple point de vue de la vie politique, religieuse, morale. — M. F. BORDEZ trace l'histoire de la Société des amis de la Constitution de Beauvais (2 juillet 1790-14 septembre 1792). — Le mémoire de M. BUTET-HAMEL, relatif à l'histoire de la société populaire de Vire, suit le développement de cette société depuis le 6 juin 1790, date de sa fondation, jusqu'au 10 germinal an III, date de sa dernière séance. Les sources de ce travail sont deux registres de délibérations que M. Butet-Hamel analyse minutieusement. — M. GALLAND trace l'histoire de la société populaire de Cherbourg, des origines au 10 août 1792. — M. J. HAIZE lit un mémoire sur la société populaire de Saint-Servan (Ille-et-Vilaine).

Section d'archéologie (président : M. Héron de Villefosse). — M. R. CAGNAT, dans un mémoire intitulé : *Gaulois en Afrique et Africains en Gaule*, a dressé la liste des inscriptions qui témoignent des relations entre l'Afrique et la Gaule à l'époque romaine. — M. le commandant ESPÉRANDIEU communique les résultats de récents sondages pratiqués sur le plateau du mont Auxois par la Société des sciences historiques et naturelles de Semur. — M. SIGNOREL. Sur un monument funéraire romain découvert à Saint-Girons, Ariège, à 1,800 mètres de Saint-Lizier, l'ancienne *Austria*, la *Civitas Consoranorum*, qui est encore entourée de son enceinte gallo-romaine. — M. BÉCHADE communique une trouvaille de trente-deux monnaies carolingiennes découvertes dans une région voisine de Rocamadour (Lot). Il lit une note sur des monnaies coupées en leur milieu, qui ont été trouvées dans un égout gallo-romain à Cahors et à Nîmes. C'est un nouveau témoignage de l'usage de couper les monnaies à l'époque romaine. Il étudie ensuite une monnaie carolingienne au nom de Louis jusqu'ici attribuée à Louis IV, et dont il propose la restitution à Louis II. — M. Georges DOUBLET étudie le sceau de Jacques Grailier ou Grailieri qui, ancien prieur de Gisors (diocèse d'Embrun ou de Sisteron), fut élu évêque de Grasse le 9 octobre 1389, fut transféré par Clément VII au siège titulaire de Sidon, qu'il n'accepta pas, et fut remplacé à Grasse le 29 février 1392.

— M. Gabriel FLEURY communique une lettre inédite de l'économiste Véron de Fortbonnais relative à une découverte de monnaies romaines à Contres (Sarthe) en 1778. — M. Maurice RAIMBAUD étudie à nouveau la question de savoir quel est l'archevêque d'Arles qui a fait fabriquer le denier dit « denier à l'I », successivement donné à Ithier par Cartier et à Raymond de Bollène (en paréage avec Ildefonse d'Aragon) par Blancard; il estime que l'I est l'initiale de l'archevêque Imbert d'Aignières, que le denier à l'I a donc été fabriqué entre le 3 novembre 1191 et le 20 juillet 1202. — M. Victor JEAN-LOUIS lit un mémoire sur les fouilles exécutées dans la localité romaine d'*Autrium* (Autrecourt) (Meuse). — M. Émile BONNET étudie les médailles des états généraux de Languedoc. — M. le Dr LEBLOND a adressé le catalogue des monnaies trouvées dans l'arrondissement de Clermont (Oise). — M. l'abbé ARNAUD-AGNEL donne lecture d'une notice sur le trésor de la cathédrale d'Embrun. L'étude de ce trésor permet de suivre les phases par lesquelles a passé l'art de la broderie religieuse, mort depuis le XVIII^e siècle, mais si vivant au moyen âge. — M. ROMAN présente des observations sur la date de la fondation de l'évêché d'Embrun, lequel a été fondé par saint Marcellin au IV^e siècle. Il rappelle qu'il a déjà signalé et décrit les chasubles d'Embrun dans l'*Inventaire des richesses d'art de la France*. — M. Gustave MALLART rend compte des fouilles qu'il a faites dans le théâtre romain de Drevant (Cher). Les travaux de déblaiement poursuivis pendant cinq ans lui ont permis de remettre au jour un des plus remarquables monuments que nous ait laissés la période romaine, et d'un type qui n'avait pas encore été étudié. — M. JULLIAN fait ressortir le grand intérêt des fouilles et découvertes de M. Mallart. Il pense que Drevant a été à l'époque romaine un centre de réunions pour les populations du voisinage, avec des édifices pour le trafic et pour la prière. — M. Adrien BLANCHET fait une communication sur le système de construction des murailles romaines élevées en Gaule, les unes au I^{er} siècle, les autres vers la fin du III^e siècle de notre ère. Ces dernières sont les plus intéressantes, parce qu'elles ont été construites avec de nombreux débris de monuments antérieurs détruits par les Barbares qui dévastèrent la Gaule. — M. STALIN présente la carte, qu'il a dressée avec le plus grand soin, des stations préhistoriques de l'arrondissement de Beauvais. La carte est accompagnée d'un texte donnant par localité le catalogue des objets préhistoriques trouvés sur le territoire de 127 communes. — M. Ulysse DUMAS. Description de stations préhistoriques récemment découvertes dans le département du Gard, savoir les stations de la cabane de Mirabeau (commune d'Aigaliers), du Mas de Moise (commune d'Aubassargues), de Serviers-Labaume, de Solinelles. — M. DEMAISON donne lecture d'une étude sur la cathédrale carolingienne de Reims, construite par les archevêques Ebbon et Hincmar, et sur les transformations qu'elle a subies au X^e et au XII^e siècle. — M. HÉRON DE VILLEFOSSE fait une communication sur la question du programme relative aux mosaïques romaines. Ces monuments sont

exposés à de nombreuses causes de destruction; il faut donc les photographier ou les dessiner si c'est possible au moment même de leur découverte. L'Académie des inscriptions a eu la bonne pensée de publier un recueil des mosaïques de la Gaule; ce travail ne pourra être mené à bonne fin que par le concours des archéologues locaux qui possèdent des renseignements graphiques sur ces monuments.

Section de géographie historique et descriptive (président : M. Bouquet de la Grye). — Pierre BUFFAULT. Le tracé primitif du littoral et les grands étangs littoraux de la Gascogne. — Charles DUFFART. La sédimentation moderne des lacs médocains et l'œuvre cartographique de Claude Masse. — M. Auguste PAWLOWSKI retrace l'histoire topographique du pays de Didonne, du Talmondaïs et du Mortagnais girondin, d'après la géologie, la cartographie et l'histoire. Il estime qu'aucun doute ne saurait subsister quant au fameux *Tamnum*, qu'il identifie avec Talmont (moulin du Fa). Pour le *Novioregum* des itinéraires, il devait être situé sur la pointe de Suzac et se confondre avec le Gériost de Claude Masse. Il fait ensuite l'histoire des modifications subies par le rivage, du moyen âge au XIX^e siècle; il rapporte la déchéance progressive de Talmont et de Didonne, la substitution de Royan à Gériost. Il retrace enfin l'histoire des transformations océanographiques de l'île de Ré. — M. SAINT-JOURS communique une étude sur les routes romaines de Pampelune à Bordeaux et à travers les sables du littoral gascon. Il insiste sur le fait que les empiètements de la mer sur le littoral gascon ne sont pas aussi intenses que certains le prétendent encore aujourd'hui. — M. Aug. CHAUVIGNÉ communique un mémoire intitulé : *Recherches sur les formes originales des noms de lieux en Touraine*. Cette étude est la suite et la deuxième partie d'un ouvrage présenté au congrès de Paris en 1904; l'auteur passe en revue tous les noms géographiques intéressants et situés en Touraine sur les plateaux en dehors des cours d'eau au nord de la Loire. — M. l'abbé CHAILLAN raconte le voyage de Marseille à Paris de Mgr de Belsunce en 1730. C'est un exposé des dépenses faites au cours de ce voyage qui, commencé le 22 avril 1730, se termine le 16 mai 1730 à l'arrivée à Paris. — M. Joseph FOURNIER fait une communication sur le roi René géographe; la « librairie » du bon roi renfermait un certain nombre d'ouvrages indiquant un goût marqué pour une science qu'il encourageait à sa manière en recevant les voyageurs abondant au port de Marseille. En échange d'objets exotiques, il leur offrait des présents de valeur dont l'indication se retrouve dans les comptes conservés aux archives des Bouches-du-Rhône. — Les documents des archives du Guipuzcoa, relatifs à la colonisation espagnole en Amérique, par M. Jules HUMBERT. — M. l'abbé François MARSAN. Sur Quelques erreurs toponymiques de la carte d'état-major, concernant la vallée d'Aure (Hautes-Pyrénées). — M. Léon PLANCOUARD expose la situation, les limites du pays de Chars, proche Paris, ainsi que son histoire et les différentes traditions qui le concernent. — M. J. BÉRANGER a étudié et délimité les origines et l'éten-

due du *Pagus Madriacensis*, un des *pagi* de l'époque carolingienne; en s'appuyant sur les textes des chartes et diplômes, il fixe les limites du comté de Madria ainsi qu'il suit : à l'ouest, la rivière de l'Eure depuis Cailly jusqu'à Villiers-le-Morhiers; au nord, depuis Cailly jusqu'à la Seine, aux environs de Gaillon; à l'est, la Seine jusqu'à la petite rivière de Vaucouleurs, puis le cours de cette dernière jusqu'à la Queue-les-Yvelines, et au sud par une ligne droite partant de la Queue-les-Yvelines jusqu'à Villiers-le-Morhiers, englobant les villages de Gambais, Condé-sur-Vesgres, Faverolles et une partie de la forêt d'Yveline, nom ancien de la forêt de Rambouillet. M. Béranger aborde ensuite l'histoire des comtes de Madria. — L'abbé J.-M. MEUNIER parle des noms de lieux de la Nièvre terminés en *y* et qui remontent à des gentiles gallo-romains en *ius*, auxquels on ajouta le suffixe gaulois *acos*. Sur 315 communes de la Nièvre, 92 se terminent en *y*, et si on compte les villages et les hameaux, on arrive à un total de 550.

Section des sciences économiques et sociales (président : M. E. Levasseur). — E. ANDRIEU et H. QUIGNON. Les baux à ferme à l'Hôtel-Dieu près Beauvais, de 1517 à 1900. — Gabriel FLEURY. Un essai de nouvel impôt foncier dans une paroisse en 1764 : l'économiste Véron de Forbonnais et le cadastre. Forbonnais entendait créer un impôt proportionnel sur les propriétés. — Alexandre NICOLAÏ. La population en Guyenne au XVIII^e siècle; des causes qui ont dépeuplé cette province et provoqué l'exode des campagnes vers les villes. — M. Pierre BOYÉ fait une communication sur les postes, messageries et voitures publiques en Lorraine au XVIII^e siècle. — M. le Dr H. COULON a ensuite la parole pour exposer son mémoire sur les statuts des anciens chirurgiens et barbiers de Cambrai. — Communication est donnée du mémoire présenté par M. Ph. BARREY sur les premiers paquebots postaux entre le Havre, New-York et les colonies françaises, 1786-1788. — M. BOISSONNADE communique un mémoire sur la Représentation coloniale aux États généraux et le mouvement électoral parmi les colons à Paris et à Saint-Domingue, août 1788-avril 1789. — M. Paul MOULIN a dressé le tableau des ventes des biens nationaux à Salon (Bouches-du-Rhône) à l'aide des actes de vente conservés aux archives du département. — M. Eugène MOUROR étudie la même question dans un village des environs de Caen, Rots, qui fut donné à l'abbaye de Saint-Etienne par Guillaume le Conquérant et par sa femme Mathilde. — M. Félix MOULOR lit un mémoire sur la comparaison individuelle des citoyens du tiers état aux assemblées électORALES des paroisses pour les États généraux de 1789. — M. SOUCHON lit un mémoire sur les Protestants du département de l'Aisne en l'an X. — M. V.-E. VEUCLIN communique un mémoire sur les Œuvres sociales du XVIII^e siècle : les fêtes des bonnes gens à Canon (Calvados) (1775-1785). — A propos de ce mémoire, M. Pierre BOYÉ rappelle qu'à la même époque on ne se contentait pas, dans des fêtes de ce genre, de décerner des prix de vertu, mais que, chose intéressante à noter, certains philanthropes et écono-

mistes y décernaient des prix agricoles. C'est ce qui se faisait notamment dans les Vosges. — M. LE GRIN rappelle que l'abbé Eustache, curé de Bricquebec, institua une fête semblable dans sa paroisse. Il parut vers 1790 un livre intitulé : *la Fête des bonnes gens de Canon et les rosières de Bricquebec*. — M. Gaston GAUTHIER retrace l'histoire de l'ancien collège de Nevers, depuis sa création en 1521 jusqu'à sa transformation en lycée en 1860. — M. Louis DUVAL étudia de même le collège et séminaire de Domfront, fondé en 1683 par la Société des missionnaires du Passais et dirigé par les Eudistes de 1729 jusqu'à la Révolution française. — M. Nicolas HAILLANT communique quelques documents manuscrits sur l'École centrale du département des Vosges. — M. Hector QUIGNON étudie le Bureau d'agriculture à Beauvais, 1762-1783. — M. Georges MUSSET communique une étude sur l'aurore du commerce et de l'industrie dans la Saintonge et l'Aunis. Il constate qu'à l'époque néolithique, le commerce et l'industrie avaient pris une importance sérieuse dans la contrée saintongeaise, et que des relations commerciales, dues à son voisinage de la mer, s'étaient déjà créées avec les pays lointains.

— Dans le discours qu'il prononça devant l'assemblée générale qui clôt, chaque année, le Congrès, M. Armand BRETTE a traité la question de la noblesse et des privilèges pécuniaires telle qu'elle se posa aux élections de 1789 (*Journal officiel*, 22 avril 1906).

— Le 38^e fascicule du *Dictionnaire des Antiquités grecques et romaines* (Hachette, 1906) est surtout composé d'un grand nombre de courts articles. Signalons cependant *Patricii*, *Patrimonium principis*, *Patronus* (Ch. LÉCRIVAIN), *Penates* (J. A. HILD), *Persona*, dans le sens, 1^o de masque de théâtre (O. NAVARRE), 2^o de personnalité juridique (Ed. CUG), *Pharus* (Maurice BESNIER), *Phonos*, ou droit criminel de la Grèce (E. CAILLEMER), *Philè*, ou tableau des tribus helléniques (Ch. LÉCRIVAIN), *Pictura*, traité sur la peinture antique (Paul GIRARD). Ce dernier est le gros morceau de la livraison, un de ceux qui intéresseront le plus grand nombre de lecteurs, en dehors des érudits de profession.

— *Les Grands récits de l'épopée française*, par Louis ROCHE, ancien élève de l'École normale supérieure (Paris, Plon-Nourrit, 1905, 291 p.). — Il ne faut pas que les belles choses du passé soient réservées seulement aux érudits, aux savants, aux historiens. C'est une idée excellente, très heureuse, qu'a eue M. L. Roche de donner au public et à la jeunesse française, dans un livre qui se lit comme un recueil de nouvelles dramatiques, le meilleur de nos épopées françaises. On a beaucoup écrit sur nos vieilles épopées, mais cela est resté entre gens de la maison. La vérité, c'est que le public et la jeunesse de nos écoles ne connaissent guère que la chanson de Roland. Cependant d'autres « gestes » furent chantés dans de délicieuses légendes, qui méritent encore aujourd'hui d'être lues. Du cycle du roi, qui célébrait les guerres nationales, comme de ceux de Guillaume d'Orange, qui disait les

combats des gens du midi contre les Sarrasins, et de celui de Doon de Mayence, qui rappelait la rivalité des « barons », M. L. Roche a très heureusement extrait, dans ses abrégés, les plus poétiques et captivantes épopées. On respire, à lire ces récits, le parfum même de notre vieille poésie épique. On pénètre dans l'intimité de la vie féodale et de ces mœurs rudes et brillantes que furent celles de nos aïeux. L'âme de la vieille France féodale est là. C'est un trésor du passé qu'on a retrouvé, qui ne saurait plus être perdu, mais qu'il faut présenter à tous, afin que tous le viennent admirer. E. DE M.

— Une charte du cartulaire de l'abbaye de Vendôme (1040) mentionne, dans une liste de biens donnés à l'abbaye, « medietatem quoque nostrae partis de censibus *sepiarum* per universum pagum sanctonicum » ; faut-il traduire le mot en italiques par *sèches* ou par *oignons* ? Les deux opinions ont été soutenues, avec textes à l'appui. M. G. Musset estime qu'il s'agit ici de sèches et montre le trafic que l'on fit aux siècles derniers des os de sèche et de la « *sepia* » secrétée par ce poisson (*Sèches ou oignons* ? La Rochelle, impr. Noël Texier, 1906, 19 p.).

— M. G. DUPONT-FERRIER a dressé l'*État des officiers royaux de la sénéchaussée de Lyon (1461-1515)* à l'aide de très nombreux renseignements fournis par des pièces d'archives. Plusieurs des notices individuelles qu'il a établies importent à l'histoire générale (extrait du *Bulletin historique et philologique*, 1905, 75 p.). Il est à désirer que chaque bailliage et sénéchaussée soit l'objet d'un travail pareil ; nul n'est mieux qualifié ni plus prêt pour l'entreprendre que M. Dupont-Ferrier.

— Le tome III de l'*Histoire de la marine française*, par M. Charles DE LA RONCIÈRE (Plon-Nourrit, 1906, 612 p.), comprend toute la période des guerres d'Italie, de 1494 à 1560.

— En même temps que le tome XXXII de ses *Mémoires* (voir plus haut, p. 391), la Société de l'histoire de Paris a distribué le tome III des *Lettres de Marville, lieutenant général de police au ministre Maupeou, 1742-1747*, publiées d'après les originaux par M. A. DE BOISLISLE (Champion, 1905, 287 p.). Ce tome III et dernier contient la fin du texte, un appendice, où sont notés les ordonnances, arrêts et sentences de police rendus de janvier à mai 1747, 36 pages d'additions et corrections et une table alphabétique des noms et des matières.

— M. P. BOISSONNADE a fait tirer à part le très instructif article paru dans la *Revue de synthèse historique* sous le titre : *les Études relatives à l'histoire économique de la Révolution française, 1789-1804* (Paris, Cerf, 1906, in-8°, 168 p. Prix : 5 fr.).

— Le célèbre helléniste d'Ansse de Villoison n'alla que deux fois en Provence et y resta peu (son plus long séjour eut lieu en 1786-1787, au retour de son voyage en Grèce), mais il fut en relations personnelles et épistolaires avec plusieurs érudits de cette province. Sa correspondance avec Pierre-Augustin Guys, marchand et littérateur, avec le

baron de Sainte-Croix, avec Fauris de Saint-Vincent et son fils, le président Des Noyers, a permis à M. JORET d'écrire un de ces chapitres d'histoire littéraire et de littérature internationale où il excelle. Celui-ci intéresse tout particulièrement l'histoire de l'hellénisme en France. On y voit aussi passer Oberlin, que Villoison recommanda utilement à ses confrères de l'Académie de Marseille quand le fameux pédagogue alsacien alla, en 1776, faire un voyage dans le midi (*l'Helléniste d'Anse de Villoison et la Provence*. A. Picard, 1906. Prix : 50 fr.).

LIVRES NOUVEAUX. — DOCUMENTS. — Statuts synodaux du diocèse de Nice, par *Mgr Henri Chapon*, évêque de Nice. Nice, impr. Ventre, 206 p. — *Colonel Arnould*. Mémoire historique sur la ville de Lille. Sa situation par rapport à la frontière, son utilité, son ancienneté, le nombre de ses habitants, son commerce et ses manufactures, 1780. Lille, impr. Lefebvre-Ducrocq, 17 p. (Bull. de la Soc. d'études de la prov. de Cambrai). — Mémoires des intendants Pinon, Lebrét et de Bezons sur le Béarn, la Basse-Navarre, le Labourd et la Soule. Pau, Ribaut (Bull. de la Soc. des sciences, lettres et arts de Pau). — Cartulaire des abbayes de Tulle et de Roc-Amadour, publ. par *J.-B. Champeval*. Brive, impr. Roche, 736 p. (Bull. de la Soc. scient., hist. et archéol. de la Corrèze). — Journal inédit d'Arnaud d'Andilly, 1826, publ. par *E. et J. Halphen*. Champion, 51 p. (tiré à 25 exemplaires).

HISTOIRE GÉNÉRALE. — *Pierre Brisson*. Histoire du travail et des travailleurs. Delagrave, 539 p. — *Claude Funck-Brentano*. Vendus comme esclaves. Récits authentiques de l'insurrection des nègres marrons sur la Rivière rouge en l'année 1858. Dorn, 256 p. et 10 pl. Prix : 3 fr. 70. — *Émile Salomé*. Guillaume Raynal, historien du Canada; étude critique. Guilmoto, VIII-90 p. — *Dessat et L'Estoile*. Origines des armées révolutionnaires et impériales, d'après les archives départementales de l'Ariège. Paris, impr. Denis, XII-188 p. Prix : 2 fr. 50. — *A. Picard*. Théodore de Bèze. Ses idées sur le droit d'insurrection et son rôle pendant la première guerre de religion. Cahors, impr. Coueslant, 84 p. — *Gustave Aron*. Études sur la condition juridique des prêtres à Rome. Les Vestales et le flamine de Jupiter. Larose, 52 p. — *Id.* Étude sur les lois successorales de la Révolution, depuis 1789 jusqu'à la promulgation du Code civil. Larose, 47 p. (extrait de la Nouv. Rev. hist. de droit).

HISTOIRE LOCALE. — *Léon Charrier*. Jard; sa géographie, son origine et son histoire. La Roche-sur-Yon, impr. centrale de l'Ouest, 160 p. — *Arthur Christian*. Études sur le Paris d'autrefois : les demeures royales aux portes de Paris; les demeures royales, les demeures aristocratiques. Champion, 221 et 219 p. — *Eug. Hubert*. Le Bas-Berry. Histoire et archéologie du département de l'Indre. T. I, fasc. 1 et 2. Picard et fils. — *Le R. P. Othon de Parvie*. L'Aquitaine séraphique. Notes historiques sur l'ordre des Frères Mineurs et en particulier sur la province séraphique d'Aquitaine. Tome III. Vanves, impr. Lesnière, XII-468 p. — *Viard et Galmiche*. Études sur la Réforme et les guerres de religion en Bourgogne, 1^{re} série. Dijon, Damidot; Paris, Champion, 193 p. — *Abbé Fave*. Cheminon sous le régime de la Terreur, 1793-1794. Châlons-sur-Marne, impr. O'Toole, 115 p. — *Dom Fr. Landreau*. L'abbaye de Saint-Maur de Glanfeuil, du x^e au xiii^e siècle : ses relations avec le Mont-Cassin. Angers, Germain et Grassin, 83 p. (extrait de la Revue de l'Anjou). — *Durand-Auzias*. L'époque de la Terreur à Roquemaure, Gard. Plon et Nourrit, 128 p. Prix : 4 fr. — *P. Parisot*. Essai sur les procureurs au Parlement de Bourgogne

et chartes de l'abbaye de Saint-Étienne de Dijon de 1309 à 1320. Dijon, impr. Jobard, xiii-172 p. — *C. de Saint-Marc*. Les émigrés du Poitou et des anciens grands gouvernements d'Angoumois, Aunis et Saintonge, 1791-1793. Niort, Clouzot, 215 p. (Mémoires de la Soc. hist. et scient. des Deux-Sèvres). — *Regnault de Beaucaron*. Souvenirs anecdotiques et historiques d'anciennes familles champenoises et bourguignonnes, 1175-1906. Plon et Nourrit. Prix : 7 fr. 50. — *Maurice Gaudillière*. Contribution à l'histoire de l'église de Louhans, 878-1789, d'après les archives municipales de la ville et les anciennes archives notariales de Louhans. Louhans, impr. moderne, viii-214 p. — *E. de Laurière*. Asnière-sur-Vègre et ses anciens fiefs. Mamers, Fleury et Dangin, 323 p. — *Justin de Pas*. L'échevinage de Saint-Omer, 1144-1790. Listes des membres qui l'ont composé, avec l'historique des élections échevinales. Saint-Omer, impr. d'Homont x-350 p. (Mémoires de la Soc. des Antiq. de la Morinie, p. 28). — *Abbé H. Boursier*. Histoire de l'église et de l'ancien archidiocèse de Sens. Tome I : Des origines à l'an 1122. Sens, Poulain-Rocher; Paris, A. Picard, xix-475 p. — *Abbé L. Carrez*. Histoire du premier monastère de la congrégation de Notre-Dame établi à Châlons-sur-Marne, 1613-1679. Tome I : 1613-1628. Châlons-sur-Marne, Martin, xii-315 p. — *Louis Lorgnier*. Les cateux dans les coutumes du nord de la France. Larose et Tenin, 138 p.

Belgique. — Le directeur de l'Institut historique belge, dom Ursmer BERLIÈRE, a publié les *Suppliques de Clément VI, 1342-1352*, textes et analyses (Champion, xxxviii-957 p.). Ce volume forme le tome I des *Analecta vaticano-belgica*.

Allemagne. — Le 7 avril dernier, le Dr Otto HULTSCH est mort à l'âge de soixante-treize ans. Très versé dans les sciences mathématiques et physiques, en même temps que dans les études de philologie et d'histoire des institutions, il fut une des principales autorités en Allemagne pour la métrologie et l'histoire des mathématiques dans l'antiquité, auxquelles il a consacré la plupart de ses nombreux articles et mémoires. Son œuvre principale est *Griechische und römische Metrologie* (Berlin, 1862, 2^e édit., 1882), à laquelle il faut joindre *Metrologorum scriptorum reliquæ* (t. I et II; Leipzig, 1864-1866). Sur un autre domaine, Hultsch a consacré encore d'utiles recherches aux historiens grecs, en particulier à Polybe, dont il a donné une belle édition critique (Berlin, 1867; 2^e édit., 1888). Il était membre de l'Académie des sciences de Saxe.

— Le Dr E. BETHE, professeur de philologie classique à Giessen, a été nommé au même titre à Leipzig, en remplacement de Kurt Wachsmuth; le Dr P. WENDLAND, professeur à Kiel, a été nommé à Breslau; le Dr W. KROLL, de Greifswald, a été nommé à Münster, en Westphalie. Le Dr W. GOETZ, professeur ordinaire d'histoire à Tubingue, et le Dr WINTERLIN, professeur à Stuttgart, ont été nommés membres ordinaires de la Commission d'histoire du Wurtemberg.

— Dans le service des archives ont été nommés : MM. Richard KNIPPING, à Coblençe; Martin MEYER, à Dusseldorf; R. MARTINY, à Breslau; Bruno HIRSCHFELD, à Coblençe.

— *Die Gesetze der Angelsachsen*. Herausgegeben im Auftrage der Savigny-Stiftung von F. LIEBERMANN. Zweiter Band, erste Hälfte :

Wörterbuch (Halle-a-S., Max Niemeyer, 1906. In-8°, viii-253 p.). — Le nouveau fascicule de l'admirable édition des lois anglo-saxonnes contient le lexique. M. Liebermann y a réuni tous les mots des textes anglo-saxons, latins et français; il les donne avec les flexions, la syntaxe, le sens ou les différents sens attestés par les textes eux-mêmes, auxquels il renvoie avec une impeccable précision. En ce sens, ce lexique contient tous les éléments d'une grammaire historique de la langue nationale telle qu'on l'écrivait en Angleterre avant la conquête normande; les romanistes même pourront le consulter utilement. D'autre part, c'est une table des matières qui rendra les plus grands services à l'historien du droit et des institutions. L'autre moitié du volume comprendra le glossaire des termes juridiques, destiné à remplacer (et à faire oublier) le *Glossarium archaeologicum* de Schmid. Les éclaircissements rempliront le tome III et dernier. M. Liebermann s'avance par un effort dont rien, pas même une grave maladie d'yeux, n'est venu jusqu'ici ralentir l'intensité, vers la fin de cette œuvre monumentale, une de celles dont l'érudition allemande pourra le plus justement se glorifier.

Ch. B.

— Karl Jacob, *Bismarck und die Erwerbung Elsass-Lothringens, 1870-1871*. Strasbourg, Hauten, 1905. 1 vol. in-8°, viii-cxlviii-56 p. Prix : 5 m. 50. — M. Jacob avait déjà consacré plusieurs volumes à l'étude de l'Alsace alors qu'elle dépendait du saint-empire; dans le présent travail, il étudie les conditions dans lesquelles Strasbourg et Metz ont été annexées au nouvel empire et quelle a été spécialement l'influence de Bismarck sur cette acquisition. Il reprend à grands traits l'histoire de la déclaration de guerre et s'arrête à l'opinion, classique en Allemagne, que le chancelier fédéral, sans désirer la guerre, la croyait inévitable, et la fit éclater à son heure. Il développe ensuite les revendications exprimées dès 1814 par le parti national pour reprendre Strasbourg à la France, les vaines aspirations de 1840 et de 1859; en 1848, Bismarck parle de faire rentrer Strasbourg dans la terre allemande; en 1859, il est au contraire pour l'attente. Dès la proclamation de la guerre, en juillet 1870, l'opinion s'impose en Allemagne que l'Alsace doit reprendre sa place dans l'empire qui va naître, et une double erreur règne, qui exerce son influence jusque sur M. Jacob : on parle du Reichsland comme si Mulhouse, le Sundgau et Strasbourg avaient formé de tous temps un bloc, arraché d'un seul coup à l'Allemagne; on affirme que les Alsaciens sont restés fidèles à leur ancienne patrie pendant tout le xvm^e siècle, alors qu'un ministre prussien faisait cette constatation en 1709 : « Il est notoire que les Alsaciens sont plus Français que les Parisiens. » Dès le mois d'août 1870, Bismarck parle de l'acquisition de l'Alsace et de la Lorraine allemande comme d'une nécessité absolue, et il n'admet de doute possible que pour Metz : certains trouvent dangereuse l'annexion d'une ville toute française, les militaires estiment indispensable la prise d'une citadelle qui commande la région; Bismarck se rallie à leur opinion, non sans hésitation, car en février 1871 il parle encore de laisser Metz à la France, mais pour affermir les défenses du

nouvel empire à l'ouest et porter à son adversaire un coup qu'il croyait décisif. Ces délibérations et négociations sont fort bien exposées par M. Jacob, qui a mis à profit toutes les publications parues en Allemagne et en France, fors peut-être les études de M. Georg Kuntzel. — L'Alsace et la Lorraine, avec Metz, reviennent à l'Allemagne, et la question se pose de leur sort ; chaque parti a ses idées, Bismarck impose la sienne, qui est de faire des nouvelles acquisitions une « province d'empire ». Le livre de M. Jacob se termine par l'exposé des débats parlementaires à ce sujet. Fortement documenté, bien composé et clairement écrit, dans l'esprit du parti national allemand, c'est une très utile contribution à la biographie du chancelier. — P. MATTER.

— *Meyer's Grosses Konversations-Lexikon*. Sechste Auflage, Bd. XIII. Leipzig u. Wien, Bibliographisches Institut, 1906. — Le volume va de *Lyrik* à *Mitterwurzer*. Les articles sur la marine et les choses militaires, d'un intérêt à la fois général et actuel, ont été fortement remaniés et mis au courant. L'histoire du Maroc est poussée jusqu'à l'ouverture de la conférence d'Algésiras (16 janvier 1906) ; les articles sur Madagascar et la Macédoine notent les plus récents arrangements concernant ces pays. Les villes ont été étudiées avec soin : Madras, Madrid, Milan, Manchester, Mannheim, dont le plan est un si grand enseignement, Metz, avec la carte des champs de bataille en 1870, etc. On ne s'étonnera pas si, dans la nombreuse liste des Meyer, l'auteur du *Lexikon* et le *Bibliographisches Institut* ont une place d'honneur.

— Dans le même moment, l'Institut bibliographique a commencé la septième édition du *Kleines Konversations-Lexikon*. Elle contiendra douze volumes au lieu de six de la précédente édition.

Autriche. — Le 9 avril est mort le Dr Heinrich SCHUSTER, professeur de droit allemand et d'histoire du droit autrichien à l'Université allemande de Prague ; il avait cinquante-neuf ans. Son œuvre principale sur l'histoire du droit de la ville de Vienne est fort estimée.

— Le Dr V. CZERMAK, professeur d'histoire générale et d'histoire autrichienne à Cracovie, a été nommé professeur d'histoire de Pologne en remplacement du Dr SMOLKA, qui a pris sa retraite. — Le Dr H. KRETSCHMAYR a été nommé directeur des archives à Vienne.

Hongrie. — Parmi les dernières publications historiques, il importe de signaler les suivantes :

1^o Jules SEBESTYÉN, *les Légendes de la prise de possession du pays magyar* [*A magyar honfoglalás mondái*]. Budapest, Franklin, 1904-1905, 2 vol., xx-563, xiii-546 p. in-16. — L'ouvrage est issu d'un concours de la Société *Kisfaludy*, qui demandait un examen approfondi de ces légendes et leur mise en œuvre par les poètes. C'était donc à la fois une question historique et une question littéraire à résoudre. M. Sebestyén qui, depuis des années, s'occupe de ce problème au point de vue de l'histoire, de l'ethnographie et du folk-lore, nous donne dans ces

deux volumes un des ouvrages les plus importants que l'historiographie de ces derniers temps ait produits. Il a repris la question si souvent débattue depuis Thierry, Toldy et Wenzel, à savoir si la légende hunnique sur Attila et ses conquêtes, sur son mariage et sa mort est un produit vraiment magyar, s'il faut y voir comme des débris d'une épopée des anciens Hongrois apportée par eux d'Asie en Europe, — comme le croyait Thierry et quelques historiens et poètes magyars, — ou bien si cette légende a été empruntée par les chroniqueurs du ^{xiii}e siècle à l'Occident pour prouver que les Hongrois, vrais descendants des Huns, avaient droit à la conquête de leur pays. Avec un véritable arsenal de preuves tirées de l'histoire, de la mythologie comparée et de l'ethnographie, M. Sebestyén examine chaque donnée de cette légende et arrive à ce résultat que les Hongrois, en arrivant en Europe, ne la connaissaient pas encore. Ils en prirent connaissance en Hongrie par l'intermédiaire des peuples asservis : Slovènes, Gépides, débris des Avars. Les *regösök*, ces premiers ménestrels, l'ont développée et ont ajouté au « Cycle des Huns » le « Cycle des Magyars », c'est-à-dire les hauts faits guerriers d'Almos et d'Arpád. De ces chants, rien n'est resté, mais dans les œuvres des chroniqueurs, on en aperçoit, à travers le texte latin, comme l'ossature. M. Sebestyén prouve, par la même occasion, que les mêmes tribus qui ont été les intermédiaires du chant épique ont commencé l'œuvre de la conversion des Magyars au catholicisme. Ce n'étaient pas les Germains, comme on le croyait jadis, ni les prêtres vénitiens, comme l'avait dit Georges Volf, mais bien des Slovènes et des Gépides qui furent les premiers précepteurs des conquérants; ce n'est que plus tard que des Italiens et des Allemands du sud sont arrivés à achever l'œuvre des premiers missionnaires. La langue de l'ancienne liturgie, que M. Melich étudie maintenant avec tant de sagacité, le prouve également. L'influence germanique, des Nibelungen notamment, peut-elle être niée cependant pour la formation de la légende hunnique? Nous ne le croyons pas. D'après le travail de M. Heinrich sur *Etselburg*, les recherches de MM. Petz et Bleyer, une influence des peuplades germaniques qui habitaient la Hongrie depuis la mort d'Attila est très probable.

Trois livres sur quatre de l'ouvrage de M. Sebestyén s'occupent de la parenté des Magyars avec les tribus ougriennes, de leur migration, de la caste des ménestrels, très estimée sous la dynastie arpadienne, des chroniqueurs, notamment de l'Anonyme, à propos duquel l'auteur insiste sur le sentiment monarchique et oligarchique qui anime ces chroniqueurs, dont le plus ancien était élève de l'Université de Paris. M. Sebestyén aborde ensuite chaque partie de la grande épopée : parenté des Magyars et des Huns, Attila, Csaba, les sept Magyars, Almos et Arpád, les invasions des Magyars dans l'empire byzantin et en Allemagne. Partout il s'efforce de faire le départ de la légende et du noyau historique et tâche de jeter un peu de lumière sur la question si controversée des Sicules (*Székelyek*). On a cru longtemps, d'après la légende, qu'ils

étaient des descendants des Huns qui, après la guerre fratricide des enfants d'Attila, Aladár et Csaba, s'étaient établis en Transylvanie, où ils avaient conservé certains privilèges. M. Sebestyén pense que les Sicules sont une tribu khazare dont une partie s'est jointe aux Magyars avant la conquête, l'autre est restée en Hongrie et s'est soumise. On les employait comme gardiens de la frontière, non pas seulement en Transylvanie, à la frontière orientale, mais aussi à la frontière occidentale du pays. L'existence de ces Sicules occidentaux est prouvée par ce fait que les débris des plus anciens chants et coutumes de Noël sont identiques dans les deux contrées. La découverte de ces chants dans certaines communes du district « d'au delà du Danube » est également due à M. Sebestyén. Son ouvrage, s'il pêche quelquefois par des généralisations trop tranchantes et un étalage trop grand de faits ethnographiques des peuples orientaux, est un des plus savants, mais aussi un des plus hardis des historiens magyars. La dernière partie, qui traite de la mise en œuvre des légendes de la conquête, depuis le xv^e siècle jusqu'à nos jours, intéresse surtout les historiens de la littérature.

2° La Commission historique de l'Académie hongroise a édité l'ouvrage posthume de Joseph KÖNYÖKI sur les *Châteaux forts du moyen âge* [*A Középkori várak*]. Budapest, 1905, xii-625 p. in-4°. — L'auteur s'était occupé pendant vingt ans de ces recherches; il a parcouru tout le pays, examinant les ruines et les châteaux existant encore, et a composé un ouvrage qui manquait en Hongrie. Après sa mort, M. Géza Nagy a mis le volume sous presse. Il est rédigé sous forme de lexique et donne, après l'explication de chaque vocable se rapportant à la construction et aux différentes parties des châteaux, les renvois bibliographiques nécessaires; nous y trouvons souvent le nom de Viollet-le-Duc. L'ensemble de l'ouvrage prouve que les châteaux forts de la Hongrie du moyen âge étaient au moins égaux aux constructions similaires de l'Europe occidentale et que, sous certains rapports, ils les dépassaient même. La liste des châteaux par comitat (p. 279-297) est très respectable; il y a des comitats qui en comptaient de quarante à cinquante. Les illustrations, au nombre de 676 (p. 305-625), sont très bien exécutées.

3° L'éminent publiciste, M. Gustave BEKSICS, vient de publier un livre sous le titre : *L'Empire du roi Mathias et l'Avenir de la Hongrie* [*Mátyás Király birodalma és Magyarország jövője*]. Budapest, Franklin, 1905, viii-256 p. in-8°, où il s'occupe un peu de l'histoire du moyen âge et beaucoup des questions actuellement à l'ordre du jour. L'idée maîtresse du livre est celle-ci : l'Europe a besoin d'un État danubien puissant; cet État ne peut être que la Hongrie, à laquelle il faut donner ses limites naturelles, y incorporer au besoin certaines provinces, la rendre indépendante de l'Autriche pour qu'elle puisse augmenter en nombre d'habitants et en richesse. Le premier qui ait eu une vue claire de cette nécessité était le roi Mathias Corvin (1458-1490), et il l'a, en partie, réalisée par ses conquêtes; le deuxième était Bismarck, qui a

écrit, dès 1861, au baron de Schleinitz : « Si j'étais empereur d'Autriche, j'irais immédiatement habiter Pest, j'endosserais l'uniforme de hussard et je parlerais en magyar. J'engloberais dans la Hongrie tout ce que je pourrais y mettre. Je dirais au parlement hongrois que le premier devoir de l'empereur d'Autriche est d'être roi de Hongrie; que les autres pays ne sont que des associés. Ni la Bohême ni l'Autriche ne feraient défection pour cela. » Beksics croit donc que ce n'est pas le désastre de Mohács qui a ruiné le pays pour plus de trois siècles, mais la mauvaise politique des empereurs d'Autriche. Le pacte conclu par Deák en 1867 n'est, selon lui, que le premier pas vers l'affranchissement complet. Il y a des vues très justes dans ce livre : ainsi tout ce que M. Beksics dit du morcellement de la grande propriété, de l'émigration en Amérique, de la croissance de la race magyare, est basé sur une observation méthodique des faits sociaux. Il serait plus difficile d'accorder à l'auteur que la loi sur les nationalités, où l'esprit conciliant, mais large et européen de Joseph Eötvös se montre le mieux, est à regretter. M. Beksics voudrait que l'on reprît une partie de ce qu'on a donné en 1868. Si les nationalités se plaignent de l'état actuel qui, d'après l'auteur magyar, n'assure pas l'hégémonie de la race magyare, qu'arriverait-il si on leur refusait l'usage de leur langue dans les écoles? Qu'une Hongrie forte et unifiée soit une nécessité politique, personne ne le nie, mais il n'est pas sûr que ce soit une union purement personnelle qui donnera au pays cette force et cette unité¹.

4^e La famille Teleki, qui a donné tant d'hommes politiques et d'écrivains illustres au pays, s'est décidée à ouvrir ses riches archives qui se trouvent à Maros-Vásárhely et à les rendre accessibles aux recherches historiques. De concert avec l'Académie, elle a confié la publication des principaux documents à la Société historique. Celle-ci édite d'abord la *Correspondance de Michel Teleki* [Teleki Mihály levelezése]. Budapest, Athenaeum, 1905-1906. Tome I : 1656-1660. xxiv-584 p. in-8°. Tome II : 1661-1663. xv-664 p. in-8°. Michel Teleki (1634-1690) est le vrai fondateur de la famille; il a joué un rôle important dans l'histoire de la Transylvanie. Dans sa jeunesse, il était partisan de Georges II Rákoczi; après la défaite de ce prince, il suivit la fortune de Jean Kemény et, après la mort de celui-ci, il entra au service de Michel Apafy (1661-1690), qui lui accorda toute sa confiance. Teleki dirigea les affaires de la principauté dans des moments difficiles. La Cour de France soutenait alors les Mécontents, qui trouvèrent en Teleki d'abord un chaud partisan, puis un ennemi déclaré. C'est grâce à sa politique que la Transylvanie renonça à la protection de la Porte ottomane et fit la paix

1. M. Beksics est mort subitement le 7 mai 1906, à l'âge de cinquante-neuf ans. C'était un éminent journaliste auquel on doit quelques bonnes études, notamment sur les *Doctrinaires hongrois*, sur *Sigismond Kemény et le dualisme*, une *Histoire du règne de François-Joseph* et un volume en français : *la Question roumaine et la lutte des races en Orient* (Paris, Chailley, 1895).

avec l'Autriche. La correspondance de cet homme d'État est énorme. M. Samuel GERGELY qui, depuis trente ans, s'occupe d'études diplomatiques, l'a recueillie dans les différentes archives de Hongrie, d'Autriche et de France. Quoiqu'elle doive occuper douze volumes, il s'est vu forcé de faire un choix. Dans les deux premiers volumes qu'il vient d'éditer nous trouvons 962 lettres, parmi lesquelles il faut signaler les nombreuses missives de Judith Weér, devenue, en 1661, la femme de Teleki. Elles nous montrent un talent épistolaire assez rare en Hongrie.

5° M. Louis SZÁDECZKY, professeur à l'Université de Kolosvár, s'occupe dans son volume : *la Chronique sicule de Csik* [*A csiki székely krónika*]. Budapest, Académie, 1905, 252 p. in-8°, d'un document dont l'authenticité est discutée depuis un siècle. C'est en 1796 qu'un avocat et un pasteur de Maros-Vásárhely l'ont présenté à la Société transylvaine, comme étant la copie d'un document rédigé en 1533, puis recopié en 1695. Michel Székely l'a édité, pour la première fois, en 1818. Des historiens comme Charles Szabó et Alexius Jakab ont encore cru à son authenticité; poètes et romanciers s'en sont inspirés; Szalay, pourtant, l'a déclaré faux. M. Szádeczky reprend tout le procès et arrive, après de longues recherches, aux résultats suivants : 1° la Chronique n'a pas été rédigée en 1533 et les personnes qui ont signé la copie perdue de 1695 n'ont jamais existé; 2° on n'a pas composé la Chronique au château de Melchior Sándor, car ni le château, ni le dit personnage n'ont jamais existé; 3° la Chronique n'est pas une compilation de documents grecs et latins, car la famille Sándor n'en a jamais possédé; 4° la généalogie de la famille Sándor, qui se trouve dans la Chronique, date de 1796. C'est aussi l'année où elle fut composée pour servir dans un procès et pour prouver que le sieur Sándor était un descendant des Arpád; 5° le calice mentionné dans la Chronique, et qui aurait servi au culte païen des Sicules, est une œuvre d'orfèvrerie du xviii^e siècle. — Dans l'Appendice, nous trouvons le texte latin, la traduction magyare inédite d'Aranka avec de nombreuses notes, la généalogie de la famille Sándor et quelques lettres qui se rapportent à la Chronique et au calice.

6° La réimpression des *Œuvres du comte Étienne Széchenyi* se poursuit activement. Nous avons annoncé, l'année dernière (*Revue historique*, sept.-oct.), le premier volume contenant *Crédit et Lumière*. Le deuxième, qui vient de paraître sous la direction de M. Coloman Szily, nous apporte les trois écrits les plus importants du grand réformateur : *le Stade* (*Stadium*, 1833), *le Peuple de l'Orient* (*Kelet népe*, 1841) et *Fragments d'un programme politique* (*Politikai program törödékek*, 1847) [*Gróf Széchenyi István munkái*]. Tome II. Budapest, Académie, 1905. LII-260+XXVIII-277+XVII-140 p. in-8°. Dans le *Stade* qui a suivi de près les deux premiers pamphlets, Széchenyi est plus systématique. Il y énumère, en douze articles, les réformes que la Diète devrait voter, réformes qui se résument dans l'affranchissement du sol, dans l'égalité devant l'impôt et la loi, dans la suppression des monopoles, dans l'usage

de la langue hongroise comme langue officielle, dans la publicité des débats judiciaires. Grâce aux trois premiers pamphlets et à l'activité de Széchenyi, un avenir meilleur commençait à poindre. Les Diètes qui se succédèrent jusqu'en 1840 furent autant de triomphes pour ses idées. — *Le Peuple de l'Orient* est dirigé contre Louis Kossuth. Celui-ci avait fondé, en 1841, le *Pesti Hirlap*, journal qui devait avoir une influence décisive sur les événements politiques. Széchenyi, qui ne voulait rien précipiter, voyait, avec angoisse, ses réformes menacées par le déchaînement des forces démocratiques qu'il ne pouvait maîtriser. Il donne libre carrière à ses craintes; il élève sa voix prophétique et, huit ans avant la Révolution, annonce la catastrophe. A la politique de sentiment, il oppose la mesure et la tactique parlementaire; la politique dirigée par le cœur devient tyrannique, sans pitié, érige les autodafés et la guillotine. Il faut de la réflexion et des idées; le succès qui s'annonce si bien est à ce prix; le progrès doit être acquis par des moyens sûrs et non en précipitant le pays vers la Révolution. — Les *Fragments d'un programme politique* sont une suite amère et mélancolique du *Peuple de l'Orient*. Széchenyi, pour la dernière fois, lutte contre Kossuth, l'idole de la nation. Il le conjure de s'arrêter. Tantôt pathétiques, tantôt satiriques, ces pages sont les plus fortes de son œuvre. Il voit venir la Révolution et succombe sous ce coup. Bientôt sa raison s'obscurcit, et lorsque le soulèvement, causé par la perfidie de la camarilla de Vienne, éclata, il fallut le transporter dans une maison de retraite où il passa les douze dernières années de sa vie. — Nous trouvons dans ce volume quatre études qui servent d'introductions : celle de Jules Vizsota, sur l'histoire de la publication du *Stade*, raconte les démêlés de Széchenyi avec la censure; dans les trois autres, l'éminent économiste Jules Kautz apprécie les trois écrits de Széchenyi et les place dans leur milieu.

L'Académie dont Széchenyi est le fondateur n'édite pas seulement ses œuvres; elle a créé, sur l'initiative de M. Coloman Szily, un *Musée-Széchenyi* qui vient d'être inauguré. A cette occasion, MM. Szily et Vizsota ont publié un catalogue (189 p. in-16) qui donne la liste des 1,734 imprimés, des 3,802 manuscrits et lettres et des 756 objets d'art qui constituent actuellement ce musée installé dans le palais de l'Académie.

7° L'histoire du costume national intéresse de plus en plus le public. Deux publications de grand luxe viennent de se suivre à quelques années de distance. M. Géza Nagy a publié, dernièrement, une « Histoire des costumes hongrois », avec de nombreuses illustrations du peintre Michel Nemes. Ce livre est remarquable pour la reconstitution des plus anciens monuments. Aujourd'hui, la Commission archéologique de l'Académie édite l'ouvrage de Jean SZENDREY, intitulé : *Le développement historique du costume hongrois* [A magyar viselet történeti fejlődése]. Budapest, Académie, 1905, 223 p. in-folio, avec six planches hors texte et 174 illustrations dans le texte.

Le mérite de l'auteur est d'avoir recueilli les monuments authentiques et de les avoir discutés avec une critique pénétrante. Ne remontant pas aussi haut dans le moyen âge que M. Nagy, il n'a pas recours à des hypothèses. Son recueil, illustré avec le meilleur goût, fait connaître 512 monuments dont on n'a pas encore parlé au point de vue du costume. Il commence par le ^{xiii}^e siècle, mais il n'offre de riches matériaux qu'à partir du ^{xvi}^e siècle, lorsque les guerres contre les Turcs avaient attiré des artistes de tous les pays en Hongrie pour y étudier le costume des belligérants (Aman, Zyndt, Sibmacher, Le Pautre, Camotio, etc.). Les Magyars, comme race orientale, ont longtemps conservé leur ancien costume et, lorsque, sous Louis le Grand (1342-1382), ils se rencontrèrent pour la première fois avec les Turcs, — en Bulgarie, — on était frappé de l'identité du costume et des armes. Encore au ^{xvi}^e siècle, un chroniqueur constate que dans toute la chrétienté c'est le costume des Magyars qui ressemble le plus à celui des Turcs. M. Szendrey a tiré de nombreux documents des manuscrits à miniatures dont quelques-uns sont conservés à Paris (Bibliothèque nationale, Arsenal, Sorbonne). Parmi les illustrations en couleur, nous signalons le tableau qui représente l'ambassade envoyée par Mathias Corvin au tsar Ivan Vassilievitch III à Moscou (1488) et le monument funéraire de Dame Job Zmesskal de 1600.

8° Les études sur l'histoire de l'art sont de date relativement récente en Hongrie. Grâce aux efforts des derniers ministres de l'Instruction publique, les arts y ont pris un développement considérable. A la suite de ce mouvement, plusieurs écrivains se sont adonnés à l'histoire de la peinture et ont déjà publié des ouvrages qui méritent d'être signalés. Le chef du « bureau des arts » au ministère, M. Alexius Lippich, a entrepris la publication d'une série de monographies (*Művészeti könyvtár*) où nous relevons, à côté des études sur Léonard de Vinci, sur Donatello, sur Raphaël, sur Michel-Ange, sur les peintres de Barbizon, le livre remarquable de M. Lázár sur l'artiste hongrois Ladislas de Páál, livre traduit en français (Librairie de l'Art ancien et moderne, Paris, 1904), les volumes de M. Malonyay sur Mednyánszky et sur les « Jeunes ». Les deux publications de M. Térey : « Les chefs-d'œuvre de la peinture » et les « Peintres modernes », la grande « Histoire des arts » dirigée par M. Beöthy prouvent également l'essor de ces études. La maison Franklin a dernièrement installé des ateliers pour la reproduction des tableaux en couleur, et le premier grand ouvrage qui en est sorti est celui de M. Désidère MALONYAY : *les Pionniers de la peinture hongroise* [*A magyar képirás úttörői*]. Budapest, Franklin, 1905, 120 p. gr. in-fol., avec 49 pl. et 4 fac-similés. En parcourant les dix biographies, on voit avec quelles difficultés les premiers peintres hongrois avaient à lutter. Aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, il faut qu'ils travaillent à l'étranger pour vivre, car la situation politique et sociale de leur pays est trop triste pour favoriser les arts. Tel Jean Kupetzky (1667-1740), excellent portraitiste qui se forma à Rome sous la protection du peintre

suisse Mathias Füssli, s'établit à Vienne où la cour le favorisa, mais dut finalement se réfugier à Nuremberg. François II Rákoczy avait du goût pour les arts. C'est lui qui protégea Adam Mányoky (1673-1757), le second peintre hongrois, qui fit le portrait célèbre du prince. Mais, après la défaite de Rákoczy, Mányoky ne trouva l'emploi de son art qu'à la cour d'Auguste, roi de Pologne. Et encore, au XIX^e siècle, jusque vers 1880, quel était le sort des artistes magyars? Formés à l'étranger, car la Hongrie n'avait pas d'école de beaux-arts, les uns restent toute leur vie loin de leur pays natal et perdent ainsi le caractère national; ceux qui reviennent restent stationnaires et luttent avec mille difficultés. M. Malonyay nous montre la vérité de cette observation par la biographie et la caractéristique de Markó (1790-1860), qui a vécu en Italie, Brocky (1807-1855), qui a vécu en Angleterre, Barabás (1810-1898), qui, pendant cinquante ans, a peint toutes les illustrations du monde politique et littéraire de Budapest, Ligeti (1823-1889), le grand paysagiste, Thán (1828-1899), le portraitiste, Liezen-Mayer (1838-1898), qui a vécu à Munich, où il devint professeur à l'Académie, Mészöly (1844-1887), le Corot hongrois, et finalement Munkácsy (1844-1900), dont la renommée était européenne. Son volume, magnifiquement illustré et imprimé avec un luxe rare en Hongrie, se lit agréablement, — M. Malonyay n'est pas seulement un critique d'art, il est aussi un conteur de grand mérite, et fait honneur aux nouveaux ateliers de la maison Franklin.

9^e Les mémoires sont rares dans la littérature hongroise contemporaine. Il n'en était pas toujours ainsi. Au XVII^e siècle, plusieurs princes et grands seigneurs transylvains ont eu soin de rédiger leur « Journal » et, si nous connaissons si bien la vie sociale de la Transylvanie pendant ce siècle, c'est grâce à ces mémoires et à ces autobiographies. Au XIX^e siècle, les hommes politiques sont devenus plus discrets; pourtant quel intérêt auraient pour nous les confidences d'un Deák ou d'un Andrassy! Même parmi les écrivains, il y en a très peu qui aiment à se livrer. Dernièrement, un savant qui fut un voyageur intrépide, M. Arminius VÁMBÉRY, s'est décidé à publier ses souvenirs sous le titre : *Mes luttes [Küszdelmeim]*. Budapest, Franklin, 1905, in-8°, vn-516 p., avec 12 ill.¹. Ce livre nous offre d'abord une contribution intéressante au développement intellectuel d'un des savants qui font le plus d'honneur à la Hongrie, puis un tableau très pittoresque de la vie sociale magyare avant le dualisme. Vámbéry, — nom magyarisé de Wamberger, — naquit dans le comitat de Pozsony (Presbourg) de parents juifs très pauvres. Enfant chétif et boiteux, il eut à supporter des misères inouïes dans sa jeunesse; mais, doué d'une énergie rare, il a lutté contre vent et marée pour pouvoir suivre pendant quelques années les cours du lycée. Forcé de quitter l'école à l'âge de dix-sept ans, il se fait autodidacte, apprend avec un talent extraordinaire les

1. Ces mémoires ont paru également en anglais : *The story of my struggles*. Londres, Fisher Unwin, 2 vol. L'édition hongroise est plus complète.

principales langues de l'Europe, gagne misérablement sa vie comme précepteur, tantôt dans la capitale, tantôt dans les villages. Poussé par un instinct obscur à la recherche des traces des ancêtres magyars en Asie, comme le fit avant lui Alexandre Körösi Csoma, il part d'abord pour Constantinople (1857). Là, il prend le nom de Resid Efendi, devient précepteur chez de hauts employés turcs, donne des leçons à l'ambassadeur de France, Thouvenel, et se familiarise avec les langues turque, arabe et persane à un tel degré qu'on ne pouvait plus le distinguer des indigènes. Alors il se déguise en derviche et entreprend ce voyage dans le Khiva et le Bokhara, qui a rendu son nom illustre dans toute l'Europe. Revenu à Pest (1864), il ne trouva ni dans la société ni dans l'Académie l'accueil qu'il espérait. Il se rend donc à Londres et fait quelques conférences à la Société de géographie. Les grands journaux et les revues retentissent de son éloge, on l'engage à faire des tournées en Angleterre. Partout il est reçu à bras ouverts comme un des champions les plus ardents de la politique anglaise en Asie centrale. Ses nombreuses publications sur les régions parcourues au péril de sa vie, sur la lutte future de l'Angleterre et de la Russie font autorité. Sa patrie aussi, quoiqu'absorbée par les luttes politiques contre l'Autriche, commence à l'honorer. Cependant, pour avoir un emploi dans l'enseignement supérieur, il est forcé de se convertir. Le « faux derviche », qui toujours fut un athée, se fait protestant, ce qui ne plut guère au clergé, alors tout-puissant dans le pays. L'empereur le nomma malgré cela « maître de langues orientales » à l'Université de Pest, avec un traitement de 1,000 florins (2,100 fr.). Il déploie alors une activité que l'Europe littéraire connaît, car il publia ses ouvrages en français, en anglais, en allemand et en hongrois. Ses Souvenirs nous donnent le récit humoristique de ses luttes et l'histoire de ses travaux. Avec une grande franchise, M. Vámbéry avoue qu'il n'a jamais voulu se confiner uniquement dans l'étude des langues orientales; les langues ne lui servaient que pour connaître la politique, l'ethnographie, la géographie et la vie sociale des Musulmans. C'est ce que les savants de métier ne lui ont pas pardonné. Il est, malgré tout, membre des principales Sociétés savantes de l'Europe et a une autorité incontestée pour la langue turque. A la fin de ces Souvenirs, nous trouvons quelques aperçus sur la religion, sur la nationalité et sur la société qui montrent en Vámbéry un vrai Européen, affranchi des préjugés, aimant la liberté pour tous, sans distinction de race ni de religion.

« Les Luites » se lisent comme un roman intéressant. Tout le monde remerciera le vaillant septuagénaire de nous avoir révélé le secret de ses années de jeunesse et de ses voyages. C'est avec une satisfaction toute particulière qu'il parle de l'estime dans laquelle l'ont toujours tenu la maison royale d'Angleterre, le sultan Abdul-Hamid, le chah de Perse et, en général, le monde musulman avec lequel il est resté constamment en contact, grâce à sa correspondance avec l'élite intellectuelle.

— Nous avons reçu les brochures suivantes : 1° L. THALLÓCZY : *Une ambassade de Mantoue à Bude (Mantovai követjárás Budán. Budapest, Académie, in-8°, 114 p.)* publiée et commente les cinq rapports que Paul de Armaninis, ambassadeur de François Gonzague de Mantoue, a adressés en 1395 de Bude à son souverain. Ces rapports sont en latin et donnent des détails intéressants sur le règne du roi Sigismond; 2° L. THALLÓCZY : *Études sur les origines du banat de Bosnie (Tanulmányok a bosnyák bánság keletéről. Budapest, Académie, 69 p., avec une carte)* publiée et commente douze documents slaves qui se trouvent dans les archives des Batthyány à Körmend. Les documents slaves concernant l'histoire de Hongrie ne sont pas encore suffisamment étudiés. L'auteur se propose de combler cette lacune. Les documents publiés intéressent surtout la famille Kotroman; 3° I. ACSÁDY : *Histoire des contributions en Hongrie, de 1598-1604 (A magyar adózás története, 1598-1604-ben. Budapest, Académie, in-8°, 124 p.)*; suite des études que l'auteur publie depuis dix-huit ans et qui ont éclairé d'un jour nouveau cette question économique si importante pour le premier siècle du règne des Habsbourg. Les matériaux sont puisés, en grande partie, dans des documents inédits.

I. KONR.

Grande-Bretagne. — M. Henry GOUGH vient de mourir, le 15 mai, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. C'était un des généalogistes les plus scrupuleux de notre époque. On lui doit aussi d'intéressants *Documents relating to the campaign of king Edward I in Scotland in 1298* et un utile itinéraire de ce même roi : *Itinerary of king Edward I throughout his reign.*

— M. Michael DAVITT, le célèbre agitateur irlandais, décédé le 31 mai à l'âge de soixante ans, laisse deux ouvrages où il a raconté quelques-uns des épisodes les plus émouvants de sa vie : *Leaves from a prison diary* (1886) et *Life and progress in Australia* (1898).

— Nous lisons dans l'*Athenæum* (28 avril 1906) : « MM. GRENFELL et HUNT sont rentrés en Angleterre après avoir terminé leur cinquième campagne de fouilles à Oxyrhyncus; ils y ont découvert de nouveaux papyrus dont certains présenteront un intérêt exceptionnel. Dès qu'ils seront arrivés en Angleterre, on en donnera un inventaire détaillé. »

— Dans sa leçon d'ouverture, M. EGERTON, professeur d'histoire coloniale à l'Université d'Oxford (fondation Beit), a exposé d'une façon vive et intéressante, mais un peu trop académique peut-être, trop peu précise, les raisons, d'ailleurs aussi fortes que nombreuses, qui justifient la création de cette chaire (*The Claims of the study of colonial history upon the attention of the University of Oxford. Oxford, at the Clarendon Press, 1906, 32 p.*). Il est intéressant de comparer cette leçon avec celle de M. Cultru, que nous avons signalée plus haut (p. 212). Cette comparaison ne fera pas ressortir seulement une tournure d'esprit différente chez les deux professeurs, mais deux méthodes différentes. La méthode française paraît plus appropriée au haut enseignement. Mais

il faut voir les gens à l'œuvre. — Or, voici précisément un maître expérimenté, M. Tour, professeur à l'Université de Manchester, qui reprend la question de l'enseignement de l'histoire dans les Universités anglaises (*Schools of history*; extrait de la *University Review*, mars 1906. Londres, Sherratt et Hughes, 26 p.). Il conclut, avec M. Firth, qu'il y a lieu d'organiser cet enseignement de manière à ce que l'étudiant emporte de l'Université autre chose qu'une masse de faits plus ou moins bien conservés dans la mémoire, à savoir une méthode de travail et des connaissances pratiques qui le mettront à même de travailler à son tour sans perte d'efforts ni de temps.

— Nous avons reçu la 1^{re} livraison d'une revue de théologie catholique (*The Irish theological Quarterly*. Dublin, Gill et fils), publiée sous la direction de professeurs au collège de Saint-Patrick, Maynooth. A noter dans ce numéro (janvier 1906) un article de M. James MAC CAFEY sur les relations entre Rome et l'Irlande avant saint Patrick, où les théories de Zimmer sur la philologie irlandaise et les enseignements qu'on en peut tirer pour l'étude de la diffusion du christianisme sont fortement discutées; l'auteur nie également que Zimmer ait raison d'identifier Palladius et Patricius.

— La « Cour des pieds-poudreux » est un tribunal à peu près inconnu; on y jugeait sommairement les causes des marchands qui se rendaient aux foires et marchés. M. Charles Gross nous en montre l'origine, l'organisation et la procédure. Cette procédure appartenait au droit commercial tel qu'il était administré à peu près partout en Europe; elle exerça une réelle influence sur la formation de la « Lex mercatoria ». Elle vaut donc la peine d'être étudiée dans le détail. Il faut espérer, avec M. Gross, que des recherches dans les archives locales nous la feront encore mieux connaître (*The court of piepowder*; extrait de *Quarterly Journal of Economics*, t. XX, fevr. 1906).

— L'abbé GASQUET a donné une nouvelle édition (la 6^e) de son livre bien connu : *Henry VIII and the english monasteries* (Londres, George Bell et fils, 1906, xl-495 p. Prix : 8 sh. 6 d.). L'ouvrage, quant au fond, n'a pas subi de changement notable. Dans la préface, l'auteur paraît faire une brève et discrète allusion aux critiques présentées par M. Coulton et que nous avons signalées plus haut (p. 220); il estime d'ailleurs qu'un examen complet et scrupuleux des procès-verbaux des Visites épiscopales ne saurait ébranler la solidité de ses conclusions; puis, passant sur un terrain plus solide, il expose brièvement les raisons qui infirment la valeur des témoignages recueillis par les enquêteurs de Henri VIII et de son ministre, Thomas Cromwell. La suppression des monastères anglais a été un coup d'état politique, préparé avec un art perfide et exécuté avec une brutalité dont l'histoire offre peu d'exemples.

— W. H. PATER, qui mourut le 30 juillet 1894 à l'âge de cinquante-cinq ans, était un philosophe nourri de Platon et de Marc-Aurèle, à

la fois enthousiaste et sceptique, un esthéticien de l'école de Ruskin, épris de la beauté classique, mais considérant la beauté comme une des plus hautes expressions de la vie religieuse et morale, un grand écrivain qui a su donner à la prose anglaise un charme poétique qu'on ne connaissait pas encore. Sa biographie et l'analyse de ses œuvres par A. C. BENSON (*Walter-Horatio Pater*. Macmillan, série des « English men of letters ») sont intéressantes surtout au point de vue littéraire; les chapitres sur les années passées par Pater à Oxford et sur son enseignement pourront instruire aussi les historiens.

— Le tome IX de la *Cambridge modern history* est consacré à Napoléon; il embrasse l'histoire de l'Europe depuis la création du Consulat jusqu'à la chute de l'Empire et à Sainte-Hélène. Les chapitres qui le composent sont les suivants : I, le Consulat, 1799-1804 (organisation administrative et sociale, histoire intérieure), par Georges PARISET, professeur à l'Université de Nancy; II, la Neutralité armée, 1^{re} section (les puissances de la Baltique, 1780-1801), par T. A. WALKER; 2^e section (opérations navales, 1800-1801), par H. W. WILSON; III, la Pacification de l'Europe, 1799-1802, par Antoine GUILLAND, professeur d'histoire au Polytechnicum de Zurich; IV, la France et ses tributaires, 1801-1803, par le même; V, la France sous l'Empire, 1804-1814 (constitution, administration, mouvement intellectuel, les partis et les complots), par Georges PARISET; VI, les Codes, par H. FISHER; VII, les Concordats, par L. G. WICKHAM-LEGG; VIII, la Domination des mers, 1803-1815, par H. W. WILSON; IX et X, la Troisième coalition, par le colonel E. M. LLOYD; XI, l'Empire napoléonien à son apogée, 1807-1809, par J. Holland ROSE; XII, la guerre de 1809, par August KEIM, major général en retraite de l'armée allemande; XIII, le Système continental, 1809-1814, par J. Holland ROSE; XIV, les Dépendances françaises et la Suisse, par H. FISHER et Ant. GUILLAND; XV, la Guerre d'Espagne, 1808-1814, par C. W. OMAN; XVI, la Russie sous Alexandre I^{er} et l'invasion de 1812, par Eugène STSCHEPKIN, professeur à l'Université d'Odessa; XVII, la Guerre de la Délivrance, 1813-1814, par Jul. von PFLUGK-HARTTUNG, ancien professeur d'histoire à l'Université de Bâle; XVIII, la Première restauration, 1814-1815, par H. FISHER; XIX, le Congrès de Vienne; I : 1814-1815, par A. W. WARD; XX, les Cent-Jours, par Ch. OMAN; XXI, le Congrès de Vienne; II : 1815, par A. W. WARD; XXII, la Grande-Bretagne et l'Irlande, 1792-1805, par G. P. GOOCH; XXIII, l'Empire britannique, 1783-1815; Indes et Ceylan, par H. W. HUTTON; les Colonies, par H. E. EGERTON; XXIV, Sainte-Hélène, par H. FISHER. — La bibliographie, qui est rejetée en bloc à la fin du volume, sera très appréciée des travailleurs; nous signalerons en particulier une note de M. Charles SCHMIDT sur les sources manuscrites pour l'histoire du Consulat et de l'Empire qui existent dans les dépôts publics de Paris et de nombreuses indications sur les sources manuscrites conservées dans les archives et bibliothèques anglaises. Cela suffirait à prouver que, si l'*Histoire moderne*

est une œuvre de vulgarisation, elle a été exécutée non par de simples compilateurs, mais par des gens du métier qui ont des choses nouvelles à nous apprendre.

Quand aura fini de paraître l'*Histoire moderne*, les syndics de l'« University press » de Cambridge se proposent de publier, sur le même modèle, dans le même format et en huit volumes, une *Histoire du moyen âge*. Le plan de cette *Cambridge medieval history* a été tracé par M. J. B. Bury; l'entreprise sera dirigée par le professeur H. M. Gwatkin, miss Mary Bateson et M. G. T. Lapsley.

États-Unis. — Sous la direction de M. A. Prentiss Clark Griffin, bibliographe en chef de la « Library of Congress » à Washington, a été dressée la liste des Cartulaires français et belges récemment entrés à cette bibliothèque (*List of Cartularies, principally french, recently added to the Library of Congress, with some earlier accessions*. Washington, Government printing office, 1905).

— G. MONDAINI, *le Origini degli stati Uniti d'America*. Milan, Hoepli, 1904, in-16, xvi-438 p. (Collezione Storica Villari.) — Cette histoire fait partie d'une collection que l'intelligent éditeur historique de Milan, Hoepli, publie depuis 1901 à l'usage du public cultivé italien. Les premiers volumes étaient consacrés à l'Italie et à la France. Celui-ci est destiné à présenter sous une forme rapide l'histoire de la formation de la nation américaine depuis la fondation des colonies jusqu'à la création de l'État fédéral. L'auteur a mis à la portée de son public, dans un cadre bien divisé, les principaux faits exposés dans les grandes histoires américaines d'usage courant, — G. Bancroft, Higginson, Winsor, — et quelques indications générales sur le caractère américain tirées de Bryce et de Boutmy. Ch. SEIGNOBOS.

— *The decennial publications of the University of Chicago*, 2^e série, vol. VII. S. P. BRAKENRIDGE, *Legal tender. A study in English and American monetary history*. Chicago, Univ. press, 1903, in-8°, xvii-181 p. — Ce travail, commencé dans le séminaire d'économie politique de M. Laughlin, est l'œuvre d'un débutant qui a fait de fortes études et à qui son père a donné l'exemple. C'est une étude historique sur l'origine du cours forcé en Angleterre et son évolution en Amérique.

L'auteur remonte (un peu haut peut-être) jusqu'au xii^e siècle pour étudier le droit royal de monnayage et en comparer le principe à celui que la Constitution a établi aux États-Unis. Les altérations de monnaies auxquelles le roi eut recours depuis le xiii^e siècle pour se procurer un revenu avaient introduit en Angleterre l'habitude de voir le gouvernement fixer la valeur du numéraire.

Les colons anglais en Amérique, toujours à court de numéraire et empêchés par la métropole de frapper eux-mêmes une monnaie (Massachusetts l'essaya en 1651), remplacèrent l'argent par certains produits comme le tabac ou par des billets. Les assemblées prétendirent leur donner le cours forcé, ce qui amena des conflits pendant le xviii^e siècle

et une loi du parlement pour restreindre le cours forcé à l'or et à l'argent.

La guerre de l'Indépendance laissa aux colonies la facilité d'employer le papier-monnaie et elles en usèrent largement. Cette expérience laissa de si mauvais souvenirs que les auteurs de la Constitution fédérale, après un débat dans la Convention de 1787, refusèrent de reconnaître expressément au Congrès le pouvoir d'émettre du papier-monnaie à cours forcé, sans pourtant vouloir le lui interdire; ce pouvoir fut retiré aux États.

Depuis la création de l'État fédéral, l'accroissement des pouvoirs du gouvernement fédéral a peu à peu conduit à interpréter le silence de la Constitution sur la question du cours forcé dans le sens du droit de l'État. Le gouvernement s'en est tenu longtemps aux métaux et aux bons du Trésor. Mais les besoins de la guerre de Sécession ont en 1862 amené la création d'un papier-monnaie à cours forcé. L'étalon d'or unique introduit par une série de mesures depuis 1834 avait enlevé à l'argent son pouvoir libérateur. Une loi de 1878 lui donna le cours forcé que la loi de 1900 lui a de nouveau enlevé.

Les faits sont exposés avec précision et établis sur de bons documents.
Ch. SEIGNOBOS.

Espagne. — M. Henry Charles LEA vient de publier le premier volume d'une Histoire de l'inquisition d'Espagne qui en aura quatre (*A History of the Inquisition of Spain in four volumes*, vol. I. New York, The Macmillan Company, 1906, in-8°, xii-620 p.). On aurait aimé à trouver dans la très courte préface de ce premier volume le plan de l'ouvrage ainsi que des indications précises sur l'utilisation des archives de l'institution, en grande partie centralisées aujourd'hui dans l'*Archivo histórico nacional* de Madrid, car les notes au bas des pages ne montrent pas clairement ce que l'auteur a consulté en fait de documents manuscrits et ce qu'il a négligé. L'information de M. Lea semble d'ailleurs très étendue et précise dans le domaine où il s'est cantonné et dont on voudrait le voir parfois sortir, l'histoire de l'inquisition d'Espagne étant intimement mêlée à l'histoire politique et sociale du pays. Néanmoins, et malgré certaines opinions contestables et quelques erreurs, qui tiennent surtout à une connaissance insuffisante de l'histoire générale et de la littérature en tant que miroir de l'âme espagnole, on peut dire dès maintenant que cet ouvrage considérable se substituera avantageusement aux ouvrages anciens, tous plus ou moins de polémique ou de parti pris et très pauvrement documentés.
A. M.-F.

— L'*Ateneo* n'est pas seulement, à Madrid, le cercle de l'intelligence, fier de sa riche bibliothèque et assidûment fréquenté par les professeurs et les étudiants. Depuis assez longtemps déjà, il s'est adjoint une École des hautes études, avec des cours et des conférences régulières. Plus récemment, les membres du club ont créé une Université populaire. Enfin ils viennent de fonder une revue, l'*Ateneo*, dont le premier numéro

a paru en janvier 1906. Les sujets les plus divers y sont traités côte à côte : une étude sur *le Problème andalous* de M. Moreno Rodríguez et un essai littéraire sur *Jacinto Benavente* de M. Bonilla y San Martín y voisinent avec des poésies de MM. Santos Chocano et E. Maquina. Des informations nombreuses sur la vie politique et sociale en Espagne et à l'étranger, plusieurs comptes-rendus bibliographiques complètent un ensemble fort recommandable et qui fait vivement désirer longue et heureuse existence à cette jeune revue.

H. L.

Italie. — A l'occasion du mariage de la jeune comtesse Lucrezia di Porcia, M. Antonio DE PELLEGRINI a voulu faire revivre la gloire des sires de Prata et Porcia. Pour cela, il a édité, en l'accompagnant de notes, une étude faite par Eneas-Xavier de Porcia degli Obizzi sur ses ancêtres. L'auteur prétend se garder des fables généalogiques et rejette la légende qui fait descendre les Porcia de Porcius Caton ou mieux encore de Mesraim, fils de Cham; et cependant l'amour de sa race ne lui fait-il pas commettre une erreur lorsqu'il prétend faire des Porcia les descendants directs des avoués de l'évêché d'Udine au temps du roi lombard Liutprand (VIII^e siècle)? En tout cas, il n'apporte aucune preuve vraisemblable à l'appui de cette prétention nobiliaire. C'est seulement au XII^e siècle que les documents éclairent d'une lumière, encore assez faible parfois, son travail de généalogiste. Il est possible que cette œuvre éditée par M. de Pellegrini intéresse fort la noble famille Porcia et l'époux de la comtesse Lucrèce (et encore!). Mais les renseignements arides qu'elle renferme nous ont semblé de peu d'utilité pour l'histoire, même celle de la région de Porcia, de Prata et d'Udine¹.

— Le bienheureux Benoît Sinigardi d'Arezzo fut un des compagnons de saint François et le troisième prieur des Franciscains en Orient, où en plusieurs circonstances il semble avoir joué un rôle important au double point de vue religieux et politique. Sa vie fut écrite une vingtaine d'années après sa mort par un de ses compatriotes, Nanne d'Arezzo. Malheureusement, elle présente plusieurs traits fabuleux qui la rendent suspecte à l'histoire, comme par exemple le voyage au paradis terrestre du saint monté sur un dragon, ses entretiens avec les deux patriarches de l'ancienne loi, Énoch et Élie, vivant d'une vie humaine au paradis terrestre. Déjà, un des maîtres de l'histoire franciscaine, Mgr Faloci Pulignani, avait mis en garde les érudits contre un document d'un caractère aussi fabuleux. Le P. Girolamo GOLUBOVICH ne s'en est pas tenu aux sages conseils de Mgr Faloci, et, poussé par un attachement excessif à son ordre, il a voulu prouver la valeur rigoureusement historique de ce document. Dans une introduction, il explique à l'encontre du savant prélat qu'il est naturel que le bienheureux soit allé au paradis terrestre, puisque chacun sait que ce lieu de délices était

1. *I primi da Prata e Porcia (1164-1335)*. Udine, tip. del Blanco, 1904, in-8°, 146 p.

situé en Mésopotamie; encore plus naturel que le bienheureux Benoît ait causé avec Élie et Énoch, puisque ces deux patriarches ne sont pas morts; encore plus naturel que le saint ait chevauché sur un dragon, puisque, en dernière analyse, ce dragon était un chameau vu par des imaginations méridionales. Malgré ces raisonnements, nous nous rallions au sage jugement de Mgr Faloci et nous croyons qu'en publiant la biographie du bienheureux Benoît, d'après le Palatinus 266 de la Bibliothèque nationale de Florence, le P. Golubovich n'a pas rendu un grand service à l'histoire¹.

— M. Albano SORBELLI a publié un document important pour l'histoire du Grand Schisme d'Occident, le traité de l'illustre dominicain saint Vincent Ferrier en faveur du pape d'Avignon Clément VII contre le pape de Rome Urbain VI. Dans l'intéressante préface qui précède son édition, il explique la genèse de l'œuvre de saint Vincent Ferrier. Ce fut une réponse au docteur urbaniste Jean de Legnano de Bologne, et elle fut écrite, semble-t-il, à l'instigation d'un des plus fermes partisans de Clément VII, le cardinal Pierre de Luna, qui devait lui succéder sur le siège pontifical d'Avignon sous le nom de Benoît XIII. L'étude est aussi bien menée que l'édition, et quiconque voudra étudier les débuts du Grand Schisme saura gré à M. Sorbelli d'avoir édité une œuvre que plusieurs connaissaient déjà, mais qui était restée jusqu'ici confinée dans un manuscrit de la Bibliothèque nationale de Paris². Plusieurs appendices accompagnent le traité de saint Vincent Ferrier.

— Le chanoine Giuseppe CELIDONIO a voulu éditer tous les actes conservés aux archives de la cathédrale Saint-Pamphile de Sulmone qui mentionnent la levée de dîmes dans le diocèse de Valva. Il fait précéder cette publication d'une préface sur les dîmes. Cette étude témoigne de sa part d'une certaine inexpérience. Outre qu'il ne donne aucune référence à l'appui de ses affirmations, il ne semble pas se douter de certaines difficultés. Il affirme que la rencontre d'Abraham et de Melchisédech eut lieu cinq cents ans avant Moïse, comme si cette chronologie était à jamais arrêtée. Il lance des affirmations pour le moins contestables quand elles ne sont pas des erreurs évidentes; c'est ainsi qu'il affirme que Cyrus et Crésus étaient des Grecs (p. 6), que Clément V fut le premier qui, « pour réprimer la cupidité de certains prélats », établit et perçut les annates (p. 12). Il date de 1102 un acte d'Urbain II qui mourut en 1099 (p. 16), il appelle Isabelle la Catholique Élisabeth de Grenade (p. 22), il date de 1271 une dime qui aurait été établie par Grégoire X et il oublie qu'élû en septembre 1271, lorsqu'il était en Terre-Sainte, le pape ne prit en main le gouvernement de l'église qu'en 1272 (p. 37). Enfin il reconnaît lui-

1. *Vita et miracula b. Benedicti Sinigardi de Aretio, Ord. Min. scripta per Nannem Aretinum a. 1302.* Quaracchi, impr. du collège Saint-Bonaventure, 1905, in-8°, 25 p.

2. Albano Sorbelli, *Il tratto di S. Vincenzo Ferrier intorno al grande scisma d'Occidente*, 2^e éd. rifatta. Bologne, Zanichelli, 1906, in-8°, 159 p.

même n'avoir consulté pour son étude d'ensemble aucun texte original et s'être contenté de dépouiller le *Bullarium romanum*. Cela ne l'empêche pas d'établir la liste chronologique « de toutes les dîmes royales accordées ou approuvées par les papes! » (p. 21). Les 104 documents qu'il a extraits des archives capitulaires de Sulmone et qui vont de 1257 à 1744 sont édités avec la même inexpérience; le texte n'en est pas toujours bien établi et le commentaire qui les précède est parfois insuffisant¹.

— M. Gian-Carlo BURAGGI a trouvé aux archives d'État de Turin un statut inédit en treize articles promulgué par le duc de Savoie Amédée IX en 1467. Il le publie en le faisant précéder d'un commentaire sommaire expliquant la portée de chacun des articles².

— M. G.-B. FERRIGNO³ a mis à contribution les archives municipales et notariales de Castelvetro pour raconter la peste qui ravagea cette ville sicilienne de 1624 à 1626. Dans son étude, on trouvera des renseignements précis et curieux sur la nature du fléau et les moyens scientifiques qui furent employés pour l'arrêter; on y constatera que les notions et les précautions d'hygiène étaient déjà assez complètes dans la Sicile du XVII^e siècle. Nous y avons relevé aussi plusieurs traits d'héroïsme chez les religieux qui s'enfermèrent dans les lazarets pour y soigner plusieurs fois, au prix de leur vie, les malades. L'auteur termine son étude par quelques renseignements démographiques sur Castelvetro au commencement du XVII^e siècle.

— La révolte de Messine contre la domination espagnole en 1674 a été un des épisodes de la guerre qui mit aux prises Louis XIV non seulement avec la Hollande, mais encore avec toute une coalition dont l'Espagne faisait partie. Avec les troupes et les navires de La Feuillade, Vivonne et Duquesne, la France essaya de faire en Sicile une diversion contre Philippe IV, en exploitant le mécontentement d'une partie de l'île. Les événements diplomatiques et militaires qui se déroulèrent de 1674 à 1678 autour de Messine ont été maintes fois racontés; à la liste qu'il nous donne des historiens qui s'en sont occupés, M. CARDONA aurait pu ajouter M. Camille Rousset, qui leur a consacré plusieurs chapitres aussi vivants que bien documentés de son *Histoire de Louvois*. Quoique la question parût épuisée, M. Cardona l'a abordée à son tour. Ce qui l'y a décidé, c'est la découverte faite par lui de 171 documents inédits traitant de ces événements et conservés aux archives de Palerme, de Syracuse et de Catane. Son étude sur *Catania e il Val di Noto*

1. *Delle antiche decime Valvensi. Notizie e documenti*. Sulmone, Colaprete, 1903, in-8°, 143 p.

2. *Uno stato ignoto di Amedeo IX duca di Savoia*. Turin, Vincenzo Bona, 1905, in-8°, 32 p.

3. *La Peste a Castelvetro negli anni 1624-1626*. Trani, Vecchi, 1905, in-8°, 61 p.

durante la rivolta Messinese del 1674-1678¹ est la préface de l'édition qu'il compte nous donner de ces 171 pièces. Elles n'apportent aucun fait bien nouveau; elles se contentent de donner plus de détails et plus de précision à ce qui était déjà connu. J. G.

— Il vient de se fonder à Rome une *Rivista storica benedettina*, qui paraîtra tous les trois mois par fascicules d'environ 150 pages. Le prix de l'abonnement est de 12 l. (Rome, Santa Francesca al foro romano).

Suisse. — *Lausanne à travers les âges*, par M. le syndic VAN MUYPEN et MM. SCHNETZLER, CHAVANNES, DE MONTMOLLIN, CHASTELLAIN, BUTTET et PRILLETAZ (1 vol. in-4°, 228 p., avec nombreuses photographies et reproductions, publié par la municipalité de Lausanne, 1906). Le percement du Simplon est destiné à donner un nouveau développement à la ville de Lausanne. A l'occasion de cet événement international, la municipalité de Lausanne a ordonné la rédaction d'un ouvrage consacré à son développement et dédié « aux invités officiels de la Confédération aux fêtes d'inauguration du tunnel du Simplon ». Le présent volume a splendidement réalisé ce vœu; le texte, clair et ordonné, rivalise avec les illustrations, qui sont véritablement luxueuses. La partie historique a été confiée à M. Berthold van Muyden, syndic de Lausanne, et le savant historien de la *Suisse sous le pacte de 1815* a rédigé d'après les documents officiels ce qu'il appelle modestement un aperçu historique mais constitue en réalité une histoire de sa ville: on y voit l'antique *Lausanna* remonter sur les collines où s'est formée la vieille ville qui tend à redescendre à nouveau. Organisée municipalement sous la direction des évêques, elle tombe au xvi^e siècle sous le joug de *Messieurs de Berne* et ne s'en débarrasse qu'à la fin du xviii^e siècle. Entre temps, elle est devenue un centre favori des étrangers, Voltaire et Gibbon y séjournent, monarques et princes y passent, et sa société compte parmi les plus brillantes de l'Europe. Au xix^e siècle, ce mouvement littéraire ne s'arrête pas, et il est à peine utile de rappeler les conférences de Sainte-Beuve, d'où sortit son *Port-Royal*. En même temps, l'industrie se développe, les chemins de fer se croisent, et au commencement du xx^e siècle le percement du Simplon vient continuer ce grand travail d'économie sociale. De nombreux détails sur les monuments et musées de Lausanne, ses institutions philanthropiques, sa vie, complètent cette très intéressante publication. PAUL MATTER.

1. Acireale, tip. dell' Etna, 1903, in-8°, 115 p.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE¹.

ANTIQUITÉ.

- Dictionnaire des Antiquités grecques et romaines, 38^e fasc., 426.
Dognée (E.). Un officier de l'armée de Varus, 347.
Kaisin (J.). Notre opinion sur la bataille de Presles, 347.
Kugener. Les brimades aux IV^e et V^e siècles de notre ère, 334.

HISTOIRE GÉNÉRALE.

Cambridge modern history, t. IX, 442.

AFRIQUE.

- Dehéraïn (A.)*. L'expansion des Boers, 215.
Descamps (baron). L'Afrique nouvelle, 352.
Lane-Poole (Stanley). A history of Egypt in the middle ages, 155.

ALLEMAGNE.

- Jacob (Karl)*. Bismarck und die Erwerbung Elsass-Lothringens, 1870-71, 430.
Meyer. Grosses Konversations Lexikon, 431.
 — Kleines Konversations Lexikon, 431.
Petrenz (Otto). Entwicklung der Arbeitstellung in Leipziger Gewerbe, 157.
Philippson (Martin). Der Grosse Kurfürst Friedrich-Wilhelm von Brandenburg, 168.
Roey (van). Le *Contractus germanicus*, ou les controverses sur le 5^e au XVI^e siècle en Allemagne, 349.

EMPIRE BYZANTIN.

- Audollent*. Carthage romaine, 325.
Aussaresses. L'auteur du *Strategicon*, 326.
Chapot. Les destinées de l'hellénisme au delà de l'Euphrate, 337.
 — Synodicon orientale, 337.

Cumont (J.). La destruction de Nicopolis, 314.

Diehl (Ch.). Études byzantines, 314.
 — Théodora, impératrice de Byzance, 316.

— L'impératrice Irène, 320.

Dräseke. Psellos gegen Michael Kerularios, 322.

Gardner (Alice). Theodore of Studium; his life and times, 333.

Gerland. Geschichte des lateinischen Kaiserreiches von Konstantinopol, 1^{re} partie, 324.

Holmes. The age of Justinian and Theodora, 315.

Keller. Die sieben römischen Pfalzrichter im byzantinischen Zeitalter, 343.

Knecht. System des Justinianen Kirchenvermögensrechtes, 331.

Kremos. Ἱστορία τοῦ σχίσματος τῶν δύο ἐκκλησιῶν ἐλληνικῆς καὶ ῥωμαϊκῆς, 345.

Krumbacher. Eine neue Handschrift des Digenis Akritas, 336.

Labourt. Le christianisme et l'empire perse sous la dynastie sassanide, 338.

— De Timotheo I, Nestorianorum patriarcha, 339.

Leclercq (dom). Les martyrs, t. IV, 332.

Le Hardy. Histoire de Nazareth et de ses sanctuaires, 334.

Macler. Voy. Sebéos.

Millet (G.). Recherches au mont Athos, 335.

Neuman. La situation mondiale de l'empire byzantin avant les croisades; trad. p. *Renaud et Kozlovski*, 323.

Omont (Henri). Portraits de différents membres de la famille des Comnènes, 325.

— Manuscrit des œuvres de saint Denys l'Aréopagite envoyé à Louis le Débonnaire en 827, 344.

Pantchenko. La propriété rurale à Byzance, 326.

Pargoire (J.). L'Église byzantine de 587 à 847, 327.

1. Nous indiquons ici, outre les ouvrages qui ont été l'objet d'un compte-rendu spécial, ceux qui sont appréciés dans les *Bulletins* et dans la *Chronique*.

- Pernice (A.)*. L'imperatore Eraclio, 317.
Politis. Μελέται περί του βίου και της γλώσσης του ἑλληνικοῦ λαοῦ, 336.
Scala (von). Weltgeschichte, t. V, 313.
Schlumberger. L'épopée byzantine à la fin du x^e siècle, 320.
 — Sceaux byzantins inédits, 326.
 — L'inscription du reliquaire byzantin en forme d'église, du trésor d'Aix-la-Chapelle, 335.
Schwieritz. Das morgenländische Mönchtum, 329.
Sebéos. Histoire d'Héraclius; trad. de l'arménien et annotée p. *Macler*, 316.
Ter-Minassiantz. Die armenische Kirche in ihren Beziehungen zu den syrischen Kirchen, 340.

ESPAGNE.

- Altamira (Rafael)*. Trabajos de investigación en la catedral y el seminario de historia general del derecho, 224.
Ateneo, 444.
Cultura española, 223.
Lea (Henry Charles). History of the Inquisition in Spain, 444.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

- Brakenridge (J. P.)*. Legal tender. A study in english and american monetary history, 443.
Mondaini (G.). Le origini degli Stati Uniti d'America, 443.
Riley (Franklin L.). The Mississippi historical Society, 221.

FRANCE.

- Avenel (vicomte G. d')*. Le mécanisme de la vie moderne, t. V, 216.
Bémont (Ch.). Rôles gascons, t. III, 212.
Boislisle (A. de). Voy. *Marville*.
Boissonnade (P.). Les études relatives à l'histoire économique de la Révolution française, 427.
Carlot (A.). Étude sur le *domesticus* franc, 355.
Cultru (Prosper). Legon d'ouverture du cours d'histoire coloniale fondé par les gouvernements généraux de l'Indo-Chine et de Madagascar, 212.
Dieudonné (A.). Le livre de raison de Guillaume d'Erceus; monnaies de Philippe le Bel, 213.
Dupont-Ferrier (G.). État des officiers royaux de la sénéchaussée de Lyon, 427.
Dupuy (Ernest). La jeunesse des romantiques : Victor Hugo, A. de Vigny, 215.

Eberstadt (Rud.). Das französische Gewerberecht, 157.

Fleury (comte). Angélique de Mackau, marquise de Bombelles, et la cour de Madame Elisabeth, 215.

Griffin (A. Pr. Clark). List of cartularies, principally french, recently added to the library of Congress, 443.

Joret (C.). L'helléniste d'Anse de Villosion et la Provence, 427.

Lacour-Gayet (G.). La marine militaire de la France sous le règne de Louis XVI, 165.

La Roncière (Ch. de). Histoire de la marine française, t. III, 427.

Lasteyrie (R. de) et Vidier (Alexandre). Bibliographie des travaux historiques et archéologiques, 215.

Ledos (G.). Table des comptes-rendus des séances de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, 215.

Lot (Ferdinand). Situation faite à l'enseignement supérieur en France, 307.

Martinence. Molière et le théâtre espagnol, 216.

Marville, lieutenant général de la police. Lettres au ministre Maurepas; publ. p. A. de Boislisle, 427.

Mélanges H. d'Arbois de Jubainville, 212.

Musset (G.). Sèches ou oignons? 427.

Omont (H.). Missions archéologiques françaises en Orient aux xvii^e et xviii^e siècles, 162.

Pariset (Georges). Les aventures de Louis-François Vanhille, prisonnier de guerre chez les Anglais de 1806 à 1814, 214.

— La *Revue germanique* de Dollfus et Neffler, 1858-1868, 214.

Roche (Louis). Les grands récits de l'épopée française, 426.

Vidier (Alexandre). Voy. *Lasteyrie (R. de)*.

GRANDE-BRETAGNE.

Barron (Oswald). Northamptonshire families, 221.

Benson (A. C.). Walter Horatio Pater, 441.

Bonn (M. J.). Die Kolonisation in Irland, 219.

Coulton (G. G.). The monastic legend, 220.

Egerton. The claims of the study of colonial history upon the attention of the university of Oxford, 440.

Gasquet (abbé). Henry VIII and the english monasteries, 441.

Gross (Charles). The court of piepowder, 441.

Hassall (Arthur). Voy. *Stubbs (William)*.

- Liebermann (Felix)*. Die Gesetze der Angelsachsen. Wörterbuch, 429.
Lohmann (Friedrich). Die staatliche Regelung der englischen Wollindustrie, 157.
Oman (Charles). Inaugural lecture on the study of history, 219.
Shaw (William A.). The knights of England, 221.
Stubbs (Williams). Lectures on early english history; publ. p. A. Hassall, 220.

HONGRIE.

- Acsády (I.)*. Histoire des contributions en Hongrie, de 1598 à 1604, 440.
Beksis (Gustave). L'empire du roi Mathias et l'avenir de la Hongrie, 433.
Könyöki (Joseph). Les châteaux forts du moyen âge, 433.
Lippich (Alexius). Művészeli könyvtár, 437.
Malonyay (Désidère). Les pionniers de la peinture hongroise, 437.
Sebestyén. Les légendes de la prise de possession du pays magyar, 431.
Szadeczky (Louis). La chronique sécule de Csik, 435.
Széchényi (comte Etienne). OEuvres, t. II, 435.
Szendrey (Jean). Le développement historique du costume hongrois, 436.
Teleki (Michel). Correspondance, 434.
Thallóczy (L.). Une ambassade de Mantoue à Bude, 440.
 — Etudes sur les origines du banat de Bosnie, 440.
Vámbery (Arminius). Mes luttes, 438.

ITALIE.

- Ancler (dom R.)*. La question de Sienne et la politique du cardinal Carlo Carafa, 1556-1557, 222.
Buragi (G.-Carlo). Uno stato ignoto di Amedeo IX, duca di Savoia, 447.
Cardona. Catania ed il Val di Noto durante la rivolta Messinese, 1674-78, 447.
Celidonio (chanoine *Giuseppe*). Delle antiche decime Valvensi, 446.
Ferrigno (G.-B.). La peste a Castelvetro, 1624-1826, 447.
Golubovich (Giralamo). Vita et miracula b. Benedicti Sinigardi de Areio, O. M., scripta per Nannem Aretinum a. 1302, 445.
Pellegrini (Antonio de). I primi da Prata e Porcia, 445.
Sorbelli (Albano). Il trattato di S. Vincenzo Ferrier intorno al grande scisma d'Occidente, 446.

PAYS-BAS

(BELGIQUE ET HOLLANDE).

- Alexandre*. Chronique d'Adrien d'Oudenbosch; trad. fr., 143.
Aloin (F.). Le cabinet des médailles de l'État à la Bibliothèque royale, 134.
Analecta Bollandiana. Indices in tomos I-XX, 136.
Annuaire de l'Université de Louvain pour 1906, 217.
Avans (R. d'). Les archives et la bibliothèque communale de Malines, 134.
Balau (S.). Les sources de l'histoire de Liège au moyen âge, 147.
 — Comment Jean d'outre-Meuse écrit l'histoire, 147.
Barbier (chanoine). Obituaire du chapitre de Saint-Pierre au château de Namur, 141.
Bertièrre (dom *Ursmer*). Aux archives Vaticanes, 135.
 — Inventaire analytique des *Libri obligationum et solutionum* des archives Vaticanes, 135.
 — Mélanges d'histoire bénédictine, 352.
 — Les évêques auxiliaires de Cambrai et de Tournai, 354.
 — Les suppliques de Clément VI, 429.
Berten. Coutumes du Vieux-Bourg de Gand et des seigneuries enclavées, 140.
Bertrand (L.). Histoire de la coopération en Belgique, 351.
Bethune et Van Werveke. L'hospice de Saint-Jean et Saint-Paul à Gand, 139.
Borman (C. de). Chronique d'Adrien d'Oudenbosch, 143.
Boulmont (G.). Nos anciens ermitages, 353.
Brants (V.). Une page de sémitisme diplomatique et commercial, 349.
Brassinne (J.). Annexe au Catalogue des mss. de la bibliothèque de l'Université de Liège, 136.
 — Les paroisses de l'ancien concile de Saint-Remacle à Liège, 353.
Breyne (E. de). Inventaire sommaire des archives de la chancellerie autrichienne, 134.
Broeckaert. Cartulaire du béguinage de Termonde, 141.
Brouwers (D.). Archives des cures et des bénéfices de la province de Liège, 134.
 — Histoire du chapitre noble de Sinich, de l'ordre de saint Augustin, 353.
Burny (E.). Voy. *Hamande (L.)*.
Caeneghem (C. van). Nos paysans glorifiés, 152.

- Cardoen (E.)*. Archives des corps de métier et serments du Brabant, 134.
- Carlot (A.)*. Le dépôt des archives de l'Etat à Namur, 134.
- Castele (D. van de)*. Archives du Bureau de bienfaisance et des hospices civils de Liège, 134.
- Cauchie et Maere*. Recueil des instructions générales aux nonces de Flandre, 1596-1635, 145.
- Coopman (Th.) et Broeckaert (J.)*. Bibliographie van den vlaamschen taalstrijd, 137.
- Cruylants (E.)*. Histoire illustrée d'un corps belge au service de la République et de l'Empire, 347.
- De Wagram à Waterloo, 347.
- Cuwelier (J.)*. Les archives, 134.
- Inventaire des inventaires de la deuxième section des Archives générales du royaume, 134.
- Inventaire des archives du Val-Benoît-lez-Liège, de l'ordre de Cîteaux, 135.
- Notes pour servir à la biographie et à l'étude critique de l'œuvre de Jacques de Hemricourt, 148.
- Delcroix (D.)*. Voy. *Hymans (P.)*.
- Delehaye (le P. H.)*. Les légendes hagiographiques, 147.
- Demulder (A.)*. Les obituaires de la collégiale de Saint-Vincent à Soignies. Ses dignitaires et ses chanoines, 141.
- Descamps (baron)*. La neutralité de la Belgique, 357.
- Des Marez (G.)*. L'organisation du travail à Bruxelles au xv^e siècle, 348.
- Le Borgendael à Bruxelles dans sa lutte contre l'industrie privilégiée, 349.
- Destrée (J.) et Van der Velde (E.)*. Le socialisme en Belgique, 350.
- Devillers (L.)*. Inventaire analytique des archives des États de Hainaut, 135.
- Chartes du chapitre de Sainte-Waudru de Mons, 139.
- Cartulaire des hospices et établissements de charité de la ville de Mons, 139.
- La participation des États de Hainaut aux assemblées des États généraux des Pays-Bas, 1438-1770, 145.
- Diegerick (A.)*. Le dépôt des archives de l'Etat à Gand et le château de Gérard le Diable, 134.
- Discaëlles (E.)*. Une page d'histoire contemporaine. Janvier 1852, 346.
- Dollot (R.)*. La neutralité de la Belgique et le système de la Barrière, 357.
- Domínck (B. van)*. L'ancien cloître anglais de Bornhem, 353.
- Doyen*. Bibliographie namuroise, 137.
- Du Bus de Warnaffe (L.)*. Le congrès national, d'après la correspondance de François-Louis du Bus, 147.
- Duclos*. Nos héros de 1302, 150.
- Duvivier (C.)*. Actes et documents anciens concernant la Belgique, 139.
- Eloy*. Histoires et anecdotes de mon émigration; publ. p. C.-E. Gendebien, 146.
- Entretiens sur la Belgique contemporaine, 346.
- Fairon (E.)*. Le dépôt des archives de l'Etat à Liège, 134.
- Fayen*. Le prieuré augustin d'Elseghem, près d'Audenarde, et son obituaire, 141.
- Fourgassier (G.)*. La neutralité de la Belgique, 357.
- Fredericq (Paul)*. Corpus documentorum Inquisitionis haereticae pravitatis Neerlandicae, t. V, 142.
- Les Comptes des Indulgences aux Pays-Bas, 2^e série, 142.
- Deux sermons inédits de Jean du Gayt sur les Flagellants et sur le Grand Schisme d'Occident, 142.
- L'hérésie à l'Université de Louvain, 144.
- Antoine de Montchrétien comme source de l'histoire économique des Pays-Bas, 145.
- Fris (V.)*. Memorial de Gand de 1447 à 1470, 143.
- Les Flamands à la bataille de Courtrai, 150.
- La bataille de Courtrai, 347.
- Gaillard (A.)*. Archives de la Commission royale des études, 134.
- et *Breyne (E. de)*. Inventaire sommaire des archives de la secrétairerie d'Etat et de guerre, 134.
- Histoire du concile de Brabant, 357.
- Garcia de La Vega (baron de)*. Recueil des traités et conventions concernant le royaume de Belgique, 147.
- Gendebien (C.-E.)*. Voy. *Eloy*.
- Geschiedenis der abdij van Westmalle van de orde der hervormde Cisterciënzen, 353.
- Geudens (E.)*. Le chef-métier des merciers, 349.
- Ghellinck-Vaernewijck (comte de)*. Un livre de raison anversois du xvi^e siècle, 144.
- Gilliodts*. Coutumes du quartier de Furnes, 140.
- Gilliodts van Severen*. Cartulaire de l'ancien consulat d'Espagne à Bruges, t. II, 138.
- Cartulaire de l'ancienne estaple de Bruges, 138.
- Gilson (chanoine)*. Œuvres posthumes, 355.

- Gobert (T.)**. Les archives communales de Liège, 134.
- Gossart (E.)**. Espagnols et Flamands au xvi^e siècle, 151.
- L'auberge des princes en exil, 151.
- Un livre d'Érasme réprouvé par l'Université de Louvain, 354.
- Govaerts (L.)**. Écrivains, artistes et savants de l'ordre de Prémontré, 137.
- Guillaume (baron)**. L'Escant depuis 1830, 350.
- Halkin (Léon)**. Correspondance de J.-F. Schannat avec G. de Crassier et dom E. Martène, 146.
- et **Poncelet (E.)**. Table générale du recueil des Bulletins de la Commission royale d'histoire, 136.
- Hemande (L.) et Burny (F.)**. Histoire et exposé des opérations et statistiques des caisses d'épargne en Belgique, 351.
- Hensay (A.)**. Archives du chapitre de Saint-Lambert à Liège, 134.
- Les archives de l'État à Hasselt, 134.
- La « Crenée » générale au pays de Liège en 1470 et le dénombrement des feux, 139.
- Hocquet (A.)**. Inventaire analytique des archives de la ville de Tournai, 134.
- Hodevaere (O.)**. Le dépôt des archives de l'État à Mons, 134.
- Hoof (A. d')**. Inventaire général des archives ecclésiastiques du Brabant, 134.
- Houtte (van)**. Documents pour servir à l'histoire des prix, de 1381 à 1794, 141.
- Hubert (Eugène)**. Les garnisons de la Barrière dans les Pays-Bas autrichiens, 151.
- Le protestantisme à Tournai pendant le xviii^e siècle, 354.
- Huisman (M.)**. La Belgique commerciale sous l'empereur Charles VI, 349.
- Hymans (P.) et Delcroix (D.)**. Histoire parlementaire de la Belgique, 3^e série, 357.
- Jacquin**. Étude sur l'abbaye de Liesies, 353.
- Jansen (J.-E.)**. Recherches historiques sur l'ancienne abbaye du Parc, 353.
- Jean, sire de Haynin et de Louvignies**. Mémoires; publ. p. D. Brouwers, 144.
- Josson (M.)**. Révélations sur la Révolution belge de 1830, 152.
- Julin (A.)**. Les grandes fabriques en Belgique vers le milieu du xviii^e s., 141.
- Kerchove de Denterghem (comte Os-**
- wald de)**. La grève des tisserands gantois en 1859, 352.
- Kurth (G.)**. L'histoire de Belgique racontée aux enfants des écoles, 137.
- Chartes de l'abbaye de Saint-Hubert, 140.
- Notger de Liège et la civilisation au x^e siècle, 149.
- Laenen (J.)**. L'ancienne bibliothèque des archevêques de Malines, 136.
- La Flandre au début du xiv^e siècle et la lutte contre Philippe le Bel, 150.
- Usuriers et lombards dans le Brabant au xv^e siècle, 349.
- Note sur l'organisation ecclésiastique du Brabant à l'époque de l'érection des nouveaux évêchés, 354.
- Étude sur la suppression des convents par l'empereur Joseph II dans les Pays-Bas autrichiens, 354.
- Lahaye (L.)**. Archives des anciens greffes scabinaux de la province de Namur, 134.
- La vie intime dans une abbaye au xviii^e siècle, 352.
- Laloire (E.) et Lefèvre (E.)**. Les archives générales du royaume à Bruxelles, 134.
- Lameere (J.)**. Documents politiques, économiques et judiciaires du règne de Charles-Quint, 140.
- Essais et notices, 357.
- Lannoy (F. de)**. Les origines diplomatiques de l'indépendance belge, 152.
- La Russie et la Révolution belge de 1830, 153.
- Leclère (G.)**. Les avoués de Saint-Trond, 356.
- Limburg-Stirum (comte J. de)**. Coutumes de la ville et de la châtellenie de Courtrai, 140.
- Magnette (F.)**. Documents relatifs à l'histoire de Malmédy pendant les années 1792 et 1793, 146.
- Manuel du répertoire bibliographique universel**, 137.
- Martinet (A.)**. Léopold I^{er} et l'intervention française en 1831, 152.
- Mélanges Paul Fredericq**, 347.
- Michaelis (H.)**. Les archives de l'État à Arlon, 134.
- Michotte (P.)**. Étude sur les théories économiques qui dominèrent en Belgique de 1830 à 1886, 350.
- Millard (E.)**. Les Belges et leurs générations historiques, 149.
- Monchamp (Mgr G.)**. L'évêque van Bommel et la Révolution belge, 153.
- Natez (L.)**. Les champs de bataille de la Belgique, 347.
- Louvain, 12 août 1831, 348.
- Neck (L. van)**. Waterloo illustré, 348.

- Nelis (H.)*. Étude diplomatique sur le tabellionage de Tournai au moyen âge, 148.
- Oudenbosch (Adrien d.)*. Chronique; texte publ. p. *C. de Borman*; trad. en français par *Alexandre*, 143.
- Overbergh (C. van)*. La grève générale belge d'avril 1902, 351.
- Paridaens*. Journal historique; publ. p. *A. Wins*, 146.
- Pauw (N. de)*. Jehan Froissart's cronnyke van Vlaenderen, getranslateert bij Potter van der Loo, 2^e partie, 143.
- Le procès de Jean Borluut, 356.
 - L'assassinat d'Artevelde et l'instruction de ce crime, 356.
- Perquy (le Père)*. La typographie à Bruxelles au début du x^e siècle, 351.
- Pirenne (Henri)*. Chronique rimée des troubles de Flandre en 1379-1380, 143.
- La bulle fausse de Nicolas 1^{er} pour le monastère de Saint-Pierre, 148.
 - Les documents d'archives comme source de démographie historique, 148.
- Pirenne (Henri)*. Histoire de Belgique, 148.
- Les dénombremens de la population d'Ypres au x^e siècle, 348.
 - Les villes flamandes avant le xii^e siècle, 356.
 - Le privilège de Louis de Male pour la ville de Bruges, juin 1380, 356.
- Poncelet (E.)*. Le monastère de Bernardfagne, dit de Saint-Roch, 353.
- Potter (F. de)*. Vlaamsche bibliographie, 137.
- Rackfall*. Le registre de Franciscus Lixaldius, trésorier général de l'armée espagnole aux Pays-Bas de 1567 à 1576, 145.
- Rembry (chanoine)*. Les remaniemens de la hiérarchie épiscopale en Belgique au xix^e siècle, 355.
- Reusens*. Matricule de l'Université de Louvain, 140.
- Rolln (H.)*. Les institutions ouvrières des charbonnages de Mariemont et de Bascoip, 352.
- Schrevel (A. C. de)*. Remi Drieux, évêque de Bruges, et les troubles des Pays-Bas, 151.
- Schweisthal (M.)*. Le voyage du P. Reginald Möhner, bénédictin, pendant l'expédition au secours des Pays-Bas espagnols en 1651, 146.
- Schoorman (R.)*. Archives des greffes scabinaux et seigneuriaux de la Flandre orientale, 134.
- Simenon (G.)*. Le servage à l'abbaye de Saint-Trond, 348.
- Smet de Naeyer (M. de)*. Voy. *Vaernewijck (Marc van)*.
- Spilbeeck (van)*. Necrologium ecclesiae B. M. V. de Tongerlo, 141.
- Steyaert (E.)*. De la propriété des églises en Belgique sous l'ancien régime, 357.
- Terlinden (Ch.)*. La révolution belge de 1830 racontée par les affiches, 146.
- Rapport adressé au prince de Méan, archevêque de Malines, à l'occasion des négociations en vue d'un concordat avec la cour des Pays-Bas en 1824, 147.
- Université catholique de Louvain. Bibliographie, 137.
- Vaernewijck (Marc van)*. Mémoires d'un praticien gantois sur les troubles religieux en Flandre, 1566-68; texte publ. p. *F. Vander Haeghen*; trad. franç. par *M. de Smet de Naeyer*, 144.
- Vanden Gheyn (P.-J.)*. Catalogue des mss. de la Bibliothèque royale de Belgique, 136.
- Vander Haeghen (Ferd.)*. Bibliotheca belgica, 136.
- Voy. *Vaernewijck (Marc van)*.
- Vanderkindere (L.)*. La chronique de Gislebert de Mons, 142.
- La formation territoriale des principautés belges au moyen âge, 2^e édit., 149.
 - La première phase de l'évolution constitutionnelle des communes flamandes, 355.
 - La politique communale de Philippe d'Alsace et ses conséquences, 355.
- Vander Linden (H.)*. Analyse de documents relatifs à l'histoire de Louvain, 135.
- Van der Velde (E.)*. Voy. *Destrée (J.)*.
- Vannerus (J.)*. Le dépôt des archives de l'État à Anvers, 134.
- Varlez (L.)*. Les salaires de l'industrie gantoise, 351.
- Verriest (L.)*. Aperçu des collections des archives communales de Tournai, 134.
- La Charité de Saint-Christophe et ses comptes au xiii^e siècle, 140.
- Vuytsteke (Julius)*. Cartulaire de la ville de Gand. Comptes de la ville et des baillis, 138.
- Warichez (J.)*. Les origines de l'église de Tournai, 354.
- Wauters (Alph.)*. Table chronologique des chartes et diplômes imprimés concernant l'histoire de la Belgique, t. X, 136.
- Willemssen (G.)*. Étude sur la démographie d'une commune du plat pays de Flandre, xvii^e-xviii^e s., 350.

Wilmotte (M.). La Belgique morale et politique, 346.

Wils. Obituaire des Augustins de Louvain, 141.

Wins (A.). Voy. *Paridaens*.

Zuylen van Nyevelt (A. van). Le dépôt des archives de l'État à Bruges, 134.

RUSSIE.

Arnheim (Fritz). Der ausserordentliche Finnländische Landtag 1899, 174.

Gætz. Kirchenrechtliche und kulturgeschichtliche Denkmæler Altrusslands, 342.

Towarzystwo Warszawskie przyjaciół nauk, 176.

SUISSE.

Muyden (van), *Schnetzler*, *Chavannes*, *Montmollin*, *Chastellain*, *Buttel* et *Prilletaz*. Lausanne à travers les âges, 448.

HISTOIRE DE L'ART.

Benoit (F.). Holbein, 114.

Bouyer (Raymond). Claude Lorrain, 121.

Dalbon (Charles). Les origines de la peinture à l'huile, 111.

Dvořák (Max). Das Rätsel der Kunst der Brüder van Eyck, 111.

Fierens-Gevaert. La Renaissance septentrionale et les premiers maîtres des Flandres, 110.

— *Jordaens*, 122.

Fouché (Maurice). Percier et Fontaine, 122.

Gauthiez (P.). Milan, 116.

Gebhardt. Florence, 116.

Grands artistes (les), 119.

Hill (C.-F.). Pisanello, 113.

Hourticq (Louis). Rubens, 122.

Kleinclausz (A.). Claus Sluter, 112.

Lafond (Paul). Le musée de Rouen, 117.

Lemonnier (Henry). Gros, 123.

Maîtres de l'art (les), 120.

Mlle. L'art symbolique à la fin du moyen âge, 107.

Marcel (Henry). La peinture française au XIX^e siècle, 125.

Maclair (Camille). De Watteau à Whistler, 119.

Michel (André). Histoire de l'art, 103.

Rée. Nuremberg, 115.

Reinach (Salomon). Apollon, 117.

Riat (Georges). Ruysdael, 122.

Rolland (Romain). Michel-Ange, 113.

Rosenthal (Léon). Géricault, 124.

Schmarsow (A.). Grundbegriffe der

Kunstwissenschaft, 103.

Valentiner (Wilhelm-R.). Rembrandt und seine Umgebung, 121.

Venturi. Storia dell'arte italiana, 108.

Verhaeren. Rembrandt, 120.

Vitry (P.). Tours et la Touraine, 116.

Wollmann (Ludwig). Die Germanen und die Renaissance in Italien, 106.

TABLE DES MATIÈRES.

ARTICLES DE FOND.

Pages

R. GUYOT et F. THÉNARD. Le conventionnel Goujon; <i>suite</i> . . .	21, 253
Ch.-Fr. ROUX. La politique française en Égypte à la fin du xviii ^e siècle.	1, 225

MÉLANGES ET DOCUMENTS.

Alfred PÉREIRE. Des premiers rapports entre Saint-Simon et Auguste Comte, d'après des documents originaux, 1816-1819	57
Grégoire YAKSCHITCH. La Russie et la Porte ottomane de 1812 à 1826; 1 ^{er} article	281

CORRESPONDANCE.

Carnot et Napoléon. Réponse de M. Eugène WELVERT à la lettre de M. le capitaine Sadi CARNOT	99
— — Dernières observations de l'arrière-petit-fils de Carnot	358

BULLETIN HISTORIQUE.

Belgique. 1902-1905, par Eugène HUBERT	126, 346
France. La situation de l'enseignement supérieur, par G. MONOD, de l'Institut	307
— Publications relatives à l'empire byzantin, par Louis BRÉHIER	313
— Histoire de l'art, par Louis HOURTICQ	102

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

S. ADLER. Zur Rechtsgeschichte des adeligen Grundbesitzes in Österreich. (G. Gavet.)	362
Fr. ARNHEIM. Der ausserordentliche Finnländische Landtag 1899. (Id.)	174
Rud. EBERSTADT. Das französische Gewerberecht. (Id.) . . .	157

[SUPPLÉMENT AU NUMÉRO DE JUILLET-AOÛT 1906.]

TABLE DES MATIÈRES.

	457
	Pages
P. EISENMANN. Le compromis austro-hongrois de 1867. (G. Monod.)	378
R. FRUIN. Verspreide geschriften. (Albert Waddington.)	367
Vicomte de GONTAUT-BIRON. Mon ambassade en Allemagne, 1872-1873. (Paul Matter.)	380
Ch. JORET. Les plantes dans l'antiquité et au moyen âge, t. II. (Sylvain Lévi.)	361
G. LACOUR-GAYET. La marine militaire de la France sous le règne de Louis XVI. (G. Monod.)	165
Marquis de LA MAZELIÈRE. Quelques notes sur l'histoire de Chine. (G. Appert.)	373
Stanley LANE POOLE. A history of Egypt in the middle ages. (G. Yver.)	155
Fr. LOHMANN. Die staatliche Regelung der englischen Wollindustrie. (G. Blondel.)	157
A. MAULVAULT. Répertoire alphabétique des personnes et des choses de Port-Royal. (A. Rebelliau.)	372
MESCHINET DE RICHMOND. Les marins rochelais. (G. Monod.)	371
H. OMONT. Missions archéologiques françaises en Orient aux XVII ^e et XVIII ^e siècles. (A. Fouché.)	162
O. PETRENZ. Entwicklung der Arbeitsteilung in Leipziger Gewerbe. (G. Blondel.)	157
M. PHILIPPSON. Der Grosse Kurfürst Friedrich-Wilhelm von Brandenburg. (G. Pagès.)	168
H. ROEHL. Beiträge zur Preussischen Handwerkerpolitik. (G. Blondel.)	157
H. SCHLITTER. Geheime Correspondenz Josefs II mit Ferdinand Grafen Trauttmansdorf. (F. Magnette.)	374
Towarzystwo Warszawskie przyjaciół nauk. (Louis Leger.)	176

LISTE ALPHABÉTIQUE DES RECUEILS PÉRIODIQUES

ET DES SOCIÉTÉS SAVANTES.

ALLEMAGNE.

1. K. Akademie der Wissenschaften (Berlin).	402
2. K. Akademie der Wissenschaften (Munich)	401
3. Beiträge zur alten Geschichte.	397
4. Deutsche Rundschau	201
5. K. Gesellschaft der Wissenschaften (Göttingen).	402
6. Göttingische gelehrte Anzeigen	200
7. Historisches Jahrbuch	199
8. Neues Archiv	201
9. Preussische Jahrbücher	401

	Pages
10. Rheinisches Museum für Philologie	399
11. Zeitschrift für Kirchengeschichte	202

ALSACE-LORRAINE.

1. Revue d'Alsace	198
2. Jahrbuch d. Gesellschaft f. Lothringische Geschichte	198

AUTRICHE-HONGRIE.

1. Budapesti Szemle	205
2. Bulletin international de l'Acad. des sc. de Gracovie	207
3. Jahreshefte d. œsterr. archæol. Instituts in Wien	404
4. Századok	203
5. Wiener Studien	405
6. Zeitschrift d. d. Vereins f. d. Gesch. Mährens	405

BELGIQUE.

1. Analecta Bollandiana	392
2. Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique	392
3. Annales de l'Académie royale d'archéologie	392
4. Annales de la Fédération archéologique et historique	392
5. Annales de la Société d'émulation de la Flandre	393
6. Annales de la Société historique de Tournai	393
7. Annales de l'Institut archéologique du Luxembourg	394
8. Annales du Cercle archéologique de Mons	394
9. Annales du Cercle archéologique d'Enghien	394
10. Annales du Cercle archéologique du pays de Waes	395
11. Archives (les) belges	395
12. Bulletin de l'Académie royale d'archéologie	396
13. Bulletin de la classe des lettres de l'Académie royale	396
14. Bulletin de la Commission royale d'histoire	396

FRANCE.

1. Académie des inscriptions et belles-lettres	390
2. Académie des sciences morales et politiques	193, 390
3. Ami (l') des Monuments et des Arts	190
4. Annales de Bretagne	194
5. Annales de Géographie	389
6. Annales de la Société archéologique du Gâtinais	194
7. Annales de l'Est et du Nord	195
8. Annales des Sciences politiques	191
9. Bibliographe moderne (le)	390
10. Bibliothèque de l'École des chartes	184, 382
11. Bulletin critique	178, 384
12. Bulletin de Correspondance hellénique	184, 386

TABLE DES MATIÈRES.

459

	Pages
13. Bulletin de littérature ecclésiastique	187
14. Bulletin hispanique	191, 388
15. Bulletin italien	191, 388
16. Études par des PP. de la Compagnie de Jésus	191
17. Journal des Savants	384
18. Mélanges d'archéologie et d'histoire	388
19. Nouvelle Revue historique de droit	190, 389
20. Polybiblion	178
21. Révolution de 1848 (la)	187
22. Révolution française (la)	185
23. Revue africaine	195
24. Revue archéologique	183, 387
25. Revue celtique	390
26. Revue critique d'histoire et de littérature	179, 385
27. Revue de l'histoire des religions	188
28. Revue de Paris (la)	193
29. Revue des Bibliothèques	390
30. Revue des Études anciennes	387
31. Revue des Études historiques	182, 382
32. Revue des Études rabelaisiennes	189
33. Revue d'histoire de Lyon	196
34. Revue d'histoire moderne et contemporaine	181, 383
35. Revue d'histoire, rédigée à l'État-major	388
36. Revue du Béarn et du Pays basque	196
37. Revue historique et archéologique du Maine	197
38. Revue Mabillon	189
39. Société archéologique de Tarn-et-Garonne	198
40. Société de l'histoire de Paris et de l'Ile-de-France	391
41. Société nationale des Antiquaires de France	193, 391

GRANDE-BRETAGNE.

1. Athenaeum	207, 407
2. Edinburgh Review	208
3. English historical Review	406
4. Nineteenth Century	210

GRÈCE.

1. Νέος Ἑλληνομνήμων	416
--------------------------------	-----

ITALIE.

1. Archivio della Società romana di storia patria	408
2. Archivio storico italiano	409
3. Archivio storico lombardo	410
4. Archivio storico per le provincie napoletane	411
5. Archivio storico Siciliano	412

	Pages
6. Atti e Memorie della r. Deputazione di Romagna . .	414
7. Nuovo archivio veneto	413
8. Rivista storica italiana	241
9. Studi e documenti di storia e diritto	415
10. Studi storici	416
 Chronique et Bibliographie	 212, 418
Index bibliographique	449

L'un des propriétaires-gérants, G. MONOD.

Nogent-le-Rotrou, imprimerie DAUPELEY-GOUVERNEUR.

